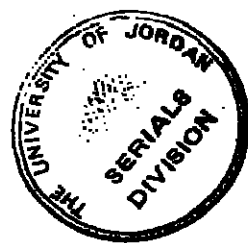


# Arts et Spectacles : la FIAC

# Le Monde



15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15  
QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14619 - 6 F  
JEUDI 3 OCTOBRE 1991

BOURSE ★★

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Les efforts pour endiguer la désintégration de l'Union

## Douze Républiques d'URSS approuvent un projet de traité économique

### Un accord ambigu

L'ACCORD « de principe » signé mardi à Alma-Ata (Kazakhstan) par les représentants de douze Républiques de l'ancienne URSS constitue un pas important en direction d'une future communauté économique. Ces représentants se sont engagés à s'entendre au plus vite sur la définition d'un espace économique commun. Le projet reste vague, mais la volonté politique paraît réelle. Selon les plus optimistes, le traité sur la communauté économique pourrait être signé à la mi-octobre, et entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier prochain. L'accord d'Alma-Ata est extraordinairement ambigu. L'absence du président Gorbatchev, qui négociait à Moscou l'aide alimentaire de la Communauté européenne, est symptomatique de la désintégration en cours du « centre ». Le concept est pourtant nécessaire à la définition d'un espace économique commun. Dans toutes les fédérations et confédérations existantes, il y a un lieu de coordination. Quel que soit le nouveau visage de l'URSS, il lui faudra un centre pour coordonner la politique monétaire, même si de nouvelles monnaies sont frappées dans différentes capitales. Il faudra aussi des institutions capables de gérer certaines dépenses communes et donc de percevoir une partie des recettes de la production. A moins de déclarer l'indépendance économique totale de chacun des Etats, et, cela, personne n'y a intérêt.

AUTRE signe de l'ambiguïté : le fait qu'une République comme l'Ukraine ait pu entériner l'accord d'Alma-Ata. Ses dirigeants ne jurent pourtant que par l'indépendance économique. Le Parlement de Kiev pourrait très bien rejeter en bloc le projet.

L'accord reste donc vague au sujet de la nouvelle architecture de la communauté. Il est aussi en ce qui concerne l'avenir des réformes et la perspective d'une transition réelle vers l'économie de marché. Celles-ci sont nécessaires pour désaturer la production, rationaliser la distribution, enrayer l'hyper-inflation... tantier d'assembler et d'enrichir le pays!

LES transformations ne pourront intervenir avant qu'elles aient été arrêtées des orientations précises sur des questions majeures : une monnaie unique ou des monnaies nationales, une fiscalité fédérale ou républicaine, des droits de douane ou un libre-échange total? En signant l'accord d'Alma-Ata, les responsables de douze Républiques ont reconnu la nécessité d'esquisser au plus vite les contours de la nouvelle union. A eux maintenant de convaincre leurs opinions publiques que leur bien-être économique requiert une collaboration étroite entre les Républiques.

Il ne sert à rien de détruire les anciennes bases sans en construire de nouvelles. La dissolution brutale du COMECON - l'organisation commerciale de l'ancien bloc soviétique - au début de 1991, a prouvé que malgré la volonté des uns et des autres d'en finir avec l'ancien système les liens sont souvent nécessaires et les pesanteurs énormes.

M 0147 - 1003 0 - 6.00 F



Réunis pour la première fois en dehors de Moscou - à Alma-Ata, au Kazakhstan - les représentants de douze Républiques soviétiques ont approuvé dans « ses grandes lignes », mardi 1<sup>er</sup> octobre, un projet de traité d'union économique, destiné à endiguer la désintégration de l'Union. Huit Républiques, dont l'Ukraine, se proposent d'en signer le texte à la mi-octobre. Mais les incertitudes politiques persistantes pèsent toujours sur son application.

MOSCOU

de notre correspondant  
Cahin-caha, et en dépit d'une assez grande confusion, les Républiques de l'ex-URSS, ou du moins un certain nombre d'entre elles, s'acheminent vers la conclusion d'un traité destiné à préserver un espace économique commun. A Alma-Ata, capitale du Kazakhstan, une réunion à laquelle participaient les représentants de treize Républiques a permis de dégager un « accord de principe » entre douze d'entre

elles et le traité pourrait être signé avant la mi-octobre. Huit Républiques (la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, le Kirghistan et le Turkménistan) se sont déclarées prêtes à s'engager dans cette voie et plusieurs autres pouraient les rejoindre. En revanche, la Lettonie - seul pays baltique représenté à titre d'observateur à Alma-Ata - a fait savoir qu'elle n'adhérerait en aucun cas à une quelconque « union ».

JAN KRAUZE

Lire la suite page 3

### Moscou s'apprête à réduire fortement les effectifs de l'armée

page 6

## L'unité allemande, un an après

Deux populations qui n'en finissent pas de découvrir leurs différences

BERLIN

de notre correspondant  
La chasse aux immigrés d'Hoyerswerda, en Saxe, les batailles de base-ball contre les étudiants étrangers d'Ilmenau, en Thuringe, les attentats en série contre les centres d'accueil de Rhénanie du Nord-Westphalie, ont jeté une ombre sur la célébration, jeudi 3 octobre, du premier anniversaire de la réunification allemande. Deux mois avant les conférences gouvernementales qui doivent décider du rythme de progression de la construction européenne, ces événements montrent une grande Allemagne fragilisée dont la nouvelle personnalité est loin d'être dessinée au moment où l'effondrement de l'Union soviétique accroît ses responsabilités sur le continent européen.

L'engagement personnel du chancelier Helmut Kohl à poursuivre de concert l'intégration de l'Allemagne et celle de l'Europe et les immenses intérêts en jeu dans le grand marché de 1993 semblent au moins garantir dans cette période un peu incertaine que les nostalgies du retour à l'Empire du Milieu qui s'expriment çà et là de manière un peu confuse resteront sans lendemain. Dans le contexte européen, la brusque flambée de xénophobie que traverse l'Allemagne n'a en soi rien d'exceptionnel. On connaît actuellement, dans toute l'Europe de l'Ouest, les mêmes difficultés face à l'immigration. La peur de l'invasion, qu'elle vienne du Sud ou, pour l'Allemagne, de l'Est, est aussi mauvaise conseillère. Chaque pays y réagit avec son propre caractère. Le fait intéressant, dans le cas

allemand, est que ce phénomène montre pour la première fois clairement à quel point les difficultés sociales de l'est de l'Allemagne peuvent influencer sur le nouvel ensemble allemand et remettre en cause des comportements que l'on croyait acquis dans la partie ouest du pays.

La première année de la réunification s'est déroulée d'une manière étonnamment calme compte tenu des énormes difficultés que représentait, pour l'ex-RDA, le passage immédiat de la dictature à un régime démocratique, d'une économie dirigée au marché libre. La peur de troubles sociaux provoqués par l'effondrement de l'appareil productif de l'Allemagne de l'Est ne s'est pas confirmée.

HENRI DE BRESSON

Lire la suite page 4

## Un service militaire de dix mois



Les députés devaient examiner, mercredi 2 octobre en fin d'après-midi, le projet de loi présenté par M. Pierre Joxe, le ministre de la défense, sur le nouveau service national, qui propose une formule « à la carte » : des services différenciés dont la durée ira de dix à vingt mois selon les affectations. Le service militaire proprement dit, qui concerne 95 % des jeunes recrues, sera de dix mois.

Lire l'article de JACQUES ISNARD page 8

## L'école privée se démocratise

Plus d'un jeune sur trois est passé par l'enseignement privé qui « profite » surtout aux familles modestes

par Frédéric Gausson

L'école privée - c'est-à-dire catholique - est réservée aux bourgeois et elle institue une ségrégation entre les enfants. Ces deux postulats, qui reposaient sur des constats évidents, ont légitimé pendant des décennies le combat des laïques. L'ampleur des manifestations de 1984 a montré que la réalité était peut-être plus nuancée. Or une étude - la première de cette ampleur - réalisée par deux sociologues, Gabriel Langouet et Alain Léger (1), et dont les résultats sont publiés dans le numéro d'octobre du Monde de l'éducation, fait apparaître que le rôle

joué par l'enseignement privé dans la société française a considérablement évolué.

Première constatation : la place qu'il tient dans la scolarité des jeunes Français est bien plus importante que ne le laissent supposer les chiffres des effectifs. En effet, s'il n'accueille que 16 % d'entre eux, on constate que 37 % des élèves parvenus en terminale ont, à un moment ou à

un autre, fréquenté un établissement privé. Ce qui signifie qu'une proportion bien plus grande encore de familles ont, au moins une fois, eu recours à cette solution pour l'un de ses enfants.

Lire la suite page 16.

(1) Public ou privé? Trajectoires et réussites scolaires, par Gabriel Langouet et Alain Léger. Editions Publibon, 187 p., 120 F.

### EDUCATION ♦ CAMPUS

■ Université sans frontières. ■ Plan de carrière pour les universitaires. ■ Les musées au tableau noir. ■ L'enjeu des jeunes sans diplôme. pages 14 à 16

A L'ÉTRANGER : Algérie, 450 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 750 M; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Espagne, 160 PTA; Grèce, 95 p.; Italie, 2,20 L; Luxembourg, 42 F; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 F.; Portugal, 170 ESC; Suède, 450 F SFA; Suisse, 1,50 FS; USA, 1,50 \$; Royaume-Uni, 2,50 £.

هنا من الأخبار



## DÉBATS

Immigration

## Le nouveau combat des « deux France »

par Jean Baubérot

**1996** : de sanglants éclats en France contre les immigrés. Pendant dix jours, la chasse au faciès fait rage. Des Français « de sang » aux cheveux noirs, au visage un peu trop brun, sont victimes de « bavures ». Le gouvernement est impuissant. Une majorité de la population est persuadée que ce qui se passe est un mal nécessaire. On pense, sans toujours oser le dire tout haut, que « cela ne pouvait plus durer ». C'était « eux ou nous ! ». Résultat : dans la « patrie des droits de l'homme », des milliers de personnes meurent parce qu'elles ne ressemblent pas au portrait-robot du Français moyen.

2006 : un historien analyse les causes de cette nouvelle Saint-Barthélemy. Il montre scientifiquement comment, année après année, s'est créé un climat idéologique et politique dont ce massacre a été l'aboutissement logique. Personne ne l'avait prévu, et, si des mots qui ont fini par tuer ont été prononcés, c'était moins par hostilité envers les immigrés que pour disposer de sondages favorables dans la campagne présidentielle de 1995. A part de petits groupes néo-nazis, nul ne voulait cela. On a même vu des gens qui avaient voté pour tel parti d'extrême droite cacher des enfants arabes au péril de leur vie ! Mais la catastrophe est arrivée. Beaucoup avaient oublié l'avertissement de Raymond Aron : « L'histoire est tragique ».

Le pire n'est pas toujours sûr. Pourtant, depuis un certain temps, ce scénario n'est pas seulement le fruit d'une imagination débridée. Peu à peu, il devient plausible. Tel peut être, en tout cas, le point de vue d'un historien qui sait que les mesures antisémites de Vichy ont été précédées par la montée d'un climat idéologique dans les années 30 qui atteignait peu ou prou des gens « raisonnables ». Ses

effets furent si pernicieux qu'une personnalité qui protesta publiquement, et avec courage, contre les lois antijuives distinguait, dans sa prise de position, les « Français israéliens » et les autres. Pourrait-on, en matière de flux migratoires, éviter de faire l'ange ou la bête ? Halte au feu, c'est-à-dire à l'escalade verbale, à l'inflation idéologique et, finalement, aux termes lourds de connotations racistes. Mais halte aussi aux propos paradoxaux de pseudo-intellectuels très médiatiques où l'immigré se dédouble : côté pile, c'est un exploité, donc un saint, côté face, c'est un intégriste diabolique. Faisons entre nous un contrat très simple : pendant trois ans, nous allons nous retenir de prononcer des propos spectaculaires, quitte à risquer de faire baisser l'audimat.

Nous allons un peu écouter ce que les sciences humaines et sociales nous disent depuis longtemps : la rencontre de populations de culture, d'histoire et de niveaux sociaux différents est toujours jalonnée de heurts, de tensions, de conflits ; une intégration globalement réussie - c'est-à-dire qui a su maintenir les divers aspects de ce choc en deçà d'un certain seuil - apporte à tout pays qui la réalise un enrichissement culturel, économique, humain.

Or, paradoxalement, les mots qui risquent de tuer sont de plus en plus prononcés, alors qu'objectivement le problème de l'immigration en tant que tel diminue d'intensité. Le chômage et ce que Maurice Agulhon appelle justement la « crise de la morale élémentaire » sont plus importants et ils ne se contentent pas avec cette question dans sa spécificité.

Deux faits importants devraient inciter à un relatif optimisme : l'apparition de plus en plus d'intermédiaires culturels, c'est-à-dire de Français « d'origine étrangère », capables de parler à la fois aux « Français de vieille souche » et

aux immigrés récents. Quoi qu'on en dise, l'intégration par l'école, cela fonctionne ! Smaïn en imitant Yves Montand (« A mobylette ») et Michel Boujenah en traitant des difficultés de l'être humain transplané (« Tu es emporté, mon fils, tu es emporté ») sont des artisans en profondeur d'une intégration réussie.

## Un combat laïque

Le second fait s'est produit pendant la guerre du Golfe. Que s'est-il passé ? Rien précisément ! C'est-à-dire pas de « guerre intercommunautaire ». En cette période si virtuellement explosive, les règles du vivre ensemble n'ont pas été transgressées. Ce démenti apporté au sombre diagnostic sur la « libération » de la France est un non-événement important. Mais notre cécité intellectuelle nous empêche de le voir.

Une trêve s'impose. Et si elle ne s'avère pas possible, alors il faut décréter la mobilisation générale de la France des droits de l'homme et du citoyen. Et cela moins sous la direction des politi-

ques - ils seront toujours plus ou moins soupçonnés d'agir par intérêt électoral - que grâce à la collaboration de l'ensemble du secteur associatif à but éthique. Des centaines, voire des milliers d'associations d'importance diverse peuvent s'unir et s'organiser contre le danger qui menace la France républicaine. Un front, pluraliste, extrêmement divers dans ses opinions, ses sensibilités et qui, sur certains sujets importants, n'est pas exempt de querelles internes.

Que chacun ne renonce à rien de ce qui le constitue, voire le sépare des autres, qu'il ait simplement le sens de l'urgence et des priorités. Car la véritable question qui se pose aujourd'hui n'est pas celle de l'indignation morale, mais celle du combat efficace. Le combat d'un grand ensemble laïque : laïcité ouverte et moderne, mais aussi laïcité traditionnelle et ancienne, puisque son drapeau sera, aujourd'hui comme hier, la défense des droits de l'homme et du citoyen.

► Jean Baubérot, historien du protestantisme, est directeur d'études à l'École pratique des hautes études.

## Sang tricolore

par Henri Montant

**A** PRÈS les odeurs putrides, le sang impur ! On croit le débat revenu aux temps glorieux des invasions teutonnes, quand les chansons populaires invitaient les frères de famille à ne pas donner leur lait au fils d'un Allemand : « Ma mamelle est français-e... » Il y a donc un sang tricolore, hérité de papa-maman, tricoté amoureusement à la veille des chaudières, devant un verre de rouge. C'est émouvant. Pétain disait que « la terre ne ment pas ». Giscard ajoute que bon sang ne saurait mentir.

Cette anémie de la pensée politique, repérée par le Dr Le Pen-Diefforus, est en train de gagner tous les partis. Le Front national a réussi sa transfusion. Pour éviter les saignées électorales attendues, les hommes politiques multiplient les coups de sang. La France est un gigantesque Café du Commerce où chacun essaye de « parler popu » montrant au passage à quel point il méprise le petit

peuple des bistrotiers. Mais attention : du sang qui fonde la nationalité à celui qui génère le racisme, la frontière est étroite.

Les bons esprits du Siècle des Lumières ont prouvé que les hommes étaient égaux à la naissance, quelles que soient la couleur ou l'odeur de leur sang. On pensait, à l'époque, que les Rouges, les Jaunes, les Noirs ou les Blancs étaient également propriétaires de la même planète. Ces lubes mondialisés s'effaçaient d'ordinaire devant le retour de l'esprit de clocher. Dont on sait où il mène : à verser son sang en Serbie et en Croatie...

Au fait, existe-t-il des bons et des mauvais crues dans le sang français ? Un sang avar-gnax, léger et pétillant ? Un sang breton, lourd et épais ? Attendons avec confiance les nouvelles embolies de nos penseurs dont les caillots sémantiques abuseront nos sillons. ► Henri Montant est journaliste.

## Deux millions d'immigrés oubliés

Je salue la solennelle mise au point de MM. Gérard Calot, Marc Long et Claude Milleron sur les chiffres de l'immigration, publiée dans le Monde du 26 septembre. Cette mise au point est extrêmement bienvenue.

Je ne peux cependant m'empêcher de déplorer qu'elle laisse dans l'ombre une composante importante de l'immigration dont on ne parle jamais et qui pourtant devrait aider à mieux comprendre qu'immigrant et étranger ne sont pas synonymes. MM. Calot, Long et Milleron nous montrent en effet que les étrangers ne sont pas tous des immigrants, en distinguant les étrangers nés hors de France métropolitaine (2,5 millions en 1990), et donc réellement immigrés, des étrangers nés en métropole (0,7 million). Mais, pour expliquer que les immigrés ne sont pas tous des étrangers, ils se contentent de distinguer des étrangers nés hors de métropole (2,8 millions) les Français par acquisition nés hors de métropole (1,3 million). Ils oublient tout simplement les Français de naissance nés hors de métropole qui pourtant sont beaucoup plus nombreux (2 millions) et sont bel et bien, d'après la définition retenue, des immigrés.

Autrement dit, ce ne sont pas 4,1 millions d'immigrés que compte la France métropolitaine en 1990, mais 6,1 millions, dont 3,3 millions de Français et 2,8 millions d'étrangers. Malgré la volonté de clarification annoncée, cette grave omission, qui tend à « colorer » les immigrés, qu'ils soient français ou non, n'est-elle pas un tribut inconscient payé à une certaine idéologie ambiante qui se nourrit de la confusion entre immigration, nationalité, culture,

religion... et que les auteurs, pourtant, veulent combattre ?

Autre tribut à la même idéologie, l'assertion selon laquelle les « personnes nées en France d'un parent ou d'un grand-parent ayant immigré en France » correspondent sur le plan sociologique « à une réalité qui est assez aisément perceptible ». Quelle est cette réalité ? La couleur de la peau ? Ce n'est pas dit. Mais le grand-père est né à Philippeville (aujourd'hui Skikda), quelle réalité sociologique en découle-t-il ? Qui la perçoit ?

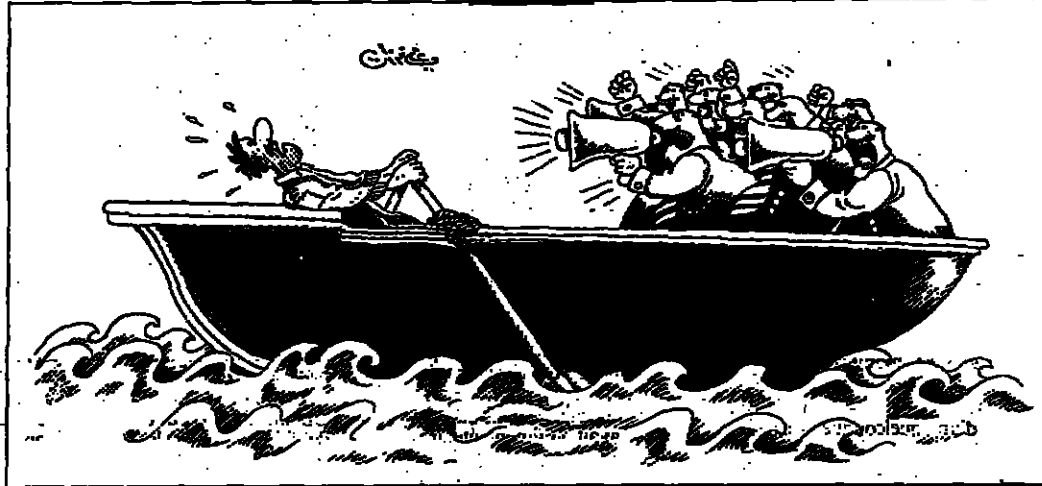
JACQUES VALLIN

directeur de recherche à l'INED

## Un débat tué dans l'œuf

Depuis dix ans, les élus du PS se basent sur leur prétention au monopole des valeurs morales pour déclarer interdit tout débat sur la question même de l'immigration !

## TRAIT LIBRE



## Fils d'envahisseur

Je suis fils d'immigré, né à Paris fin 1914, mon père ayant fait partie de ces « envahisseurs » venus s'installer en France au début du siècle.

L'« envahisseur » hollandais qu'était mon père s'est engagé en août 1914 et est mort pour la France dans les premiers combats de la guerre. L'« envahisseur » que je suis s'est toujours considéré comme français au même titre que les originaires du Puy-de-Dôme. J'ai été une bonne partie de mon existence active enseignant, donc fonctionnaire français. Et si j'ai quitté la fonction publique en 1942 c'est pour ne pas satisfaire aux exigences d'un certain Philippe Pétain...

C'est dire à quel point les propositions de M. Giscard d'Estaing me choquent. Si elles devaient devenir effectives, ce ne seraient plus à ma place et je n'aurais plus qu'à en tirer les conséquences et à m'en séparer.

BOB ZEEGERS

Collier

## Il ne suffit pas de naître en France

C'est avec un certain étonnement que je lis sous la plume de Robert Solé dans le Monde daté 22-23 septembre : « Tout cela risque de poser des problèmes quand seront tombées les frontières intérieures de la Communauté européenne. Des femmes turques, installées en Allemagne, ne seront-elles pas tentées de venir accoucher en France ? » En premier lieu, la liberté de circulation et d'établissement ne concerne que les ressortissants des États membres, et il n'est pas prévu - à ma connaissance - d'en étendre le bénéfice aux ressortissants des États tiers installés dans l'un des États membres.

Par conséquent, et en second lieu, si, pour reprendre votre exemple, une femme turque installée en Allemagne accouchait en France, ce ne pourrait être qu'à l'occasion d'un séjour de courte durée, et cela n'aurait strictement aucun effet sur la nationalité de son enfant : il ne suffit pas, comme vous le rappelez vous-même dans votre article, de naître en France pour être Français ; il faut encore y avoir résidé de façon continue entre l'âge de treize ans et l'âge de dix-huit ans, moment où l'on obtient alors, si toutes ces conditions sont remplies, la nationalité française.

DANIELE LOCHAK

présidente du GISTI.

## Pourquoi pas un référendum ?

Je voudrais faire trois remarques à la suite de l'article de Robert Solé « La France, le sol et le sang » (le Monde daté 22-23 septembre).

1. - La fameuse commission des seize sages a été constituée de manière arbitraire et n'a inclus aucune personnalité proche du Front national ni de son courant de pensée qui représente 40 % des Français sur ce sujet.

2. - Toutes les associations spécialisées dans l'antiracisme, LICRA, CRIF, Ligue des droits de l'homme, SOS-Racisme, etc., comprennent des juifs, lesquels trouvent naturel que la citoyenneté israélienne soit accordée uniquement sur critère ethnique et jamais sur le droit du sol. Si cela était le cas, y aurait-il encore un problème palestinien ?

3. - Proposer un référendum sur le code de la nationalité ne ressemble pas à une plaisanterie parce que le texte en serait trop complexe pour le Français moyen. La constitution de 1958 et l'entrée de la Grande-Bretagne, de l'Irlande et du Danemark dans la CEE ont fait l'objet d'un référendum avec des textes tout aussi complexes sans que votre journal ne s'en offusque.

CLAUDE ROLLIER

Paris

**Le Monde**

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication  
Bruno Frappat, directeur de la rédaction  
Jacques Gulu, directeur de la gestion  
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé  
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenzi, Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet  
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 49-60-30-10

**Le Monde**

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises  
M. Jacques Lesourne, gérant

Reproduction interdite de tout article, sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037  
PRINTED IN FRANCE  
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Imprimerie du « Monde »  
12, r. M. Gumbourg  
94852 IVRY CEDEX

**Le Monde**

Jacques Lesourne, président  
François Hugot, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-71  
Tél. MONDPUB 634 128 F  
Tél. 46-62-98-71, Société filiale de la SARL Le Monde et de Régie Presse SA.

**Le Monde**

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

**Le Monde**

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Tél. 206.806 F

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Tél. 261.311 F

**ABONNEMENTS**

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUR-RELAUX, LUXEMBOURG, PAYS-BAS	AUTRES PAYS via mandat-CCP
3 mos	460 F	572 F	790 F
6 mos	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

111 MON 03 PP-Paris RP



# ÉTRANGER

YUGOSLAVIE : la guerre en Croatie

## Les forces fédérales encerclent Dubrovnik

Le commandement de l'armée fédérale yougoslave a écarté, mardi soir 1<sup>er</sup> octobre, toute possibilité de négociations avec les autorités croates et réitéré sa décision d'appliquer contre la Croatie les « mesures » de représailles comprises dans son ultimatum de mardi matin. Un communiqué émanant de l'état-major des forces armées déclare que c'en est « définitivement fini » avec l'occupation croate d'objets militaires par les forces croates et leurs « pressions brutales » con-

tre les unités de l'armée ainsi que contre les membres de leurs familles. La Croatie est accusée par l'armée de « renforcer le blocage des unités et garnisons », de « continuer à mobiliser, regrouper et concentrer de nouvelles forces » et d'avoir attaqué mardi, « sans justification », des unités de l'armée à Vukovar (Slavonie, est de la Croatie, à 150 km au nord-ouest de Belgrade), et dans plusieurs autres régions de Croatie.



pour des raisons de sécurité, de se rendre dans ce qui est à la fois la capitale de la Yougoslavie et de la Serbie.

M. Kostic a organisé la réunion en contradiction avec la Constitution fédérale, qui stipule que seul le président du collège, en l'occurrence M. Stipe Mesic (Croatie), est en droit de convoquer les sessions. En l'absence de M. Mesic et du Sloène Jancz Dmosek, les six autres membres de la présidence ont estimé que la situation était vraiment dramatique depuis que tous les accords de cessez-le-feu avaient été bafoués, selon eux, par les forces croates et ont relevé que le pays se trouvait en danger imminent de guerre civile totale.

A l'écart des batailles meurtrières, la Slovénie se prépare à un nouveau jour « J ». Après l'expiration du moratoire de trois mois sur sa déclaration d'indépendance, le 7 octobre prochain, la République slovène se constituera en Etat indépendant. C'est du moins ce qu'ont décidé mardi la présidence et le gouvernement slovènes. Si le Parlement de Ljubljana entérine mercredi cette décision - ce dont personne ne doute - la Slovénie devrait participer, à partir du 8 octobre, à la conférence de paix de La Haye en tant qu'« Etat indépendant prêt à assumer toutes ses obligations internationales et à respecter les droits de l'homme et des minorités ethniques... ». En attendant, elle achève les travaux qui devraient transformer la frontière « administrative » avec la Croatie en une frontière étatique.

FLORENCE HARTMANN

### BELGRADE

de notre correspondant

Les menaces lancées par le haut commandement de l'armée yougoslave, mardi 1<sup>er</sup> octobre (le Monde du 2 octobre), stipulant qu'à chaque attaque des forces croates contre une installation ou une unité de l'armée fédérale, celle-ci répondra par la destruction d'un bâtiment d'importance vitale pour la République de Croatie, n'ont pas tardé à être mises à exécution. Les autorités militaires ont lancé une offensive contre les forces croates qui harcelaient depuis plusieurs jours la caserne fédérale de Prevala, à l'entrée des Bouches de Kotor, et les unités fédérales stationnées à Trebinje, au nord-est de Dubrovnik, près de la frontière de Bosnie-Herzégovine. Les affrontements étaient particulièrement violents depuis lundi soir entre Trebinje et Dubrovnik, plusieurs villages croates y ayant essuyé des tirs de canon et de mortier. L'accès sud à la région de Dubrovnik était, depuis lors, coupé.

L'offensive de l'armée fédérale a

commencé mardi à l'aube dans la région qui sépare Dubrovnik des Bouches de Kotor, causant de graves dégâts matériels. Puis, dans la journée, des troupes fédérales venues de Serbie et stationnées depuis une dizaine de jours en Herzégovine près de la frontière croate, ont lancé l'offensive croates et rejoint l'Adriatique, coupant que à la hauteur de Sano, coupant ainsi l'accès nord de Dubrovnik. Par ailleurs, plusieurs bâtiments de la marine yougoslave ferraient le port. Dubrovnik était donc cerné de toutes parts, diffusant un communiqué dans la soirée, diffusant un communiqué qui faisait état de sanglants combats entre les forces croates et des unités fédérales près de Sano et Lofica, au nord de Dubrovnik. L'expédition punitive de l'armée fédérale s'est soldée par plusieurs victimes, dont des civils.

Alors que l'armée fédérale affirme n'avoir atteint que des objectifs militaires croates, le maire de Dubrovnik constatait dans la journée que sa cité avait été « attaquée par terre, mer et air ». La radio croate a, pour sa part, assuré, mardi soir, que plusieurs bâtiments de la vieille ville avaient été touchés par les projectiles de l'ar-

mée et, notamment, l'hôtel Argentina où séjournent des observateurs européens. Toutefois, la radio a indiqué que les nombreux monuments de la ville avaient été protégés par des sacs de sable. Les bombardements auraient, en outre, provoqué des incendies importants dans les pinèdes avoisinantes.

Dans un message adressé, mardi soir, au haut commandement de l'armée fédérale, le président de Croatie, M. Franjo Tudjman, a condamné l'offensive menée contre la région de Dubrovnik, estimant qu'elle était « injustifiée » parce qu'il n'existe, là, ni conflit inter-ethnique ni objectifs militaires. Par ailleurs le Conseil d'Etat croate présidé par M. Tudjman s'est réuni dans la journée et a rejeté « l'avisement » des hautes autorités militaires yougoslaves, jugeant qu'il s'agissait d'un ultimatum irrécusable : « Les nouvelles attaques de l'armée yougoslave contre les villes et les villages croates dans des régions épargnées jusqu'à présent par les conflits montrent bien que ne restent que la trêve ». Les autorités croates ont, de plus, annoncé qu'elles exigeraient, lors de prochaines négociations avec les militaires, le retrait

de l'armée fédérale de Croatie. La présidence collégiale s'est réunie mardi à Belgrade, à la demande de son vice-président, le Monténégrin Branko Kostic, pour traiter des questions de défense de la Yougoslavie. Les hauts responsables de l'armée fédérale ont participé à cette réunion - qui pourrait éventuellement conduire à l'adoption d'un décret de

mobilitation générale ou à la proclamation de l'état d'urgence, - à laquelle n'ont assisté que six de ses huit membres. Paralysée par des querelles internes, la plus haute instance de l'Etat yougoslave ne s'était pas réunie depuis presque un mois : la Serbie et le Monténégro exigeaient que la présidence se réunisse à Belgrade tandis que la Croatie refusait.

### URSS

## Douze Républiques approuvent un projet de traité économique

Suite de la première page

De plus, parmi les signataires potentiels, « les républiques » ont fort rétorqué : la « république » sous-préfecture de coordination économique, d'un quelconque « centre », en particulier, fait savoir qu'elle refuserait catégoriquement d'adhérer à une communauté dont le président - Mikhaïl Gorbatchev - conservait les prérogatives qui sont actuellement les siennes, du moins sur le papier.

En fait, la réunion d'Alma-Ata ne semble pas avoir permis d'aller au-delà d'une proclamation de bonnes intentions et elle avait d'ailleurs un caractère trop hétéroclite pour prendre des décisions très concrètes. Le président du Kazakhstan avait pris prétexte du lancement dans l'espace, mercredi 2 octobre, du premier cosmonaute kazakh (dans le cadre d'une mission soviéto-ukrainienne) pour convoier ses collègues des autres Républiques à faire le point sur la préparation du traité économique.

Mais certains des acteurs majeurs n'étaient pas venus : Boris Eltsine est toujours en « voyage » présidentiel à l'étranger, et Mikhaïl Gorbatchev n'était pas à son plus. On ne sait d'ailleurs pas s'il avait vraiment été invité. Le « centre » n'était donc représenté que par M. Ivan Silaev, président du Comité économique provisoire, mais à certaines démissions de son poste de premier ministre russe mais il n'est toujours pas remplacé, ce qui permet à certains d'affirmer qu'il continue en fait à porter une double casquette.

Il était également présent le « père » du projet de traité économique, M. Grigori Javlinski, qui réclame d'avoir bientôt du mal à reconnaître son enfant tant les résistances semblent grandes dès qu'il s'agit d'aller au-delà des généralités.

L'une des difficultés majeures concerne le partage du fardeau de la dette extérieure qui atteindrait les cinquante milliards de dollars, soit un « service » annuel de dix-sept mil-

liards de dollars, bien plus que ne peut supporter une « communauté » dont les exportations sont en voie de contraction rapide et au sein de laquelle certaines Républiques (la Russie au premier chef) exportent beaucoup, d'autres très peu.

Pour compliquer les choses, il n'a pas été soulevé la question d'Alma-Ata, d'économie mais aussi des problèmes politiques qui affectent les relations entre les partenaires de l'Union. Ce qui, a d'ailleurs mené à la démission du président ouzbek, M. Karimov. Officiellement, la réunion d'Alma-Ata n'en est pas moins présentée comme un succès. Dès la veille, M. Gorbatchev avait d'ailleurs fait part de son optimisme, tout en menaçant, comme d'habitude, de démissionner « immédiatement » si l'union allait à vau-l'eau. Mercredi matin, le quotidien L'Indépendant avait pu tirer : « Le traité sur la communauté économique a été enfanté dans la douleur ». Mais des doutes sérieux subsistent. Le vice-président russe, le général Alexandre Rousskov, n'a-t-il pas lui-même déclaré que l'essentiel était de « signer d'abord un accord politique », la négociation d'un accord économique en bonne et due forme pouvant, elle prendre plusieurs mois...

JAN KRAUZE

Selon une analyse du KGB

## Le pays « avance très vite sur la voie de la Yougoslavie »

Un document préparé par le service d'analyse du KGB du colonel Vladimir Roubanov, distribué mardi 1<sup>er</sup> octobre à des députés soviétiques, dresse un pronostic alarmant sur l'évolution du pays et ses possibles conséquences internationales. « Le pays avance très vite sur la voie de la Yougoslavie, répétant presque pas à pas tout ce qui s'est passé (dans ce pays) il y a un an, un an et demi », avec un danger supplémentaire qu'en URSS « la situation économique et surtout alimentaire est beaucoup moins favorable » qu'en Yougoslavie, estiment les auteurs du texte.

Il signalent « le maintien à plusieurs postes, aux échelons supérieurs du pouvoir, de fonctionnaires ayant soutenu le Comité d'Etat pour l'état d'ur-

gence », c'est-à-dire les auteurs du putsch du 19 août. Cette situation « provoque des conflits qui dégénèrent parfois en désordres massifs », poursuit le document, dans une allusion à la situation actuelle dans plusieurs Républiques du sud de l'Union. Soulignant le danger de l'installation dans les Républiques de « régimes nationalistes, de type populiste ou fascisant », le KGB estime que « les Etats en train de naître risquent de rester isolés internationalement et de faire exploser tout le système de sécurité internationale ».

Par ailleurs, le gouvernement « ne reçoit pas actuellement d'informations objectives et complètes sur la situation dans l'armée », notent les auteurs, qui estiment qu'« aujourd'hui au sein des forces armées la situa-

tion est aussi dangereuse qu'avant le coup d'Etat ».

« On constate des signes d'affaiblissement du contrôle sur le complexe nucléaire de l'URSS. Le personnel de plusieurs objectifs militaires, y compris stratégiques, n'est pas au complet actuellement », souligne d'autre part le document. Il ajoute que la situation est également explosive dans l'industrie militaire « dont la plupart des dirigeants ont soutenu le putsch ». Enfin, le document s'interroge de la formation d'un milieu social favorable à la naissance de partis politiques de droite ou même fascistes, alors qu'en même temps le processus de développement des partis politiques et mouvements libéraux ou réformateurs se développe extrêmement lentement. - (AFP)

### En Géorgie

## Dans l'attente d'un nouvel ultimatum

Tbilissi

de notre envoyé spécial

Après les fleurs, les menaces. Si, lundi 30 septembre, le président géorgien, Zviad Gamsakhourdia, avait demandé à ses partisans de marcher vers le camp retranché de la télévision où sont regroupés les opposants pour « convaincre » ces derniers, le mardi, a radicalement changé. S'adressant à ses fidèles lors des obèques de deux des victimes d'un affrontement survenu vendredi dernier - qui avait fait quatre morts - le président de la République n'hésita pas à déclarer : « Vous voyez ce qu'ils ont fait les ennemis de la patrie... Ils ont tué tous ceux qui nous ont permis de nous libérer... » Puis, il a demandé à la foule de se rendre comme la veille à la télévision. Compte tenu de l'émotion qui régnait, on pouvait craindre une nouvelle fois le pire. Or, rien ne s'est produit : les quelques milliers de partisans de M. Gamsakhourdia s'arrêtèrent à quelques centaines de mètres de la télévision et rebroussèrent chemin. Jeudi 3 octobre, expire l'ultimatum - mais ce n'est pas le premier - donné par le président de la République aux « rebelles », qui ont jusqu'à cette date pour déposer leurs armes et bénéficier d'un sauf-conduit. Le chef de la garde nationale - réfugié lui aussi à la télévision avec une partie de ses hommes - M. Tengiz Kitovani, a répété qu'il ne rendrait pas ses armes, étant convaincu que lui et ses amis seraient immédiatement arrêtés s'ils le faisaient.

JOSÉ-ALAIN FRALON

ITALIE : sur fond de crise politique larvée

## Le gouvernement joue la carte de l'austérité budgétaire

La mise au point, dans la douleur, d'un budget d'austérité (le Monde du 2 octobre) assurait-elle une tranquillité relative, et temporaire, au gouvernement de centre-gauche de M. Giulio Andreotti ?

ROME

de notre correspondant

Une rupture gouvernementale cent fois annoncée, en six mois, et cent fois démentie ; trois jours de tractations épuisantes sur des projets, repris aussitôt qu'abandonnés, et quelques bonnes heures de délai : la crise chronique qui secoue la classe politique italienne aura au moins, cette fois, accouché d'un budget. Et l'exercice auquel s'est livré, lundi 30 septembre en conseil des ministres, le gouvernement de M. Andreotti, même si ce dernier a tourné certaines difficultés, n'était pas des plus aisés.

Il s'agissait, selon l'expression de ceux qui l'ont préparé, d'élaborer un budget « sain et crédible ». Seul remède, estimait-on, pour désamorcer la crise latente, et couper court aux nombreuses critiques dont « l'immobilisme » du gouvernement a été l'objet ces dernières semaines, tant de la part de l'opposition, que de certaines factions de la coalition gouvernementale. En d'autres termes, c'était l'exercice budgétaire que les élections anticipées (les législatives devraient se tenir au plus tard au printemps 92).

Le gouvernement a choisi la première solution, en refusant parfois avec les difficultés. Pour ce qui est, par exemple, de l'évolution fiscale évaluée annuellement entre 50 et 70 mille milliards de lire (1), il a, après avoir, toutefois, approuvé le principe d'une levée du secret bancaire, dont les modalités restent à définir - tranquillement contourné l'obstacle en décrétant une amnistie. Il suffit de régler 25 % des taxes déjà payées pour être tenu pour quitte, ce qui a en quelque sorte pour effet d'aider les plus grands fraudeurs à s'en sortir au meilleur compte. Cet exercice d'équilibre budgétaire, à fins largement électoral, a-t-il convaincu ? Le débat qui devrait s'ouvrir prochainement au Parlement devrait fournir une première indication. Le président du Conseil, M. Giulio Andreotti, n'avait pas vraiment le choix dans le climat d'exaspération politique de ces derniers jours. Comme devait le lui dire, avec une pointe de jubilation, le secrétaire de la Démocratie chrétienne, M. Amato Forlani, dans le concert de critiques qui s'est déchaîné contre le parti, il était « comme le planteur obligé de continuer à jouer au milieu de la fustade du saloon ».

Après avoir joué à se faire peur avec la menace d'élections anticipées pour lesquelles les grands barons de la Démocratie chrétienne semblent, en effet, s'être finalement décidés ces derniers jours à resserrer - provisoirement - les rangs derrière le gou-

vernement. Ne serait-ce, somme toute, que pour gagner du temps. D'autant que les effets pervers de ce « jeu de la vérité » sur les rouages du pouvoir - auquel le président de la République, M. Francesco Cossiga, s'est livré le premier, durant l'été, aux dépens de son propre parti, pourraient se faire sentir plus vivement qu'on ne le pensait, sur une opinion publique plus blasée que d'ordinaire. D'autre part, cette année, avec la transformation de l'ancien Parti communiste en nouveau parti de gauche (PDS), et la veille force de gauche (PDS), et le coup d'éclat des républicains qui ont quitté la coalition gouvernementale au printemps, le paysage électoral, légèrement transformé, est plus difficile à évaluer.

Quel poids, par exemple, pèseront en fin de compte ces « ligues », ces mouvements populistes effrénés servis par la soudaine fièvre référendaire italienne, qui depuis un an, au nord du pays surtout, dénoncent la tutelle de « Rome la voleuse » ? Et comment évaluer encore, sous le discours électoraliste, l'hypothétique, lointain - mais non improbable - rapprochement entre le Parti socialiste d'un Bettino Craxi, qui rêve ouvertement du Quirinale, et un ancien PCI en pleine reconstruction, mais qui ne serait pas fâché d'écorner, dans ce renversement d'alliance, la majesté autant qu'historique « majoritaire » de la forteresse DC ?

MARIE-CLAUDE DECAMPS

(1) 100 lire = 0,45 franc.

## Pietro Citati

## Histoire qui fut heureuse puis douloureuse et funeste.

Traduit de l'italien par Brigitte Pérol



DU MONDE ENTIER  
GALLIMARD



## EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : le congrès travailliste de Brighton

## M. Kinnock veut placer son pays « en première division de l'Europe »

Le chef de file du Parti travailliste, M. Neil Kinnock, a choisi le registre de la sobriété pour son intervention devant le congrès travailliste réuni à Brighton. Tout en dressant un bilan très critique de l'action du gouvernement conservateur de M. John Major, M. Kinnock ne préconise pas de réformes profondes et appelle seulement au redressement, surtout économique, de la Grande-Bretagne.

BRIGHTON

de notre envoyé spécial

A force d'écrire et de dire que M. Neil Kinnock avait un style flamboyant, bien peu « british », la presse britannique a été entendue : c'est un homme sérieux et sobre, renouant à l'essentiel ses propos de plaisanteries, qui s'est présenté, mardi 1<sup>er</sup> octobre, devant les congressistes du Parti travailliste. L'intention était claire : à l'occasion de ce dernier congrès avant les élections générales, il était urgent de projeter l'image d'un homme d'État prêt à relever les défis auxquels la Grande-Bretagne est confrontée. Le « nouveau Kinnock » s'affirme comme un « manager » responsable et non plus comme un leader au charisme un peu imprévisible.

L'acheminement réussi-t-elle ? M. Kinnock se tiendra-t-il à ce nouveau personnage ? Il est certain, en tout cas, que dans cette campagne électorale marquée par une extrême personnalisation, le dirigeant travailliste part avec plusieurs longueurs de retard : à l'indice de popularité,

M. John Major l'emporte largement. La décision du premier ministre (Le Monde du 2 octobre) de reporter les élections au printemps donne à M. Kinnock le temps nécessaire pour audier sa propre image. Il dispose d'un programme qui, sans être attrayant, est populaire (simplet parce qu'il dénonce des carences criantes). Comme chef de l'opposition, il n'a à craindre ni indices économiques défavorables ni critiques sur sa gestion des affaires.

Cette position relativement confortable lui permet de broder le tableau un peu naïf d'un Royaume-Uni qui, gouverné par les travaillistes, se remet au travail, investit, innove, dynamise son industrie, bref reprend confiance dans ses potentialités. Un peu comme M. Harold Wilson en 1964, M. Kinnock veut sortir le pays de la crise économique dans laquelle il a plongé, selon lui, le gouvernement conservateur, plus encore que la conjoncture internationale. Peu importe si, il y a moins d'un an, M. Kinnock se méfiait des « mirages » de la construction européenne. Aujourd'hui, il estime qu'il faut être prêt à affronter les défis du marché unique et de l'union économique et monétaire. Il faut « placer la Grande-Bretagne en première division de l'Europe », a-t-il dit.

En reculant l'échéance électorale, M. Major a fait un pari que les travaillistes vont mettre à profit pour convaincre les électeurs d'une idée simple : la venue du printemps n'annoncera pas seulement un scrutin mais surtout l'avènement du « changement ». M. Kinnock a poussé cet avantage mardi en brochant un Parti conservateur qui, après « avoir perdu son leader » (M<sup>re</sup> Thatcher), a

« perdu son sang-froid » et un gouvernement « qui a peur du peuple, décampe devant la presse et dissimule des rumeurs grâce à ses propres ministres » (allusion au fait que les informations concernant la date des élections ont été communiquées par quelques ministres à une poignée de journalistes). « Vous pouvez reculer le choix du peuple, a-t-il lancé, mais vous ne changerez pas son verdict ».

## La réorganisation du service de santé

Le reste, c'est-à-dire le programme, ne comportait pas de surprise. Le Parti travailliste n'est plus un parti de changements radicaux, et le « socialisme démocratique » auquel M. Kinnock se réfère — cette « nouvelle direction » — est une manière de gérer mieux et plus équitablement les ressources de la Grande-Bretagne. Cette politique du quotidien et du possible, mais aussi du progrès, le Parti travailliste entend la proposer face à un héritage « désastreux » fait de « mille faillites par mois, trois mille personnes supplémentaires au chômage par semaine » et « dix millions de pauvres ».

La réorganisation du Service national de la santé (NHS), qui est aussi une préoccupation majeure des Britanniques, sera la priorité des travaillistes revenus au pouvoir. Pour M. Kinnock, le choix est entre la modernisation du NHS et sa privatisation, voulue, selon lui, par les conservateurs : « Ils veulent le démanteler, a-t-il affirmé, en faire la proie des contrats et du commerce ». Ce thème dominera probablement la campagne électorale, avec, notamment, les questions du logement, de l'éducation et de la formation. S'il

arrive au pouvoir, le Parti travailliste instaurera un salaire national minimum, réévaluera les pensions et les allocations familiales.

Sachant que c'est sur le terrain des dépenses que les gouvernements travaillistes ont été les plus critiques dans le passé, M. Kinnock a voulu apparaître comme extrêmement économe des deniers publics : certes, un premier ministre du Labour prendra la décision d'abolir immédiatement la loi sur le tabac. Mais il ne « dépensera pas ce que le pays ne peut (pas) se permettre ». S'agissant, d'autre part, des changements institutionnels destinés à donner « une nouvelle force à la démocratie », un gouvernement travailliste mettra en chantier une loi sur la liberté d'information, une autre sur les droits de l'individu ainsi qu'une réforme de la Chambre des lords.

LAURENT ZECCHINI

Quatre anciens policiers impliqués dans l'affaire des « six de Birmingham » seront jugés. — Quatre anciens policiers britanniques, qui avaient participé à l'enquête sur les attentats de Birmingham, en 1974 — à la suite desquels avaient été condamnés à la prison à vie les « six de Birmingham », qui viennent d'être innocencés — vont être jugés devant un tribunal criminel pour subornation de témoins et faux témoignages. Le procès en appel des six condamnés, accusés d'appartenir à l'Armée républicaine irlandaise, l'IRA, qui ont passé seize ans en prison, avait notamment révélé que les policiers avaient faussé les rapports d'interrogatoire. Les quatre anciens policiers doivent comparaître devant un tribunal londonien le 19 novembre — (AFP).

## L'unité allemande un an après

Suite de la première page

Il n'y a eu ni automne ni été chaud. Le bilan social est pourtant lourd. Sur une population de seize millions d'habitants à l'est, on comptait fin août un million de chômeurs, un million quatre cent mille chômeurs partiels, trois cent soixante mille personnes en retraite anticipée, sans compter celles qui sont en formation professionnelle (soixante-dix-huit mille) et les emplois temporaires d'utilité publique qui occupaient à cette date deux cent soixante et un mille personnes. Plusieurs centaines de milliers d'Allemands de l'Est, enfin, ont été obligés de se rendre à l'Ouest pour trouver un emploi, s'installant sur place ou faisant la navette. Ils contribuent — plus que les immigrés étrangers — à rendre la situation du logement préoccupante à l'Ouest, où les villes sont surchargées.

des Länder. Les communes manquent de personnels qualifiés. Les hommes ont beaucoup de mal à s'habituer aux méthodes de travail du nouveau modèle de société dans laquelle ils se sont brusquement trouvés transplantés. Au moment où on aurait besoin de toutes les énergies, les responsables se heurtent au contraire à une apathie générale due à la peur de prendre des initiatives, à la méconnaissance des nouvelles règles, à la frustration d'être à la remorque de l'Ouest.

## Perte d'identité

L'effondrement du système d'encadrement extrêmement rigide de l'ex-RDA communiste a eu des effets pervers dont on commence seulement à ressentir les effets. La notion de démocratie reste extrêmement floue dans les esprits.



Les énormes transferts de ressources publiques consentis par le gouvernement fédéral pour maintenir la population de l'Est en état de solvabilité et attendre la reconstruction du tissu économique ont permis au moins matériellement d'éviter des drames trop importants. La petite économie privée a commencé de se développer et la consommation de l'Est a provoqué un surcroît de croissance à l'Ouest qui a compensé une petite partie de la perte d'emplois dans l'ancienne RDA.

## Différences et tensions

La reconstruction de l'appareil productif est-elle en train de se faire beaucoup plus lentement. Les efforts de la Truhand, le holding d'état chargé de privatiser le patrimoine économique de l'ex-RDA, ont déjà permis la vente de quatre mille entreprises et de remettre en circuit privé les commerces et les activités de services. Sept cents ont été liquidées et sept mille autres doivent être remises à flot. Tout cela coûte cher. Le gouvernement fédéral et les Länder ont dépensé cette année 150 milliards de Deutschmarks (près de 500 milliards de francs) et l'effort doit être poursuivi. Malgré un essoufflement de l'activité économique qui affecte maintenant l'Ouest, experts et responsables gouvernementaux terminent l'année sur une note optimiste. Ils estiment que le plus dur est passé à l'Est et que la reprise, induite par le bâtiment et les travaux publics, sera bien au rendez-vous en 1992.

Cette note d'optimisme arrive à point nommé, car le moral général n'est pas très bon. A l'Est comme à l'Ouest, le choc de la réunification et la confrontation de deux populations qui n'en faisaient pas de découvrir leurs différences continuent à entretenir les tensions. On n'arrête pas, à l'Est, de mettre en place les administrations

comme le montre une étude de l'Institut Allensbach publiée cette semaine par la Frankfurter Allgemeine Zeitung. Elle est confondue avec permissivité. Les responsables militaires se plaignent curieusement d'un manque total de discipline parmi les soldats de l'ancienne armée nationale populaire. Un nombre croissant de jeunes est attiré par le mélange d'idéologie autoritaire et d'anarchisme des groupes d'extrême droite qui exploitent le désarroi du moment et se meuvent à l'Est comme des poissons dans l'eau. Leur nationalisme agressif constitue un palliatif à la perte d'identité de beaucoup d'Allemands de l'Est après l'effondrement de la RDA.

Toute la question maintenant est de mesurer l'impact que la montée de la violence peut avoir sur l'Ouest. Il était admis lors de la réunification que le modèle de démocratie de la République fédérale s'imposerait à tous. Rien n'est si simple. La récente hémorragie de xénophobie qui a pris de court les milieux politiques est un exemple des nouveaux comportements engendrés par le choc de la réunification. Il y a un lien direct entre les violences d'Hoyerswerda, où il a fallu évacuer les foyers d'immigrés sous la pression de la population, et le succès de l'extrême droite à Brême. Une xénophobie qu'il était de bon ton à l'Ouest de caresser, est en train de faire son apparition au grand jour comme dans d'autres pays occidentaux.

Cette «normalisation» de l'Allemagne fait peur à certains de ses intellectuels, de ses responsables politiques. M. Peter Glotz, député social-démocrate, s'inquiète cette semaine dans l'hebdomadaire Der Spiegel du développement d'un nationalisme larvé qui s'accommode mal du cadre étroit de la communauté européenne et se cache, selon lui, derrière un idéalisme paneuropéen de façade. Rien n'autorise ce pessimisme dans l'action du gouvernement de Bonn. Il est vrai que la crise yougoslave, où la droite nationale allemande n'a cessé d'attaquer violemment le refus de la communauté européenne d'accepter l'idée d'une reconnaissance de la Croatie et la Slovénie, a montré qu'une partie de la société allemande éprouvait le besoin de faire entendre sa voix haut et fort et comprenait mal de ne pas être suivie. Il était inévitable sans d'accepter l'idée d'une reconstruction des cartes après l'effondrement de l'empire soviétique, ouvre un débat sur la manière dont l'Allemagne entend exercer ses nouvelles responsabilités.

HENRI DE BRESSON

ROUMANIE : ancien ministre des finances

## M. Stolojan succède à M. Roman à la tête du gouvernement

BUCAREST

de notre correspondant

Les mineurs du Jiu, théoriquement venus renverser la semaine dernière le premier ministre roumain, M. Petre Roman, à cause de leurs revendications salariales, ne devraient pas être contents. Après deux heures de discussions au palais présidentiel de Cotroceni, M. Roman a été remplacé, mardi 1<sup>er</sup> octobre, par son ex-ministre des finances, M. Theodor Stolojan, si perle d'humanité qu'il avait quitté le gouvernement en mai dernier pour protester contre la réforme trop molle adoptée alors sous la pression de M. Iliescu.

M. Stolojan, qui, depuis, dirigeait l'Agence pour la privatisation, a été « proposé » par M. Roman, aujourd'hui leader national du Front de salut national, qui est sorti crispé de la salle de réunion. Il a été « nommé » par M. Iliescu, tout content de ce « bon départ », et « approuvé » à l'unanimité par les partis d'opposition parlementaire, satisfaits d'avoir enfin le premier ministre « neutre » qu'ils réclamaient depuis toujours. Mais, hormis la nomination de M. Stolojan, économiste, technocrate et « indépendant » de quarante-huit ans, personne n'est encore d'accord sur la formule du prochain gouvernement. « De transition », l'appelle M. Roman, qui compte bien revenir au pouvoir. « D'union nationale », le nomment certains partis qui voudraient tout de suite des portefeuilles. « De techniciens pour des élections rapides », préfèrent les moins bien représentés.

C'est M. Stolojan qui devra mener les consultations sur la « manière dont les partis seront

représentés », a annoncé le président Iliescu. Tout le monde dit vouloir des élections « le plus vite possible », même si la notion du possible semble être largement interprétée. C'est-à-dire après l'effondrement de la Constitution, le référendum, la loi et la campagne électorale, indique la présidence qui, comme toujours, semble la moins pressée.

## « Gérer les déséquilibres »

La nomination de M. Stolojan est une première petite victoire pour M. Roman, qui place ainsi un de ses proches, M. Roman avait fait sentir qu'il restait tout de même le chef du « premier parti de Roumanie », qui dispose toujours d'une majorité absolue au Parlement. En acceptant l'idée d'un premier ministre « indépendant », le parti de M. Roman réclame ainsi la démission du président du Sénat et du chef des nouveaux services secrets, accusés d'être responsables de la « manipulation » des mineurs. Peut-être M. Roman ne gagnera-t-il pas cette bataille là.

M. Stolojan a, lui, déclaré qu'il allait se « concentrer sur les problèmes économiques et non pas sur d'autres, comme certains pourraient le croire ». Il a dit qu'il allait tenter de « gérer les déséquilibres économiques » alors que « les ressources sont presque inexistantes » sans l'aide du monde civil. Le sort de son ex-premier ministre,

JEAN-BAPTISTE NAUDET

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Degremont

Le conseil d'administration, réuni le 26 septembre, a examiné les comptes au 30 juin 1991 :

— le chiffre d'affaires consolidé du premier semestre, 1 213 millions de francs, est équivalent à celui du premier semestre 1990, qui avait enregistré une importante sous-traitance. Le bénéfice net, par part du groupe, ressort à 37,7 millions de francs, à comparer à 30,7 millions de francs pour le premier semestre 1990 (+ 22,8 %).

— au 30 juin 1991, le carnet de commandes Equipements du groupe (services non comptés) dépassait 4 milliards de francs, représentant environ vingt mois d'activité.

Les commandes d'équipements de l'exercice 1991 devraient être supérieures à celles enregistrées en 1990, notamment en France. Les éléments actuellement disponibles permettent de penser que le chiffre d'affaires et le résultat consolidés 1991 seront en progression par rapport à ceux de 1990.

## ASIE

JAPON

## La Diète repousse l'examen d'un projet de loi sur une participation à des opérations de l'ONU

La Diète a décidé mardi 1<sup>er</sup> octobre de reporter l'examen du projet de loi gouvernemental sur la participation des forces d'autodéfense japonaises à des opérations de maintien de paix des Nations unies. La décision de reporter le débat sur ce projet très controversé intervient un an après l'échec d'un texte gouvernemental allant dans le même sens, pendant la crise du Golfe. Une large partie de l'opinion et l'opposition parlementaire, sont défavorables à l'envoi de soldats nippons à l'étranger, interdit par la Constitution. Le quotidien Asahi a, pour sa part, contesté l'introduction, dans le texte,

d'une distinction entre l'usage de la force — proscrit par la loi fondamentale — et l'« utilisation d'armes » à des fins d'autodéfense, telle qu'elle est défendue par le gouvernement. — (AFP).

■ NÉPAL : Un ex-pirate de l'air nommé ambassadeur en Inde. — L'Inde a accepté la nomination de M. Chakra Banstola, auteur d'un détournement d'avion en 1972, comme ambassadeur du Népal à New-Delhi, ont indiqué, mardi 1<sup>er</sup> octobre, des sources proches de l'ambassade indienne à Katmandou. M. Banstola avait été impliqué dans le détournement d'un appareil de la compagnie népalaise vers une base militaire en Inde, où il s'était réfugié jusqu'à son amnistie en 1980. — (AFP).

■ PHILIPPINES : M<sup>re</sup> Cory Aquino donne trois ans aux États-Unis pour évacuer la base de Subic Bay. — La présidente Cory Aquino a annoncé, mercredi 2 octobre, aux États-Unis que le gouvernement philippin leur donnerait trois ans pour retirer leurs troupes de la base navale de Subic Bay, a déclaré un porte-parole de la présidence. Ce dernier a ajouté que le retrait serait échelonné et sans versement de loyer, et que M<sup>re</sup> Aquino avait abandonné l'idée de recourir à un référendum sur le maintien des troupes américaines. Le Sénat philippin avait rejeté, il y a deux semaines, un traité prévoyant le maintien de leur présence à Subic Bay pour les dix prochaines années. Le porte-parole n'a pas précisé de date pour le début du retrait. — (AFP).

## OCÉANIE

■ PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE : démission du gouverneur général. — Les forces de l'ordre ont été mises en état d'alerte, mercredi 2 octobre, après la démission du gouverneur-général (chef de l'Etat nommé par la reine d'Angleterre), Sir Siriri Eri, suite de celle du vice-premier ministre, M. Ted Dini. Sir Siriri était accusé d'avoir protégé M. Dini, reconnu coupable, la semaine dernière, de corruption, et d'avoir refusé de le révoquer. — (AFP, UPI).

la référence au bout des pages...

ECONOMIE &amp; STATISTIQUE

Chaque mois, une analyse rigoureuse de l'actualité économique et sociale.

Abonnement 1 an (11 n°s) 390 F

INSEE - CNRP - BP 2718 - 80027 AMIENS Cedex



## PROCHE-ORIENT

Les préparatifs de la conférence de paix

### Remous et embarras en Israël après la « victoire d'Arafat et des pragmatiques »

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, reviendra en Israël vers la mi-octobre, et M. Boris Pankine, ministre soviétique des affaires étrangères, sera reçu à Jérusalem dans les prochaines semaines. De ces deux informations, fournies mardi 1<sup>er</sup> octobre par le chef du gouvernement israélien, M. Itzhak Shamir, la première a été partiellement démentie mercredi à Washington : M. Baker n'aurait pas, pour l'instant, l'intention de revenir dans la région. Officiellement, a rappelé un porte-parole, les Etats-Unis tentent toujours de réunir une conférence de paix au Proche-Orient « pour ce mois-ci ».

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Conformément à un préalable énoncé par lui-même, M. Shamir a précisé que la visite du chef de la diplomatie soviétique sera essentiellement consacrée au rétablissement de relations diplomatiques « pleines et entières », entre l'URSS et Israël. La reprise des rapports officiels entre les deux Etats est déjà bien avancée ; elle constitue, a rappelé M. Shamir, « la condition » posée par son gouvernement pour permettre à l'Union soviétique de parrainer, avec les Etats-Unis, la conférence de paix.

Pour ce qui concerne le secrétaire d'Etat américain, M. Shamir demandera que lui soit dévoilé le détail des assurances et des promesses faites par les Etats-Unis à chacune des parties engagées dans le processus en cours. Autant qu'on sache, cela ne devrait pas poser problème puisque l'entourage de M. Baker avait déjà fait

savoir que les assurances écrites, fournies aux uns et aux autres, seraient de toutes façons, rendues publiques. La Jordanie s'est montrée officiellement satisfaite des siennes, la Syrie aussi. Reste à satisfaire les deux « clients » les plus difficiles : les Palestiniens d'une part, les Israéliens de l'autre.

Le premier ministre a déclaré que les négociations avec le secrétaire d'Etat se poursuivaient. « Le problème central », selon M. Shamir, demeure lié à la composition de la future délégation palestinienne. Jérusalem insiste pour que celle-ci, bien qu'intégrée dans la représentation jordanienne, ne comprenne ni membre de l'OLP, ni résident de Jérusalem-est, ni délégué de l'extérieur des territoires occupés. Les Palestiniens, en revanche, réclament toujours le droit de composer leur délégation comme ils l'entendent, et tel sera sans doute le thème de la future discussion que M. James Baker devrait avoir avec ses deux interlocuteurs palestiniens habituels, M. Fajsal Husseini et M<sup>me</sup> Hanane Ashraoui.

#### Des émissaires officiels de l'OLP

Ces deux personnalités palestiniennes, qui agissent depuis des mois comme des émissaires officiels de l'OLP, ont-elles reçu, comme l'affirmait mercredi une partie de la presse israélienne, l'accord tacite de Jérusalem avant de se rendre la semaine dernière au conclave de l'OLP à Alger ? Plusieurs ministres d'extrême droite, membres de la coalition au pouvoir, le soupçonnent et s'en inquiètent. Certains d'entre eux, qui éprouvent déjà, face au développement du processus de paix, quelques désagréments politiques, « si le gouvernement commence à négocier sur des questions territoriales, nous partons », menaçait mardi un orateur du parti Tchiya - réclament, en attendant, que

soient prises des mesures contre « ces gens qui bafouent ostensiblement la loi ». En principe, même si l'on sait en Israël que M. Husseini et M<sup>me</sup> Ashraoui sont « proches » de l'OLP, et même si, comme le fait incidemment remarquer un avocat, « ils ne sont pas citoyens israéliens », tout contact avec la centrale palestinienne est interdite sous peine de prison.

« De deux choses l'une », soulignait mardi un editorial du *Jerusalem Post*, ou bien le gouvernement a décidé de laisser tacitement l'OLP composer - par l'intermédiaire de M. Husseini et M<sup>me</sup> Ashraoui - la prochaine délégation palestinienne à la conférence de paix, et il doit le déclarer publiquement, ou bien il doit dire qu'il exclut l'OLP du processus et, dans ce cas, expliquer comment il entend que soit sélectionnée ladite délégation ». La contradiction, pour l'heure, semble loin d'être résolue. Ainsi, s'abstenant ostensiblement de commenter la prise de position du Parlement de l'OLP à Alger - « l'organisation terroriste » de M. Yasser Arafat ne participant pas « officiellement » au processus en cours - le gouvernement de M. Shamir a tout de même entendu, mardi, le « rapport » d'un responsable de la défense qui a pris bonne note de « la victoire d'Arafat et des pragmatiques » sur les éléments les plus durs qui réclament une participation palestinienne à la conférence de paix.

Toutefois, selon la radio nationale, l'abandon par le Conseil national palestinien du préalable concernant le droit à l'autodétermination des Palestiniens (« une question qui n'est plus qu'un sujet à débattre, parmi d'autres », d'après l'interprétation israélienne) ne serait, pour l'OLP, « qu'une tentative de se manifester sous un jour favorable sans renoncer à aucun de ses objectifs de base ».

PATRICE CLAUDE

Controverse à l'ONU sur la mission nucléaire en Irak

### Les informations recueillies à Bagdad n'auraient pas dû être transmises d'abord aux Etats-Unis

La controverse sur le comportement des inspecteurs des Nations unies en Irak s'amplifie. Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, et la commission spéciale du désarmement de l'Irak sont visiblement embarrassés par les révélations selon lesquelles les membres américains de l'équipe d'inspection ont envoyé directement à Washington des documents importants, saisis à Bagdad, avant de les faire parvenir à l'ONU. Selon les règlements de la commission, les inspecteurs de l'ONU ont « la stricte interdiction » de communiquer avec les gouvernements des Etats membres.

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

Interrogé mardi 1<sup>er</sup> octobre sur cette affaire, le porte-parole du secrétaire général, M. François Guiliatt, a déclaré « il est très regrettable et incorrect, de la part des inspecteurs, d'être entrés en contact direct avec un des Etats membres ». Dans le langage de l'ONU, une « réprimande publique » de cet ordre représente, selon un diplomate proche du secrétaire général, un « énorme mécontentement ». Des informations sur les armes nucléaires irakiennes, mais aussi sur les experts irakiens, auraient été transmises par M. David Kay, le chef américain de l'équipe des inspecteurs, depuis l'autocar où les membres de la délégation ont été retenus pendant quatre jours, à l'aide d'un téléphone-satellite. Le président de la commission spéciale, M. Ralph Ekeus, diplomate suédois, a expliqué au *Monde* mardi soir, que, pendant la détention des inspecteurs à Bagdad, il avait reçu le 25 septembre des informations sur leur mission, en provenance de Washington : « J'ai

été très surpris. J'ai alors tout de suite envoyé un message à l'équipe, leur intimant l'ordre d'arrêter tout de suite ». Selon M. Ekeus, la transmission des informations à Washington a été suspendue. « Washington n'est évidemment pas content de mon message, mais l'estime que les inspecteurs étaient dans leur droit », a-t-il ajouté. Le comportement de M. Kay ne pourra que renforcer les dirigeants irakiens dans leur conviction que le chef de la mission d'inspection de l'ONU est un « agent de la CIA ». Pour justifier la détention des quarante-quatre inspecteurs, les autorités irakiennes avaient allégué que M. David Kay, le chef de l'équipe, et Robert Galluchi, son adjoint, tous les deux américains, travaillaient pour le compte de la CIA. Ces accusations n'ont pas été prises au sérieux à l'ONU la semaine dernière, mais mardi la réprimande publique du secrétaire général et les propos de M. Ekeus ont confirmé nombre de diplomates à l'ONU dans leurs soupçons sur la neutralité du groupe d'inspecteurs.

Beaucoup estiment que le chef de la commission spéciale « n'est pas assez ferme avec Washington ». Les diplomates occidentaux notent que la mission américaine avait souvent de plus amples informations que les autres. Pour eux, cela met en doute « la crédibilité de la commission spéciale » et « donne presque raison à l'Irak ».

A propos de la coopération de Washington avec la commission spéciale, M. Ekeus explique que les Américains ont fourni à celle-ci, pour 2 millions de dollars, un avion de reconnaissance U2 qui survole l'Irak une fois par semaine pour prendre des photos satellites « transmises en même temps à Washington qu'à New-York ». Sur le point de savoir pourquoi la moitié des quarante-quatre inspecteurs étaient américains, M. Ekeus affirme que cette composition avait des raisons « purement techniques » : « La plupart de nos experts ont été recrutés selon leurs mérites, dit-il, et ils sont pour la plupart docteurs en physique nucléaire ».

AFSANE BASSIR POUR

IRAN : demande de révision du procès de huit opposants. - Le Mouvement de libération de l'Iran (MLI), parti d'opposition iranien, a contesté, lundi 30 septembre, « le bien-fondé » des peines de six mois à trois ans de prison ferme, prononcées par un tribunal révolutionnaire islamique, contre huit de ses membres (le *Monde* du 25 septembre) et a demandé la révision de leur procès. Dans une lettre ouverte au chef du pouvoir judiciaire, l'ayatollah Mohamed Yazdi, le MLI note que « le déroulement du procès a été contraire à la loi » et que la Cour suprême devrait reprendre le dossier. L'un des condamnés, M. Ali Ardalan, âgé de quatre-vingts ans, qui souffre de graves troubles cardiaques et rénaux, a été autorisé à recevoir des soins dans un hôpital pendant dix jours. - (AFP)

André JUILLARD  
TANDIS QUE  
J'AGONISE  
de William FAULKNER  
Callimard

192 PAGES 132 Frs.

## Craquez aussi pour les 3J Extrêmes!

Du 2 au 5 octobre



HELICOPTERE  
ROBINSON R22  
Hélicoptère Robinson, R22 Béta,  
2 places (crédit Air Infi).  
830 000 F



Corvette  
Corvette Greenwood, 330 ch.,  
vitesse maxi : 260Km/h, direction assistée.  
480 000 F  
429 000 F



Piano  
Piano Magna Bösendorfer,  
1/4 queue, vernis noir.  
257 000 F  
218 000 F



Lafayette

Scalper des neiges Yamaha, monocylindre,  
123 cc, 2 temps, 18 ch. 28.400 F-24 350 F.  
Café volant Spectra (Holl) 895 F-695 F.  
Radio téléphone portable Philips, corine, avec  
batterie fournie, 18 heures d'autonomie.  
17.470 F-15 590 F.  
Cavitar Savruga, colifant de 125 gr et 1 bouteille  
50 cl de vodka. 140 F-425 F.

Piscine Calypso Tonic, liner armé et charpente  
alulaine, filtration 22 m³/h, rage contre-courant  
44 m²/h. 45.000 F-39 500 F.  
Baptême de l'air en montgolfière : vol d'une  
heure minimum, avec diplôme et champagne offert.  
1.300 F-1 000 F.  
Week-end à Venise, 3 jours, 2 nuits à l'hôtel  
Danieli, aller et retour Paris-Venise en avion.  
3 850 F par personne.

Vélo VTT Veleclair, 18 vitesses.  
1.295 F-1 095 F.  
Chaîne hi-fi Dual Manhattan, platine, lecteur CD,  
double cassette, finition loupe d'orme, encoches.  
18.900 F-16.990 F.  
Réfrigérateur américain Whirlpool, 616 litres,  
distributeur de glaçons et d'eau froide, compartiments  
longue conservation et congélateur.  
12.900 F-13 900 F.

A Haussmann, de 9 h à 19 h 30 et samedi jusqu'à 20 h 00.

LE MONDE DE LA FONCTION COMMERCIALE

PAUL FABRA



## DIPLOMATIE

Après les mesures de désarmement nucléaire annoncées par M. Bush

## La réunion à quatre proposée par M. Mitterrand bénéficie d'un accord de principe

L'idée proposée le 11 septembre par M. François Mitterrand de réunir une conférence des quatre puissances détentrices d'armes nucléaires en Europe (Etats-Unis, URSS, Grande-Bretagne, France) bénéficie actuellement d'un accord de principe des pays concernés, sans qu'en soient encore fixés ni le niveau ni la date.

M. François Mitterrand avait déclaré samedi 28 septembre que le président américain lui avait donné son accord, lors de l'entretien téléphonique qu'ils avaient eu

avant le discours de M. Bush sur le désarmement. Une petite phrase du président américain disant ensuite qu'il n'était « pas au courant » d'un sommet des quatre puissances a été interprétée à tort comme un démenti à cette affirmation de M. Mitterrand. En réalité, contrairement aux informations parues dans la presse américaine, notamment le *Washington Times*, il n'a jamais été question de sommet.

Après la conférence de presse de M. Mitterrand le 11 septembre, M. Roland Dumas avait écrit à ses trois homologues pour leur proposer une discussion sur la sécurité nucléaire face aux incertitudes de

la situation en URSS. Cette lettre sous-entendait que cette discussion pourrait prendre la forme d'une réunion entre les quatre ministres, qui se rendraient tous à New-York pour l'ouverture de l'Assemblée générale des Nations unies. Cette réunion n'a pas eu lieu à New-York. Mais, sous diverses formes, les trois pays intéressés ont répondu par un accord de principe, bien que non dépourvu chez les Américains et les Britanniques de quelques réserves. Les uns et les autres estiment qu'une concertation entre Occidentaux doit avoir lieu préalablement à toute réunion à quatre. Les Anglais ont

également fait valoir qu'une telle réunion pourrait avoir pour effet d'inquiéter les opinions publiques. Du côté américain, M. George Bush, qui soigne ses relations personnelles avec les dirigeants européens, s'est montré très ouvert à cette proposition dans son entretien téléphonique avec M. Mitterrand; il ne l'avait cependant pas mentionnée dans la lettre qu'il lui avait adressée la veille et, comme toujours, une partie de l'administration est plus réticente que lui à ce type d'initiatives qui rompent avec la gestion bilatérale américano-soviétique des affaires stratégiques.

## L'URSS s'apprête à réduire fortement ses effectifs militaires

L'Union soviétique s'apprête à réduire considérablement les effectifs de ses forces armées. Les déclarations officielles, assez peu cohérentes, faites ces jours-ci par divers responsables de la défense sur les effectifs actuels et futurs reflètent cependant l'incertitude qui règne encore quant au devenir de l'armée rouge.

Mardi 1<sup>er</sup> octobre, le général Pavel Gratchev, premier vice-ministre de la défense, a annoncé à l'agence indépendante Interfax que les effectifs de l'armée soviétique allaient être réduits de 2 à 2,5 millions d'hommes d'ici à 1994, ce qui équivaudrait à la moitié du nombre actuel de 4 millions de soldats.

Cependant, un porte-parole du ministère de la défense, Valery Mismakov, tout en se refusant à commenter cette information, a

indiqué qu'à sa connaissance les effectifs de l'armée soviétique étaient actuellement de 3,4 millions d'hommes. La veille, le ministre de la défense, M. Evgeni Chaptchikov, interrogé par un journal japonais, prédisait pour sa part une réduction du niveau actuel de 3,7 millions d'hommes à 3 millions dans les prochaines années.

Enfin, à New-York, où il participe à l'Assemblée générale des Nations unies, le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Boris Pankine, interrogé sur le sujet lors d'une conférence de presse, a répondu: « Une réforme structurelle d'urgence de l'armée se prépare actuellement, à laquelle Boris Pankine participe. Je ne peux faire état de chiffres précis, mais les réductions seront substantielles ».

Le général Gratchev a fait sa déclaration, selon Interfax, au cours d'une réunion des commissions parlementaires de la Fédération de Russie chargées de la sécurité et de la protection sociale des soldats. Il

a souligné que dans le cadre de la réforme de l'armée la priorité serait donnée à la création de forces armées conjointes de l'Union avec un commandement unifié et un potentiel nucléaire également unique, et il a qualifié de dangereuses les velléités actuelles de plusieurs Républiques, dont l'Ukraine, d'avoir des forces armées propres.

## « Une chance historique »

Le général Gratchev a indiqué d'autre part que les forces armées commencent à se transformer en armée de métier à partir de 1992, date à laquelle le recrutement deviendrait mixte, des volontaires pouvant signer des engagements de deux ou trois ans, tandis que la durée du service militaire serait ramenée à dix-huit mois (contre vingt-quatre actuellement). D'ici à 1995, la proportion des volontaires devrait atteindre 45 à 50 % des effectifs, ce qui permet-

trait de réduire le service militaire à douze mois. M. Boris Pankine, comme le conseiller de M. Gorbatchev, M. Andreï Gratchev, ont de nouveau exprimé mardi l'intention de l'URSS de répondre positivement aux mesures et propositions de désarmement faites la semaine dernière par le président américain.

M. Boris Pankine a indiqué que des discussions avec la partie américaine commencent les 9 et 10 octobre à Washington. Il a souligné que la question des essais nucléaires figure parmi les premiers sujets abordés, avant que les discussions ne s'élargissent aux questions nucléaires d'ensemble.

A Moscou, M. Andreï Gratchev, qualifiant les initiatives américaines de « chance historique », a annoncé que l'URSS allait lever l'état d'alerte des missiles balistiques intercontinentaux tombant sous le coup du traité START. Il a affirmé que la réponse soviétique serait « de même échelle » que les mesures prises par les Etats-Unis. (AFP, Reuters.)

## Les Japonais et les Coréens du Sud s'inquiètent d'un désengagement américain en Extrême-Orient

La récente proposition du président Bush de réduction unilatérale de l'arsenal nucléaire américain a été accueillie avec appréhension par certains alliés asiatiques des Etats-Unis, en particulier la Corée du sud.

TOKYO

de notre correspondant

Dans une déclaration faite lundi 30 septembre, à son retour de New-York, où il avait participé à l'ouverture de la session des Nations unies, à laquelle la Corée prend part pour la première fois, le président Roh Tae-woo a souligné les « profondes répercussions que cette décision aura pour la sécurité en Asie du Nord-Est, et en particulier pour la péninsule coréenne ».

Depuis la fin de la guerre de Corée en 1953, la stratégie américaine dans cette partie du monde a consisté à y entretenir d'importantes bases militaires - en Corée, au Japon et aux Philippines - dont certaines, c'est le cas en Corée, sont équipées d'armes nucléaires, comme le sont d'autre part des unités de la flotte du Pacifique.

Dans une région où subsistent les stigmates de la guerre froide, notamment de part et d'autre du 38<sup>e</sup> parallèle séparant les deux Corées, la proposition de M. Bush, dictée par l'évolution de la situation en Europe, peut paraître prématurée. Elle oblige en tout cas Séoul à modifier la position dure adoptée à l'égard de Pyongyang sur la question de l'inspection de ses sites nucléaires. La Corée du Sud comptait notamment porter cette question devant le Conseil de sécurité de l'ONU. Selon les militaires sud-coréens, la République

populaire démocratique de Corée (RPDC) serait prête à se doter d'ici un ou deux ans - cinq ans selon les Américains - de l'arme nucléaire.

La proposition de Washington pourrait cependant avoir un effet positif: le retrait des armes nucléaires américaines du Sud est en effet la principale condition mise par Pyongyang à l'autorisation d'inspection de ses sites nucléaires par l'Agence internationale pour l'énergie atomique. Dans ce qui paraît un commentaire de la proposition américaine, le secrétaire général du Parti du travail de RPDC, M. Kim Yong-gun, a rappelé dimanche la position de son gouvernement: « Un retrait des armes américaines permettrait de résoudre naturellement la question de l'inspection ». A Séoul, on semble surtout préoccupé par le risque que constitue un pays qui traverse une grave crise économique et sera déstabilisé par la disparition du président Kim Il-sung.

## Un nouveau rôle régional pour Tokyo

Les Japonais ont pour leur part accueilli favorablement la déclaration de M. Bush. Si ce retrait des armes nucléaires est effectif, il enlèvera une épave du pied aux autorités nipponnes, redonnant vigueur aux trois principes anti-nucléaires: « ne pas fabriquer, ne

pas posséder et ne pas introduire sur le sol national des armes nucléaires » - dont Tokyo fait, depuis le début des années 70, un credo, quelque peu malmené dans les faits.

Le troisième principe a été en effet largement violé par la présence d'armes nucléaires à bord des unités de la flotte américaine du Pacifique relâchant dans les ports japonais. Bien que le gouvernement ait tenu à croire que les navires américains n'avaient pas d'armes nucléaires à leur bord, l'opinion publique n'a jamais été dupe. Dans un éditorial, l'*Asahi* note cependant les limites de la proposition américaine: poursuite de la théorie de la dissuasion, accent mis sur la modernisation des armes nucléaires et absence de mention des missiles balistiques embarqués à bord des sous-marins.

Les Japonais, dont la sécurité dépend du parapluie nucléaire américain, garant par un pacte de sécurité qui n'est pas remis en cause par la proposition de Washington, sont en revanche préoccupés par ce que celle-ci implique: la confirmation d'un désengagement américain de la région. Depuis un an, ce retrait est évident. A la réduction des forces terrestres stationnées au Japon et en Corée du Sud, ce qui a pour conséquence la montée en première ligne le long du 38<sup>e</sup> parallèle des soldats sud-coréens, s'ajoute

l'abandon par les Américains de la base aérienne de Clark, aux Philippines, à la suite de l'éruption du volcan Pinatubo. Un nouvel accord sur la base navale de Subic-Bay étant problématique, un retrait américain de l'archipel ne paraît plus qu'une question de temps.

Un tel désengagement signifie pour le Japon qu'il devra assumer un rôle accru, non militaire puisque sa Constitution le lui interdit, mais actif dans une région dont la stabilité est essentielle pour sa sécurité. Il paraît en outre probable que Washington accentuera ses pressions sur le Japon pour qu'il accroisse son effort en matière de sécurité. Il est hors de question dans ces conditions, souligne-t-on à l'Agence de défense nipponne, de réduire la capacité défensive nationale.

Sur le plan diplomatique, la levée du vœu de la RPDC d'ouvrir ses sites nucléaires pourrait accélérer les négociations entre Pyongyang et Tokyo en vue d'une normalisation entre les deux pays. Normalisation qui pourrait être suivie d'une reconnaissance de Pyongyang par Washington, contribuant ainsi à une certaine stabilisation de la péninsule.

PHILIPPE PONS

## M. Roland Dumas a reçu le chef du gouvernement cambodgien

Recevant mardi 1<sup>er</sup> octobre au Quai d'Orsay le premier ministre du régime de Phnom-Penh, M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, a affirmé que la France avait l'intention de participer « très activement » à la reconstruction du Cambodge après la signature de l'accord de paix inter-cambodgien prévu dans la capitale française le 23 octobre prochain. La France, a-t-il ajouté, « participera à la reconstruction du Cambodge avec autant de détermination qu'elle en a montré pour avancer sur le chemin de la paix ».

M. Hun Sen, qui a été reçu le même jour, et pour la première fois, par le premier ministre français, M. Edith Cresson, devait quitter Paris pour Phnom-Penh mercredi.

Lors de son passage à Paris, il a indiqué que le prochain congrès du Parti populaire révolutionnaire (PPRK, communiste), parti unique au pouvoir à Phnom-Penh, s'ouvrira le 16 octobre. Il a affirmé que cette réunion devrait déboucher sur « d'importants changements », et par là même « un changement de la ligne du parti vers la démocratie libérale et le pluralisme ». Il a enfin ajouté que l'accord de paix n'avait pas totalement éliminé le danger khmer rouge.

## Visite d'un émissaire spécial de Washington au Vietnam

Le ministre des affaires étrangères vietnamien, M. Nguyen Manh Cam, a rencontré, mardi 1<sup>er</sup> octobre à Hanoï, l'émissaire spécial américain, le général John Vessey, afin d'étudier le dossier des 1 700 soldats américains portés disparus depuis la guerre du Vietnam.

L'entretien a porté aussi sur la normalisation des relations entre Hanoï et Washington, liées, selon les Etats-Unis, au règlement du conflit cambodgien, où le Vietnam était intervenu entre 1978 et 1989. (Reuters.)

## AFRIQUE

TOGO : le calme semble revenu à Lomé

## La rébellion a fait cinq morts

La rébellion militaire a provoqué, mardi 1<sup>er</sup> octobre, à Lomé, la mort de cinq personnes et fait une trentaine de blessés, tous civils. Le soir même, le calme était revenu dans la capitale, et plus aucune présence militaire n'était visible.

En quittant les locaux de la radio nationale, en fin de matinée, à l'appel du chef de l'Etat, le général Gnassingbé Eyadéma, les militaires avaient ouvert le feu sur de jeunes partisans de la démocratie. Quelques heures plus tard, un groupe d'une vingtaine de militaires, en majorité des « bérés verts » de la garde présidentielle, avait de nouveau occupé le siège de la radio-télévision, ce qui valut l'intervention d'un officier supérieur pour qu'ils acceptent de quitter les lieux.

La plupart des commentateurs locaux laissent entendre que les rebelles, presque tous des soldats du rang, ont moins obéi à un plan bien établi en vue de remettre en cause le processus de démocratisation et de renverser le pouvoir civil mis en place par la Confé-

rence nationale qu'à un « mouvement d'humeur », alimenté par des revendications corporatistes. Les troubles ont, en effet, éclaté au lendemain du refus du Haut Conseil de la République (HCR), l'organe législatif créé, fin août, pour la période de transition, de procéder aux augmentations indiciaires prévues pour les hommes de troupe et les sous-officiers.

Le gouvernement de transition a décidé, mardi soir, à l'issue d'une réunion du cabinet et du HCR, présidée par le premier ministre, M. Joseph Koffigou, la formation d'une « commission parlementaire d'enquête » chargée de déterminer les « vraies responsabilités » de la rébellion. Au cours de cette réunion, plusieurs participants ont réclamé la démission du chef d'état-major des armées, le général Bonfoh, soulignant le fait que c'est le premier ministre qui l'avait élevé à l'entrée en rébellion d'une partie des troupes. Certains membres du HCR ont même mis en cause le chef de l'Etat, affirmant que ses fils, dont l'un est lieutenant dans l'armée, auraient été vus aux côtés des mutins lorsque ceux-ci ont ouvert le feu contre des manifestants. (AFP.)

ZAIRE : deux jours après le compromis avec l'opposition

## Le président Mobutu est traité de « monstre » par le nouveau premier ministre

Le président Mobutu a rappelé mardi 1<sup>er</sup> octobre qu'il était toujours le chef suprême du Zaïre et a prévenu que son parti, le Mouvement populaire pour la révolution (MPR, ex-parti unique), détiendrait la moitié des pouvoirs du pays. « C'est un partage des responsabilités, juste et équitable », a-t-il dit, lors d'une réunion retransmise par la télévision nationale, deux jours après avoir accepté de composer avec l'opposition.

Le nouveau premier ministre zaïrois, l'opposant Etienne Tshisekedi, a réagi, mardi, sur la radio belge RTBF, en traitant le président de « monstre humain ». « Mon gouvernement ignore tout simplement M. Mobutu; je n'ai pas l'intention de partager le pouvoir avec qui que ce soit », a-t-il dit, en précisant que le MPR obtiendrait

tout au plus deux portefeuilles ministériels. Dans un entretien accordé la veille à l'AFP, M. Tshisekedi, dirigeant de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), avait affirmé qu'il appartiendrait à la Conférence nationale - convoquée mercredi en séance plénière - « de décider du sort » du président, dont l'épouse et certains proches ont quitté le pays.

M. Mobutu est arrivé mardi sur la Côte d'Azur, dans la villa que son mari possède à Roquebrune Cap-Martin, tandis que des membres de la famille du président, plusieurs diplomates et d'autres personnes de l'entourage présidentiel se rendaient pour leur part à Bruxelles. On ignorait à Kinshasa si ces déplacements étaient liés à des raisons d'ordre privé ou à la situation dans le pays. (AFP, Reuters.)

SOUDAN : Selon l'opposition

## Treize officiers et deux civils ont été condamnés à la peine capitale pour subversion

L'opposition soudanaise au Caire a affirmé, lundi 30 septembre, que treize officiers et deux dirigeants de l'ancien parti Oumma, accusés le 20 août dernier d'avoir tenté sans succès un coup d'Etat contre le régime du général Omar El Béchir, ont été condamnés à mort par des cours martiales et seront bientôt exécutés.

Dans un communiqué, « le commandement légitime de l'armée soudanaise », composée militaire du Rassemblement national démocratique qui groupe l'ensemble de l'opposition soudanaise, indique qu'il s'agit de neuf officiers d'active et quatre à la retraite, ainsi que de M. Abdel Rahman Abdallah Nougoud Allah et Abdellatif El Jamihi, dirigeants du parti Oumma qui est interdit.

Selon ce communiqué, « les exécutions devaient avoir lieu au cours des tout prochains jours ». Les verdicts ont été approuvés par le Conseil de commandement de la révolution et le « Conseil des qua-

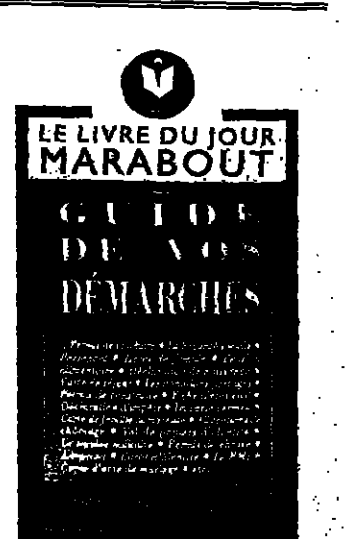
rante » qui est la véritable autorité suprême au Soudan. Il avait confirmé, malgré les réticences du général El Béchir, l'exécution, en avril 1990, de 28 officiers à la suite de jugements sommaires. Ce conseil est composé de 12 civils, tous membres du Front national islamiste (FNI), et de 28 officiers, dont le général El Béchir et d'autres membres du Conseil de commandement de la révolution, affidés au FNI. Le numéro un soudanais n'y bénéficie d'aucun poids particulier et doit souscrire à la volonté de la majorité.

Selon un porte-parole militaire à Khartoum « les charges retenues contre les comploteurs sont très lourdes puisqu'ils sont accusés de tentative de destruction du système constitutionnel ». L'opposition soudanaise indique pour sa part que « la tentative de coup d'Etat a été menée de toutes pièces » pour justifier une purge visant à « liquider tous les éléments patriotes et opposants à l'intérieur de l'armée ». (AFP.)

GABON

## Le président Bongo a fait enlever sa statue

Don de la Corée du Nord, la statue du président Omar Bongo, placée à l'un des principaux carrefours de Libreville, haute de 8 mètres et peinte en doré, a été démantelée, mardi 1<sup>er</sup> octobre. Elle était régulièrement le cible des manifestants qui menaçaient de la mettre à bas. Depuis plusieurs mois, une section de soldats campait en permanence à ses pieds pour la protéger. Le chef de l'Etat a annoncé que son effigie serait remplacée par un monument dédié à la paix. (AFP.)





# AMÉRIQUES

Après la suspension de l'aide économique et militaire par les pays occidentaux

## La junte qui a pris le pouvoir en Haïti paraît de plus en plus isolée

Contraint de quitter Port-au-Prince pour Caracas après le coup d'Etat qui l'a renversé, le président Jean-Bertrand Aristide devait se rendre mercredi à Washington, pour participer à une réunion extraordinaire de l'Organisation des Etats américains, qui s'était déjà réunie mardi pour discuter des mesures à prendre pour le rétablissement de la démocratie en Haïti. Le chef de l'Etat déposé a par ailleurs demandé une intervention des forces des Nations unies, estimant que le peuple haïtien « ne peut résister seul à l'armée et qu'il ne sera jamais capable de se débarrasser d'une machine

de mort capable de tuer partout dans le pays ». Des affrontements à Port-au-Prince, où règne un climat de terreur, auraient fait plusieurs dizaines de victimes mardi, tandis que des informations contradictoires circulaient sur le sort de l'ancien chef des « tontons macoutes », M. Roger Lafontant, emprisonné depuis sa condamnation à la prison à perpétuité, fin juillet. Le général Raoul Cédras, nouvel homme fort d'Haïti, a affirmé qu'il aurait été assassiné, mais d'autres sources soutiennent qu'il a été libéré. Le chef de la nouvelle junte a par ailleurs estimé que l'« élément déterminant »

dans le soulèvement des militaires a été « l'intention du président Aristide de constituer une garde présidentielle indépendante de l'armée, avec l'aide de la police genevoise ». A Genève, le chef de la police a indiqué que deux policiers suisses envoyés en mission à Port-au-Prince pour aider à la création d'une police « civile et démocratique » avaient reçu l'ordre de regagner leur pays. Sur le plan international, de nombreux pays dont l'Allemagne et le Japon ont emboîté le pas aux principaux bailleurs de fonds d'Haïti - les Etats-Unis, la

France, la CEE et le Canada, - qui ont fermement condamné le coup d'Etat, demandé le retour au pouvoir du Père Aristide et suspendu mardi (mercredi pour la CEE) leur aide économique et militaire. Les Douze avaient été invités par le président du Parlement européen, M. Enrique Baron, à « agir pour le rétablissement de la légalité » à Haïti. De son côté, le directeur général de l'UNESCO, M. Federico Mayor, a lancé un « appel solennel et ferme » pour le respect des droits de l'homme et la poursuite du processus démocratique à Haïti. En France,

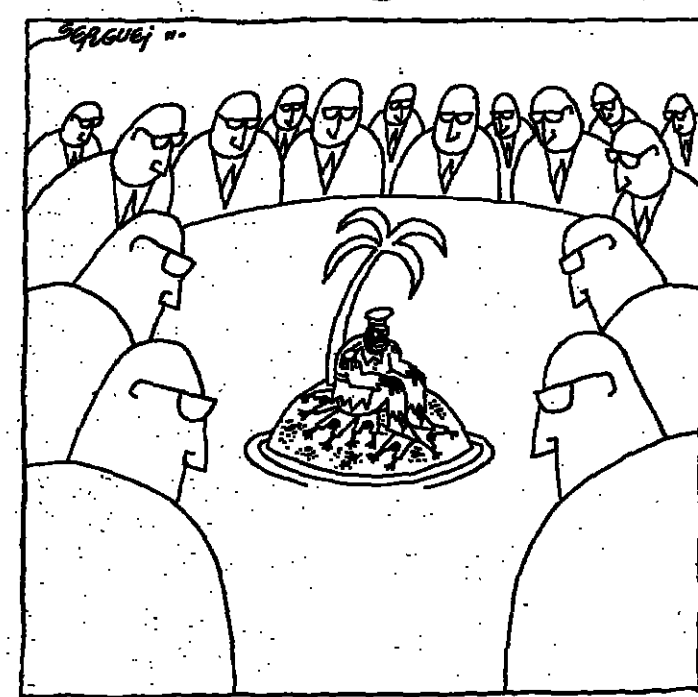
le coup d'Etat militaire a été condamné par la plupart des organisations humanitaires et associations d'amitié avec Haïti. Dans un communiqué émis à Paris, l'ancien « président à vie » Jean-Claude Duvalier, exilé en France depuis sa chute en 1986, s'est contenté, pour sa part, de déplorer la « poursuite des violences » dans son pays. De nouvelles manifestations de soutien au président Aristide ont eu lieu mardi dans le calme à Miami, où soixante-quinze protestataires avaient été arrêtés la veille, et à Fort-de-France, en Martinique.

## L'armée fait régner la terreur

SAINT-DOMINGUE  
de notre correspondant

Un climat de terreur règne en Haïti au lendemain du coup d'Etat militaire qui a renversé le président Jean-Bertrand Aristide. Toute la journée, des fusillades ont retenti dans la capitale, où, selon des informations difficiles à recouper, des dizaines de personnes ont été tuées et blessées, notamment dans les banlieues pauvres de Cité-Soleil et de Carrefour. Les témoignages venant de divers quartiers coïncident : les militaires, très nerveux, tirent sur tout ce qui bouge et ont pour ordre d'empêcher à tout prix les manifestations d'opposition au coup d'Etat. Un couvre-feu de douze heures a été instauré. « La stratégie de l'armée est claire : intimider la population, l'empêcher de sortir pour éviter un soulèvement populaire comme celui qui avait mis en échec la tentative de coup d'Etat de Lafontant, en janvier dernier », explique un diplomate.

L'armée est à la recherche des ministres et des principaux collaborateurs du président Aristide, qui s'est réfugié au Venezuela. Privés de nouvelles par le ministère des Radios réduites au silence par les militaires, les habitants de Port-au-Prince restent terrifiés chez eux. Alors que les magasins sont fermés depuis deux jours, de sérieux problèmes d'approvisionnement commencent à se poser, surtout pour les plus pauvres, qui achètent leurs aliments au jour le jour. L'aéroport international de Port-au-Prince est toujours fermé. En province, la situation paraît également confuse. Selon plusieurs témoins, de graves incidents ont éclaté entre la population et les militaires à Cap-Haïtien, la deuxième ville du pays. Le commandant en chef de l'armée,



le général Raoul Cédras, qui a pris la tête du coup d'Etat, a affirmé mardi soir que de nouvelles élections seraient organisées et que le Parlement et les partis politiques seraient respectés. Dans une brève déclaration diffusée par la télévision nationale, il a accusé le président Aristide de vouloir instaurer une dictature et d'avoir tenté de constituer une milice en marge de l'armée. Le général Cédras, âgé de quarante-deux ans, avait été nommé commandant en chef de l'armée le 2 juillet dernier par le président Aristide.

Au cours d'un entretien téléphonique, M. René Prével, premier ministre du gouvernement renversé, nous a pour sa part déclaré qu'en l'absence momentanée du président Aristide il exerçait les fonctions de chef de l'Etat. « L'article 148 de la Constitution prévoit qu'en cas d'impossibilité temporaire du président c'est le Conseil des ministres qui exerce ses fonctions sous la présidence du premier ministre », a-t-il souligné. M. Prével, qui a pu échapper aux recherches des militaires, s'est déclaré confiant : « Ce coup est voué à l'échec

face à la détermination du peuple haïtien et à la mobilisation de la communauté internationale ». Une opinion partagée par un diplomate européen, qui souligne qu'en l'absence d'aide externe « la junte militaire ne pourra pas tenir longtemps et sera incapable de faire face au règlement mensuel de la facture pétrolière ».

### Le silence de Saint-Domingue

Au cours d'une conférence de presse à Caracas, où il est exilé, le président Jean-Bertrand Aristide a qualifié le général Cédras de « mass-murderer et de tyran ». Le président Aristide, qui doit se rendre mercredi à Washington pour participer à une réunion extraordinaire de l'Organisation des Etats américains (OEA) consacrée à Haïti, a également lancé un appel « à la conscience internationale et aux grands chefs d'Etat du monde qui ont donné leur appui au président Gorbachev lorsqu'il était menacé par un coup d'Etat ». Le président vénézuélien Carlos Andrés Pérez, présent aux côtés du Père Aristide, a assuré que son pays était prêt à envoyer des troupes en Haïti pour y rétablir la démocratie, si l'OEA décide de constituer une force multinationale. Dans la région, seule la République dominicaine, voisine d'Haïti, n'a jusqu'à présent pas condamné le coup d'Etat militaire. Mardi matin, le président Joaquín Balaguer a refusé de répondre aux questions des journalistes à propos de la situation en Haïti. Le principal leader de l'opposition, M. Juan Bosch, a pour sa part évoqué la possibilité d'une complicité entre les auteurs du putsch et « certains secteurs de pouvoir dominicain », liés aux exilés duvalériens.

JEAN-MICHEL CAROIT

### POINT DE VUE

## La dignité d'un peuple

par Christophe Wargny

HAÏTI n'a pas de pétrole. Il ne peut même en importer assez. Les centrales électriques sont hors d'usage. Haïti n'a rien à vendre à l'extérieur. Rien à donner à manger à ses habitants dont 80 % vivent au-dessous du niveau de pauvreté absolue. Pas d'école pour ses enfants - 80 % d'analphabètes, - pas de médecin pour les paysans. Un pays d'esclaves où les esclaves sont noirs et les maîtres aussi. Après trente ans de dictature macoute - Jean-Claude Duvalier, notre hôte, et son père ont massacré trente mille personnes - et cinq ans d'intermèdes militaires, d'élections truquées ou d'électeurs massacrés, où la cupidité le disputait au cannibalisme, les Haïtiens ont choisi un homme. Jean-Bertrand Aristide n'était pas candidat. Les sans-travail, les sans-logis, les sans-voix, tous les damnés de la terre ont désigné, puis triomphalement élu un homme, l'un des leurs, prêtre des bidonvilles, militant des droits de l'homme, un incorruptible qui ne ferait pas de concession au macoutisme.

Dans un pays qui donne parfois l'impression de cumuler les incartours de l'Afrique et de l'Amérique, le peuple haïtien du sous-développement et l'individualisme sans borne, s'installait la démocratie. Le Père Aristide, néophyte en gestion des affaires, exprime pourtant une volonté toute neuve dans l'histoire du pays. Comme une seconde libération, après l'indépendance arrachée aux Français en 1804.

A la différence de ses « confrères » en politique, ce qu'il dénonce, il le vit quotidiennement. Et le peu qu'il a promis, il le met en chantier. Avec les moyens d'un pays de 6 millions d'habitants, un budget inférieur à celui de la ville de Bordeaux ! Que les enfants sachent lire et que les pauvres mangent au moins une fois par jour ! « Tout moun se moun ». Quand, un brin provocateur, vous demandez aux sans-grade ce que huit mois de « Tiid » avaient apporté, voici ce qu'on vous répondait : tout homme est un homme. Le Père Aristide nous a rendu la dignité et débarrassés de la mafia.

Prêtre maudit par les évêques, les généraux et les oligarques, le président s'employait à expliquer à un peuple en haillons que les miracles qu'on attend, résignés, ne sont que des miroirs aux alouettes, qu'il ne peut donner ou rendre que la justice ou la liberté. C'était déjà la sortie de l'enfer. Pour une poignée de privilégiés et pour la caste militaire, c'était trop.

Il n'a eu qu'un seul tort : préfé-

rer la persuasion à la contrainte. Le général Cédras, digne successeur des Duvalier, Lafontant, Namphy ou Avril, n'est ni plus ni moins parjure et félon. Son humour est aussi macabre et vil que celui de ses devanciers : il promet « le respect de la Constitution et des élections ». On nous apprend même qu'il s'agit d'un « modéré ». Modérément tortionnaire ? Encore loin des records des Duvalier ? Son premier geste est significatif : utiliser les macoutes (venus de République Dominicaine ?) pour terroriser la population.

### Faire mieux qu'en Yougoslavie

A la manière d'un Vaclav Havel, avec plus de risques dans un pays où la vie a si peu de prix, c'est un refus, un insoufflé, un rebelle, que les Haïtiens ont choisi. La vague déferlante contre le pillage macoute, contre un Etat parasite et prédateur, se compare-t-elle au mur du stalinisme enfoncé en Europe par le poussé populaire ? Six millions de pauvres noirs méritent-ils la même sollicitude que des Polonais ou des Roumains ? La sacro-sainte non-ingérence couvrira-t-elle encore une fois toutes les ignominies ? La médiocratie honteuse du Conseil de sécurité donne-t-elle le ton ? Les crapules galonnées qui gouvernent aujourd'hui ne céderont pas devant les discours - si dignes soient-ils, je pense à la fermeté du directeur général de l'UNESCO. Quelques semaines d'asphyxie ferait des copérants, boycottage économique, suppression de toute aide étrangère. Les marionnettes de Port-au-Prince n'ont pas la pugnacité d'un Saddam Hussein.

La CEE peut faire mieux qu'en Yougoslavie. En Haïti, le peuple et la classe politique, pour une fois, ne sont qu'un. Bien sûr, dans les veines d'Aristide ne coule pas un sang aussi pur que celui de l'émir Jaber ; bien sûr, son courage - dix tentatives d'assassinat en six ans - ne se compare pas à la majesté et à la largesse du prince koweïtien ; bien sûr, Aristide n'est pas sacré par personne, surtout pas par les hiérarchies de son Eglise. Et si pour une fois l'Europe, la France - à l'image de son ambassadeur, Jean-Raphaël Dufour, qui a risqué sa vie pour sauver celle de l'élu des Haïtiens défendant vraiment le droit ? Sans calcul, sans arrière-pensée. Pour notre honneur. Pour le bonheur d'un peuple martyr.

Christophe Wargny est directeur de la communication du CHAM, et coauteur avec Jean-Bertrand Aristide d'un ouvrage à paraître sur Haïti aux Editions du Seuil.

l'origine de ces divulgations. (AFP)

o PÉROU : 21 morts dans une attaque du Sentier lumineux contre une base militaire. - Au moins seize guérilleros, quatre civils et un militaire ont été tués dans l'attaque d'une base militaire par une centaine de rebelles de la guérilla maïsta du Sentier lumineux, dans la province de Satipo, à 370 kilomètres à l'est de Lima, ont annoncé mardi 1<sup>er</sup> octobre les autorités militaires. Selon ces derniers, les guérilleros ont attaqué la base dimanche en faisant usage d'armes automatiques et de grenades, mais se sont heurtés à une forte résistance de la part de la garnison. Ils se sont retirés au bout de deux heures de combat. (AFP)

## Washington paraît décidé à exercer le maximum de pressions pour obtenir la « restauration de la démocratie »

WASHINGTON  
de notre correspondant

Les Etats-Unis paraissent décidés à exercer le maximum de pressions pour obtenir le renversement de la junte militaire qui s'est emparée du pouvoir en Haïti. Le gouvernement américain s'est limité pour le moment aux pressions diplomatiques et économiques, et il était encore trop tôt, mardi 1<sup>er</sup> octobre, pour savoir comment les Etats-Unis allaient employer la « main de fer » de l'intervention internationale formulée par M. Jean-Bertrand Aristide, le président haïtien renversé lundi par un groupe de militaires. Mais certains, dans les milieux des organisations inter-américaines à Washington, ne voulaient rien exclure et estimaient que les chances de succès de la « junte » étaient des plus limitées.

Pour bien marquer son mécontentement, le président George Bush a reçu mardi l'ambassadeur d'Haïti, tout juste désigné par M. Aristide, M. Jean Casimir, et a accepté ses lettres de créance.

« Les Etats-Unis continuent de reconnaître le président Aristide comme le président légitime élu d'Haïti », souligne un communiqué de la Maison Blanche, et « ils appellent à la restauration de la démocratie en Haïti ».

### Une véritable provocation

Les Etats-Unis entendent agir par l'intermédiaire de l'Organisation des Etats américains (OEA) - dont le siège est à Washington - qui devait se réunir mercredi en session extraordinaire et entendre le président Jean-Bertrand Aristide. A la suite du coup d'Etat intervenu au Surinam en juin dernier, l'OEA s'est dotée d'un mécanisme de réaction automatique en cas de renversement d'un régime démocratiquement élu sur le continent. Pour la première fois, ce mécanisme - limitant le traditionnel principe de non-ingérence - va être soumis à l'épreuve, et les Etats-Unis attendaient beaucoup de la réunion de l'OEA.

Des sources officielles à Washington expliquaient que la

situation créée en Haïti était « extrêmement grave » et pouvait avoir des répercussions sur l'ensemble du continent américain. « D'un bout à l'autre de l'hémisphère, vous avez tous les « établissements » militaires qui observent et attendent de voir quelles vont être les réactions (de Washington) au coup d'Etat », nous ont indiqué ces sources. Elles expliquaient qu'une manière de « test » était ainsi en jeu et insistent sur le côté « inadmissible » de la situation à Port-au-Prince, alors que partout ailleurs, en Amérique du Sud, le pouvoir militaire est en recul. Bref, le ton des milieux officiels se voulait d'autant plus sévère et solennel que les Etats-Unis ont beaucoup à se faire pardonner dans une région où ils ont souvent soutenu les régimes les plus « musclés ».

Les putschistes haïtiens n'ont apparemment pas pris en compte que leur opération avait pour Washington des allures de véritable provocation. Elle intervient au moment où le président George Bush sillonne les Etats-Unis en assurant que la démocratie est en passe de triompher sur tout le continent américain, « de la Terre de Feu à l'Alaska », avec une seule et unique exception, celle de Cuba, dont on assure qu'elle ne saurait durer bien longtemps. Difficile de dénoncer quotidiennement la dictature castriste et de fermer les yeux sur l'équipée de quelques néo-macoutes en Haïti.

D'une certaine manière, c'est tout le discours entendu à l'heure du coup d'Etat militaire à Moscou qui est aussi mis à l'épreuve, et les Etats-Unis, dès la matinée de mardi, avaient d'ailleurs réagi dans les mêmes termes que ceux utilisés à la mi-août. Ils « condamnent » sans appel le coup d'Etat en Haïti

et appellent à la « restauration immédiate du gouvernement démocratiquement élu », dit le communiqué du département d'Etat. Les Etats-Unis annoncent encore qu'ils « ne reconnaîtront pas cette junte » et, à l'instar de leurs alliés européens, ils suspendent leur aide économique (quelque 90 millions de dollars) et militaire (un peu plus de 1 million de dollars) à Haïti.

Accueilli en héros la semaine passée à la tribune des Nations unies à New-York, M. Jean-Bertrand Aristide, premier chef d'Etat démocratiquement élu d'Haïti, devait en principe être reçu courant octobre par M. George Bush à la Maison Blanche. Les relations du président Aristide avec l'administration Bush n'ont pas toujours été faciles. Au moment de son élection, en décembre 1990, les déclarations par M. Aristide de la politique néo-colonialiste des Etats-Unis en Haïti - Washington a soutenu la dictature des Duvalier - et sa rhétorique « socialisante » avaient suscité une certaine méfiance à Washington.

Mais les relations se sont vite améliorées. Les Etats-Unis appréciant la modération de la politique menée par le chef de l'Etat haïtien et sa détermination à lutter contre la misère dans son pays. A en croire les reportages de la presse américaine, l'ambassadeur des Etats-Unis en Haïti, M. Alvin Adams, était en très bons termes avec M. Aristide. A l'évidence, Washington souhaitait la consolidation de ce premier gouvernement démocratique à Port-au-Prince.

ALAIN FRACHON

## M. Mitterrand salue le « courage remarquable » de l'ambassadeur de France à Port-au-Prince

Le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, lors de la réunion du conseil des ministres, mercredi 2 octobre, a « dénoncé le coup d'Etat qui a mis fin en Haïti au pouvoir du Père Aristide, légitimement élu par 67 % des suffrages populaires en 1990 ». Il a souligné que le Père Aristide « avait été sauvé « que grâce à l'intervention de la France et à l'enre-

mise courageuse de notre ambassadeur sur place qui l'a arraché aux mains des militaires en révolte ».

M. Mitterrand a salué le « courage remarquable » de ce diplomate et il a accepté la proposition de M. Dumas de lui conférer la Légion d'honneur « en signe de reconnaissance de la République pour son comportement exemplaire ».



## POLITIQUE

L'ouverture de la session parlementaire d'automne

## M. Joxe propose un service national diversifié de dix à vingt mois

Dès l'ouverture de la session parlementaire d'automne, les députés sont invités, mercredi 2 octobre, par le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, à mettre fin à une institution républicaine vieille de vingt-deux ans - le service national à douze mois - en examinant le projet de loi d'un service de dix mois que le conseil des ministres a approuvé le 10 juillet (*le Monde* du 11 juillet). Ce texte devrait permettre aux jeunes appelés incorporés en octobre de cette année - et peut-être aux recrues du mois d'août dernier - de bénéficier de cette diminution de deux mois de la durée d'un service qui présente des formes de plus en plus diversifiées.

La réduction à dix mois concerne le service militaire proprement dit (qui était de douze mois depuis novembre 1969) et deux formes de service civil (la police et la sécurité civile) du service national. Les autres formes seront à durée variable. Les scientifiques du contingent (qui servent dans des laboratoires ou dans des écoles), les médecins, les pharmaciens, les vétérinaires et les dentistes feront douze mois comme au temps de la loi précédente. Ainsi l'a voulu un ministre de la défense qui justifie ce particularisme par le fait que les intéressés ont profité - grâce à un report - de la faculté de pouvoir achever des études et de continuer à exercer leur spécialité sous les drapeaux. En revanche, le service de ceux qui optent pour l'aide technique et la coopération à l'étranger est maintenu à seize mois, de façon à recouvrir la période de deux affectations successives sur

un même poste. Les objectifs de conscience, dont le statut est reconnu, feront vingt mois (au lieu de vingt-quatre avant).

## Une organisation à revoir

Selon le secrétaire d'Etat à la défense, M. Jacques Mellick, ce projet de loi crée une nouveauté, à l'imitation de ce qui existait déjà au profit du ministère de l'intérieur avec des appelés servant dans la police nationale. Désormais, si le Parlement l'approuve, il est institué un service de sécurité civile qui permet à des recrues de servir, pendant dix mois, dans un corps de sapeurs-pompiers placé sous l'autorité du ministre de l'intérieur qui en avait fait l'expérience en 1990 dans le cadre du service actif de défense désormais supprimé.

Même si elle est dans l'air du temps dans une Europe qui ne vit plus à l'heure de la « guerre froide », la réduction du service militaire dans les pays qui pratiquent la conscription n'est pas une mesure innocente. Elle a, au contraire, des conséquences importantes sur les missions, l'organisation et le volume des armées, principalement dans l'armée de terre où, traditionnellement, les appelés forment le gros de la troupe.

Dans le cas particulier de la France, où le contingent peut représenter 70,4 % des effectifs de l'armée de terre, 13,3 % de ceux de l'armée de l'air, 7,6 % de ceux de la marine et 4,1 % de la gendarmerie, le projet de loi obligera à réexaminer bien des considérations qui étaient communément admises à ce jour.

Ainsi, dans un premier temps, pour répondre aux nouvelles règles d'incorporation et éviter des déficits de recrutement dans certaines spécialités, il faudra accroître, selon la direction du service national (DSN), le nombre des appelés

sous les drapeaux (entre 250 000 et 290 000 chaque année). Ce qui est passablement compliqué, en raison de l'augmentation très sensible des reports d'incorporation qui sont passés, à cause de l'allongement de la scolarité, de 800 000 en 1989 à 1 100 000 cette année. Dans un second temps, le service à dix mois contraint à revoir de fond en comble le fonctionnement des corps de troupe, y compris dans l'aspect opérationnel de leur organisation : les « classes », c'est-à-dire l'instruction initiale de la recrue, seront directement effectuées dans les régiments où elle est affectée, pour gagner du temps, et, à raison de deux mois par an, l'armée de terre mettra en sommeil des formations de combat (*le Monde* des 12 et 14 septembre).

## « La disponibilité différée »

C'est ce système que MM. Joxe et Mellick ont appelé la « disponibilité différée » des unités. La formule, qui présente quelques inconvénients puisqu'elle repose sur le rappel de réservistes susceptibles de renforcer les corps réactivés en cas de crise, a été justifiée par le fait que la menace s'est éloignée avec l'éclatement du pacte de Varsovie en Europe.

On touche là au fond du problème. Qu'ils soient partisans de l'armée de métier ou du maintien de la conscription, ceux qui critiquent cette réforme la qualifient

## Pistonnés, planqués ou stagiaires

Sur une classe de 433 280 sélectionnés en 1990, trois catégories de jeunes Français n'effectuent pas de service national. D'abord, les exemptés pour motifs médicaux, à raison de 20,68 % (environ 87 040). Ensuite, les dispensés pour raisons sociales, soit 5,8 % (environ 23 980). Enfin, les réformés durant les deux premiers mois du service, à hauteur de 7 % des appelés. Un tiers des jeunes Français échappent ainsi au service militaire. Selon M. Guy-Michel Chauveau, rapporteur du projet, les exemptions ne représentent pas toujours des handicaps incompatibles avec les besoins des armées : plus de 15 000 bacheliers et plus de la moitié des licenciés ne sont pas incorporés alors même que leurs handicaps physiques limités ne devraient pas les empêcher d'occuper des postes sédentaires.

Il existe, pour reprendre l'expression de M. Chauveau, des « dévoiements critiques » dans les affectations, parce qu'elles relèvent de décisions à caractère individuel (comme le « pistonnage » la recommandation spéciale ou

de demi-mesure, décidée au nom d'un engagement de réduire la durée du service pris en 1981 par le candidat socialiste à l'élection présidentielle. Mi-chèvre, mi-chou, cette initiative, relayée par la déflation en cours des effectifs militaires, risque tout à la fois de multiplier les inégalités de fait des jeunes citoyens devant le principe de l'universalité du service militaire et d'être un pas supplémentaire sur la voie d'une professionnalisation accrue de l'armée française. Non seulement ce projet de loi accentue les chances, pour les moins ignorants des arcanes du texte, d'être affectés au mieux de leurs intérêts personnels, mais encore, comme le gouvernement l'a reconnu (*le Monde* des 29 et 30 septembre), il conduira à une augmentation - sans doute nécessaire - du taux des cadres et des engagés, voire des volontaires pour un service long, dans les rangs d'une armée où les postes d'appelés sont de moins en moins nombreux.

La réduction du service à dix mois n'est pas une mesure dénuée d'incidences financières. En effet, si l'on en croit des calculs budgétaires du rapporteur de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, M. Guy-Michel Chauveau (PS, Sarthe), le projet de loi induit des dépenses supplémentaires qu'il évalue à un surcoût total de 270 millions de francs.

JACQUES ISNARD

Au Sénat

## La réforme du code pénal reprend sa longue marche

Les sénateurs devaient commencer, mercredi après-midi 2 octobre, en seconde lecture, l'examen du livre II du code pénal relatif aux infractions contre les personnes. M. Charles Jolibois (app. Rép. et ind.), rapporteur du texte, a fait adopter par la commission des lois un amendement réintroduisant le délit d'atteinte homosexuelle sur un mineur. Il a également fait voter une disposition maintenant le caractère délictueux de l'avortement pratiqué par une femme sur elle-même.

La réforme du code pénal reprend au Sénat sa longue marche, commencée en mai 1990. Les parlementaires, qui examinent successivement les cinq livres qui composeront le nouveau code, abordent à présent la seconde lecture du livre II (1).

M. Jolibois (Maine-et-Loire), rapporteur de la commission des lois, a estimé que les modifications apportées en première lecture par les députés « ne témoignent pas d'une volonté de remise en cause systématique des grandes options du Sénat ». Il a même proposé aux sénateurs d'en retirer certaines, parmi lesquelles figurent le délit nouveau de harcèlement sexuel créé par les députés, ainsi que le paricide (qui n'avait pas été retenu au Sénat en dépit de l'avis favorable du rapporteur), même si le terme n'est pas employé (les députés lui préféraient l'expression de meurtre sur « ascendant légitime ou naturel » et « père et mère adoptifs »).

## Sujets

## controversés

Malgré ces points d'accord, la commission des lois du Sénat n'en a pas moins choisi de reconstruire globalement les positions exprimées lors du premier examen du texte et jugées souvent trop répressives à l'Assemblée nationale. Ainsi M. Jolibois propose-t-il, à propos du niveau des peines, de revenir, chaque fois que ce niveau a été abaissé, à celui prévu en première lecture qui correspond au droit actuel. De même le Sénat entend-il revenir à l'application obligatoire de la période de sûreté. Enfin, M. Jolibois souhaite voir réintroduit, contre l'avis d'une très large majorité à l'Assemblée nationale, le dispositif relatif à l'interdiction du territoire comme sanction obligatoire des infractions les plus graves.

Le rapporteur souhaite également rétablir son dispositif sanctionnant, à propos de « maladie transmissible épidémique », et « en cas de comportement négligent ou imprudent », le comportement disséminatoire (étant entendu que ces termes s'appliquent au premier chef à la propagande politique) est que ce comportement ne sera sanctionné que s'il constitue « une violation de la loi ou des règles

ments ». M. Jolibois propose en outre le rétablissement de l'incrimination spécifique d'empoisonnement, supprimée à l'Assemblée.

La commission des lois a aussi et surtout adopté deux amendements sur des sujets qui avaient suscité, en première lecture, les plus vives controverses. Le premier concerne le délit d'atteinte homosexuelle sur un mineur. M. Jolibois entend rétablir, à une réserve près, cette disposition, en dépit du tohu-bohu qu'elle avait provoqué (les socialistes et les communistes dénonçant à cette occasion le retour à « l'ordre moral » souhaité, selon eux, par la droite). Ces atteintes ne constitueront un délit que si elles sont commises par un majeur de vingt et un ans (le texte initial n'envisageait que les mineurs, sans autre précision).

Le deuxième amendement concerne l'avortement pratiqué par la femme sur elle-même. Sur le fond, le rapporteur de la commission des lois souhaite que le nouveau code ne le dépénalise pas, pour que ne soit pas remis en cause le droit « tel qu'il résulte de la loi Veil ». En première lecture, M. Jolibois avait présenté un amendement, repoussé en commission par la gauche, allié à des membres de la droite, qui punissait de deux ans de prison et de 200 000 F d'amende ce type d'interruption de grossesse. En séance publique, la majorité sénatoriale n'avait pu que constater sa division sur ce point particulièrement sensible.

En dépit des efforts redoublés du président de la commission des lois, M. Jacques Larché (Rép. et ind., Seine-et-Marne), qui avait obtenu, après avoir longtemps fait valoir que le gouvernement, quelques jours de répit, une majorité n'avait pu être trouvée et le texte n'avait pas été modifié. A l'instinct du vote final, ce désaccord avait entraîné l'abstention générale de la droite sur un projet qu'elle avait pourtant réitéré à sa convenance.

Pour éviter qu'une telle embarras ne se reproduise, M. Jolibois a revu à la baisse ses objectifs. L'avortement effectué par la femme sur elle-même reste pénalisé, mais le régime des peines est considérablement allégé (six mois de prison et 20 000 F d'amende). De plus, le sursis sera de droit, sauf en cas de récidive dans un délai de cinq ans. Les débats, enfin, auront lieu à huis clos.

Ce nouveau dispositif, qui se veut plus symbolique que le précédent, a franchi sans encombre l'étape de la commission. Il reste à voir comment il sera accueilli en séance publique.

GILLES PARIS

(1) Le livre I, le seul dont l'examen soit achevé par le Parlement, présente les principes généraux, le livre II traite des atteintes contre les personnes, le III contre les biens, le IV contre la sûreté de l'Etat, et le V du droit pénal spécial (en matière de presse, de pollution, etc.). Le vote sur l'ensemble du projet aura donc lieu à la fin de ces examens.

## M. Fillon (RPR) préconise une armée professionnelle

« Nous ne voulons pas d'une conscription au rabais qui, avec une réduction de sa durée, aggraverait les inégalités et où les plus défavorisés font leur service dans les unités les plus exposées », a déclaré, le mardi 1<sup>er</sup> octobre, M. François Fillon, député RPR de la Sarthe et ancien président de la commission de la défense à l'Assemblée, qui a rappelé qu'il s'est, de longue date, prononcé pour une armée de métier. M. Fillon a ajouté qu'il présenterait, lors du débat, un plan pour une armée à l'horizon 2000 pour expliquer que, les menaces n'étant plus les mêmes désormais, « l'armée qui répond le mieux à nos besoins est une armée professionnelle ».

M. Fillon n'a pas précisé davantage son projet de nouvelle armée française. En fait, le député RPR et

ses collaborateurs travaillent sur la perspective d'une armée de terre qui serait réduite à 180 000 hommes (soit 100 000 de moins que le volume présent de ses effectifs), tous professionnels et organisés en une force d'action rapide - dont certains éléments plus lourds que ceux de l'actuelle FAR seraient capables de « projections » à longue distance - et un corps d'armée. La création d'une telle armée passerait par la transition d'un service court (ramené à quatre mois) et elle serait en place vers 1998.

Cette proposition d'une armée de métier et de la suppression pure et simple du service semble progresser au sein du RPR, mais elle y fait pas l'unanimité. Sur la Cinq, le président du RPR, M. Jacques Chirac, avait indiqué, dimanche 29 septembre, qu'il voterait le projet de loi d'un service réduit à dix mois.

## Le statut des administrateurs de l'Assemblée va être modifié

Le projet de réforme de la carrière des administrateurs de l'Assemblée nationale doit être examiné par le bureau de cette dernière jeudi 3 octobre. Les perspectives de carrière de ces hauts fonctionnaires - recrutés par un concours du niveau de celui de l'ENA - sont, en effet, assez restreintes dans ce corps autonome, indépendant de la fonction publique d'Etat et offrant peu de débouchés.

L'effectif du corps des administrateurs s'est accru de 30 % en vingt ans, mais les fonctions attachées aux différents grades ne se sont pas multipliées dans la même proportion. Il existe quatre-vingt-huit administrateurs, quarante-cinq conseillers, quinze directeurs et deux secrétaires généraux. La

réforme, mise au point après concertation avec l'Association des administrateurs et les cinq syndicats de personnel, prévoit trois modifications, qui remédient au blocage dû à la pyramide des âges. Les administrateurs seraient nommés conseillers après douze ans (et non plus quatorze ou quinze ans), et le grade ne serait plus attaché à une fonction. Ainsi, un conseiller pourrait exercer un emploi d'administrateur, ce qui est impossible aujourd'hui. Les conseillers pourraient, après huit ans d'exercice, accéder au grade nouveau de directeur adjoint. Enfin, l'admission à la retraite pour les conseillers serait reportée de soixante à soixante-cinq ans, comme c'est le cas pour les directeurs. Cette réforme a été approuvée par trois syndicats sur cinq, la CGT y étant hostile et la CFDT s'abstenant.

Le bureau de l'Assemblée nationale devait, d'autre part, nommer secrétaire général de l'Assemblée nationale et de la présidence M. Pierre Hontebeyrie, actuel directeur général des services législatifs, en remplacement de M. Michel Ameller, qui quittera ses fonctions le 1<sup>er</sup> janvier 1992, atteint par la limite d'âge.

A. P.

A la réunion des parlementaires UDF

## M. Giscard d'Estaing : la France est « dans le wagon de queue du convoi » européen

Sur près de 250 députés et sénateurs UDF il ne s'en est trouvé qu'une cinquantaine pour participer, mardi 1<sup>er</sup> octobre au palais du Luxembourg, à une journée de travail commune, prévue depuis longtemps, souhaitée par tous, sur deux sujets qui semblaient devoir susciter un certain intérêt : l'Europe et l'emploi.

Mauvaise humeur, lassitude avant même d'aborder une nouvelle session, séculées des frictions récentes entre M. Giscard d'Estaing et M. Léotard ? Les parlementaires UDF ont donné tort à M. Daniel Hoefel, président du groupe centriste du Sénat, qui relevait dans son discours d'accueil que « l'UDF était une force considérable que ses parlementaires ne doivent pas sous-estimer ».

Cette réunion aura néanmoins permis de constater que les responsables de l'UDF éprouvent à leur tour un certain découragement devant l'ampleur et la complexité des problèmes européens. M. Valéry Giscard d'Estaing, lui-même, à quel-

ques semaines du sommet de Maastricht, semble moins enthousiaste. « Nous allons avoir, à-t-il prédit, une situation difficile à gérer, parce qu'elle sera après ce sommet un mélange de déceptions et de poudre aux yeux », Redoutant que l'union politique ne soit qu'une coquille vide et que l'union monétaire - qui doit rester selon lui « le principal cheval de bataille de l'UDF » - ne se fasse pas comme prévu, l'ancien président de la République estime aujourd'hui qu'il sera impossible d'échapper à « une Europe à deux vitesses ». « Nous assistons, a résumé M. Jean François-Poncet, à une course entre l'approfondissement et l'élargissement qui a toutes chances d'être gagnée par l'élargissement, parce que c'est la solution de facilité. Notre seule chance est de faire apparaître dans cette Europe un noyau dur franco-allemand, entouré d'une Europe de libre-échange. La France est-elle prête ? »

M. Giscard d'Estaing a jugé « extrêmement justifiée » l'urgence de M. Alain Madelin, litige que grand débat au Parlement sur l'Europe avant le sommet de Maastricht. « On ne sent pas, a-t-il regretté, la présence active de la France. Notre

pays est dans le wagon de queue du convoi », M. Bernard Bosson, ancien ministre des affaires européennes, a été plus explicite. « Depuis les bouleversements à l'Est, a-t-il dit, M. Mitterrand n'est plus dans le coup ! Il faut le maître au pied du mur pour qu'il clarifie ses positions ». A l'occasion de ce débat, le dossier de la défense a été naturellement ouvert. Il a fait apparaître un différend entre le vice-président et le président du PR, M. Alain Madelin et M. Gérard Longuet, litige que M. Giscard d'Estaing s'est gardé d'arbitrer. Le premier a souhaité que soit étudié un scénario de désengagement budgétaire dans le domaine de l'armement. Le second, au contraire, s'est prononcé pour que la France « garde un niveau de protection élevée », en d'autres termes, qu'elle « l'historique reste tragique ». M. Jean Lecanuet, président de la commission sénatoriale des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, a fait, lui, ce pronostic : « Si l'armée européenne ne se constitue pas, le prend le parti que l'armée française rentrera un jour dans l'OTAN, parce que, seule, elle ne pourra plus tenir. »

DANIEL CARTON

## Deux numéros exceptionnels sur la démocratie :

Le temps de la démocratie n° 128 / mai 1991

Repenser la démocratie n° 129 / août 1991

Revue internationale des sciences sociales / UNESCO éres 19 rue G. Courbet, 31400 Toulouse Tél. 61.75.15.76 Télécopie 61.73.52.69



## POLITIQUE

### Perpignan livrée aux « corbeaux »

En marge de l'affaire Farran, les règlements de compte se développent tous azimuts

PERPIGNAN

de notre envoyé spécial

Le ministre délégué à l'artisanat, au commerce et à la consommation, M. François Doublin, a sans doute éprouvé, mardi 1<sup>er</sup> octobre, un soulagement rétrospectif. S'il n'avait pas suivi le conseil de l'ami socialiste qui, flairant le piège, l'avait mis en garde contre l'invitation à banqueter au château de Corbère que lui avait adressée le président de la chambre de commerce et d'industrie (CCI) des Pyrénées-Orientales, M. Jacques Farran, au cours de sa visite officielle à Perpignan au printemps dernier, il se serait trouvé aujourd'hui dans l'embarras de la situation de devoir désavouer des pratiques qu'il aurait involontairement cautionnées par sa présence à un tel déjeuner.

Son ministre de tutelle, M. Paul Quilès, en tant que ministre de l'équipement, a, en effet, par arrêté en date du 30 septembre, interdit à la chambre de commerce de Perpignan de recueillir désormais les fonds du « 1 % patronal » versés par les chefs d'entreprise en faveur du logement social et d'utiliser ces fonds par la CCI de Perpignan pour l'acquisition et l'aménagement du château de Corbère au sujet duquel une information judiciaire vient d'être ouverte contre M. Farran, par ailleurs député UDF-PR, pour « ingérence et abus de confiance » (Le Monde du 2 octobre).

Le préfet des Pyrénées-Orientales, M. Jean-René Garnier, appliquant à la lettre un arrêté du 7 novembre 1966 fixant les formes et conditions de publicité des décisions du ministre de l'équipement, a d'ailleurs doublement chargé, mardi matin, la banque du président de la CCI. Il a précisé, d'une part, que le « procès verbal de vérification de la gestion et de l'utilisation de ces fonds » établi le 19 juillet par la trésorerie générale du département avait fait ressortir trois sortes de « graves irrégularités : tenue défectueuse de la comptabilité des fonds du « 1 % patronal » relatives à l'entretien des locaux ; non-recouvrement des prêts ou avances de trésorerie non prévues par la réglementation ; des associations ou à des sociétés civiles immobilières filiales : emplois non réglementaires des fonds ». Il a fait savoir, d'autre part, que le château de Corbère n'avait pas été la seule réalisation financée avec le « 1 % patronal ». La CCI a également utilisé ces fonds pour le

« financement de locaux commerciaux, de bureaux, d'un centre médical et de parkings ». M. Farran n'a pas commenté ces informations complémentaires. Répétant qu'il s'agissait d'une cabale politique, il a donné rendez-vous à la presse vendredi 4 octobre, à 16 heures, en promettant de faire « toute la vérité » sur cette affaire après avoir « reçu l'autorisation » du ministère du commerce et de l'industrie de rendre publics les deux rapports rédigés sur la gestion de la CCI par la trésorerie générale des Pyrénées-Orientales et par l'inspection générale du commerce et de l'industrie (IGCI). En réalité, c'est le préfet qui, depuis la semaine dernière, a demandé à M. Farran de communiquer ces rapports, en premier lieu aux membres de la chambre de commerce.

L'avocat du président de la CCI, M. Jean-Marc Varaut, a estimé, pour sa part, à propos du château de Corbère, que « les éléments constitutifs du délit d'ingérence ne sont pas flagrants » et il a divulgué, à ce sujet, un bref extrait du rapport de l'IGCI indiquant : « On ne trouve aucune trace ni aucun témoignage, à l'origine de cette affaire, que le président souhaitait prendre un intérêt personnel dans l'achat du château, même s'il était question de réaliser l'opération sous la forme d'un partenariat ».

#### Le député RPR lui aussi sur la sellette

Dans l'entourage de M. Farran, on s'étonne aussi de l'attitude des pouvoirs de tutelle, qui n'avaient pas réagi lors du montage du capital de la Société civile immobilière du château de Corbère que la police, le procureur de la République, le préfet jugent maintenant que le « procès verbal de vérification de la gestion et de l'utilisation de ces fonds » établi le 19 juillet par la trésorerie générale du département avait fait ressortir trois sortes de « graves irrégularités : tenue défectueuse de la comptabilité des fonds du « 1 % patronal » relatives à l'entretien des locaux ; non-recouvrement des prêts ou avances de trésorerie non prévues par la réglementation ; des associations ou à des sociétés civiles immobilières filiales : emplois non réglementaires des fonds ». Il a fait savoir, d'autre part, que le château de Corbère n'avait pas été la seule réalisation financée avec le « 1 % patronal ». La CCI a également utilisé ces fonds pour le

#### Le débat au comité central

### Les membres de la section économique du PCF s'opposent à M. Marchais

Le comité central du Parti communiste a adopté, à l'unanimité moins dix abstentions, une résolution approuvant le rapport Blotin consacré au lancement d'une campagne de débats (Le Monde du 2 octobre), au terme d'une réunion qui s'est achevée mardi 1<sup>er</sup> octobre à Paris.

Les dirigeants du PCF sont beaucoup plus prolifiques sur les débats auxquels ils veulent convier les non-communistes que sur la teneur des discussions contradictoires, parfois vives, qui ont lieu au comité central. Ainsi M. Pierre Blotin, membre du secrétariat et auteur du rapport introductif présenté devant le « Parlement communiste », a-t-il indiqué, mardi 1<sup>er</sup> octobre, que le débat interne avait été « intéressant, approfondi et sérieux ». N'y ayant décédé « aucun intérêt », M. Charles Fiterman lui a préféré, au deuxième jour de la session, un colloque en hommage à Gaston Defferre, avec lequel il avait siégé au gouvernement, organisé par M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale. De l'avenue même de M. Blotin, un autre animateur du courant « réformateurs », M. Anicet Le Pors, n'a fait qu'un bref passage au comité central sans prendre part au vote final. Celui-ci a entériné une résolution sur laquelle dix dirigeants, en dehors des absents qui n'étaient pas officiellement excusés, se sont abstenus : MM. Fiterman, Herzog, Her-

mier, membres du bureau politique, M. Hirsberg, et MM. Boccard, Favaro, Le Duigou, Marx, Rallie, Séve. Certains dirigeants estiment que cette discussion était non seulement et ennuyeuse mais dénuée d'une tension perceptible auparavant. Elle semble cependant avoir été troublée par ce qu'un membre du comité central appelle « sans aménité », une bataille de chiens dans un « caniveau ». Il faisait allusion à une suite, en plusieurs scènes, qui a opposé M. Paul Boccard, membre de la section économique connue pour sa fougue, à MM. Georges Marchais et Roland Leroy ainsi qu'à M. Martine Bulard. Considérant comme une « honte » l'attitude de l'Humanité à son égard - il n'a pu faire publier un rectificatif le concernant dans l'organe central du parti - M. Boccard s'est vu répondre par M. Leroy qu'il n'avait pas le droit d'utiliser ce terme. La veille, M. Marchais lui avait reproché de vouloir imposer une « dictature » après que M. Boccard eut souligné que le secrétaire général utilisait de la « vulgate marxiste-léniniste ».

#### « La perestroïka est morte »

Cependant, M. Boccard, comme certains autres membres de la section économique dirigée par M. Herzog, ont argumenté pour obtenir que la campagne de débats « ouverte et constructive » soit suivie d'initiatives d'actions sur l'emploi et sur la gestion des entreprises publiques. Un amendement à la

« règlement de compte », M. Farran, lui, vise d'abord - chacun ici le sait - son propre suppléant à l'Assemblée nationale, M. Michel Berdaguier, conseiller municipal, conseiller général, son ancien compagnon d'armes, qu'il a exclu du Parti républicain après avoir amplement bénéficié de son parrainage pour entrer en politique, en profitant notamment de ses relations avec Michel d'Ornano et François Léonard, et qui vient de former, avec environ deux cents transfuges, une fédération du Centre national des indépendants (CNI). Rien n'autorise à soupçonner ce militant républicain indépendant de la première heure d'avoir partie liée avec les « corbeaux » qui pratiquent depuis sept mois la délation à travers la ville sous la forme de tracts anonymes, mais le fait est que les déboires de M. Farran sont de nature à le réjouir. Homme de nature à se faire raconter comment M. Farran réunit son OPA sur le Parti républicain en y infiltrant beaucoup de ses amis de la chambre de commerce et d'ailleurs afin d'en prendre la présidence. Il ne cache pas non plus sa déception d'avoir fait la courte échelle à quelqu'un qui lui est ensuite apparu comme un vulgaire opportuniste : « En fonction de ses interlocuteurs, je l'ai vu changer la photo qu'il plaçait en évidence sur son bureau. Quand il recevait Piquet, il mettait une photo de Chirac ; quand il recevait Giscard d'Estaing, et une fois en recevant les représentants du Front national, il a sorti une photo de Pétain... Le pouvoir lui est monté à la tête... »

M. Farran n'est pourtant pas le seul notable perpignanais en butte à ces « corbeaux ». Le jour même où l'instruction judiciaire était ouverte contre lui, un autre député d'opposition, celui de la première circonscription, M. Claude Barate, qui cumule les fonctions de secrétaire départemental du RPR et de premier adjoint au maire UDF-PSD de la ville, l'immuable Paul Alduy, sénateur rattaché administrativement au groupe centriste, était lui aussi sur la sellette. Il s'expliquait à huis clos, devant la commission des finances du conseil municipal, sur un détournement de subventions municipales au profit de quatre associations (Roussillon Jeunes-Animateurs, Association roussillonnaise de formation professionnelle, Réveil vernetois, Service perpignanais-Jeunes ouvriers) constituées pour militer électoralement en faveur du RPR.

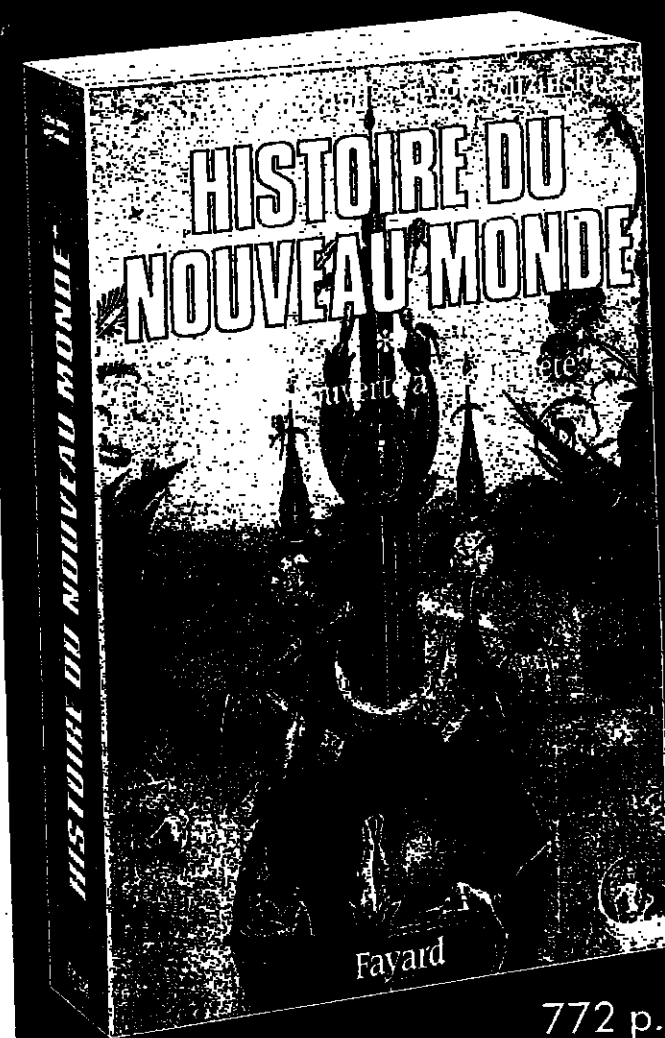
OLIVIER BIFFAUD

PAUL FABRA

## La découverte de L'AMÉRIQUE

Un livre de bruits et de fureurs qui est une remarquable réussite.

Roger Chartier, Le Monde



772 p.  
190 F

Ce livre dru est charnel, sensible, savant et simple. Il est écrit.

Pierre Chaunu, Le Figaro de l'Institut

Une des contributions les plus importantes à la moisson célébratrice.

André Burguière, Le Nouvel Observateur

FAYARD



## SOCIÉTÉ

## JUSTICE

Le procès Chaumet au tribunal correctionnel de Paris

## Diamants baladeurs et colliers saute-frontières

A la deuxième journée, mardi 1<sup>er</sup> octobre, du procès des joailliers faillis de la place Vendôme (le Monde du 2 octobre), le tribunal correctionnel de Paris a examiné les charges d'escroquerie qui pèsent sur les frères Chaumet.

Où il fut question de diamants baladeurs, de bagues en gougnette, et de colliers saute-frontières. Où l'on en apprit de belles sur quelques bijoux de saphirs et bijoux supposés en sommeil dans les grands coffres de la maison Chaumet. Où l'on raconta comment les bijoux ont été achetés, en jonglant désespérément avec leurs réserves, en refusant de reconnaître la faillite fatale quelques semaines, quelques jours, quelques heures.

On parlait d'escroquerie, mardi 1<sup>er</sup> octobre, au second jour du procès des frères Chaumet devant le tribunal correctionnel de Paris, et ce fut une bien rude journée pour les joailliers faillis. Les échos des sanglots de la veille sur la grande salle s'élevaient. Il fallait cette fois répondre, nettement, franchement, aux questions courtoises et précises du président Bernard Peyrat. Il fallait parcourir à nouveau les étapes de la duplicité dont les frères se rendirent coupables envers leurs banquiers et M. Jean-Yves Haberer, mandataire ad hoc désigné par le président du tribunal de commerce de Paris, aujourd'hui président du Crédit lyonnais.

En matière d'escroquerie on reproche aux Chaumet, c'est tout simple, d'avoir menti avec des pierres et des bijoux qui ne leur appartenaient pas, deux emprunts bancaires contractés respectivement en décembre 1986 et février 1987. Des pierres déposées chez eux, aux fins de vente, par des relations et des particuliers, se sont donc trouvées déclarées, sur la liste remise aux banques, comme propriété des Chaumet. « C'étaient des pierres pour lesquelles nous avions des mandats de vente, avec un délai très supérieur à la durée du prêt », se défend Jacques Chaumet. Et d'insister : ce nantissement était une simple formalité.

## Impression délicate

Mais tout de même, insiste le président, si c'était aussi formel que vous le dites, pourquoi ne pas en avoir averti vos banquiers ? Jacques Chaumet a alors cette réponse digne dans sa subtilité de la défense d'un resquilleur du méro aux flagrant délits : « Nos banquiers ne nous ont posé aucune question ». « Ils vous posaient souvent ce genre de questions », ironise le président. Peut-on imaginer le directeur de la BFCF [Banque française du commerce extérieur] vous demandant : « M. Jacques Chaumet, les pierres que vous m'apportez sont bien à vous, ou moi ? »

Les Chaumet restent muets, drapés dans le souvenir de leur

dignité. Leur avocat, M. Guy Baré, les banquiers ont pu se payer sur vos pierres, insiste le président. Vous le savez, vous savez que vous ne pouvez pas rembourser, et vous avez utilisé le même procédé pour solliciter ce second prêt ? Les Chaumet, pour justifier devant le tribunal cette fuite en avant incompréhensible, doivent trouver autre chose. Jacques Chaumet sort donc de sa manche un banquier suisse dont on ne comprend pas bien le nom et qui, lui faisant miroiter par l'intermédiaire d'un avocat un apport imminent d'argent frais, l'aurait à l'époque exhorté à « tenir deux ou trois mois, sans avertir M. Haberer ».

Le président et le substitut général Christian Melottée échan- gent un regard : à aucun moment de la procédure il n'est question de ce candidat-sauveur de la dernière heure. « Pourquoi ne pas l'avoir engagé plus tôt ? », demande simplement le président. « Je voulais éviter de mettre des tiers en cause. Et cette société suisse nous avait demandé de ne pas en parler. » Le président hoche la tête. Le sur- sistent du néant de l'ex-futur sau- veur semble le laisser perplexe.

## Un système éternel

Mais les banques ne furent pas seulement abusées par l'interprétation très particulière par les Chaumet de la propriété des pierres laissées en dépôt chez eux. Pour décrocher des crédits à l'exportation et garantir les ventes, les Chaumet ont consolidé, les joailliers avaient mis en place un dispositif sophistiqué de simulation de ventes fictives, à l'étranger, de pierres qui, en réalité, après un détour par Genève ou Bruxelles dans les filiales locales de la société, étaient à Paris. Des employés de la joaillerie, entendus au cours de l'instruction et dont le témoignage fut lu à l'audience, racontèrent ainsi avoir vu passer et repasser sous leurs yeux des

pièces sans cesse expédiées et réexpédiées à l'étranger. « Les demandes de pierres étaient fréquentes. Nos employés eux-mêmes ne savaient pas pour quelle raison telle ou telle pierre partait à l'étranger », répliqua sans conviction Jacques Chaumet. Le système, pourtant, semblait si bien éternel à l'intérieur même de la maison que le directeur de la filiale belge, se voyant sommé par la maison mère de vendre à un client inconnu, identifié par un numéro de code, un collier qui lui lui seul aurait fait doubler le chiffre d'affaires annuel de la filiale, exigea une confirmation par télex de Paris. La confirmation ne venant pas, la vente n'eut pas lieu. Et, signe de la débâcle, cette rébellion caractéristique ne fut même pas sanctionnée.

Accablés par trop de témoignages concordants, les Chaumet ne nient évidemment pas cette pratique des ventes fictives qui présentait en outre l'avantage, explique tranquillement Jacques Chaumet, « en régime de contrôle des changes, de passer de la trésorerie d'un pays à l'autre ».

Tout juste tentent-ils d'en limiter l'ampleur, guère supérieure selon eux au dixième du total des ventes à l'étranger. Qui furent les clients fictifs, et qui furent les vendeurs ? Le substitut s'amuse à lire la liste des clients présumés de la filiale américaine. Celui-ci ? « Ah non », proteste Jacques Chaumet, celui-ci était un vrai. Et celui-là ? Un sourire, seul, qui vaut réponse.

DANIEL SCHNEIDERMAN

□ L'instruction du dossier Urba confiée à M. Christian Riss. — M. Christian Riss, conseiller à la cour d'appel de Lyon, a été désigné, mardi 1<sup>er</sup> octobre, pour l'instruction du dossier Urba confié au mois d'août à la cour d'appel de Lyon. Ce dossier, qui concerne le financement de l'aménagement du tunnel du Prado-Carénage, à Marseille, avait donné lieu, vendredi 27 septembre, à l'ouverture d'une information judiciaire pour faux en écriture privée, ingérence, corruption, trafic d'influence, complicité et recel, contre deux députés socialistes, MM. Michel Pezet et Philippe Sanmarco, un ancien adjoint au maire de Marseille, M. Michel Rastoin, et « tous autres » (le Monde daté 29-30 septembre). M. Riss, qui a jusqu'au 15 octobre, avait instruit le dossier de Klaus Barbie, avant d'être nommé substitut général au tribunal de Besançon (Doubs), puis conseiller à la cour d'appel de Lyon.

Un an de prison avec sursis pour homicide involontaire

## Poursuite mortelle

Jugée pour homicide et blessures involontaires après une course-poursuite avec des voleurs en scooter, M<sup>me</sup> Nang Tian a été condamnée mardi 1<sup>er</sup> octobre à un an de prison avec sursis par la quinzième chambre correctionnelle de Paris qui a suivi les réquisitions du substitut du procureur de la République.

Le 14 août 1989, M<sup>me</sup> Nang Tian, 43 ans, circule en BMW sur le pont de Tolbiac. Sur le siège du passager, elle a posé une sacoche contenant ses papiers et 80 000 francs en billets et en chèques de voyage. Elle pense à son prochain départ pour les États-Unis lorsqu'un feu rouge, un scooter monté par deux hommes s'arrête à sa hauteur. Celui qui est à l'arrière plonge la main à travers la vitre ouverte, s'empara de la sacoche et le scooter repart en sens inverse.

« Je suis choquée », explique M<sup>me</sup> Tian au juge de la quinzième chambre correctionnelle, je fais demi-tour sans regarder. « Je roulaiss vite. Je klaxonnais en permanence en espérant que quelqu'un les arrête. » Une première fois, le scooter lui coupe la route. Elle freine. Plus loin, rue Domrémy, le pilote ralentit. Elle freine à nouveau, mais percuta le scooter. Son conducteur, 19 ans, est tué sur le coup. Quant au passager, 17 ans, il devra subir douze opérations successives.

M<sup>me</sup> Tian se présente à la police. Mais son attitude est jugée suspecte. D'ailleurs, n'a-t-elle pas déjà été condamnée pour des violences exercées sur son concubin ? Et puis, d'où vient tout cet argent ? Le 16 août, elle est inculpée de « coups et blessures involontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner » et s'écroule en attendant que se termine l'instruction qui devrait la mener devant la cour d'assises. Des journaux la désignent comme un justicier en jupon ayant volontairement percuté des jeunes gens qui ne sont pas épargnés puisqu'ils

sont « connus des services de police ».

M<sup>me</sup> Tian reçoit alors des lettres de correspondants qui la félicitent pour son attitude en précisant parfois : « Merci de nous avoir débarrassés de ces fripouilles. » La toni était donné et un nouvel élément venait renforcer l'accusation. M<sup>me</sup> Tian a un péché : elle joue au casino. Quant aux experts psychiâtres, ils présentent cette femme d'origine laotienne comme « équilibrée et mystérieuse ».

## Une serveuse en BMW

L'enquête révèle bientôt que l'argent n'a aucune origine suspecte et l'expertise technique démontre que la conductrice a freiné sur une distance de vingt-cinq mètres avant de percuter le scooter, roues bloquées, ayant perdu tout contrôle de la direction de la BMW. Après trois semaines de prison, M<sup>me</sup> Tian est libérée sous caution de 50 000 francs et son inculpation est ensuite transformée en délit de « homicide et blessures involontaires ».

Au tribunal, mardi 1<sup>er</sup> octobre, elle répliqua qu'il s'agissait d'un accident avant d'ajouter en larmes : « On m'a pris pour une criminelle, pour une voleuse, on a fouillé dans ma vie privée, j'ai perdu beaucoup d'amis. » Son défenseur, M. Lardon, ajoute : « En plaçant d'emblée cette affaire sous l'angle de la vengeance, on a trompé l'opinion. »

Le substitut du procureur de la République ne conteste pas qu'il s'agisse bien d'un acte involontaire et obtient du tribunal une peine d'un an de prison avec sursis. Mais le doute subsiste chez l'avocat de la mère du jeune homme tué dans l'accident qui, à bout d'arguments, se réfugie dans les poncifs pour lancer : « Une serveuse, ça ne roule pas en BMW. » Pourtant, avec une dignité remarquable, c'est sa cliente qui dira elle-même à l'issue de l'audience : « Si M<sup>me</sup> Tian ne l'a pas fait exprès, cela doit être dur à porter. »

MAURICE PEYROT

## Le tribunal de Nanterre décide une enquête sur un produit « antirides »

Le tribunal de Nanterre a nommé, mardi 1<sup>er</sup> octobre, deux experts dans l'affaire Koffi du nom de la marque de produits « antirides » vendus en pharmacie et commercialisés par la société anonyme « Campagne pour les pharmacies en France », filiale française de la firme suisse Cosprophar Labo. Après le conseil national de l'ordre des médecins et les laboratoires Pierre Fabre, la direction générale de la consommation, de la concurrence et de la répression des fraudes avait engagé une action pour « publicité trompeuse »

contre cette société (le Monde du 2 octobre). Les professeurs François Cotténot et André Rougeres, commis par le tribunal de Nanterre comme experts, devront dire si les crèmes, très coûteuses, « antirides » et « anti-âge retard » à base de vitamine A (ou rétinol) ont bien les effets que les spécialistes de dermatologie attribuent généralement à un autre composé, la vitamine A acide (ou acide rétinolique), qui ne peut être obtenue actuellement en France que par prescription médicale. J.-Y. N.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## GROUPE PINAULT

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU 1<sup>er</sup> SEMESTRE 1991

Le Conseil d'Administration réunit le 26 septembre 1991 sous la présidence de François PINAULT a examiné les comptes consolidés du premier semestre 1991.

(en millions de francs)	1 <sup>er</sup> semestre	1 <sup>er</sup> semestre 1990 (1)	Année 1990
Chiffre d'affaires	16.154	16.404 (2)	32.570
Marge brute	3.746	3.683	7.462
Amortissements	(449)	(402)	(805)
Résultat d'exploitation	868	916	1.578
Résultat courant	384	447	692
Résultat net total	203	747	1.083
dont part du Groupe	165	740 (3)	1.046

(1) Par Assemblée Générale Extraordinaire du 14 décembre 1990, la Société PINAULT a absorbé la Société C.F.A.O. avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 1990 ; le chiffre d'affaires 1990 du Groupe reprend celui du Groupe C.F.A.O. depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1990.

(2) - 6,70 % à périmètre comparable.

(3) Dont 878 millions de francs de profits extraordinaires sur cessions d'actifs.

Le semestre écoulé a été marqué par la poursuite du ralentissement économique mondial, particulièrement sensible dans les secteurs de l'Automobile et du Bâtiment et Travaux Publics en Europe et en Amérique du Nord, ainsi que par la poursuite de la dégradation des économies Africaines. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe a diminué de 1,52 % (-6,70 % à structure comparable) et le résultat d'exploitation a baissé de 26,7 % du chiffre d'affaires provenant des activités de Commerce International. Cependant la rigueur de gestion accrue que s'est imposée le Groupe a permis d'améliorer la marge brute qui passe de 22,3 % à 23,2 % du chiffre d'affaires, et de limiter à 48 millions de francs la baisse du résultat d'exploitation, en dépit d'une charge d'amortissement de 469 millions de francs, en augmentation de 16,7 % par rapport au premier semestre 1990.

Le résultat courant s'élève à 384 millions de francs après des charges financières nettes de 484 millions de francs contre 469 millions au premier semestre 1990 et qui représentent 3 % du chiffre d'affaires consolidé.

Le résultat net du premier semestre ne comprend aucun profit de nature extraordinaire contrairement à l'exercice précédent où les profits liés aux cessions d'actifs atteignaient 878 millions de francs.

**PERSPECTIVES**  
Les perspectives économiques ne permettent pas d'envisager une reprise rapide de l'activité au second semestre de l'année 1991. Néanmoins, la poursuite des objectifs de rigueur de gestion combinée aux effets de synergie engendrés par la croissance externe du Groupe, tant dans le domaine de la distribution électrique (rachat des actifs de STC Distributors et de 37,2 % de GROUPELEC et de ses filiales) que dans le domaine de l'ameublement (prise de contrôle de CONFORAMA par la COMPAGNIE INTERNATIONALE D'AMEUBLEMENT), permettent d'espérer des résultats en amélioration sensible par rapport au premier semestre 1991.

## ENVIRONNEMENT

Trois cents personnes hospitalisées en deux jours

## Athènes suffoque sous un nuage toxique

## ATHÈNES

de notre correspondant

Le nuage toxique qui recouvre périodiquement le bassin athénien, appelé communément *nefos* (nuage) par les Grecs, a obligé les autorités à interdire la circulation des voitures particulières dans le centre-ville et de limiter dans les banlieues. Mardi 1<sup>er</sup> octobre, le taux de dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>) le principal agent polluant, à Athènes, a atteint un record historique en s'élevant à 696 µg/m<sup>3</sup> alors que la cote d'urgence est de 500 µg/m<sup>3</sup>. Ce seuil avait déjà été dépassé la veille. Les taux de monoxyde de carbone (CO) et d'ozone (O<sub>3</sub>) avaient aussi franchi les cotes d'alerte. Le vice-premier ministre, M. Tsamnis Tsamnakis, a décidé, à l'issue d'une réunion extraordinaire des autorités compétentes, de renforcer les mesures de restriction de circulation en supprimant les permis spéciaux accordés à certaines catégories de conducteurs. Le ministre a lancé un appel à la population pour

réduire les déplacements et aux employés des transports et de l'unique ligne de métro pour reporter une grève qu'ils avaient prévue mercredi.

Le phénomène est provoqué par une grande chaleur (jusqu'à 38 degrés mardi à Athènes) et par le manque total de vent, qui fixent les agents polluants au-dessus du bassin athénien. Les écologistes ne manquent pas de souligner que l'agglomération comprend quatre millions d'habitants (sur une population nationale de dix millions), 57 % de la production industrielle, plus d'un million de véhicules, pour seulement 3 % d'espaces verts.

DIDIER KUNZ

Pour défaut de législation sur la pollution de l'air

## La France est condamnée par la Cour européenne de justice

Alors que la France se vante d'être un des meilleurs élèves de la classe européenne pour la pollution de l'air, notamment grâce à son parc de centrales nucléaires qui ne dégagent ni soufre ni gaz carboniques, elle vient de se faire condamner à trois reprises, mardi 1<sup>er</sup> octobre, par la Cour européenne de justice. Les juges de Luxembourg lui reprochent de n'avoir pas transcrit dans la législation la directive européenne du 7 mars 1985 qui fixe des normes impératives pour le dioxyde d'azote, le plomb et l'ammoniac sulfureux. « Nous sommes de ceux qui appli-

quent la directive avec le plus de transparence », explique M. Olivier Herz, le directeur de l'Agence pour la qualité de l'air. Nous envoyons des rapports à Bruxelles dès qu'il y a un dépassement des normes. » De fait, la condamnation de Luxembourg est purement formelle. La Commission européenne n'accepte pas que la France se contente de lettres circulaires du ministre aux préfets. Elle veut un décret en bonne et due forme. La France ne conteste plus cette exigence et s'apprête à publier, avec retard, le décret demandé.

## EN BREF

□ Vol spatial soviéto-américain. — Un vaisseau spatial soviétique a été lancé, mercredi 2 octobre, en début de matinée de Baïkonour (Kazakhstan), avec à son bord un cosmonaute kazakh. Le décollage de Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française). L'équipage est composé du Soviétique Alexandre Volkov, de l'Autrichien Franz Fiebeck pour lequel l'Autriche a payé 7 millions de dollars, et du Kazakh Toktar Aubakirov. Selon Soyouz TM-13, qui doit rejoindre prochainement la station orbitale Mir, a eu lieu à 6 h 59 (heure française



## SOCIÉTÉ

### IMMIGRATION

Après la nouvelle opération de police à La Verrière (Yvelines)

## Un foyer Sonacotra sous haute surveillance

Une nouvelle opération de police a été déclenchée, mardi 1<sup>er</sup> octobre vers 6 heures, à l'intérieur du foyer Sonacotra de La Verrière (Yvelines), une semaine après le premier « contrôle d'occupation » qui s'était traduit par l'interpellation de 101 personnes en situation irrégulière (le Monde du 25 septembre), et trois jours après le sacage des installations destinées à contrôler les entrées. Il s'agissait pour la Sonacotra de reprendre le contrôle des lieux, dont ses agents avaient été chassés. Trente-six personnes soupçonnées d'avoir participé aux violences ont été interpellées, dont vingt et une restaient en garde à vue, mardi soir, au SRPJ de Versailles. Vingt-cinq autres personnes en situation irrégulière sur le territoire français, toutes d'origine africaine, ont été appréhendées, mardi soir, devant le tribunal correctionnel de Versailles en comparution immédiate.

Des enfants partant pour l'école, cariable au dos, entre deux cordons de CRS, des véhicules de police barant tous les accès, de petits groupes d'immigrés, hagards ou furieux, le foyer Sonacotra de La Verrière (Yvelines) ressemblait tôt mardi matin à une forteresse en état de siège.

Vers 6 heures, une centaine d'inspecteurs de police appuyés par deux compagnies de CRS avaient investi les dix étages de ce bâtiment de béton jaunâtre, frappant aux trois cent cinquante portes, qui, la plupart du temps, s'ouvraient sans résistance. « Si tu n'ouvres pas, ils entrent avec des passes », précise un Sénégalais, résident depuis huit ans. C'était la réplique — plus calme cependant, selon plusieurs témoins — de la vaste opération de police menée, précisément une semaine auparavant, à l'été 1990.

Cette première « entrée », comme n'hésitent pas à l'appeler les avocats des personnes arrêtées, avait conduit à l'interpellation de 134 personnes, dont 101 ont fait l'objet d'une procédure administra-

tive ou judiciaire. Pour le moment, vingt-quatre arrestés de reconduite à la frontière ont été prononcés et quinze extradités, tandis que 49 personnes ont été écrouées.

Cette opération avait été demandée en juin dernier par la Sonacotra et justifiée par la nécessité de mettre fin aux troubles causés par la présence de nombreux occupants sans titre. En plus des 350 personnes payant un loyer, 192 résidents ont été découverts par la police, dont une vingtaine de familles, ce qui correspond à une situation dénoncée depuis plusieurs années tant par la municipalité de La Verrière que par le comité des résidents. Après le « nettoyage » de mardi dernier, la Sonacotra avait procédé à l'installation d'un contrôle des entrées par badge magnétique et par caméras vidéo surveillant les accès.

C'est ce dispositif qui a été totalement détruit à coups de marteau et de chaise, samedi 28 septembre, par une quinzaine d'Africains, furieux de constater que l'installation d'un contrôle des entrées par badge magnétique et par caméras vidéo surveillant les accès.

Un groupe d'une cinquantaine de résidents africains avaient pris le contrôle des lieux. C'est pour mettre fin à cette « squatterisation » de fait que l'opération de mardi a été déclenchée, aboutissant à un calme précaire.

### Dix pour cent de la population

Parmi les 36 personnes soupçonnées d'avoir participé à la mise à sac du système de surveillance, se trouvent plusieurs responsables du comité des résidents, qui mènent la lutte pour le relèvement des familles en nombre et la réhabilitation du foyer avec le soutien actif de la mairie communiste. Il semble, d'autre part, que les événements aient fait qu'accroître le fossé existant entre des Maghrébins en majorité âgés et plutôt favorables au contrôle et des Africains noirs, surtout Sénégalais, Zaïrois et Maliens, qui accueillent souvent dans leur chambre de 12 m<sup>2</sup> des compatriotes, voire une femme et plusieurs enfants, et sont donc très

hostiles à toute forme de contrôle.

Construit en 1974 pour accueillir des ouvriers ciliataires de chez Renault, le foyer de La Verrière abrite de fait des familles depuis près de dix ans. En 1987, une des trois ailes a été fermée afin de donner au bâtiment des dimensions plus humaines, mais les travaux de réhabilitation indispensables tardent.

M. Pierre Sellincourt, maire (PCF) de La Verrière, regrette que l'on ait choisi l'intervention policière comme première forme de dialogue avec les résidents de ce foyer, qui rassemble à lui seul près de 10 % des 7 000 habitants de sa commune qui compte 35 % d'immigrés. Il constate qu'une convention prévoyant le logement des familles, signée en avril dernier, n'a pas encore reçu le moindre début d'exécution. Pour la Sonacotra, en revanche, l'assainissement de la situation par le contrôle des entrées est un préalable à la réhabilitation, dont le débat est désormais annoncé pour le premier semestre 1992.

En attendant, les portiques magnétiques vont être installés à La Verrière. Mais il restera à trouver un logement décent pour les familles et les autres passagers clandestins du paquebot de La Verrière. Une gageure au moment où la Sonacotra estime à 25 000 le nombre de chambres manquantes en Ile-de-France pour abriter non seulement les immigrés, mais les jeunes aux faibles revenus.

PHILIPPE BERNARD

Le maire de Charvieu-Chavagneux coupe l'alimentation en eau du centre islamique. — Le maire (RPR) de Charvieu-Chavagneux (Isère), M. Gérard Dezeemp, a coupé, mardi 1<sup>er</sup> octobre, l'alimentation en eau du centre islamique de sa commune, qui occupe à titre provisoire trois bâtiments préfabriqués prêts par le conseil général de l'Isère. Il reproche aux responsables musulmans de rester dans ces locaux au-delà de la date convenue du 31 août 1991. Ceux-ci avaient été installés en août 1989 pour apaiser le climat dans cette ville, où un local de prière musulman avait été détruit par un bulldozer. Cette destruction avait été jugée « accidentelle » par la cour d'appel de Lyon, le 5 juillet 1991, et M. Dezeemp avait bénéficié d'un non-lieu.

### SCIENCES

Présenté au conseil des ministres

## Un projet de loi vise à réglementer l'utilisation des organismes génétiquement modifiés

M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, et M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement, ont présenté, mercredi 2 octobre, au conseil des ministres, un projet de loi relatif au « contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés ». Ce texte mettra la législation française en conformité avec les directives relatives au génie génétique adoptées en avril 1990 par le conseil des ministres de l'environnement de la CEE.

Deux directives européennes, longtemps réclamées par les écologistes, réglementent, sous couvert d'un rigoureux contrôle préalable de l'administration, la dissémination volontaire dans l'environnement des pays de la CEE des plantes ou micro-organismes issus du génie génétique (le Monde du 11 avril 1990). Transcrites en droit français, ces deux directives vont modifier de manière substantielle la loi N° 76-663 du 19 juillet 1976 relative « aux installations classées pour la protection de l'environnement ».

Par « organisme », le projet de loi présenté au conseil des ministres entend « toute entité biologique non cellulaire, cellulaire ou multicellulaire capable de se reproduire ou de transférer de la matière génétique » (cette définition englobe les micro-organismes, y compris les virus). Quant à un organisme génétiquement modifié, c'est « un organisme dont le matériel génétique a été modifié autrement que par multiplication ou recombinaison naturelles ».

Deux commissions seront créées : l'une, dite de génie génétique, sera chargée d'évaluer les risques que présentent les organismes génétiquement modifiés et les procédés utilisés pour leur obtention (en réalité, cette commission existe déjà, mais elle voit son rôle conforté par le texte de loi) ; l'autre, consacrée à

« l'étude de la dissémination des produits issus du génie biomoléculaire » aura pour tâche d'évaluer les risques liés à la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés et de contribuer à l'évaluation des risques « liés à la mise sur le marché de produits consistant en organismes génétiquement modifiés ou en contenant ».

### D'immenses espoirs

Parmi les principales dispositions incluses dans le projet de loi, figure l'introduction d'une « obligation de confinement » pour toutes les opérations mettant en jeu des micro-organismes. En outre, dans le cas des micro-organismes, se trouve ajouté un dispositif d'accord préalable de l'administration.

Autres points importants du projet : tout d'abord, mis à part ce qui relève de la production industrielle à partir d'organismes pathogènes (production de vaccins), il ne sera pas demandé d'enquêtes publiques préalables, car celles-ci auraient considérablement entravé la recherche, en particulier en génie génétique ; concernant ensuite la composition de la commission de génie génétique, après de très longs débats entre les différents ministères concernés, elle restera exclusivement scientifique, conformément aux vœux du ministère de la recherche.

Devenu indispensable du fait du développement considérable des techniques liées au génie génétique, ce projet devrait dans l'ensemble rassurer les chercheurs. Comme ils le souhaitent ardemment, c'est le ministère de la recherche qui délivrera les autorisations pour les opérations de recherche, d'enseignement et de développement.

De cette manière, on peut espérer que ce qui s'est produit en République fédérale d'Allemagne — où les industriels, du fait d'une réglementation très contraignante voulue par les Verts, ont préféré aller dans d'autres pays pour continuer à explorer ces voies de recherche

très prometteuses — n'arrivera pas en France.

Contrairement à une idée reçue, le génie génétique n'a, jusqu'à présent, jamais tué personne, ni causé le moindre dégât à l'environnement. En revanche, il suscite d'immenses espoirs, en particulier en thérapeutique humaine. D'ores et déjà, l'insuline et l'hormone de croissance sont produites par génie génétique.

Dans le futur, il y a tout lieu de penser que le vaccin anti-sida — s'il doit être obtenu un jour — sera produit grâce à cette technique. Et des avancées sont attendues dans d'autres domaines, comme les insecticides sélectifs, les traitements de dépollution des sols ou de grandes masses de déchets.

FRANCK NOUCHI

### ÉDUCATION

## Renforcement des baccalauréats artistiques

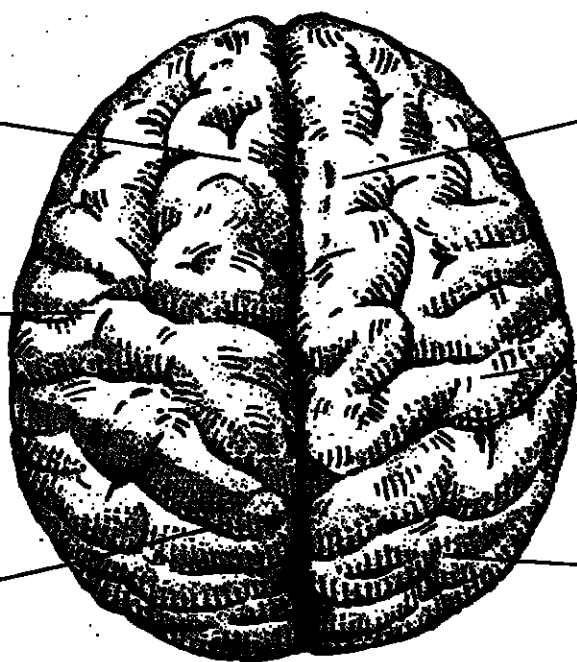
MM. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, et Jack Lang, ministre de la culture, ont présenté, mercredi 2 octobre au conseil des ministres, une communication sur le développement des enseignements artistiques. S'appuyant sur les initiatives prises depuis une dizaine d'années, les deux ministres entendent renforcer ces partenariats, grâce à des « jumelages » entre établissements scolaires et culturels (musées, théâtres, bibliothèques...). D'autre part ils ont décidé de renforcer le baccalauréat artistique (série A3), qui avait paru menacé il y a quelques mois. Les élèves de la série littéraire pourront bénéficier de sept heures d'enseignement artistique hebdomadaire, au lieu de quatre aujourd'hui. Et le gouvernement s'engage à appliquer à ces enseignements « des coefficients importants au baccalauréat », dans le cadre de la rénovation pédagogique du lycée engagée par M. Jospin.

Première Librairie Internationale Fnac.  
Jamais une librairie n'a aussi bien couvert les deux hémisphères.

100 quotidiens  
1000 magazines étrangers

Méthodes de langues  
Dictionnaires

100 000 livres  
en langues étrangères



Littérature  
Livres pour enfants

Actualité/Essais  
Livres universitaires

Beaux Arts  
Beaux Livres



AGITATEUR DEPUIS 1954.

OUVERTURE AUJOURD'HUI DE 10h à 22h, 71 BD SAINT-GERMAIN. MÉTRO SAINT-MICHEL.



CONSEIL REGIONAL DE BASSE-NORMANDIE  
VILLE DE CAEN • MINISTÈRE DE LA CULTURE

# Les Arts Florissants

WILLIAM CHRISTIE

OCTOBRE 1991

André CAMPRA  
IDOMENEE

tragédie lyrique en version concert

Avec  
Bernard DELETRÉ - Monique ZANETTI  
Jean-Paul FOUCHÉCOURT - Sandrine PIAU

Théâtre du Châtelet	PARIS	le 5 à 19 H 30
Abbatiale	AMBRONAY	le 6 à 16 H 30
Muziek Centrum Vredenburg	UTRECHT	le 8 à 20 H 15
Musiktheater	GELESENKIRCHEN	le 10 à 19 H 30
Theater	DUISBURG	le 11 à 19 H 30
Städtische Bühne	DORTMUND	le 12 à 19 H 30
Théâtre	CAEN	le 18 à 20 H 30

François COUPERIN - Michel-Richard DELALANDE  
MOTETS - LEÇONS DE TENEBRESAvec  
Véronique GENS - Noémi RIME - Elisabeth MATIFFA  
William CHRISTIE

L'Auditorium / Châtelet	PARIS	le 25 à 19 H 00
Eglise	MAREUIL-SUR-LAY	le 29 à 21 H 00

NOVEMBRE 1991

Marc-Antoine CHARPENTIER  
MISSA ASSUMPTA EST MARIA • LAETATUS SUM  
TE DEUMAvec  
Isabelle DESROCHERS - Sandrine PIAU - Noémi RIME  
Mark PADMORE - Christophe LE PALUDIER - François PIOLINO  
Bernard DELETRÉ - François FAUCHÉ

Eglise Notre-Dame de la Gloriette	CAEN	le 5 à 20 H 30
Opéra Comique	PARIS	le 6 à 20 H 00
Basilique de San Fedele	ROME	le 8 à 21 H 00
Eglise Saint-Ignace	PALERME	le 10
Cathédrale	STRASBOURG	le 11 à 17 H 15
Palais des Congrès	LYON	le 14 à 20 H 30
Eglise Saint-Bonaventure	NEW YORK	le 15 à 20 H 30
Brooklyn Academy of Music	WASHINGTON	le 20
National Cathedral		le 22

DECEMBRE 1991

RECITAL A DEUX CLAVECINS  
WILLIAM CHRISTIE - CHRISTOPHE ROUSSET  
BOCCHERINI - COUPERIN - LEROUX - RAMEAU

L'Auditorium / Châtelet	PARIS	le 2 à 19 H 00
Théâtre National de Strasbourg	STRASBOURG	le 6 à 18 H 30

George Frideric HANDEL  
MESSIAHAvec  
Sandrine PIAU - Barbara SCHLICK - Gérard LESNE - Andreas SCHOLL  
Mark PADMORE - Nathan BERG - Jérôme CORREAS

Eglise Notre-Dame de la Gloriette	CAEN	le 13 à 20 H 30
Eglise du Vœu	CHERBOURG	le 14 à 20 H 45
Eglise Notre-Dame des Tables	MONTPELLIER	le 16 à 20 H 30
Palais Garnier	PARIS	le 17 à 19 H 30
Espace Maitaux	CHAMBERY	le 19 à 20 H 45

PECHINEY

هكزا من التمثيل

## SOCIÉTÉ

### MÉDECINE

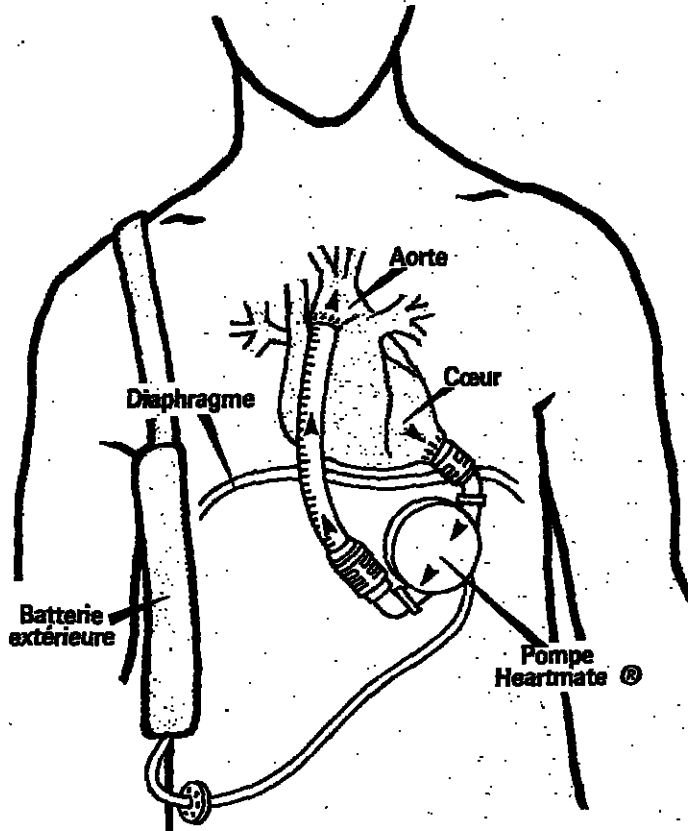
Assurant au malade une autonomie de plusieurs heures

## Une nouvelle technique d'assistance cardiaque a été expérimentée sur un Américain de trente ans

Pour la première fois, un appareil d'assistance ventriculaire gauche, permettant une autonomie complète de plusieurs heures, a été implanté, aux États-Unis, sur un homme âgé de trente ans. L'intervention, qui a eu lieu le 6 septembre dernier au Texas Heart Institute (Houston, Texas), a été pratiquée par l'équipe du professeur O. H. Frazier.

M. Mike Templeton souffrait d'une grave cardiomyopathie. L'état d'avancement de son insuffisance cardiaque était tel qu'une transplantation représentait pour lui la seule issue possible. Finalement, au lieu de cela, les chirurgiens du Texas Heart Institute ont décidé d'expérimenter une nouvelle technique d'assistance cardiaque, totalement implantable et, surtout, permettant au patient de bénéficier, plusieurs heures durant, d'une totale autonomie.

L'appareil qui a été utilisé est un Heartmate fabriqué par la firme Thermo Cardiosystems Inc. (TCI), une filiale de Thermedics Inc. (Woburn, Massachusetts), implanté dans la cavité abdominale juste en dessous du diaphragme, il est relié au système cardio-vasculaire de telle manière qu'il remplace complètement le ventricule gauche défaillant. À l'autre extrémité, cet appareil est relié à une batterie externe implantée sous l'aisselle. Le courant permettant à l'Heartmate de fonctionner est transmis par l'intermédiaire d'un implant percutané appelé Der-



maport. Les deux avantages principaux de ce procédé sont, d'une part, le fait qu'il n'oblige pas le patient à être en permanence relié à une source énergétique; et de l'autre, le

fait qu'il ne nécessite pratiquement aucun traitement anticoagulant (le malade doit seulement prendre un demi-comprimé d'aspirine par jour tout au long de la période de réani-

mation). Il ne s'agit donc, en quelque sorte, que d'un «demi-cœur artificiel».

Le patient se porte actuellement si bien que les chirurgiens en viennent à se demander s'il ne pourra pas, en définitive, se passer d'une transplantation cardiaque ultérieure. Cette intervention survient un peu plus de deux mois après que des experts de l'Institut de médecine de l'Académie des sciences des États-Unis aient encouragé, dans un rapport qui avait fait grand bruit, la poursuite des programmes visant à la mise au point d'un cœur artificiel.

Quatre firmes américaines travaillent actuellement dans ce domaine : Abiomed (en collaboration avec une autre équipe du Texas Heart Institute), 3M (avec un groupe du Hershey Medical Center de l'université de Pennsylvanie), Nimbus Corp. (en collaboration avec la Cleveland Clinic Foundation) et l'Artificial Heart Laboratory de l'université de l'Utah, dirigé par Donald Olsen. Hors des États-Unis, Aérospatiale développe également un programme de ce type, de même que trois groupes japonais, un groupe allemand et un groupe italien.

Pour ce qui concerne les seuls appareils d'assistance ventriculaire gauche, TCI est en concurrence avec Novacor, une filiale de la société américaine Baxter (le Monde date 8-9 septembre). Les premières expérimentations animales de ce procédé devaient débuter ce mois-ci aux États-Unis. Les responsables de ce projet espèrent ainsi implanter, dès l'an prochain, les premiers appareils sur l'homme.

FRANCK NOUCHI

### POINT DE VUE

## Dépasser l'obstacle financier

par Didier Lapeyre, O. H. Frazier et Pierre Marion

Il est surprenant que l'on ne puisse parler de cœur artificiel sans immédiatement évoquer des coûts astronomiques et des obstacles financiers infranchissables. La première implantation au Texas Heart Institute d'un appareil d'assistance ventriculaire gauche permanent totalement implanté nous donne l'occasion de dissiper quelques idées reçues tant sur la plan technique que sur celui des coûts.

La transplantation cardiaque s'est imposée aujourd'hui comme un moyen thérapeutique presque banal. Malheureusement, le nombre restreint des donneurs limite considérablement son champ d'application. Le délai d'attente aux États-Unis est de cinquante jours. Cette attente se fait souvent en unités de soins intensifs, ce qui représente en moyenne une dépense de 100 000 dollars avant même la transplantation.

Le coût de celle-ci et celui du traitement immunologique pendant deux ans représentent une dépense du même ordre. Le nombre de malades transplantés ne dépasse pas deux mille alors que le nombre de candidats qui pourraient en bénéficier est au moins de 15 000 chaque année. Pour ces malades qui ne seront pas transplantés, les dépenses médicales pendant les derniers mois de leur existence sont supérieures à celles de la transplantation. Le bénéfice correspondant en termes de coût/efficacité est pourtant dérisoire.

L'appareil Cardiomate, son implantation et l'hospitalisation nécessaire, coûtent 150 000 dollars. Cet appareil ne nécessite ni maintenance ni surveillance. Son coût serait considérablement moindre s'il s'agissait d'un exemplaire d'une série industrielle de plusieurs milliers et si plusieurs systèmes étaient en concurrence. Il serait alors bien surprenant que le prix de ce qui, au demeurant, n'est qu'une simple pompe, dépasse 100 000 francs.

Il faut maintenant évaluer, non pas la technologie utilisée (qui a fait ses preuves en expérimentation animale), mais le valeur du concept en clinique humaine : la prise en charge du seul ventricule gauche est-elle suffisante? A quel type de maladie en insuffisance cardiaque s'applique-t-elle? Quel est l'avenir du cœur laissé en place? La pompe auxiliaire peut-elle à elle seule assurer une circulation normale si le cœur laissé en place cesse de fonctionner ou continue de se détériorer? Quel sera l'avenir après plusieurs années de fonctionnement? Ne faudra-t-il pas, à terme, remplacer cet appareillage par un cœur artificiel total? Personne ne peut encore répondre à ces questions. Seule l'observation de plusieurs malades appa-

raillés pendant les cinq prochaines années permettra de faire une évaluation objective.

Toutefois, on sait déjà que le concept de cœur auxiliaire ne s'oppose en rien au cœur artificiel. L'expérience a en effet montré que l'assistance du ventricule gauche n'était pas suffisante dans les insuffisances cardiaques aiguës et chroniques qui touchent à la fois le ventricule droit et le ventricule gauche. Ces cas, qui sont les plus nombreux, nécessitent le remplacement mécanique de la totalité de la fonction cardiaque ou une transplantation. Si, pendant ces dernières années, les efforts des ingénieurs ont porté surtout sur le développement des systèmes d'assistance ventriculaire gauche totalement implantés, ce n'est pas parce que cette solution répondait mieux aux besoins mais seulement parce

qu'elle était techniquement plus facile à réaliser. La mise au point d'un vrai cœur artificiel remplaçant le cœur défaillant reste donc nécessaire.

Il n'existe pas aujourd'hui d'obstacles d'ordre fondamental à cette réalisation. Les solutions techniques existent. Mais les vraies difficultés tiennent essentiellement aux investissements très coûteux que la mise au point de tels appareils implique.

Pour devenir une réalité clinique, le cœur artificiel doit se présenter comme une véritable solution mécanique à la transplantation cardiaque et permettre la réhabilitation du malade pendant plusieurs années dans des conditions de coûts et d'efficacité qui aient une utilité courante. Plusieurs systèmes prometteurs entièrement implantés sont actuellement en développement. Déjà un animal vit de façon auto-

nome depuis neuf mois dans le laboratoire du professeur W. Pierce à l'université de Pennsylvanie grâce à un prototype développé par la société 3 M. L'énergie électrique est transférée à travers la peau sans aucune effraction de la barrière cutanée par induction électromagnétique. Une batterie rechargeable de 700 grammes, qui peut être facilement remplacée, permet une autonomie complète de plusieurs heures.

► Didier Lapeyre est directeur du programme Cœur artificiel, Texas Heart Institute (Houston); O. H. Frazier est directeur du programme de transplantation cardiaque, Texas Heart Institute (Houston); Pierre Marion est professeur honoraire à l'université de Lyon, ancien président de l'Académie de chirurgie.

## PORTUGAL, LE NOUVEAU FESTIVAL EUROPALIA.

De septembre à décembre 91, le Portugal est en Belgique, pour vous proposer un panorama de sa culture dans le cadre d'Europalia 91. Europalia est une biennale des Arts et de la Culture dont la particularité est d'offrir une vision pluridisciplinaire de la vie culturelle présente et passée du pays invité. Après 9 pays d'Europe et le Japon, le Portugal est donc à l'honneur.

Au programme, quelque 20 expositions d'art ancien et d'art moderne. Plus de 150 concerts de musique classique et contemporaine. De la danse avec le célèbre ballet Gulbenkian. Du théâtre de toutes les époques. Du cinéma en compagnie, entre autres, de Manoel de Oliveira. Des colloques historiques et littéraires. Diverses animations. Ainsi qu'une exploration de la littérature avec Fernando Pessoa.

Par sa situation et ses découvertes, le Portugal était véritablement la porte de l'Europe sur le monde. Le carrefour des civilisations. Connus pour ses richesses, il recèle bien des trésors inconnus. Le festival Europalia vous invite à les découvrir.

EUROPALIA  
91  
PORTUGAL

Pour toutes informations et le programme complet, appelez la Fondation Europalia International au 02-507 85 94.

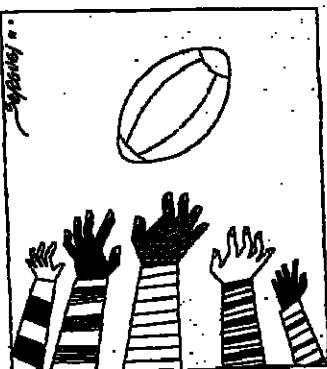
L'Europe à la découverte du Portugal.



# LA COUPE DU MONDE DE RUGBY

Angleterre-Nouvelle-Zélande en match d'ouverture, le 3 octobre

## L'argent bouscule la tradition de l'ovale



La deuxième Coupe du monde de rugby a lieu du 3 octobre au 2 novembre, en France et dans les îles Britanniques. Le match d'ouverture oppose l'Angleterre et la Nouvelle-Zélande, tenants du titre, à Twickenham, le jeudi 3 octobre. Cette compétition, la première d'ampleur mondiale à se dérouler sur les terrains de plusieurs pays européens, marque un tournant dans l'histoire d'un sport amateur où l'argent prend une importance croissante.

Les Samoa Occidentales supplantent le Tonga. En quatre ans, le seul changement sur la planète ovale proviendrait de sa contre la plus reculée. C'est du moins ce qu'indique la comparaison de la liste des seize participants à la phase finale de la deuxième Coupe du monde avec celle de la première. Des îles microscopiques remplacent un archipel tout aussi lilliputien du Pacifique sud. Pière symbole pour une ère nouvelle.

D'autant plus que les grands absents de cette deuxième édition seront les mêmes qu'en 1987. L'Afrique du Sud a mis fin trop tard à sa politique d'apartheid pour que ses Springboks soient à l'heure. L'URSS aura raté le rendez-vous en raison de la lenteur de son administration. Dès lors, à l'exception d'une équipe de Galles déchue, les favoris sont sans surprise : Australiens et Néo-Zélandais, Anglais, Français et Écossais devraient émerger sans difficulté des poules pour en découdre à partir des quarts de finale, suprématie mondiale en jeu.

Voici le vrai changement : en débarquant sur la terre de celui qui lui a donné son nom, le trophée William-Webb-Ellis (1) acquiert une dimension réellement mondiale, même si l'élite du rugby reste très étroite. En Australie et en Nouvelle-Zélande, il ne s'agit pas d'une compétition d'essai, acceptée du bout des lèvres par des Britanniques qui craignent que leur sport devienne professionnel. Les invitations à participer étaient

distribuées en vertu d'une logique anglo-saxonne parfois obscure. Cette année, seuls les quarts de finalistes de la première édition ont eu le privilège d'une qualification d'office. Toutes les autres équipes sont passées, par des phases éliminatoires, jouées en fonction des zones géographiques, selon le vœu d'Albert Ferrasse, président de la Fédération française de rugby (FFR). C'est ainsi que les redoutables plaqueurs des Samoa Occidentales ont pu conquérir la place du Tonga, à la régulière.

### Succès populaire

Les membres les plus conservateurs de l'International Rugby Board (2) ont dû se rendre à l'évidence. Le rugby est maintenant doté de sa grande manifestation quadriennale comme les Jeux olympiques et la Coupe du monde de football, et elle rencontre un vrai succès auprès du public. Plutôt que de lutter contre l'irréversible, le Board a donc choisi d'accompagner un mouvement qui était en train de lui échapper.

Il y a quatre ans, les droits de la compétition avaient été revendus à la firme West Nally, pour un forfait de 5 millions de dollars. L'intermédiaire avait perçu de l'argent substantiel, mais le comité d'organisation, émanation directe du Board, a créé deux sociétés, établies hors du Royaume-Uni pour échapper à de lourds prélèvements fiscaux.

La Rugby World Cup Ltd, installée dans le paradis fiscal de l'île de Man, s'occupe de l'organisation de l'épreuve et des relations publiques. La Rugby World Cup BV, basée aux Pays-Bas, est chargée de toutes les activités commerciales. Les sponsors, au nombre de six, ont été quelque peu déroutés devant cette structure bicéphale. Cinq ont choisi la Grande-Bretagne, un seul - la Société générale - privilégie la France. Ils n'en auraient pas moins déjà payé quelque 200 millions de francs ; largement plus que les prévisions annoncées. Les droits de retrans-

mission télévisée approcheraient, eux, les 100 millions de francs.

Dans ce domaine, les temps changent aussi. Rugby World Cup BV et son courtier, CPMA, ont préféré traiter avec des chaînes privées - TV outre-Manche, TF1 et Canal Plus en France. Les chaînes publiques sur les rangs, Antenne 2 et la BBC, pourtant liées avec les fédérations pour la retransmission du Tournoi des cinq nations, ont dû s'incliner. Malgré les récriminations d'Albert Ferrasse, partisan acharné de ces derniers, la logique commerciale l'a emporté.

Le président de la FFR, qui doit quitter son poste peu après la finale de la Coupe, se consola avec les recettes encaissées aux guichets des huit rencontres disputées en France. Elles reviendront intégralement à la FFR. Les frais de séjour des équipes déduits, il lui resterait un bénéfice à peu près équivalent à celui de deux tournois des cinq nations. La fédération anglaise n'aura pas non plus à s'inquiéter : le billet pour la finale de Twickenham s'échange déjà entre 6 000 francs et 25 000 francs au marché noir. Au total, le bénéfice escompté pour la Coupe du monde devrait atteindre les 400 millions de francs. Marcel Martin, trésorier du Board et président français de Rugby World Cup BV, peut s'exclamer que « le rugby a plus bougé en cinq ans qu'il ne l'avait fait dans le siècle précédent ! L'ovale est tout simplement devenu un business ».

### Une brèche dans l'amateurisme

Les stades pleins, le spectacle vendu aux télévisions, restent les acteurs. Les joueurs ont longtemps fait les frais de la fiction du sport amateur, hypocritement maintenue par un Board qui préférait fermer les yeux sur la professionnalisation croissante des clubs. « D'un côté les fédérations prêchent en faveur de valeurs traditionnelles et invoquent la morale, s'emportait le joueur écossais Finlay Calder dans un entretien au Times. D'un autre côté, quand il s'agit de mener leurs affaires, elles pensent argent ».

argent ! Il faudra bien mettre les principes en accord avec les actes ».

Le 12 octobre 1990, le tabou des rémunérations a sauté à Edimbourg. Le Board, sous la menace d'un rugby à treize professionnel qui débâche les meilleurs quinzistes, a accepté de réviser l'article 4 de son règlement, celui qui porte sur l'amateurisme. Les joueurs ont désormais le droit de toucher de l'argent pour des activités qui ne sont pas directement liées au rugby (*le Monde* du 19 février). Certes, devant les grincements de dents des Anglais, le Board a adouci depuis la nouvelle règle, en laissant chaque fédération libre de l'appliquer à sa guise. Mais la brèche est ouverte.

Les All Blacks, aidés par une fédération libérale, s'y sont engouffrés les premiers en créant une société chargée de gérer l'image des joueurs. Les Écossais, les Anglais ont suivi, non sans mal. Chez les Français, on comptait fermement sur la Coupe du monde pour faire avancer le débat. Le chiffre de 400 000 francs pour chacun avait été avancé. Depuis, la FFR a préféré s'en tenir au bon vieux « manque à gagner » qui garantit près de 40 000 francs de dédommagements pour l'épreuve et sa préparation. Un vent de fronde ayant soufflé, les biens seraient aussi assurés d'une jolie récompense en cas de bons résultats à partir des quarts de finale.

Les joueurs l'ont en tout cas clairement laissé entendre : après le mois d'octobre il ne sera plus question de se contenter de ces petits marchandages. Le monde du rugby change, l'argent y a fait une apparition aussi tardive que voyante, et ils n'entendent pas être les derniers à en bénéficier.

### JÉRÔME FENOGLIO

(1) Étudiant anglais de bonne famille qui, par anticorruption, décide le premier de courir avec le ballon en main, sur le terrain du collège de Rugby, en 1823.

(2) Gouvernement officieux du rugby mondial qui comprend huit nations ayant le statut de membre fondateur : Angleterre, pays de Galles, Écosse, Irlande, Afrique du Sud, Australie, Nouvelle-Zélande et la France, depuis 1978 seulement.

## Les rendez-vous à la télévision

Les seize équipes sont réparties en quatre poules. Groupe 1 : Angleterre, États-Unis, Italie et Nouvelle-Zélande ; groupe 2 : Écosse, Irlande, Japon et Zimbabwe ; groupe 3 : Argentine, Australie, pays de Galles et Samoa occidentales ; groupe 4 : Canada, Fidji, France et Roumanie. Les deux premiers de chaque poule seront qualifiés pour les quarts de finale. Les demi-finales sont programmées le 26 et le 27 octobre, la finale ayant lieu le 2 novembre. Vingt matches seront retransmis par Canal Plus et TF1, en direct ou en différé. La chaîne câblée TV Sport en retransmettra trente et un. Le calendrier est le suivant (heures locales) :

### MATCHES

**DE QUALIFICATION**  
Jeudi 3 octobre : Angleterre-Nouvelle-Zélande à Twickenham (direct à 15 h sur Canal Plus et TV Sport ; différé à minuit sur TF1).

Vendredi 4 octobre : France-Roumanie à Béziers (direct à 20 heures sur Canal Plus et TV Sport ; différé à 23 h 30 sur TF1) ; Australie-Argentine à Llanelli (direct à 15 heures sur TV Sport).

Samedi 5 octobre : Fidji-Canada à Bayonne (20 heures, en différé sur Canal Plus à 22 h 30) ; Italie-États-Unis à Orléans (direct à 13 heures sur TV Sport) ; Écosse-Japon à Edimbourg (direct à 15 heures sur TV Sport).

Dimanche 6 octobre : Galles-Samoa occidentales à Cardiff (direct à 13 heures sur Canal Plus et TV Sport) ; Irlande-Zimbabwe à Dublin (direct à 15 heures sur TV Sport).

Mardi 8 octobre : France-Fidji à Grenoble (direct à 20 heures sur Canal Plus et TV Sport ; différé à minuit sur TF1) ; Nouvelle-Zélande-États-Unis à Gloucester (direct à 13 heures sur TV Sport) ; Angleterre-Italie à Twickenham (direct à 15 heures sur TV Sport).

Mercredi 9 octobre : Canada-Roumanie à Toulouse (direct à 17 heures sur Canal Plus et TV Sport) ; pays de Galles-Australie à Cardiff (direct à 20 heures sur TV Sport, différé à 0 h 15 sur TF1) ; Australie-Samoa occidentales à Pontypool (direct à 13 heures sur TV Sport) ; Irlande-Japon à Dublin (direct à 15 heures sur TV Sport) ; Écosse-Zimbabwe à Edimbourg (15 heures, en différé à 18 h 40 sur TV Sport).

Vendredi 11 octobre : Angleterre-États-Unis à Twickenham (direct à 15 heures sur Canal Plus et TV Sport).

Samedi 12 octobre : Écosse-Irlande à Edimbourg (direct à 13 h 30 sur Canal Plus et TV Sport) ; pays de Galles-Australie à Cardiff (direct à 15 h 15 sur Canal Plus et TV Sport) ; Fidji-Roumanie à Brive à 19 heures (seconde mi-temps à 19 h 40 sur TV Sport ; intégral différé à 23 h 25 sur TF1).

Dimanche 13 octobre : Nouvelle-Zélande-Italie à Leicester (direct à 15 heures sur Canal Plus et TV Sport) ; France-Canada à Agen (direct à 16 h 45 sur TF1 et TV Sport) ; Argentine-Samoa occidentales à Pontypool (direct à 13 heures sur TV Sport).

Lundi 14 octobre : Zimbabwe-Japon à Belfast (direct à 15 heures sur TV Sport).

### QUARTS DE FINALE

Samedi 19 octobre : premier poule 2-deuxième poule 3 à Edimbourg (direct à 13 heures sur Canal Plus et TV Sport) ; premier poule 4-deuxième poule 1 à Paris (direct à 15 heures sur TF1 et TV Sport).

Dimanche 20 octobre : premier poule 3-troisième poule 2 à Dublin (direct à 13 heures sur Canal Plus et TV Sport) ; premier poule 1-deuxième poule 4 à Lille (direct à 15 heures sur TF1 et TV Sport).

### DEMI-FINALES

Samedi 26 octobre : à Edimbourg, match entre les vainqueurs des deux quarts de finale joués le 19 (direct à 14 h 30 sur TF1 et TV Sport).

Dimanche 27 octobre : à Dublin, match entre les vainqueurs des deux quarts de finale joués le 20 (direct à 15 h 30 sur Canal Plus et TV Sport).

### MATCH

**POUR LA TROISIÈME PLACE**  
Mercredi 30 octobre : à Cardiff (direct à 15 h 30 sur Canal Plus et TV Sport).

### FINALE

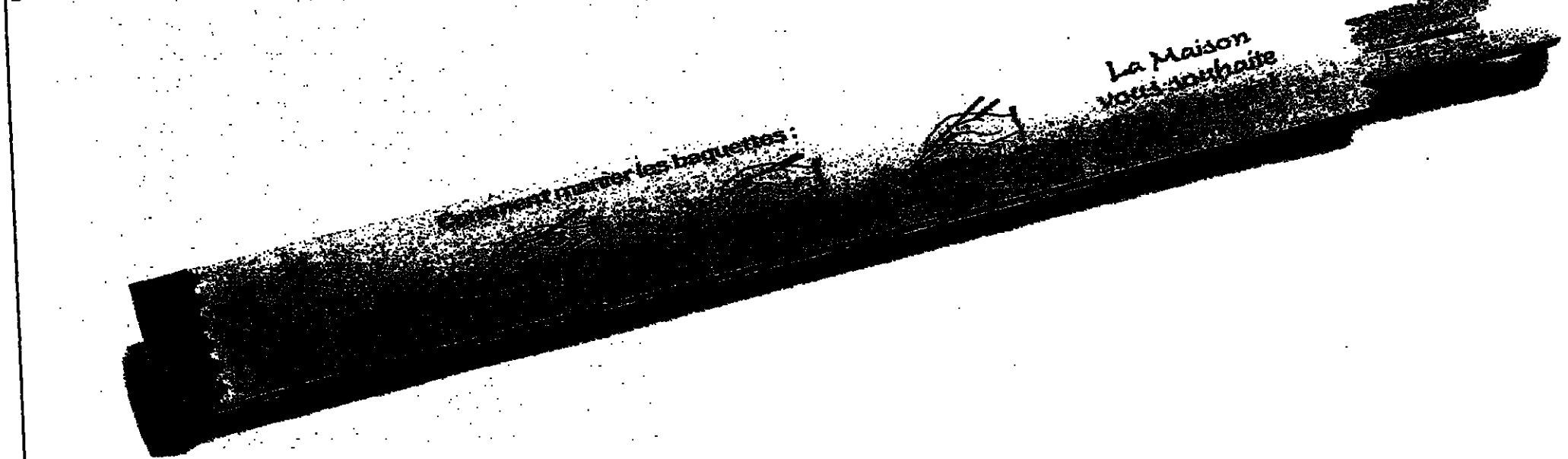
Samedi 2 novembre : à Twickenham (direct à 15 h 30 sur TF1 et TV Sport).

o La composition du XV de France contre la Roumanie. - La France disputera son premier match de la Coupe du monde contre la Roumanie, vendredi 4 octobre, à Béziers. L'équipe sera la suivante : Serge Blanco - Philippe Saint-André, Thierry Lacroix, Franck Mesnel, Patrice Lagisquet - Didier Camberabero (c), Fabien Galthié (m), Laurent Cabannes, Abdelatif Benazzi, Eric Champ - Olivier Roumat, Jean-Marie Cadieu - Pascal Ondarts, Philippe Marocco, Grégoire Lascubé.

assistance cardiaque  
certain de trente

acle financier

DOB Composite



Comment manier la langue :

1. Sortir métro Saint-Michel
2. Marcher jusqu'au 71 boulevard Saint-Germain
3. Entrer dans la plus grande Librairie Internationale de France.

100 QUOTIDIENS, 1000 MAGAZINES, 100 000 LIVRES EN LANGUES ÉTRANGÈRES.



AGITATEUR DEPUIS 1954.

Le Monde de la Fonction Commerciale

PAUL FABRA



## Le Monde

# EDUCATION • CAMPUS

### Universités sans frontières

*Poussé par l'Europe, l'enseignement supérieur français redécouvre sa vocation internationale. Mais il se heurte à bien des obstacles matériels et institutionnels*

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

**B**ORDEAUX en 1990, Marseille en 1991 : les présidents d'université ont le sens du symbole. Pour démontrer que l'enseignement supérieur français est décidé à prendre le large, à rompre ses amarres trop hésitantes, bref à construire de véritables politiques d'échanges et de coopération avec ses homologues étrangers, quels meilleurs sites, en effet, que ces deux ports de vieille tradition ?

La cité phocéenne, en particulier, où vient de se dérouler, les 26 et 27 septembre, la deuxième rencontre Université et relations internationales, organisée par la COREX (commission des relations extérieures de la conférence des présidents d'université), est bien à l'image de ce vent nouveau qui souffle sur l'Université : foisonnante et désordonnée, tournée vers la haute mer, mais encore enfoncée dans ses frontières naturelles.

Car le mouvement est désormais lancé : les responsables universitaires réfléchissent sérieusement à la dimension internationale de leurs établissements et de leurs activités. Certes, la tradition est très ancienne, chez les chercheurs, des échanges, des colloques scientifiques ou des séjours dans les laboratoires étrangers. Sans oublier l'accueil, traditionnel, des étudiants francophones. Mais chacun souligne, aujourd'hui, la nécessité de dépasser ces actions ponctuelles et individuelles.

Tout contribue à cette prise de conscience. Le défilé le plus spectaculaire a été provoqué, depuis quatre ans, par la mise en place de programmes universitaires par la Communauté économique européenne. Erasmus pour les échanges d'étudiants et d'enseignants. Comett pour le développement des relations universités-entreprises. Lingua pour l'enseignement des langues et, plus récemment, Force pour la formation continue et Tempus pour l'aide aux pays d'Europe centrale et orientale ont, de l'avis général, servi de déclencheurs.

#### Ambassadrices de haut niveau

Les bouleversements à l'Est, depuis deux ans, ont accéléré le mouvement. Ils n'ont pas seulement ravivé ou éveillé les sentiments de solidarité à l'égard d'universités étouffées par les anciens régimes communistes, ils ont aussi plongé les universités françaises dans un bain de concurrence directe avec leurs homologues allemands, britanniques, mais aussi américaines. Enfin, la faillite de plus en plus inquiétante des universités africaines francophones, nées dans le giron français, ne permettra plus d'esquiver très longtemps un sévère réexamen de la coopération avec ces pays.

Mais la pression n'est pas seulement externe. L'urgence, en

France, de régions ou de collectivités locales plus mûres et plus ambitieuses, soucieuses de s'affirmer dans le concert européen, incite également les responsables universitaires à se tourner vers l'extérieur. A l'exception de Paris, toujours enclavée à vivre sur ses acquis, la plupart des régions poussent leurs universités à s'ouvrir à l'étranger et à jouer les ambassadrices de haut niveau.

Ainsi les quatre universités d'Aquitaine (les trois bordelaises et Pau) ont-elles constitué un réseau informel et réunissent régulièrement leurs vice-présidents chargés des relations internationales afin de multiplier les contacts. De même, les universités de Rennes, Nantes, Brest, Angers et Le Mans ont créé le réseau Grand Ouest, notamment pour développer et coordonner leurs actions européennes. La région de Picardie a été plus volontariste : elle a suscité la création d'une association regroupant l'université d'Amiens, celle de Compiègne et l'école supérieure de commerce d'Amiens, afin de pouvoir travailler avec un interlocuteur unique. Au passage, et même s'il y a une part de mode dans cet engouement, de nombreux universitaires constatent que l'ouverture internationale est un bon moyen de renforcer leur notoriété à l'intérieur de l'Hexagone.

#### Enthousiasme de néophytes

L'Etat, enfin, n'est pas en reste. Si elle est engagée depuis trop peu de temps pour avoir un effet sensible, la politique contractuelle entre le ministère de l'Éducation nationale et les universités a toutefois permis d'afficher les échanges internationaux comme une fonction importante de l'Université. Et, surtout, le plan de développement « Universités 2000 » a attribué à quatre villes universitaires dans l'immédiat (Strasbourg, Grenoble, Lille et Toulouse) le statut de « pôle européen ». Avec notamment pour objectif de pousser les établissements d'enseignement supérieur d'une même ville à se coordonner pour renforcer leur politique d'information et de présence à l'étranger.

Bref, l'international est devenu un terrain d'aventures excitant pour bien des universitaires. Il suffisait, pour s'en convaincre, de constater que la quasi-totalité des universités étaient représentées à Marseille, dans un colloque inédit des enseignants-chercheurs et des personnels administratifs. Et que toutes les administrations concernées avaient fait le déplacement, du ministère de l'Éducation à celui de la recherche, en passant par les affaires étrangères et la coopération.

Comme l'explique M<sup>me</sup> Mireille Berner, chargée de mission et insaisissable animatrice de la COREX, les universités sont maintenant conscientes de la nécessité de dépasser les échanges individuels traditionnels pour élaborer une politique

extérieure d'ensemble. Pour des raisons d'efficacité, tout d'abord : les missions à l'étranger coûtent cher et il est bien souvent nécessaire de réduire les redondances et gaspillages. En outre, la technicité croissante de ces échanges et la nécessité de mieux assurer leur suivi imposent aux universités de mieux coordonner les compétences. Mais, au-delà de ces contraintes, souligne-t-elle, « les universitaires redécouvrent avec passion

plupart des responsables soulignent notamment les contradictions entre les règles de la Communauté européenne et celles de la comptabilité publique française auxquelles sont soumises les universités. « En matière d'échanges internationaux, beaucoup de problèmes sont hors norme et nécessitent des réactions rapides ou des solutions sur mesure », souligne M<sup>me</sup> Liliane Kerjan, vice-présidente de l'université

que désormais de « mettre en péril l'ensemble des programmes européens ».

Mais si tout le monde se débrouille tant bien que mal, chacun admet que ce bricolage risque de doucher les enthousiasmes. Les craintes d'un essoufflement sont multiples. Ainsi, s'il a bien pris soin de souligner que la quasi-totalité des étudiants partis à l'étranger dans le cadre d'Erasmus jugent avoir progressé durant leur séjour, M. Jean-Claude Martin, président de l'université Paul-Sabatier à Toulouse, a mis en avant deux chiffres préoccupants : 36 % des candidats à l'échange se sont finalement désistés en 1990-1991 et 12 % des fonds disponibles n'ont pas été utilisés.

#### Une agence nationale

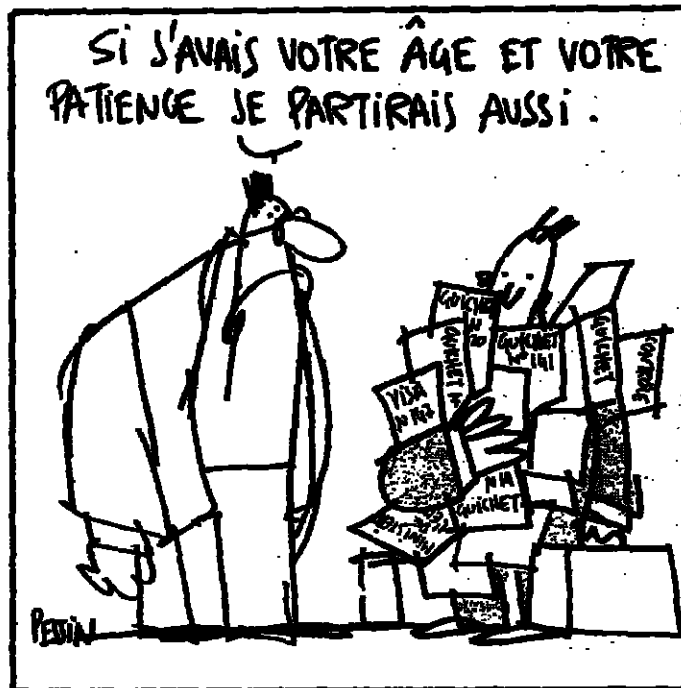
M. Robert Elford, président honoraire de Paris-III, a fait preuve de la même prudence à propos du programme Tempus : si, cette année, la France a présenté 181 projets de coopération sur les 318 retenus au total (contre 137 pour l'Allemagne et 203 pour la Grande-Bretagne), elle ne joue le rôle de coordonnateur que dans 52 projets, contre 98 pour les Allemands. Et de conclure : « La multiplicité des sources de financement et des instances de décision constitue un frein au développement des actions internationales ».

Une protestation reprise par tous les participants à la rencontre de Marseille. « Il y a trop de guichets » et d'interlocuteurs », a lancé M. Michel Bonancia, président de l'université de Nice et de la Conférence des présidents d'université. Tant il est vrai que, dans le maquis des ministères (Éducation nationale, affaires étrangères, coopération, recherche), il est extrêmement difficile de trouver sa voie et, plus encore, de dresser un panorama fiable et complet de l'ensemble de l'effort des universités.

Mireille Berner ne mâche pas ses mots sur ce point : « Le mode de fonctionnement actuel ne peut plus durer. Cela pose un vrai problème de crédibilité vis-à-vis de nos interlocuteurs étrangers, qui se moquent de nos subtilités administratives. » En termes moins diplomatiques, une universitaire de Clermont-Ferrand lançait : « Au milieu de tous ces bureaux et de tous ces ministères qui passent leur temps à se bouffer le nez, on a l'impression d'être des pantins ».

Il revenait à M. Régis Ritz, président de l'université Bordeaux-III (Michel-de-Montaigne) et président de la COREX, de résumer le sentiment général : à l'instar du DAAD allemand, qui coordonne l'ensemble des actions à l'étranger des universités d'outre-Rhin, « la création d'une agence des relations internationales universitaires permettrait de résoudre le problème de la dispersion des guichets. C'est un dossier qu'il faut désormais ouvrir ».

GÉRARD COURTOIS





EDUCATION • CAMPUS

# L'enjeu des jeunes sans diplôme

Responsables politiques et économiques jouent sur les chiffres et sur des réalités différentes

**«A** PRÈS tout, un jeune sur trois sans qualification, est-ce bien important? Si oui, l'industrie française agit. Pour le moins accrocheur, le slogan lancé par l'Union des industries métallurgiques et minières (IUMM), dans le cadre de sa campagne pour l'orientation et la formation, n'a pas manqué de déstabiliser le ministre de l'Éducation nationale, invité d'une journée-débat le 19 septembre dernier. Et de bousculer les idées émises par son propre ministre et le secrétariat d'État à l'enseignement technique, qui, eux, se mobilisent sur «100 000 jeunes non qualifiés», soit environ un jeune sur... sept.

Qui dit vrai? La querelle de chiffres repose avant tout sur une question de mots et une question : être

sans diplôme, est-ce être sans qualification? Les deux notions, souvent confondues, recouvrent en fait des réalités différentes, que les termes technocratiques de «niveaux de formation» (1), eux-mêmes transformés dans le langage courant en «niveaux de qualification», rendent parfois encore plus flous.

En 1988, sur 743 100 jeunes sortis du système éducatif ou des voies de l'apprentissage, près d'un tiers sortaient effectivement sans diplôme ou avec le seul brevet (ex-BEP), diplôme non qualifiant. Cependant, seulement 44 % de ces «sans diplôme» arrivaient sur le marché du travail réellement sans formation post-secondaire, abandonnant leurs études au sortir de la troisième ou de la deuxième année du second cycle technique court. Soit en définitive 14 % du total, un jeune sur sept.

Depuis 1983, la part des sorties sans diplôme ou avec le brevet a sensiblement diminué, la chute s'étant accélérée en 1986. En 1989, les «sans diplôme» ne représenteraient plus que 29 % du total des sorties, contre 39 % en 1983.

## Handicap pour les non-diplômés

En revanche, la diminution est plus faible pour les sorties sans réelle qualification (sorties de troisième et de deuxième année de second cycle court). L'année 1987 exceptée, leur part dans le total des sorties avoisine les 14 %. Ce sont là les 100 000 jeunes non qualifiés du ministère.

C'est donc au niveau CAP (niveau V) que se situe la principale source de diminution des sorties sans diplôme ou avec le brevet, notamment en raison du prolongement des

études vers le bac professionnel. Les sorties de niveau V ont effectivement chuté dans l'absolu : de 154 000 en 1985 à 104 900 en 1989. Enfin, une part non négligeable des sorties sans diplôme comprend des élèves de niveau bac, ayant abandonné leur scolarité en terminale sans avoir obtenu leur baccalauréat (10 %). Mais cette proportion ne cesse de diminuer (elle était de 14,5 % en 1983), et l'on constate qu'une grande majorité (70 % à 80 %) de ces «sans diplôme» ont tout de même leur brevet en poche et une scolarité secondaire complète.

Reste que les industriels, qui rejettent à première vue la notion de niveau de formation et s'en tiennent essentiellement aux diplômes obtenus, peuvent toujours jouer sur les mots et renvoyer à l'éducation nationale la réalité des embauches. Toutes

les études du Centre d'étude et de recherche sur les qualifications (CEREQ) prouvent en effet que la détention d'un diplôme constitue un atout important pour l'accès à l'emploi. Ainsi, chez les filles, selon les séries, les non-bacheliers sont de deux à quatre fois plus nombreuses à connaître le chômage long que les titulaires du bac.

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) La nomenclature des niveaux de formation, établie en 1969, fixe sept niveaux différents. Grosso modo, le niveau V correspond aux sorties au niveau CAP (qu'il ait été obtenu ou non) et aux abandons du second cycle long avant la classe terminale. Le niveau IV correspond au niveau bac (obtenu ou non) et aux abandons des scolarisations post-baccalauréat avant l'obtention du DEUG.

## Livres rares à la Sorbonne

Reliures en lambeaux, locaux insalubres, crédits d'achat insuffisants : inquiétant état des lieux pour la doyenne des bibliothèques universitaires

**L'**ATTENTION portée aux reliures moississantes de maroquin rouge ou de veau brun, aux ex-libris aquarellés des ateliers de Cranach, au manuscrit autographe de Paul et Virginie, ferait presque oublier la petite phrase du directeur de la bibliothèque de la Sorbonne, maître en ces lieux d'exposition (1) : «Nous vivons la situation que vivait la Bibliothèque nationale avant le plan de sauvegarde de 1979.»

Dans la bouche de M. Claude Jolly, le cri d'alarme est pesé. La centaine de livres rares ou précieux exposés ne doivent pas faire illusion. Certes la richesse des lieux est indéniable : 3 millions de volumes en lettres, philosophie et sciences humaines, engorgés sur 98 kilomètres de collection (seule la bibliothèque nationale - fait, mineur - 100 000 ouvrages du XVIII<sup>e</sup> siècle, 400 000 du XIX<sup>e</sup>, 18 000 titres de périodiques (dont 5 000 «vivants») et, par an, 400 000 communications d'ouvrages sur place, 85 000 volumes prêtés à domicile.

## Les caves squattées

Ferme attachée à une tradition d'érudition, la bibliothèque de la Sorbonne consacre 60 % à 70 % de ses achats documentaires aux publications étrangères et accueille en son sein deux centres d'acquisition et de diffusion de l'information technique et scientifique (CADITS) en histoire et en géographie, pour lesquels elle s'astreint à une collecte exhaustive.

Mais la richesse, même intellectuelle, se compte aussi en pièces sonnantes et trébuchantes. Une décennie et demie de rigueur, de 1970 à 1986, avait jeté la bibliothèque dans les affaires de l'abandon. Les crédits d'achat de publications étrangères, fer de lance de la BU, avaient été divisés par deux et ceux des reliures (10 % du budget de la bibliothèque) purement et simplement supprimés, entre 1975 et 1985.

Grâce à un sérieux coup de pouce étalé sur quatre ans, les crédits alloués à la bibliothèque de la Sorbonne ont aujourd'hui retrouvé leur niveau de 1970. Cependant, l'acquisition annuelle de 1 000 volumes fait encore piètre figure, comparée à l'effort des bibliothèques allemandes. À la Sorbonne, un tiers des ouvrages sélectionnés par les bibliothécaires ne peuvent être

achetés, faute de crédits. Pis, la BU souffre cruellement de l'exiguïté des lieux qui l'accueillent. Ses 12 000 mètres carrés, imposants pour la vieille Sorbonne, sont d'urgence saturés et contraignent ses responsables à louer d'autres locaux... à Orsay. Depuis 1930, les caves de la Sorbonne, «squattées» par la bibliothèque, offrent des conditions de conservation particulièrement médiocres. Un niveau de rangement a été récemment déclaré insalubre, et 60 000 ouvrages infectés de champignons ont dû être envoyés en «désinfection» au centre technique de la Bibliothèque nationale à Poitiers. Coût de l'opération : 240 000 francs.

Soucieuse de se moderniser, la BU a également entrepris l'informatisation du catalogue de ses nouvelles acquisitions, à raison de vingt mille notices saisies par an. Mais au plus de l'informatique vient désormais s'ajouter le moins de la maintenance, fort coûteuse. À budget constant, le pouvoir d'achat documentaire en fait à nouveau les frais. Sans compter que, le doit dans l'engorgement, les responsables de la BU ne pourront longtemps reporter le microfilmage de leurs collections et l'informatisation du catalogue de leur fonds, actuellement consultable sur fiches manuscrites. La Bibliothèque nationale s'est engagée dans cette voie. L'importance du fonds documentaire et la concurrence des grandes bibliothèques européennes poussent aujourd'hui la Sorbonne à faire de même.

Les 11 millions de francs du budget 1991 de la bibliothèque, dont 40 % sont absorbés par les seules dépenses administratives, ne permettent pas de faire face à tous ses besoins. Selon M. Jolly, un plan de sauvegarde, s'il était accordé par les autorités de tutelle, devrait, en comparaison de celui appliqué à la Bibliothèque nationale, s'élever aux alentours de 2 à 3 millions de francs par an. À l'urgence de ces crédits viendraient encore s'ajouter des dépenses sur le long terme : la modification du système d'accès de la BU, par exemple, qui, en raison de particularités architecturales, demeure «le plus archaïque au monde», multipliant par l'absurde les temps de communication.

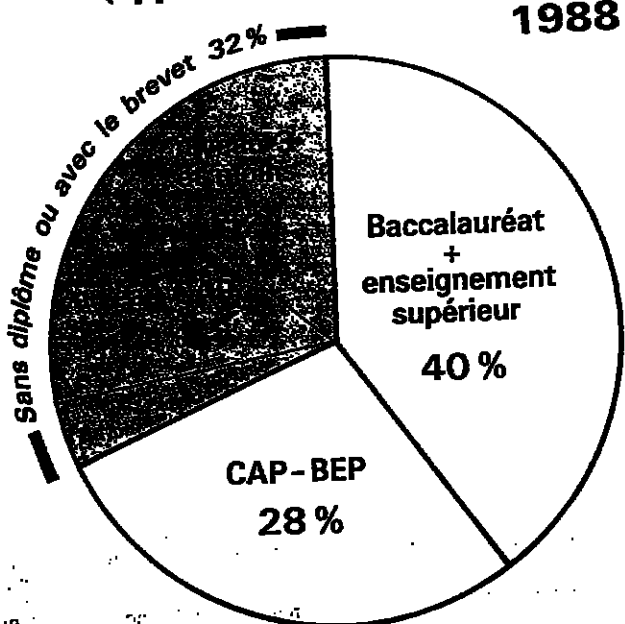
Administrateurs, professeurs, usagers, s'inquiètent d'autant plus qu'ils ne perçoivent guère les intentions du ministère de l'Éducation

nationale. Face à la multiplication des universités périphériques, ils rejettent les missions «attrape-tout» dévolues à leur bibliothèque, déjà surchargée, et souhaitent, par exemple, restreindre l'accueil aux seuls professeurs et étudiants de troisième cycle. Enfin, face au développement de la future Bibliothèque de France, ils s'interrogent plus généralement sur la mission des bibliothèques universitaires. Au vu des premières esquisses du plan Université 2000, constatent-ils, aucune réflexion n'a été engagée sur la mise en cohérence des ressources documentaires parisiennes.

J.-M. Dy

(1) Exposition «Cent ans de livres anciens, rares ou précieux de la bibliothèque de la Sorbonne», chapelle de la Sorbonne, place de la Sorbonne, 75005 Paris. De 10 heures à 18 heures, jusqu'au 6 octobre.

## Sorties du système éducatif par diplômes obtenus (apprentissage inclus)



Source : INSEE et ministère de l'éducation nationale

## REPÈRES

**FEN.** — M. Guy le Néouanic, secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), a précisé, mercredi 25 septembre, le calendrier d'organisation du congrès extraordinaire qui doit permettre de modifier les statuts internes de la fédération. Le principe en avait été arrêté lors du dernier congrès national de la FEN à Clermont-Ferrand, en février 1991. Le congrès extraordinaire aura lieu fin novembre ou début décembre 1992. Il sera préparé par une phase de débat «à la base» dans les différentes instances de la FEN entre janvier et mars 1992. Une consultation de tous les adhérents sera organisée en mai-juin 1992. Enfin, des congrès départementaux précéderont le congrès national à partir de septembre 1992.

**MAJORITÉ SOCIALE.** — La Mutualité nationale des étudiants de France (MNEF) et plusieurs sociétés mutualistes étudiantes régionales (Rhône-Alpes, Bourgogne, Centre-Ouest et Sud-Ouest) viennent de lancer un appel pour abaisser à dix-huit ans l'âge de la majorité sociale, actuellement fixée à vingt ans. Cette mesure permettrait aux dix-huit ans, notamment aux étudiants, d'avoir accès de façon autonome, sans passer par leurs parents, à la sécurité sociale et au système de prévention et de soins. L'ouverture de la sécurité sociale étudiante dès dix-huit ans devrait aller de pair, selon les auteurs de l'appel, avec l'exonération de cotisation sur critères sociaux. Réclamée depuis des années par la Mutualité étudiante et soutenue par la Fédération nationale de la mutualité française, cette réforme avait été examinée en 1987 par le gouvernement, en juin dernier.

**UNIVERSITÉS 2000.** — Le comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) du 3 octobre devait examiner les premiers schémas régionaux de développement universitaire, négociés entre l'État et les collectivités locales, dans le cadre du plan Universités 2000 (le Monde du 26 septembre). Une dizaine de régions sur vingt-deux devaient voir leur plan entériné : Aquitaine, Bourgogne, Bretagne, Champagne, Languedoc-Roussillon, Limousin, Lorraine, Nord-Pas-de-Calais, Pays de la Loire et Poitou-Charentes.

UNE ECOLE POUR  
UNE NOUVELLE  
GENERATION  
DE MANAGERS  
COMMERCIAUX

# UNE DEUX TROYES

DEUX PARRAINAGES  
A LA  
NOTORIÉTÉ  
INTERNATIONALE :  
HEC ET L'ESCP

UNE VIE  
CULTURELLE  
ACTIVE  
A 150 KM  
DE PARIS

3 BONNES RAISONS DE PASSER LE CONCOURS EN 92

Une nouvelle génération de managers est née : c'est celle de l'ouverture des frontières, des nouvelles technologies et de la profusion des systèmes de distribution. Pour former ces grands généralistes à la fois hommes de marketing, de gestion et de culture, la Chambre de Commerce et d'Industrie, le Conseil Général de l'Aube, la Ville de Troyes et son Agglomération, créent la filière adaptée à cette évolution. Parrainée par HEC et l'ESCP, appuyée par de grands groupes industriels et commerciaux, l'ESC TROYES vous ouvrira ses portes en septembre 1992. A 150 km de Paris découvrez une région volontaire.

ESC Troyes  
Aube

L'ESC TROYES développe une formation en trois ans.  
L'admission se déroule par voie de concours : élèves des classes préparatoires et diplômés du 1<sup>er</sup> cycle de l'enseignement supérieur. Inscriptions et renseignements :  
ESC TROYES - 217, avenue Pierre Brusolette - B.P. 710 - 10002 Troyes Cedex. Tél. : 25 49 32 49.

RÉVEILLEZ VOTRE ANGLAIS !

# SPEAKUP

le magazine  
avec sa K7 39<sup>F</sup>  
seulement

Chaque mois chez votre marchand de journaux

PAUL FABRA

Le Monde de la Fonction Commerciale

L'EXPLOSION  
SCOLAIRE  
ET  
UNIVERSITAIRE

chez votre marchand de journaux



## EDUCATION • CAMPUS

## Plan de carrière pour les universitaires

Le ministère a concocté un nouveau projet de réforme des procédures de recrutement et de promotion des enseignants du supérieur

**INÉPUISABLE** feuillet ! A la faveur de l'été, le ministère de l'éducation nationale a concocté un nouveau projet de réforme du système de recrutement et de promotion des universitaires. Par voie réglementaire, cette fois-ci, après avoir tenté en vain, au printemps dernier, la voie législative.

Un projet de décret a en effet été adressé, le 17 septembre dernier, aux syndicats du supérieur qui devaient l'examiner rapidement lors du prochain comité technique paritaire universitaire. Avec des chances raisonnables, semblerait-il, d'être enfin adopté.

Le résumé des épisodes précédents est indispensable. Le système de gestion de la carrière des universitaires est depuis fort longtemps l'objet de jeux complexes où se mêlent, au-delà des qualités scientifiques des candidats, le poids des familles de pensée, l'influence des coteries académiques, le rôle enfin de « mandarins » soupçonnés de faire la pluie et le beau temps dans leur discipline. La situation actuelle fournit une bonne illustration de ces enjeux.

Le Conseil national des universités (CNU) qui gère aujourd'hui la carrière

des enseignants-chercheurs a été élu en 1987, après dissolution par le gouvernement Chirac de son prédécesseur, mis en place en 1986 dans le cadre de la loi Savary. Mais, dès leur arrivée Rue de Grenelle en 1988, M. Jospin et surtout son conseiller spécial, M. Claude Allègre, ont manifesté l'intention de remodeler le CNU.

Après des mois de prudente préparation du terrain, le ministère de l'éducation nationale décidait au printemps dernier d'engager une réforme en bonne et due forme et de la soumettre au Parlement. L'ambition n'était pas mince puisque le projet reposait sur une forte déconcentration aux niveaux régional et local des procédures de recrutement et de promotion. Les

Le gouvernement constatait rapidement que ce projet de loi, dénoncé à la fois par le Syndicat autonome et le SNE-Sup, avait peu de chances d'être adopté. Plutôt que de passer en force, grâce à l'article 49-3, il préférait retirer le projet.

Il revient à la charge, aujourd'hui, par la voie réglementaire. Les objectifs n'ont pas varié : il s'agit à la fois de maintenir une instance nationale, le Conseil national des universités,

conformément à la tradition française, tout en déconcentrant vigoureusement les procédures de recrutement. Avec l'espoir de remettre en cause un certain nombre de fétichismes et plus prosaïquement de désengorger un système asphyxié par l'afflux des candidatures (près de 40 000 en 1991).

## Recrutement à la base

Mais la solution proposée désormais par le ministère est nouvelle et largement aussi iconoclaste que le projet du printemps dernier. Elle consiste en effet à dissocier la reconnaissance de la qualification des enseignants-chercheurs et les procédures de recrutement proprement dites. Ainsi, le Conseil national des universités ne serait plus désormais chargé, pour l'essentiel, que de reconnaître - par une liste nationale annuelle - la qualité des candidats à enseigner dans le supérieur, qu'il s'agisse de titulaires d'un doctorat ou d'une habilitation à diriger des recherches, d'enseignants associés ou de personnes justifiant d'une activité professionnelle d'au moins cinq ans.

Passée cette phase de « qualification », le recrutement proprement dit

des universitaires - professeurs ou maîtres de conférences - serait effectué, sur proposition des commissions locales de spécialistes, directement par le conseil d'administration de l'université demandeur. Exception faite, toutefois, des disciplines médicales pour lesquelles le système actuel serait maintenu et des disciplines économiques, juridiques, politiques et de gestion pour lesquelles le système de l'agrégation serait pérennié.

Quant aux promotions à l'intérieur de chaque corps, elles seraient réparties en deux contingents, l'un d'initiative locale piloté par l'établissement lui-même et l'autre d'initiative nationale, géré par le CNU qui pourrait, dans la limite des 50 % maximum des places disponibles, proposer à la promotion des candidatures non retenues par l'établissement. Dernière innovation enfin : le Conseil national des universités et ses sections s'engageraient par moitié, en alternance d'une année sur l'autre. A bien des égards, ce projet va donc encore plus loin sur la voie de l'autonomie des établissements. Reste à voir s'il connaîtra un sort plus glorieux que les modèles précédents.

G. C.

## SOURCES

## Le temps des partenaires

**PARTENAIRES** : le terme fait florès dans la plupart des discours et des textes officiels sur l'école depuis le début des années 80. Faut-il voir le signe d'une dynamique originale ? Doit-on dénoncer, au contraire, un simple effet de mode ?

La revue Migrants-Formation consacre son dernier numéro aux relations tissées, depuis dix ans, entre l'école et ses « partenaires ». Mais de qui s'agit-il, au juste ? Autres établissements scolaires, municipalités, parents, associations, travailleurs sociaux : la liste est longue. A partir d'une recherche en cours menée dans plusieurs zones d'éducation prioritaire (ZEP), Dominique Glasman, professeur de sciences de l'éducation à l'université de Saint-Etienne, s'interroge. Quel peut être l'objet de l'action commune d'acteurs aussi disparates ? « S'agit-il de faire du scolaire, du social, du culturel, un mixte de tout cela ? »

La relance des ZEP en février 1990, explique Dominique Glasman, avait pour objectif de recentrer l'action sur les apprentissages. Mais au même moment, en associant étroitement zones d'éducation prioritaire et développement social des quartiers (DSQ), on a exigé de l'éducation nationale qu'elle intègre sa politique de lutte contre l'échec scolaire dans le dispositif plus large de rénovation des quartiers en difficulté. Du coup, les rôles sont brouillés, l'école se sent « submergée » par des demandes contradictoires, les identités professionnelles sont bousculées.

Le ministère, conclut Dominique Glasman, a mis le charnu devant les bœufs en privilégiant la « réalisation d'actions communes » avant de s'interroger sur l'objectif du partenariat et il n'est pas sûr, précise-t-il, qu'un thème comme la lutte contre l'échec scolaire soit suffisamment précis pour assigner son rôle à chacun des partenaires.

L'école ne pouvait pas rester à l'écart de la « poussée partenariale » qui, en dix ans, a traversé les champs du politique, de l'économie, de l'intervention sociale, de l'administration, etc. font remarquer Gérard et Eliane Chauveau, du Centre de recherches et d'études sur l'adaptation scolaire de l'INRP (CRESAS). Mais après ? Peut-on aujourd'hui mesurer les changements produits par cette « idéologie » de l'ouverture de l'école ? Présente-t-elle la garantie d'un

surcroît de compétence et d'efficacité ?

Les deux chercheurs, qui labourent depuis une bonne dizaine d'années le terrain des zones d'éducation prioritaire de la région parisienne, s'interrogent sur la place des apprentissages scolaires dans cette nouvelle « logique partenariale ». Il ne suffit pas que l'école bouge, plaident-ils, pour qu'elle soit « partenaire ». Les actions école-quartier, si elles sont mal pensées, peuvent produire, de facto, moins d'enseignement, moins d'aides méthodologiques, moins de savoir-faire scolaires et moins d'ambitions pédagogiques. Et ils dénoncent un certain nombre de dérives.

Si l'école, en s'ouvrant aux « partenaires » devient un simple « lieu de vie », ou une « annexe du dispensaire », ou encore, si, au prétexte de « prendre en compte la spécificité culturelle » des enfants de milieu populaire, la forteresse s'isole d'origine étrangère, elle les éloigne davantage des savoirs et de la culture scolaire, alors elle manque son but en croyant bien faire.

A l'intérieur de l'école, le partenariat entre professionnels d'horizons différents se constitue presque toujours sur la dos des familles, fait remarquer de son côté Jean-Paul Payet, de l'université Lyon-II. Et d'autant plus facilement que la représentation du « handicap familial » - ce « ticket d'entrée dans le partenariat », selon l'expression de Dominique Glasman - est partagée. Cette idée trouve un prolongement dans la réflexion des chercheurs de CRESAS. Au lieu de se focaliser sur les déficits « réels ou supposés » des « populations à problèmes », suggèrent Eliane et Gérard Chauveau, offrons leur les meilleures services, les meilleurs équipements. « Lorsqu'elle repose plus ou moins consciemment sur l'expansion des pédagogies spéciales et des établissements ghettos, la liaison école-quartier n'est qu'une version modernisée de l'enseignement spécialisé ou de l'éducation des pauvres du dix-neuvième siècle. »

CHRISTINE GARIN

► L'école, le temps des partenaires. Migrants-Formation, Ed. CNRP (29, rue d'Ulm, 75005 Paris), n° 85, juin 1991.

## L'école privée se démocratise

Suite de la première page

Pourquoi ce choix ? L'enquête des sociologues fournit une réponse sans équivoque. Le recours au privé ne répond pas à une motivation idéologique, mais essentiellement pédagogique. On met son enfant dans une école privée lorsque celui-ci a rencontré des difficultés dans le public. Plus de la moitié des transferts du public au privé interviennent dans une situation d'échec, c'est-à-dire après un redoublement. Pour les familles, l'enseignement privé sert à « réparer » ce qu'elles considèrent comme un mauvais fonctionnement de l'école publique.

Elles en attendent une meilleure attention aux cas individuels, un meilleur encadrement et un recours contre une décision d'orientation jugée défavorable. En ce sens, constatent nos sociologues, l'appel au privé manifeste moins un attrait pour ce système

qu'une protestation contre les « faiblesses » de l'école publique.

Ce choix est-il justifié ? Là encore, la réponse est sans ambiguïté, à condition toutefois de prendre en considération les différences sociales. Comparant la scolarité des enfants ayant fait toutes leurs études dans le privé et ceux n'ayant fréquenté que l'école publique, Gabriel Langouet et Alain Léger observent que l'école privée est plus « profitable » aux élèves d'origine modeste. Les enfants d'ouvriers, et surtout ceux d'employés, qui ont fait toutes leurs études dans le privé ont beaucoup plus de chances de parvenir en quatrième sans redoublement, puis de passer leur baccalauréat que ceux du public. Ce bénéfice, en revanche, n'existe pas pour les enfants des classes supérieures, qui se débrouillent également bien en toutes circonstances, et ceux des agriculteurs, qui semblent tirer un meilleur parti de

l'école publique. Ces résultats sont évidemment à prendre avec précaution. Les auteurs se demandent, en particulier, si les familles d'employés et d'ouvriers qui mettent leurs enfants dans le privé ne sont pas plus que d'autres attentives à la scolarité de leurs enfants et prêtes à y investir davantage, ce qui pourrait expliquer en partie leurs meilleures performances.

## Plus d'opposition idéologique

Mais ces préoccupations étant prises, on peut tirer de cette étude des enseignements sur la place que joue désormais l'enseignement privé dans la stratégie éducative des Français. D'une part, il apparaît que les parents font, de plus en plus, un usage de cet enseignement qui constitue largement les principaux défenseurs des défenseurs des deux écoles (catholiques, d'une part ; laïques, de l'autre). Pour la majorité des Français, il n'y a plus d'opposition idéologique entre deux écoles, mais complémentarité : l'enseignement privé est perçu comme le correctif nécessaire à la rigidité de l'enseignement public. Il n'y a

plus de contradiction entre les deux, mais articulation, avec une possibilité de jeu de l'un à l'autre.

D'autre part, si le recrutement de l'enseignement privé est toujours essentiellement bourgeois, cette particularité tend à s'estomper, la proportion de familles modestes augmentant régulièrement. Et surtout l'enseignement privé joue un rôle non négligeable dans la démocratisation de l'enseignement et dans le processus d'égalisation des chances.

Ces constats jettent une lumière nouvelle sur le fonctionnement du système scolaire français. Ils montrent, en particulier, que les comportements des acteurs modifient profondément les clivages politiques traditionnels et tendent à homogénéiser un système marqué par un antagonisme historique. La nécessité de réussir, imposée par la place qu'occupent l'école et le diplôme, impose des conduites individuelles qui se jouent des clivages idéologiques. En ce sens, les parents apprennent comme des artisans actifs de la pacification de la société française.

FRÉDÉRIC GAUSSEN

## Les musées au tableau noir

Au Jeu de paume ou à La Villette, à Paris ou en province, les musées multiplient les liens avec le monde scolaire

**J**EAN DUBUFFET avait quarante-deux ans lorsqu'il a commencé à peindre. C'était pendant la deuxième guerre mondiale. Le monde n'était pas beau. Jean Dubuffet se dit : je ne vais pas peindre le monde, la beauté, je vais la chercher ailleurs, je vais la chercher dans ma tête. Or, c'est très difficile de voir ce qu'on a dans la tête, c'est pourquoi ce que vous allez voir est très étrange.

Avec un ton de grand frère gentil et des mots simples qu'il n'hésite pas à répéter, Antoine Bénard-Nioré, conférencier au tout nouveau Musée d'art contemporain du Jeu de Paume (ouvert depuis juin 1991), explique l'art contemporain, et plus particulièrement celui de Jean Dubuffet, à une vingtaine d'enfants de cinq à six ans, élèves du cours préparatoire de l'école Pasteur, à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne).

La visite tout entière va se dérouler sur ce modèle. Les différents cycles de l'œuvre de Dubuffet -

Scènes champêtres, Crayonnages, Réclis, Lieux abstraits, Théâtres de mémoire, Psycho-sites, Mires - sont passés en revue au fil des salles de l'exposition. Habilement posées, les questions amènent les enfants à remarquer qu'il y a des tableaux qui sont « comme composés de plusieurs petits tableaux », comme des fragments de mémoire. Ou à noter que si telle toile représente « plein d'arbres de toutes les tailles, c'est parce que Jean Dubuffet veut représenter l'idée générale d'arbre, non pas un arbre mais tous les arbres », commente encore Antoine Bénard-Nioré.

L'air de rien, presque sous la plume d'un jeu, le conférencier conduit ainsi les enfants à comprendre l'évolution du travail du peintre. Certes, après une heure d'intérêt soutenu, l'attention se relâche quelque peu dans le dernier quart d'heure. Certes, il y a quelques connaissances comme lorsque Antoine parle de « végétal », de « destruction de l'orthographe » ou encore suppose que les enfants vont pouvoir calculer l'âge du peintre parce qu'il leur donne sa date de naissance. Mais Marie-Christine, l'institutrice, est là qui veille.

## Conférencier et enseignant main dans la main

La semaine précédente, elle est venue au musée en compagnie d'une trentaine d'autres enseignants afin de connaître par avance l'exposition et le discours pédagogique qui serait tenu à ses élèves. C'est m'a permis de faire un travail préparatoire en classe, explique-t-elle. Nous avons beaucoup parlé de l'homme Jean Dubuffet, de sorte qu'ils étaient très contents de venir voir des œuvres dont ils avaient entendu parler. De son côté,

Antoine reconnaît qu'il a ainsi pu adapter le niveau de son discours à l'âge de son public. Conférencier et enseignant marchent main dans la main. C'est l'un des objectifs que s'est ébroué donné le Musée du Jeu de Paume : développer une mission pédagogique approfondie afin de familiariser le public scolaire avec l'art contemporain. Outre les visites préparatoires, le musée fournit tout un matériel pédagogique, allant de la simple bibliographie aux textes éventuellement écrits par le peintre lui-même en passant par un portrait de l'homme et de son œuvre. Des ateliers, des thèmes de réflexion pouvant initier des travaux en classe, avant ou après la visite, sont également proposés aux enseignants.

Pour être exemplaire, la démarche n'est pas unique. Bien d'autres musées ont développé depuis longtemps des liens étroits avec le monde scolaire. C'est le cas notamment du Musée d'Orsay ou de la Cité de La Villette, particulièrement actifs et qui disposent d'un personnel strictement affecté à l'organisation d'activités pédagogiques.

Au Musée d'Orsay, l'étendue des programmes proposés va de la simple visite-conférence à la visite-exploration où tout un matériel pédagogique est distribué aux enfants de façon à susciter leur intérêt lors d'un parcours centré sur un thème précis. Le thème des saisons, retenu en 1991, invitait, par exemple, les enfants à découvrir les représentations des saisons dans la peinture, la sculpture, le mobilier. De même, celui de la danse les amenait à observer par quels moyens plastiques les peintres et les sculpteurs ont tenté de suggérer le mouvement, sans compter les visites-ateliers, le plus souvent centrées sur des expositions temporaires.

L'exposition Munch, qui commence dès ce mois d'octobre, sera le prétexte à des ateliers permettant d'expliquer aux enfants comment fonctionnent les estampes d'un point de vue plastique et technique. Chaque fois, une fiche pédagogique est destinée à aider l'enseignant à préparer la visite.

## Un véritable partenariat

Pour les élèves des collèges ou des lycées, la formule change un peu : les visites se font le plus souvent autour d'une dizaine d'œuvres et les ateliers cherchent à faire comprendre une notion, comme par exemple celle de couleur chez les impressionnistes. Mais le principe est le même : faire le maximum pour amener les élèves à une participation active.

A la Cité de La Villette, les moyens mis en œuvre ne sont pas moins impressionnants. Quinze enseignants détachés de l'éducation nationale travaillent en permanence à la réalisation des missions pédagogiques du musée. Des classes sont organisées, soit autour du thème annuel de la Cité - « Les communications » l'an dernier, « L'homme et la santé », cette année - soit autour d'un projet décidé par l'enseignant lui-même.

Dans les deux cas, ce dernier prend rendez-vous avec l'équipe pédagogique du musée. « Il s'agit pour un séjour de quatre jours pendant lequel on lui fait visiter la Cité de façon à le familiariser avec les activités offertes et avec les méthodes pédagogiques ; il revient ensuite pendant une ou deux semaines avec sa classe, avec un programme établi », explique l'un des responsables. A ces séjours, il faut ajouter des ateliers pendant lesquels les enfants sont initiés à

l'utilisation du caméscope, à la réalisation d'un petit film ou à son montage.

Mais il faudrait citer également le Louvre, le Musée en herbe (à la Halle Saint-Pierre et au Jardin d'acclimatation), le Musée des arts décoratifs et de nombreux musées de province comme le Muséum d'histoire naturelle de Bordeaux où des ateliers de peinture préhistorique fonctionnent du CP à la seconde, ou un circuit « Cas de figures » initié les jeunes à l'art du portrait, le Musée des antiquités de Rouen où un atelier de fabrication d'un sarcophage familiarise les élèves avec les rites funéraires égyptiens ou encore les sept musées municipaux de Strasbourg qui ont tous développé une importante politique éducative, etc.

Bref, depuis le début des années 70, où les conservateurs des musées faisaient pour la première fois timidement appel à quelques professeurs pour assurer l'animation pédagogique, les progrès réalisés sont spectaculaires. A la conférence magistrale, trop souvent écoutée alors avec une indifférence étonnante, s'est substituée aujourd'hui un véritable partenariat entre les musées et l'éducation nationale, permettant aux enseignants d'exploiter au mieux les ressources du musée selon leurs propres objectifs pédagogiques. Reste que trop de musées encore, surtout en province, manquent de crédits et de place pour développer une politique d'animation scolaire efficace. Cela, il est vrai, ne dépasse guère les enseignants.

VERONIQUE MAUMUSSON

► Les enseignants peuvent se renseigner auprès des recteurs ou encore se procurer l'Annuaire des musées de l'action culturelle.

**ISTH** ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR  
DEPUIS 1944 PRIVE

**SCIENCES PO PARIS**

- Sessions annuelles et semestrielles
- Sessions du soir

**SUCCÈS CONFIRMÉS**

45 85 59 35 - 42 24 10 72 -

PLUS QU'UN INSTITUT, UNE INSTITUTION

**LE PLAISIR D'ÉCRIRE LE DROIT D'ÊTRE LU**

Si pour vous écrire est une passion, écrivez. Nous éditerons et diffuserons : ROMANS, MÉMOIRES, RÉCITS, LANCEMENT PUBLICITAIRE par PRESSE, RADIO, TÉLÉVISION. LIBRAIRIES. Envoyez dès maintenant vos manuscrits à

**LA PENSÉE UNIVERSELLE**

119 boulevard RICHARD LENOIR  
75019 PARIS CEDEX 11  
Tél. (01) 43 57 74 74

Compte d'édition par fax : 01 43 57 74 74

## L'URSS ET LES PAYS DE L'EST SONT À L'ORDRE DU JOUR

La formation doctorale

« Etudes soviétiques, d'Europe centrale et orientale » de l'université Paris-VIII dirigée par Claude Frixoux et Irène Sokolowsky rappelle que ses séminaires reprennent fin octobre

Préparation au DEA et à la thèse. Rens. 42-43-80-70

Retrait des dossiers de candidature

6, rue Edouard-Vaillant - 93200 Saint-Denis



# ÉCONOMIE

SECTION C

Le Monde

30 Le téléphone de poche sans fil testé à Strasbourg  
36 Marchés financiers

37 Bourse de Paris  
38 Communication

## BILLET

### Les directives de «l'électron libre»

Qui dira le rôle exact de M. Abel Farouk, l'«électron libre» de Matignon? Devant l'Association des journalistes économiques et financiers, mardi 1<sup>er</sup> octobre, ce conseiller spécial, censé éclairer Matignon sur des sujets techniques, s'est mué en véritable porte-parole du gouvernement, voire en premier ministre bis... (nos dernières éditions du 2 octobre).

Thomson-CSF, Giat-Industries, Renault, Atotech, Bull, Rhône-Poulenc, et, tout dernièrement, Air France, ont-ils annoncé des plans sociaux... prévoyant plusieurs milliers de suppressions d'emplois? Le gouvernement leur a demandé de revoir leur copie, a-t-on appris de sa bouche.

Si elle se confirme, une telle information ne mérite-t-elle pas une annonce plus officielle? La manière dont l'Etat entend exercer son droit de regard sur les entreprises qu'il contrôle ou dont il a la tutelle, ses préoccupations en matière d'emplois doivent-elles être distillées par un membre de cabinet qui, en dépit de ses compétences techniques, ne dispose d'aucune légitimité pour lancer le débat?

M. Bérégovoy aura ainsi appris que les privatisations partielles, dont sera chargé son ministère, ne sont pas «irréversibles», et que les cessions d'actifs envisagées se feront soit par offres publiques, soit par augmentation de capital. M. Bernard Attali, le président d'Air France saura, de même, que le conseiller spécial de Matignon s'interroge sur le bien-fondé de son rapprochement avec le belge Sabena.

Le conseiller de M. Cresson n'engage-t-il que lui-même? Ses révélations relèvent-elles de ces coups de sonde dont on est friand à Matignon? Au moment où le ministre du budget péroline allègrement les plates-bandes de ses collègues de l'agriculture ou de l'emploi, où les cabinets bis, et parfois ter, interviennent aux côtés des cabinets ministériels officiels, les sorties sous les projecteurs du plus célèbre homme de l'ombre ajoutent encore à l'impression générale de confusion.

CAROLINE MONNOT

## Selon l'Institut technique des salaires

### Le pouvoir d'achat pourrait baisser en 1991

La progression des salaires devrait enregistrer un très sensible fléchissement en 1991, année au cours de laquelle les salariés vont subir une perte de pouvoir d'achat de l'ordre de 1 %, estime l'Institut technique des salaires (ITS). Cet organisme privé, qui présentait mardi 1<sup>er</sup> octobre ses prévisions, observe depuis quelques semaines «une inversion de tendance très nette», marquée par un «fort ralentissement» de la hausse des rémunérations. En 1991, celle-ci devrait être de l'ordre de 3,2 % à 3,4 % (contre 4 % environ pour les non-cadres et 5 % pour les cadres en 1990) malgré la progression record (+1,7 %) du salaire horaire au second trimestre.

Dans ces conditions, la hausse de 0,9 point de la cotisation d'assurance-maladie au 1<sup>er</sup> juillet, combinée à une probable revalorisation du prélèvement au titre de l'assurance-chômage, vont entraîner un recul du pouvoir

### M<sup>me</sup> Aubry présente une réforme de la formation professionnelle

Clin d'œil de l'histoire : M<sup>me</sup> Martine Aubry, ministre du travail, a présenté, le 2 octobre, en conseil des ministres, un projet de loi sur la formation professionnelle réformant la loi de 1971, dont son père, M. Jacques Delors, avait été l'instigateur. Ce texte reprend, pour l'essentiel, le contenu de l'accord interprofessionnel intervenu le 3 juillet dernier entre les partenaires sociaux (sauf la CGT), qui avaient été invités à opérer ce ravalement par M. Jean-Pierre Soisson, à l'époque ministre du travail.

En vingt ans, la législation sur la formation professionnelle s'était enchevêtrée de multiples ajouts et de fonctionnements compliqués, passablement obsolètes. Le premier objectif du projet de loi est donc de simplifier les procédures, et de remettre de la cohérence dans un domaine devenu trop touffu. Ensuite, et en contrepartie de nouvelles impulsions à la formation professionnelle, plus que jamais considérée comme une priorité.

Désormais, les entreprises de moins de dix salariés participent pour au moins 0,15 % de leur masse salariale, au financement de la formation de leur personnel. Dans les entreprises plus importantes, jusqu'à présent assujetties à une contribution minimale de 1,2 %, l'effort sera porté à 1,4 % au 1<sup>er</sup> janvier 1992 et à 1,5 % au 1<sup>er</sup> janvier 1993. Engorgé, faute de ressources, le système du compte individuel de formation va retrouver un peu d'aisance : la part qui lui est consacrée passera de 0,15 à 0,20 % au 1<sup>er</sup> janvier 1993.

#### La fin des SIVP

Si le diplôme reste la cible visée, il est affirmé que l'objet de la formation tient dans l'acquisition d'une «qualification correspondant aux besoins de l'économie». M<sup>me</sup> Aubry reprendant aux dispositifs actuels du marché du travail, sans reprendre formellement la notion de «co-investissement» à laquelle le CNPF tenait tant, il est admis que, pour les travaux personnels, l'action de formation peut se poursuivre en dehors des heures de travail. Si «un accord interprofessionnel étendu» peut fixer les conditions de stage après les heures de travail, le comité d'entreprise devra obligatoirement être consulté sur les modalités d'organisation du plan de formation et l'absence de «consentement» à la suite d'un «accord de licenciement». De toutes manières, il continuera à bénéficier de la protection sociale, pendant cette partie de la formation.

A l'exemple de ce qui est mis en place pour les jeunes stagiaires, un

droit au bilan de compétences professionnelles et personnelles est institué pour tous les salariés, sous la forme d'un congé de vingt-quatre heures. Assimilé à une période de travail, celui-ci sera pris en charge par l'employeur, qui sera remboursé par l'Etat. Des négociations sur les orientations auront lieu tous les cinq ans dans les branches professionnelles et, si un programme triennal de formation est établi par l'entreprise, le comité d'entreprise sera consulté.

Les partenaires sociaux ayant entériné la disparition du SIVP (stage d'initiation à la vie professionnelle) et l'ayant remplacé par le contrat d'orientation, le projet dessine les contours de la nouvelle formule d'insertion des jeunes les plus en difficulté. Destinée aux moins de vingt-trois ans, sauf dérogation, il sera assorti d'un contrat de travail de trois ou de six mois, rémunéré sur la base du SMIC, comme le contrat d'apprentissage, et exonéré de charges sociales. Dans la foulée, et sur le même principe, les pouvoirs publics créent les contrats locaux d'orientation pour les jeunes de seize à dix-huit ans, embauchés par les collectivités locales à 30 % du SMIC. En conséquence, ces jeunes n'auront plus accès aux contrats emploi-solidarité, successeurs des TUC, réservés à une autre tranche d'âge. Trop souvent, l'attrait pour un contrat emploi solidarité accélérât, chez les jeunes, le rejet du système scolaire.

ALAIN LEBEAUBE

## A la demande des autorités d'Abou-Dhabi

### La banque Schroder-Wagg va étudier un sauvetage partiel de la BCCI à Londres

Les autorités d'Abou-Dhabi, principal actionnaire de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI), ont chargé la banque d'affaires londonienne Schroder-Wagg d'examiner les possibilités d'un sauvetage partiel à Londres de cet établissement, dont les activités sont suspendues depuis le 5 juillet dans le cadre d'une action internationale concertée et coordonnée par la Banque d'Angleterre.

#### LONDRES

#### correspondance

Rebâtir une nouvelle banque de dimensions moyennes dont le siège économique soit à Londres, première place financière européenne et sanctuaire traditionnel du capitalisme proche-oriental : pour tenir ce rôle de grand redresseur financier, la vénérable maison de courtage, Schroder-Wagg possède apparemment les atouts indispensables. Fondée en 1807 par des banquiers néerlandais installés dans la City, cette entreprise discrète est spécialisée dans les montages financiers compliqués, notamment dans le domaine des fusions et acquisitions. Mais c'est surtout le savoir-faire de sa filiale Schroder-Asselli qui explique le choix du cheikh Zayed, président des Emirats arabes unis (EAU) et actionnaire principal de la BCCI avec 77,4 %.

Cette petite banque privée, nichée dans une maison de maître du 41 Upper Grosvenor Street, au cœur du quartier chic de Mayfair, a été fondée par deux financiers libanais, Tony et George Asselli, qui contrôlent toujours 30 % de la filiale de Schroder. Alors que le premier s'occupe des placements privés des grosses fortunes arabes, le second est chargé des projets immobiliers des entrepreneurs proche-orientaux en Europe.

Parmi les clients des frères Asselli figure notamment l'émir d'Abou-Dhabi, l'un des hommes les plus riches du monde grâce aux plus grands champs de pétrole des EAU et qui possède aussi plusieurs propriétés londoniennes à Hampstead et à Chelsea. D'autre part, Schroder-Wagg dispose, en la personne de Colin Craig, quarante-

sept ans, d'un expert émérite du monde arabe, qui a gagné ses galons de star de la City lors de la mise au point par sa firme du financement du gigantesque «marché du siècle» : avions de chasse Tornado contre livraisons de pétrole, conclu en 1988 entre l'Arabie saoudite et la Grande-Bretagne.

#### Atouts et handicaps

L'équipe Schroder-BCCI est dirigée par Colin Craig, épaulé par une célèbre firme d'avocats et un bureau d'experts comptables, les frères Asselli étant les intermédiaires entre Londres et le département des affaires privées de la cour d'Abou-Dhabi. Cette équipe est parfaitement consciente qu'un changement de ton ne suffira pas pour obtenir de la licence bancaire retirée à la BCCI. «L'établissement dont les activités ont été suspendues le 5 juillet ne reverra jamais le jour», assure-t-on de source autorisée dans la City, en soulignant l'impossible tâche des syndicats Touche Ross pour démanteler l'énorme et complexe édifice de cette structure éclatée. Selon les rumeurs circulant dans la City, la nouvelle entité à l'étude limiterait la palette des services offerts à la clientèle en se concentrant sur le financement des transactions commerciales entre l'Europe et les pays arabes et de projets énergétiques.

Dans cette formidable partie politico-financière qui s'engage à Londres, Schroder dispose de quelques atouts, dont le principal est la volonté du cheikh Zayed d'injecter des fonds dans la nouvelle entité jusqu'à concurrence de 5 milliards de dollars (environ 28 milliards de francs). A titre de comparaison, le montant des avoirs gérés par la Banque d'Angleterre en Grande-Bretagne (trésorerie, opérations de change, bâtiment...) ne dépasserait pas 250 millions de dollars, et en croire les estimations de Touche Ross, autre avantage : le soutien des associations représentant les quelque quarante-sept mille déposants en Grande-Bretagne, principale zone d'activité de la BCCI, dont les pertes, en cas de liquidation, pourraient atteindre 3, voire 5 mil-

liards de livres (50 milliards de francs). Il s'agit en majorité de petits commerçants et de particuliers immigrés, de souche indo-pakistanaise ou d'Afrique noire naturalisés Britanniques, dont le vote est courtisé en cette période pré-électorale.

Enfin, l'atmosphère s'est réchauffée entre les autorités d'Abou-Dhabi et la Banque d'Angleterre. En témoigne l'arrestation d'une trentaine de responsables de la BCCI, le 8 septembre à Abou-Dhabi, en coordination avec l'Office britannique des fraudes. De son côté, le gouverneur Robin Leigh-Pemberton, qui n'avait pas mâché ses mots contre la BCCI cet été, a récemment réaffirmé la neutralité de la Vieille Dame, lors de l'examen d'une éventuelle demande de licence bancaire par le nouvel établissement.

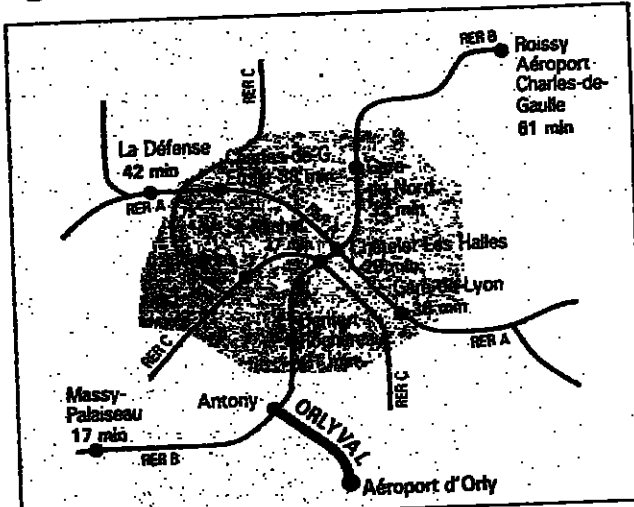
Mais le plus gros handicap des «sauveteurs» est le manque de temps. C'est en effet le 2 décembre que la justice londonienne doit à nouveau examiner la demande de mise en liquidation de la BCCI, introduite par la Banque d'Angleterre. L'arrêt de la Haute Cour ne manquera pas d'influer sur le sort de BCCI (Overseas) et de l'International Credit and Commerce (ICC) à la tête du réseau mondial de la banque déchuée. L'avenir de ces deux organisations, basées aux Îles Caïman, paradis fiscal des Caraïbes et colonie de la Couronne, doit être décidé le 16 décembre.

Schroder dispose donc de deux mois seulement pour édifier cette nouvelle institution, qui doit satisfaire aux conditions draconiennes fixées par le Banking Act de 1987 : intégrité personnelle et commerciale des actionnaires et de la nouvelle direction; longue expérience bancaire; plan de développement très précis; avoirs nets supérieurs à 1 milliard de livres... La situation confuse dans les sphères du pouvoir à Abou-Dhabi complique la tâche de Schroder, dont l'interlocuteur sur place n'est autre que Faris Mazrui, le chef de cabinet du cheikh Zayed, qui figure parmi les bénéficiaires des largesses de la BCCI révélées par le rapport Price Waterhouse, commissaire aux comptes de cette dernière.

MARC ROCHE

## Paris à une demi-heure d'Orly

### Le premier métro sans pilote d'Ile-de-France a été inauguré par M<sup>me</sup> Cresson



M<sup>me</sup> Cresson a inauguré, mardi 1<sup>er</sup> octobre, la ligne de métro sans pilote ORLYVAL qui relie Antony (Hauts-de-Seine) à l'aéroport d'Orly et qui met Paris à une demi-heure de celui-ci. Elle a annoncé que le développement de métros automatiques serait financé dans le cadre du programme européen Eurêka.

C'est une solide coalition qui a permis en 1987 à M<sup>me</sup> Cresson son VAE, sans pilote, face à la SNCF. Qui proposait de prolonger ses voies sous l'aéroport d'Orly, jusqu'à la mal desservie par les transports en commun. M. Jean-Luc Lagardère, PDG de Matra, désigné passionnément une vitrine parisienne pour mieux exporter ce modèle, à l'époque seulement en service à Lille. M. Pierre Eelsen, alors PDG d'Air Inter, ne voulait surtout pas de la SNCF, dont les TGV lui volaient des clients.

#### Sous contrôle permanent des ordinateurs

Le gouvernement de M. Jacques Chirac opta pour la proposition de Matra, qui en avait commercialisé et financièrement besoin et qui pouvait apparaître comme plus «privée» que la solution de la SNCF, pourtant élaborée, avec le concours de Couffignal et de Batignolles. Car il voulait que la construction de la nouvelle infra-

structure ne fasse pas appel aux fonds d'Etat. Titulaire d'une concession valable jusqu'en l'an 2021 et exploitant à ses risques et périls, la société ORLYVAL a donc habilement mêlé les capitaux privés (Matra : 40 %; Lyonnaise des eaux : 20 %; Banque Indosuez : 10 %; autres banques : 10 %) et publics (Air Inter : 40 %; Crédit lyonnais : 10 %; Crédit Local de France : 5 %; Caisse des dépôts : 5 %; BNP : 5 %; RATP : 5 %). Aucune subvention publique n'est venue épauler un projet qui a coûté 1,75 milliard de francs. Une «première au monde» dans le

domaine des transports urbains, selon le premier ministre.

La liaison ORLYVAL consiste en une double voie de 7,2 kilomètres qui relie l'aéroport sud (deux arrêts) et l'aéroport ouest (un arrêt) d'Orly à la station d'Antony de la ligne B du RER. Sur cette infrastructure, huit rames de 116 places chacune sont appelées à circuler. Elles sont identiques à celles qui roulent sur le réseau de Lille, c'est-à-dire qu'elles sont montées sur pneus et qu'elles ne sont pas pilotées par un conducteur, mais par des ordinateurs qui contrôlent en permanence la vitesse (50 km/h en moyenne), la fermeture des portes (arrêt de vingt secondes dans les stations), la distance entre les rames, etc. Pas de risque de tomber sur la voie : les quais sont équipés de portes vitrées qui s'ouvrent seulement lorsque la rame est arrêtée. Des opérateurs installés dans un poste de commande disposent d'une batterie de télécommandes et de haut-parleurs qui leur permettent d'entrer en contact avec les voyageurs en cas d'incident, de prévenir le vandalisme et de détecter l'affluence qui nécessiterait l'augmentation de la cadence des rames.

A Antony, la station a été aménagée pour réduire la correspondance avec le RER à 16 mètres (sens Paris-Orly) ou à 56 mètres (sens Orly-Paris). Le service fonctionne de 5 h 30 à 23 h 50, sept jours sur sept, et assure un départ toutes les quatre minutes aux heures de pointe et tous les quarts d'heure après 21 h 30. Le temps de transport entre Orly sud et Antony est de huit minutes, ce qui met Denfert-Rochereau à vingt et une minutes, Châtelet-Les-Halles à vingt-neuf minutes et l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle à une heure et dix minutes (1). Le billet Paris-Orly pour un aller simple donne accès à la première classe du RER ainsi qu'au métro. Il coûte 55 francs à l'unité, 49 francs en carnet de 9 billets, 40 francs pour les passagers d'Air Inter et pour les abonnés. Le prix du billet pour l'aéroport Charles-de-Gaulle s'élève à 69 francs à l'unité et à 62 francs en carnet de 9.

#### Quatre millions de passagers

Même si le pari d'ORLYVAL de s'adjuger 18 % des déplacements entre Paris et Orly et de transporter quatre millions de passagers par an ne semble pas démesuré, il n'en est pas pour autant gagné d'avance. Le nouveau service présente l'inconvénient d'une rupture de charge en banlieue, qui risque de décourager les hommes d'affaires et les familles chargées de bagages, tout comme les étrangers. Le taxi (60 à 100 francs selon la course) et dans une moindre mesure les bus RATP, les bus Air France ou bien la desserte Orly Rail de la SNCF continueront d'attirer des clients. L'atout sur lequel comptent les promoteurs de ce nouveau métro est sa fiabilité, qui garantit au passager qu'il arrivera à temps pour prendre son avion, quels que soient l'heure, le jour, la météo, la circulation routière ou les manifestations dans la capitale. Quoi qu'il en soit, Matra sera moins chagriné s'il ne parvient pas à équilibrer complètement les comptes d'ORLYVAL : la firme de M. Lagardère est assurée d'équiper le futur métro METEOR, sans pilote lui aussi, que la RATP mettra en service en 1993 dans Paris même.

ALAIN FAUJAS

(1) ORLYVAL a confié l'exploitation de la ligne à une société dont la RATP possède 51 % du capital et Matra 49 %.



## ÉCONOMIE

## INDUSTRIE

## Avant de mettre en place un réseau de 750 bornes radio à Paris France-Télécom teste à Strasbourg le téléphone de poche sans fil

Après le radiotéléphone cellulaire (Radiocom 2000), il y a cinq ans, et la radiomessagerie alphanumérique (Alphapage), deux années plus tard, France Télécom lance le téléphone de poche sans fil, Bi-bop, nom commercial du projet Pointel. C'est la ville de Strasbourg qui a été choisie pour servir de test au nouveau produit.

## STRASBOURG

de notre correspondant

Inauguré, mardi 1<sup>er</sup> octobre, par M. Catherine Trautmann, maire de la capitale alsacienne, et M. Marcel Roulet, président de France Télécom, le réseau strasbourgeois compte 270 «bornes radio» d'une portée de 50 à 200 mètres. L'appareil Bi-bop - léger (180 grammes) et peu encombrant (à peine plus grand qu'une calculatrice) - permet, pour autant que l'utilisateur respecte la distance le séparant des capteurs, de se connecter sur le réseau national et international. Dans quelques mois, affirment les responsables de l'entreprise nationale, Bi-Bop permettra aussi de recevoir des appels.

Pendant la période pilote de Strasbourg, le service sera commercialisé au prix de 30 francs par mois (hors taxes) et les communications seront facturées 80 centimes par minute en plus du prix normal de la communication. France Télécom attend les résultats de l'expérience qui durera

deux mois avant de faire ses prix. Le combiné devrait coûter 2 000 francs et les appels de 0,50 à 1 franc toutes les soixante secondes plus chers que ceux donnés à partir d'un téléphone classique.

Un réseau de 750 «bornes radio» sera opérationnel en avril 1992 à Paris, le lancement commercial dans la capitale étant prévu au 1<sup>er</sup> septembre prochain avec 1 500 capteurs. Suivront ensuite les autres villes françaises de plus de cinquante mille habitants. Au total, France Télécom a prévu un investissement d'un milliard de francs pour constituer le réseau dont la mise en œuvre et le développement ont été confiés à Dassault A. T. qui anime un consortium composé de trois sociétés : Cap Sésa, Electronique Mécélec, Monétel. De leur côté, Sagem, Matra Communication mais aussi Dassault A. T. ont demandé l'agrément pour la fourniture des terminaux. Le marché national est estimé par les experts de l'entreprise dirigée par M. Roulet à 500 000 abonnés d'ici à 1995 et plus de 1,5 million à la fin de la décennie.

MARCEL SCOTTO

## Un «recentrage» de l'Air liquide

## Le groupe allemand Merck rachète le laboratoire pharmaceutique Lipha

## LYON

de notre bureau régional

Le groupe l'Air liquide vient de céder le bloc de contrôle (51,99 % des actions) de sa filiale lyonnaise industrielle et pharmaceutique (Lipha) à l'entreprise familiale allemande Merck, dont le siège est à Darmstadt. La Coopération pharmaceutique française conserve sa participation (43,43 %) au capital de la Lipha. Le 13 mai, la société lyonnaise avait été mise en vente «au plus offrant», son actionnaire majoritaire souhaitant se consacrer à son activité de fabrication de gaz industriels.

Le montant de la transaction n'a pas été révélé, mais la Lipha a toujours été présentée comme une société «largement bénéficiaire»,

avec 2 325 salariés pour un chiffre d'affaires de 2,24 milliards de francs, en 1990. Selon M. Edouard de Royère, président de l'Air liquide, le prix de cession est «sensiblement inférieur» à trois milliards de francs, montant cité, ces derniers mois, dans les milieux financiers.

Les dirigeants de Merck ont indiqué, lundi 30 septembre, que ce rapprochement se réalise en raison de complémentarités géographiques et dans les gammes de produits, la Lipha étant réputée pour des spécialités contre le diabète et les maladies cardio-vasculaires. Le groupe familial Merck emploie 22 000 personnes dans le monde, pour un chiffre d'affaires de 12,3 milliards de francs en 1990. Le syndicat CGT de Lipha a rappelé son opposition à cette cession à un acquéreur étranger.

GÉRARD BUÉTAS

## SOCIAL

## A l'initiative de l'Union hospitalière privée

## Les cliniques vont réunir leurs «états généraux»

Plutôt que de se crispier sur une position défensive qui conduirait à «subir le changement», l'Union hospitalière privée (UHP) entend rompre avec une stratégie défensive en organisant des «états généraux de l'hospitalisation privée» les 4 et 5 octobre à la Défense. Alors que la FIEHP, l'autre organisation représentative du secteur privé, a refusé de signer l'accord du 4 avril réformant le forfait de salle d'opération (FSO) et jetant les bases d'une enveloppe globale de dépenses réparties régionalement, l'UHP - signataire de ce texte - entend «élaborer une politique d'avenir» pour «maîtriser le changement».

«Ces derniers mois, observe M. Alain Coulomb, délégué général de l'UHP, il y a eu davantage de textes fondamentaux qu'au cours des trente années qui ont précédé». Or, poursuit-il, «nos établissements ont absolument besoin d'une stabilité et d'une visibilité sur le long terme». Si l'accord du 4 avril comme la réforme hospitalière modifient le mode de fonctionnement des cliniques, les nouvelles règles du jeu sont encore partielles et d'autres discussions sont prévues avec le gouvernement dans le cadre d'une «maîtrise négociée des dépenses de santé». Conscient des «évolutions inévitables vers une harmonisation des modes de financement du public et du privé» qui pourrait se traduire

à terme par l'instauration d'un coût par pathologie, l'UHP se déclare prête à «définir les conditions d'une véritable compétition pour qu'enfin l'ensemble du paysage hospitalier soit plus fort et plus performant».

Parmi les thèmes de réflexion de ces «états généraux», figurait aussi la définition d'une évaluation des pratiques médicales, c'est-à-dire la mesure précise du coût économique des traitements thérapeutiques, et une interrogation sur l'organisation de la profession. A ce sujet, admet l'UHP, «nous avons beaucoup souffert, en termes d'image comme de décision, d'un manque de sens prospectif et de propositions». Invitée à participer à cette manifestation, la FIEHP a préféré organiser ses propres rencontres les 23 et 24 octobre.

J.-M. N.

Grève des médecins hospitaliers le 22 octobre. Le Rassemblement des médecins hospitaliers, qui affirme regrouper 80 % des praticiens hospitaliers, appelle à un mouvement de grève le 22 octobre. Le Rassemblement, qui comprend de très nombreux syndicats de médecins, réclame l'abrogation de la loi Durieux portant réforme hospitalière, «un texte imposé contre l'avis du Conseil économique et social, du Sénat, de l'Assemblée nationale et de l'ensemble des professions de santé».

## Trois cents emplois menacés

## Poursuite des négociations au Crédit agricole Pyrénées-Gascogne

Plus de mille employés des caisses départementales du Crédit agricole des Hautes-Pyrénées, des Pyrénées-Atlantiques et du Gers sont en grève depuis le 25 septembre, pour protester contre les mesures adoptées par la nouvelle caisse régionale Pyrénées-Gascogne après la fusion des trois organismes bancaires (le Monde du 1<sup>er</sup> octobre) et qui menacent quelque trois cents emplois. Ouvertes le 30 septembre, les négociations entre les représentants de la CFDT et de FO des trois caisses départementales et quatre membres de la direction de la banque verte ont repris mardi 1<sup>er</sup> octobre en terrain neutre, à la cité administrative de Tarbes avec la médiation active du préfet des Hautes-Pyrénées.

Pendant ces négociations avec la direction, un millier de gervistes ont accepté d'évacuer le siège de la caisse régionale de Tarbes qu'ils occupaient depuis le 25 septembre, s'installant à proximité dans le hall du parc des expositions et à la chambre de commerce et d'industrie de Tarbes où ils ont reçu,

pour certains, asile durant la nuit. Les employés du Crédit agricole se disent «détachés» à l'heure d'un assouplissement des mesures (suppressions d'emplois et mobilité de postes) qui doivent affecter, selon les syndicats, plus de trois cents personnes et, selon la direction, deux cent quarante. (Corresp.)

La mise d'or de Salzgitter (Aude) bloquée par des salariés. - Cinquante de mineurs ont bloqué, pendant plusieurs heures, mardi 1<sup>er</sup> octobre, l'accès à la mine d'or de Salzgitter à l'aide de palettes enflammées. En grève depuis lundi à l'appel de la CGT, ces salariés entendaient protester contre le plan de 56 licenciements (sur 430 salariés) annoncé, en septembre, par la direction. En proie à un passif de 270 millions de francs, les Mines et produits chimiques de Salzgitter viennent d'ouvrir temporairement de déposer leur bilan, grâce à un apport de 41 millions de francs débloqués par les actionnaires (le Monde du 1<sup>er</sup> octobre).

## SERVICES

Afin de remplacer progressivement les «tarifs spéciaux»

## La Poste signe ses premiers contrats commerciaux avec des entreprises

Profitant de son nouveau statut, La Poste vient de signer avec deux entreprises de vente par correspondance les premiers «contrats commerciaux» destinés à ses clients les plus importants. Ces contrats doivent se substituer progressivement aux «tarifs spéciaux» pratiqués auparavant. Ils permettent aux titulaires des «grands comptes nationaux» - ceux dont le chiffre d'affaires annuel avec La Poste dépasse 50 millions de francs, mais allant pour les plus importantes jusqu'à 800 ou 900 millions de francs - d'obtenir des ristournes individualisées, et plus importantes, sur les tarifs postaux.

Celles-ci, qui peuvent aller de 1 % à 4 % (au lieu d'un maximum de 1,3 % auparavant) dépendent maintenant non seulement du chiffre d'affaires du client avec La Poste, mais aussi de la «rentabilité» de ce chiffre d'affaires (le bénéfice est plus élevé sur les paquets les plus lourds, jusqu'à 10 kilos, que sur les plus légers), de la répartition du trafic (dépôts publicitaires, catalogues, colla) mais de leur évolution sur l'année (du 1<sup>er</sup> juillet 1991 au 30 juin 1992), par rapport à la moyenne du secteur professionnel auquel appartient l'entreprise. Peuvent s'y ajouter, comme auparavant, des remises

supplémentaires, si l'entreprise effectue elle-même une partie des travaux, notamment le tri (groupement des envois par codes postaux, voire par quartiers pour les grandes villes).

Après les études menées par les directions départementales concernées, les critères nouveaux ont été discutés depuis le printemps avec les syndicats professionnels, avant d'être proposés aux entreprises, avec l'espoir de ramener ainsi vers La Poste une partie du trafic traité par les transporteurs privés : en effet, les contrats sont désormais discutés cas par cas, les entreprises pouvant modifier leurs propositions. Les deux premiers contrats viennent d'être signés : avec la CAMIF le 17 septembre et avec Quella, le 27. Le premier porte sur un chiffre d'affaires prévisionnel de 135 millions de francs (contre 115 millions en 1990), le second dépasserait 300 millions de francs pour 220 millions l'an dernier. Une centaine d'autres contrats devraient suivre dans les mois qui viennent : il y a 110 «grands comptes» de La Poste, avec des banques, des journaux, et évidemment des sociétés de vente par correspondance.

G. H.

## REPÈRES

## CONJONCTURE

## Stabilité de l'indice composite américain en août

L'indice composite des principaux indicateurs économiques, censé préfigurer l'évolution prochaine de l'activité économique aux Etats-Unis, est resté stable en août après avoir progressé au cours des six mois précédents, a annoncé mardi 2 octobre le département du commerce.

Après la hausse record (1,2 %) de juillet, la plus forte depuis plus de trois ans, la stabilisation de l'indice en août confirme la mollesse de la reprise américaine. Sur les onze indicateurs constituant l'indice composite, six sont négatifs avec notamment la baisse des commandes de biens durables, la hausse des demandes d'allocation-chômage, le recul des permis de construire et de la masse monétaire. - (AFP.)

## CHANGES

## Le gouvernement brésilien accepte une dévaluation du cruzeiro de 15 %

Les difficultés économiques du président Collor continuent (le Monde du 27 septembre). Devant le retour de l'inflation, près de 15 % en septembre, les opérateurs ont vendu des cruzeiros en masse pour des dollars, provoquant une chute des cours sur le marché commercial qui sert de régulateur aux exportations brésiennes. Le dollar est passé de 461 cruzeiros à l'ouverture à 530 à la clôture lundi 30 septembre, soit la plus forte baisse (- 15 %) de la monnaie nationale enregistrée en un seul jour depuis dix ans. Durant le mois de septembre, le dollar s'était déjà apprécié de 35 %.

La Banque centrale du Brésil a laissé filer le prix du dollar sur le marché pour éviter une fuite des capitaux et maintenir les réserves de change du pays à un niveau acceptable (fixé à 8 milliards de dollars), a expliqué le directeur des opérations internationales de la banque. En clair, le gouvernement brésilien était contraint d'accepter une dévaluation officielle de 15 % face au dollar.

## TRANSPORTS

## Lancement des études sur le «Concorde des mers»

Sous l'égide du secrétariat d'Etat à la mer, les présidents de trois organismes - la Compagnie générale maritime, les Chantiers de l'Atlantique et Ifremer - ont décidé de lancer des études techniques et économiques relatives au futur navire de transport rapide dénommé *Mentor*. Par cette initiative, les pouvoirs publics veulent redonner du dynamisme à des recherches qui, au cours des derniers mois, s'étaient quelque peu enlisées. A l'étranger en revanche, avec les travaux des Japonais (Chantiers navals Mitsubishi) et des Australiens, et pour l'Europe, des Allemands et des Norvégiens, les études, voire les prototypes et les réalisations, ont pris plusieurs longueurs d'avance. Les ministères de la recherche et de l'industrie ont déposé un crédit de 4 millions de francs.

Le navire *Mentor* - qu'on pourrait comparer à certains tirés au TGV ou au Concorde - pourrait transporter une charge marchande de 250 tonnes à la vitesse de 50 nœuds (93 km/h) avec une autonomie de 500 milles nautiques (926 kilomètres). «Si les premières études sont concluantes, a déclaré le 1<sup>er</sup> octobre M. Jean-Yves Le Drian, secrétaire d'Etat à la mer, il faudra raisonner l'Europe, par exemple selon la formule des programmes *Eureka*». Un projet de chabrier du futur est notamment à l'étude entre la France, l'Espagne et l'Islande.

## CE SIMPLE NUMÉRO

Composez ce numéro sur votre minitel :

36.29.11.11

et appliquez sur «Connexion Fin»

et appliquez sur «Connexion Fin»

et appliquez sur «Connexion Fin»

VOUS PERMET DE CONNAITRE  
LE BILAN DE VOS CLIENTS,  
LE REGISTRE DU COMMERCE  
DE VOS FOURNISSEURS,  
LE CHIFFRE D'AFFAIRES  
ET LE RÉSULTAT NET DE  
VOS CONCURRENTS.



Sur votre minitel, en un instant, vous pouvez visualiser tous les éléments vous permettant de vous faire une idée claire sur les entreprises :

- extraits du Registre du Commerce et des Sociétés,
- bilans et comptes annuels (S.A. et S.A.R.L.),
- chiffre-clés (chiffre d'affaires, résultat net, effectifs),
- renseignements sur les défaillances

d'entreprises notamment les déclarations de cessation des paiements. Pour prévenir difficultés et impayés, consultez systématiquement le 36 29 11 11.



**INFOGREFFE**

La Source de l'Information  
sur les Entreprises  
1, quai de Corse - 75181 PARIS CEDEX 04  
Tél. (1) 43 29 06 75

polyCom  
PERMET D'ÊTRE PLUS  
COMMUNICATIF PAR RADIO

UN JEUNE  
INGÉNIEUR RESEAU

STATISTICIEN

RESPONSABLE  
COMMUNICATION



REPRODUCTION INTERDITE

# Le Monde des Carrières

## polyCom

OPERATEUR EUROPEEN DE  
TELECOMMUNICATION PAR SATELLITE  
poursuit son développement en recrutant

### UN JEUNE INGENIEUR RESEAU

Votre candidature nous intéresse, si de formation supérieure (École d'Ingénieur) vous possédez de par votre expérience professionnelle de solides connaissances en équipements de transmission de données. Nous rejoignant, vous prendrez en charge le fonctionnement de notre service diffusion dans le souci majeur d'en assurer le constant développement. Ce poste implique la formation des exploitants, mais aussi un support technique permanent auprès de nos clients et autre développement en ce qui concerne les problèmes inhérents au raccordement du réseau et implantations d'applications nouvelles.

Rigueur, dynamisme, autonomie alliés à une bonne connaissance de l'anglais sont indispensables. Pour vous affirmer et réussir avec nous. Merci d'adresser CV + lettre manuscrite à POLYCOM 60, rue de Richelieu - 75002 PARIS.

## SOURCE Informatique

Société de Conseil spécialisée  
dans la construction de systèmes  
d'information pour les grandes  
entreprises et le secteur bancaire.

Vous êtes CONSULTANTS et vous disposez de 5 à 10 ans d'expérience dans les domaines

- FINANCES - CONTROLE DE GESTION
- LOGISTIQUE - DISTRIBUTION
- GESTION DOCUMENTAIRE ARCHIVAGE

Rejoignez notre équipe CONSEIL.

- Vous intervenerez dans des projets touchant les domaines stratégiques des grandes entreprises.
- Vous mettez en œuvre les méthodes et outils de conception actuels et vous participerez à la réflexion méthodologique de notre Société.
- Vous bénéficierez d'un environnement dynamique basé sur l'initiative.

Veuillez transmettre votre candidature à J.C. SANTERRE  
SOURCE INFORMATIQUE - 7 rue de Greffulhe 75008 PARIS.

## DIRECTEUR COMMERCIAL ET INDUSTRIEL

Prêt-à-Porter

Ingénieur ENSITM, ENSAIT, ESIV ou  
autodidacte de talent.  
350.000 brut/an + évolution.

Une INDUSTRIE proche de Strasbourg, performante, en bonne situation financière, fabricant de prêt-à-porter en maille, femme et enfant (tricotage et confection), recherche ce jeune dirigeant polyvalent.

Disposant d'une expérience réussie d'une dizaine d'années de gestion commerciale, technique et générale dans une activité similaire (confection, bonneterie), connaissant les applications de l'informatique à la gestion de production, il (ou elle) accèdera rapidement à la responsabilité complète et autonome de la société.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV détaillé) sous référence S1556 à

SELETEC  
CONSEIL DE DIRECTION

25, avenue du Général de Gaulle  
B.P. 33378  
67009 STRASBOURG CEDEX



CENTRE AUTO SÉCURITÉ  
L'AUTO TRANQUILLITÉ

LE CONTROLE TECHNIQUE  
AUTOMOBILE OBLIGATOIRE  
EN FRANCE AU 01/01/92.

REJOIGNEZ LE LEADER.

## STATISTICIEN

Après une première expérience réussie complétant votre solide formation statistique et informatique (ENSAE, DEA, économétrie).

Vous vous sentez prêt à gérer et à développer un système d'analyse des données en utilisant une informatique performante (sous UNIX).

Vous maîtrisez le logiciel SAS que vous utiliserez dans un environnement VAX sous VMS.

Votre goût pour la rigueur des chiffres, allié à de bonnes qualités relationnelles feront de vous la force d'information et de proposition de la Direction Générale à qui vous rapporterez directement.

Généraliste à qui vous rapporterez directement.  
Poste basé à Clichy.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), sous référence STAT/0901 à notre conseil : QUIEL 160, rue de Paris - 92100 BOULOGNE.

## JEUNE EXPERT - COMPTABLE

MEMORIALISTE

### COMMISSAIRE AUX COMPTES

Chef de Mission  
Cabinet parisien  
taille moyenne

En collaboration avec les Associés, au sein d'une équipe de 25 personnes, professionnel déjà confirmé, de confiance, de rigueur et de compétence, vous exercerez (Commissariat, Audit) auprès d'une clientèle de haut niveau : Sociétés immobilières, Financières, et liées au développement local, à Paris et en province.

Pour ce poste à responsabilités évolutives, votre expérience de 3 à 5 ans dans un Cabinet d'Audit vous a permis de consolider méthodes et réflexes d'organisation du travail et de

faire preuve d'une démarche de qualité et de suivi dans la relation client.

Le trainement, diplômé d'une école de commerce ou équivalent (Dauphine, Sciences Po Eco-Fl...) + DESCF, formé à l'Expertise Comptable et surtout au Commissariat aux Comptes et à l'Audit, vous saurez nous convaincre de vos capacités d'engagement, d'animation, et de votre volonté de résultats.

Merci d'écarter, en indiquant votre niveau de rémunération, et en joignant à votre dossier de candidature une photographie récente, à notre Conseil : COMAGNE DE TURENNE, 43 rue Guisard 75017 PARIS.

## Animateur Commercial

sommes un organisme financier spécialisé dans les crédits aux entreprises et aux particuliers, filiale d'une grande banque européenne.

êtes diplômé d'études supérieures, et justifiez d'une expérience de l'Animation Commerciale d'au moins 2 ans dans les secteurs bancaire, bureaucratique ou automobile.

vous proposons d'intégrer notre structure d'Aide à la Vente pour vous confier la préparation de nos argumentaires et la conduite des réunions d'information commerciale destinées à nos principaux partenaires extérieurs.

aurez à présenter, de façon pédagogique, nos produits financiers afin de mieux les faire vendre.

offrons ainsi, à un spécialiste de la communication de qualité, un poste évolutif en prise directe avec notre potentiel de développement.

Basé à Paris, ce poste implique des déplacements de courte durée dans les grandes villes de Province.

Merci d'adresser lettre, c.v. photo et prétentions à notre Conseil AXIAL, s/réf. 8391, 27 rue Taubout, 75009 Paris, qui trans.

## ORGANISME TOURISTIQUE A VOCATION RÉGIONALE

recherche son(s)a

### RESPONSABLE DE L'INTERNATIONAL

Placé sous l'autorité directe du Directeur, il(elle) sera débiteur(e) ou aura acquis une première expérience.

De formation supérieure, et de préférence commerciale (type E.B.S.), il(elle) parlera au moins deux langues (dont l'italien ou l'espagnol).

Une très grande disponibilité, une aptitude au travail en équipe, un excellent relationnel sont indispensables.

Une bonne connaissance du milieu du tourisme et des produits franciliens sont des atouts.

Au sein d'une équipe de 10 personnes, il(elle) se verra confier la responsabilité du secteur international.

Sa mission consistera, sur la base d'un plan de promotion, et en liaison avec le service communication, à valoriser la destination et les produits Ile-de-France auprès des clientèles étrangères : élaboration d'un projet de développement, définition d'un programme d'actions, mise en œuvre, suivi...

Le poste sera basé à Paris mais nécessitera de se déplacer.

Merci d'adresser CV, photographie et prétentions au Monde Publicité Sous n° 8397, 15/17, r. du Col-Pierre-avia 75002 Paris Cedex 15



IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE  
A VOCATION INTERNATIONALE RECHERCHE

## RESPONSABLE COMMUNICATION

directement rattaché au Président-Directeur Général du Groupe, vous aurez pour mission :

- d'élaborer et mettre en œuvre un plan de communication élaboré dans le cadre de la stratégie du Groupe,
- de concevoir et conduire des actions de communication intra-groupe et externes,
- d'intervenir auprès des milieux scientifiques, techniques, des pouvoirs publics, des élus locaux et des médias afin de participer activement au développement de la notoriété de notre Groupe.

De formation ingénierie, complétée par une école de communication, vous êtes un homme de réflexion et d'études, doté d'une réelle capacité d'écoute et d'un sens relationnel important. Votre créativité et votre parfaite connaissance de l'ensemble des techniques de communication seront garantes de la réussite de votre mission.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV détaillé s/réf. MD600 à SOFRESID Direction des Relations Sociales - 59, rue de la République 93100 MONTREUIL.

Ville Moyenne - 50 km de Paris recherche

## DIRECTEUR DES SERVICES TECHNIQUES

Diplômé d'une Ecole d'ingénieurs  
Capacités d'organisation, d'encadrement et de gestion  
Expérience professionnelle 5 ans minimum

Envoyer candidature avec CV, photo et salaire souhaité  
Le Pli Communication 25, rue du Louvre - 75001 Paris

LA VILLE DE BEAUVAIS (Oise - 56 000 habitants)  
recrute

## UN CHARGÉ DE MISSION A L'INSERTION PROFESSIONNELLE

(contractuel)

En collaboration avec le Chef de Projet DSO :

- Vous aurez la responsabilité de réaliser le montage d'une entreprise d'insertion et d'en assurer à terme, la direction.
- Expérience de gestion d'entreprise souhaitée.
- Votre meilleur atout : la capacité de rassembler des partenaires.

Les candidatures manuscrites accompagnées d'un CV détaillé et d'une photo devront être adressées à :

M. le Maire - Direction des Ressources Humaines  
BP 330 - 60021 BEAUVAIS Cedex.

## AQUALON

Leader mondial dans ses spécialités chimiques,  
recherche pour son usine d'Elizay (proche de Rouen)

### Adjoint du DIRECTEUR DU PERSONNEL HF

Assisté(e) de 2 collaborateurs, vous le seconderez pour tout ce qui concerne : juridique, supervision police (Zodig), organismes sociaux, relations administratives, effectifs, mouvements, contrats et avenants, services généraux et extérieurs, reporting vers le groupe, gestion cadres...

DUI gestion + droit et première expérience similaire, anglais très courant vous ont préparé(e) à assumer de réelles responsabilités dans un cadre ouvert et dynamique. Organisation rigoureuse, capacité d'autonomie et esprit d'équipe seront des atouts supplémentaires. Possibilités d'évolution.

Adresser votre candidature à Madame DUDON, Direction du Personnel, AQUALON - Zone Industrielle - BP 12 - 27460 FLIZAY.

## LA FOURMI INFORMATIQUE recherche :

- Un DÉVELOPPEUR **UNIX**
- Un FORMATEUR **LANGAGE C, SGBDR**

Passionnés de contacts humains,  
1<sup>re</sup> expérience souhaitée.

Envoyer CV et prétentions  
au 21, rue du Bourg-Tibourg  
75004 PARIS

## L'OBSERVATOIRE DE PARIS

Établissement public à caractère scientifique  
recherche

### SECRÉTAIRE GÉNÉRAL (H/F)

La fonction est ouverte aux administrateurs civils, aux secrétaires généraux de l'administration universitaire et aux fonctionnaires de catégorie A de l'ordre administratif.

Le poste est à pourvoir par voie de détachement au 1<sup>er</sup>/11/91

L'acte de candidature, accompagné d'un CV, devra être adressé à :

OBSERVATOIRE DE PARIS - Présidence  
61, av. de l'Observatoire 75014 PARIS

Le Directeur Commercial  
d'une PME performante  
dans le domaine  
aéronautique, leader sur son  
marché, recherche un

## Ingénieur Technico- Commercial

De formation école de commerce ou ingénieur avec études commerciales, vous connaissez le domaine aéronautique. Vous assurerez la prospection des compagnies aériennes et des avionneurs étrangers.

L'anglais courant est indispensable.

Merci d'envoyer CV et prétentions à M. CHEITAN, Société TEAM, 10 place Valbon-Silic 127 - 94523 RUNGIS CEDEX.



R E T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L M



## Le Monde des Carrières

REPRODUCTION INTERDITE

### Consultants associés

PARIS ET PROVINCE

**RECHERCHE DE CADRES** Le respect de l'homme, client, candidat ou collaborateur, inspire notre éthique; la taille humaine de nos équipes nous permet en France et à l'étranger de rester proches des attentes des entreprises et des aspirations des candidats. Nous n'acceptons que des missions avec un mandat exclusif. Et avec cette éthique nous faisons des profits. Si vous exercez déjà le métier de consultant en recherche de cadres selon les mêmes principes, écrivez-nous, nous parlerons du métier... et de l'avenir. Merci d'écrire sous la réf 6025 M à Paul-Emile TAILLANDIER qui étudiera personnellement et en toute confidentialité votre candidature 11, rue Jean Mermoz - 75008 PARIS.

**PAUL-EMILE  
TAILLANDIER**  
ÉTHIQUE ET RECRUTEMENTS  
BORDEAUX TOULOUSE ORLÈANS NANTES

**Conseils en recrutement  
spécialisés, nous souhaitons  
établir avec les gestionnaires  
et financiers de France  
un étroit partenariat.**

**Contact : Laurent DEMEURE**  
160, avenue de Versailles  
75016 PARIS  
Tél. : 40.50.70.00  
Fax : 40.50.66.76

**EUROFINDERS**  
FINANCE

### IMPORTANT GROUPE D'INGENIERIE LEADER SUR LE MARCHÉ RECHERCHE

#### CONSULTANT SENIOR

Agé d'environ 35 ans, de formation Ingénieur, ce professionnel du Conseil aura à manager une équipe d'une vingtaine de Consultants. Gestionnaire rigoureux et responsable, d'une éthique commerciale reconnue, il devra être capable de promouvoir une Société de Conseil jeune et d'un excellent potentiel. Le poste de Directeur Général de cette société lui sera confié sous deux à trois ans. Une solide expérience résumée dans la fonction est indispensable pour mener à bien ce challenge difficile et passionnant. Poste à pourvoir à Paris. Mandat d'admission lettre manuscrite + CV détaillé + réf. M 503 (à préciser sur l'enveloppe) à l'Agence AFFLUENTS, 43 rue du Chemin-Vert 75011 PARIS, qui transmettra.

PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL est heureux de vous annoncer son association avec ARC CONSULTANT pour créer :

#### TAILLANDIER BRETAGNE

Vous pouvez dès maintenant prendre contact avec  
Jean-Pierre QUIBLIER - Directeur Associé  
Sylvie BESANÇON - Consultante Associée  
Centre d'Affaires Oberthur - 74 D, rue de Paris 35000 RENNES  
Tél. : (16) 99 38 34 44 - Fax : (16) 99 63 55 65

**TAILLANDIER  
BRETAGNE**  
ÉTHIQUE ET RECRUTEMENTS  
BORDEAUX TOULOUSE ORLÈANS NANTES

### LA SCÈNE NATIONALE DE POITIERS recrute UN DIRECTEUR

• Expérience de direction d'un établissement du réseau des scènes nationales ou équivalent nécessaire.  
• Bonnes connaissances de l'art contemporain, de la relation avec le public, de la gestion et de l'organisation exigées.  
Adresser d'ici au 15 octobre en 3 exemplaires (1 pour la scène nationale, 1 pour l'État, 1 pour la ville), une lettre de candidature au Président, accompagnée d'un curriculum vitae.  
M. Dominique Deschodères - Scène nationale de Poitiers  
1, place du Maréchal-Leclerc - 86000 Poitiers

### Société de Conseil, leader dans le marketing de l'immobilier et de l'aménagement recherche :

#### Responsable de projet

Partageant le même goût pour un métier de réflexion et de contacts, aux prises avec les choix stratégiques majeurs des professionnels de l'habitat, de l'immobilier d'entreprise et de loisirs.  
Chargé de concevoir et gérer des enquêtes quantitatives et qualitatives, pour évoluer rapidement vers des missions de conseil.  
Formation supérieure et première expérience réussie.  
Sens de l'initiative et esprit de synthèse indispensables.  
Envoyer C.V., lettre et photo à :  
grecam 12, rue Hamelin - 75116 PARIS.

### Observatoire Régional de Santé d'Ile-de-France

recrute un

**Médecin  
de Santé  
Publique**

Pour gérer une campagne de dépistage du cancer du sein dans le Val d'Oise.  
Expérience indispensable dans la coordination d'enquêtes.  
Poste temps plein basé à Cergy-Pontoise, contrat 7 mois renouvelable.  
Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo à : ORSIF - 21/23, rue Mollat 75015 PARIS  
Renseignements :  
Tél. : 40 61 80 36

## Le Monde des Carrières Internationales

### L'IDHEAP

INSTITUT DE HAUTES ÉTUDES EN ADMINISTRATION PUBLIQUE  
Fondation autonome associée à l'Université de Lausanne  
et à l'École polytechnique fédérale de Lausanne

L'IDHEAP ouvre une inscription en vue de pourvoir un poste de  
**PROFESSEUR EN MANAGEMENT PUBLIC**

appelé à enseigner notamment les branches de l'organisation et de la direction du personnel, ainsi que les autres aspects de la gestion des ressources humaines dans les organisations du secteur public.

Il s'agit d'un poste à charge complète, comprenant l'enseignement au niveau postgraduate et dans le cadre de cours de perfectionnement, ainsi que de la direction de recherche et l'élaboration de mandats.

Titre exigé : doctorat ou titres équivalents.  
Une expérience pratique en tant que consultant en organisation dans le secteur public serait souhaitable.  
Entrée en fonction : 1<sup>er</sup> septembre 1992 ou à convenir.

Les candidatures doivent parvenir avant le 15 novembre 1991 à M. Raymond E. Germain, Directeur de l'IDHEAP, BFSH 1, Université de Lausanne, CH-1015 Lausanne, auquel les personnes intéressées peuvent s'adresser pour connaître les conditions.

Société  
d'Assistance  
technique  
internationale  
recherche  
pour  
assurer  
l'encadrement  
d'un important  
projet en  
INDONÉSIE

### INGENIEUR ELECTROTECHNICIEN CONFIRME

Fort d'une solide expérience de l'encadrement dans le domaine des réseaux de production et de distribution électrique, tant en France qu'à l'international, vous prendrez la responsabilité de l'exploitation et de la maintenance d'un réseau régional de distribution électrique (lignes, systèmes de commutation, transformation et centrale diesel). Vous encadrerez et formerez le personnel local d'exploitation.  
Pour cette mission prévue pour 3 ans, la connaissance de l'anglais est indispensable, l'allemand est souhaité et la pratique de l'indonésien serait un atout supplémentaire.  
Merci d'adresser votre candidature à TFSI Bureau de Recrutement - 147, rue Yves le Coz 78008 VERSAILLES.

### FORMATION PROFESSIONNELLE

### DIRECTION D'UN CENTRE DE PROFIT

- Séminaire de management général.
- 24 jours en alternance (1 semaine par mois de janvier à mai).
- Une session à LYON et une à PARIS.

### CDM

Centre de Développement du Management  
23 avenue Guy de Collongue  
B.P. 174  
69132 ECULLY CEDEX

**Groupe ESC Lyon**  
LYON GRADUATE SCHOOL OF BUSINESS

**RENSEIGNEMENTS**  
PARIS 43.94.16.46  
LYON 72.20.25.20

### SOCIÉTÉ DE CONSEIL INTERNATIONALE

Recherche pour missions ou séjours en URSS

#### ECONOMISTES OU DIRIGEANTS D'ENTREPRISES

ayant la capacité de travailler et négocier en russe et anglais, expérience du commerce international et/ou joint-ventures, gestion d'entreprises.

Adresser candidature à  
Louis Berger Sarl, 71, rue Fondary, 75015 Paris

### L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE FÉDÉRALE DE LAUSANNE

met au concours plusieurs postes à temps partiel de  
**PROFESSEUR DE PROJET ET THÉORIE DE L'ARCHITECTURE**

(spécificités éventuelles : enseignement de base, construction, CAO, théorie et histoire).  
Leur tâche principale sera l'enseignement du projet (atelier) et son accompagnement par un cours de théorie de l'architecture.

Délai d'inscription : 15 décembre 1991.  
Entrée en fonction : automne 1992 ou 1993.  
Les personnes intéressées voudront bien demander le formulaire de candidature au :  
Secrétariat général de  
l'École polytechnique fédérale de Lausanne  
CE-Echiblen, CH-1015 LAUSANNE/SUISSE

Un des plus importants distributeurs d'allumettes en RFA  
recherche pour la France pour son département :

#### ARTICLES et ALLUMETTES PUBLICITAIRES

#### AGENTS COMMERCIAUX

- Vous avez le goût du challenge et du contact
- Vous êtes autonome et organisé
- La pratique de l'allemand serait souhaitable, mais non indispensable.
- Nous offrons une commission attractive.

Merci d'adresser votre lettre de candidature à :  
**KM ALLUMETTES INTERNATIONAL** — Karl Müller  
Postfach 70, D-69222 Muckachheim, tél. : 1949-6226-1531  
Fax : 1949-6226-6515, Telex : 666520 kalm-d.

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

### FORMATION CONTINUE, RECYCLAGE, PERFECTIONNEMENT, DOUBLE COMPÉTENCE

Deux nouvelles sessions à l'EPF, subventionnées par le Conseil régional d'Ile-de-France

**GÉNIE PRODUCTIF** : 22/10/91 au 03/07/92  
Pour les titulaires d'une maîtrise scientifique ou présentant une expérience professionnelle niveau Ingénieur.  
Débouchés : ingénieurs systèmes, de production, bureau d'études et développement.

**PRODUCTION ET AUTOMATISATION** : Début de stage : 1/12/92  
Fonction diplômante en 2 ans avec périodes d'alternance en industrie pour la reconversion des techniciens supérieurs ou métier d'ingénieur.  
Débouchés : ingénieur de production et d'application.  
EPF, 3 bis, rue Lakanal - 92330 SOUSSE  
Tél. : (1) 46-80-33-31

### TECHNIQUES INFORMATIQUES

#### DIPLÔMÉS ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (Bac + 4)

- Salariés d'entreprise (longue formation, plan formation) recherchant une deuxième compétence en informatique.
- Jeunes diplômés. • Demandeurs d'emploi.

#### SUPELEC

vous propose un enseignement de formation continue diplômante à temps plein, agréé par l'État et la région Bretagne, organisé à l'antenne de RENNES-SUPELEC du 6 janvier au 8 juillet 1992.

#### ÉCOLE SUPÉRIEURE D'ÉLECTRICITÉ

Antenne de Rennes - BP 26 - 35511 CESSON-SÉVIGNÉ Cedex  
Tél. (16) 99-83-31-00. Télécopie : (16) 99-83-81-01



La Direction Informatique de SOCOTEC, leader du Contrôle Technique Construction (2.800 personnes dont 1.150 ingénieurs et cadres), recherche un :

## Ingénieur de haut niveau

(OC, Ponts, Mines, Contrôle, Doctorat de Mathématiques...) intéressé par le développement de CALCULS DE STRUCTURES par la méthode des éléments finis. Des connaissances en informatique ainsi qu'en mécanique des milieux continus sont requises pour ce poste, directement lié aux théories et recherches récentes. Vous aurez à concevoir et à écrire de nouveaux logiciels de calcul, à définir des modules supplémentaires aux logiciels de calcul de structures déjà existants.

## Ingénieur génie civil

(INSA, ESTP...) de formation génie civil, débutant ou ayant une première expérience professionnelle de type bureau d'études. Nous vous confierons le calcul de structures complexes en B.A., B.P. et C.M. à l'aide de puissants logiciels. Ce poste, en liaison directe avec le terrain, nécessite des qualités personnelles de contact et de travail d'équipe. Sylvie LAGRAVE vous remercie de lui envoyer votre dossier sous référence 91.11 au 3, avenue du Centre - les Quadrants 78182 SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES.



## MARSEILLE

BANQUE REGIONALE  
recherche

## DIRECTEUR D'AGENCE

Le candidat retenu sera chargé de la Direction de l'Agence et d'un bureau rattaché. Il sera directement responsable du développement (dépôts-crédits particuliers et professionnels), ainsi que de la gestion de l'Agence. Une expérience de la fonction est souhaitée.

Adressez votre C.V. avec photo et prétentions, sous référence 6045/M au Crédit Mutuel Méditerranéen - Direction des Relations Humaines 494, avenue du Prado 13008 MARSEILLE.



la Mairie de RUEIL MALMAISON

(67.000 habitants Banlieue Ouest - RER 15 min de Paris)  
Pour renforcer l'équipe de Direction actuellement composée d'un Secrétaire Général et d'un Secrétaire Général Adjoint

recherche

## Secrétaire Général Adjoint

Chargé de la coordination et du développement des services : Jeunesse et Sports, Enseignement, Action Sanitaire et Sociale, Emploi Formation et Développement Économique. Homme d'écoute et de dialogue, vous prouverez un réel esprit d'équipe. Homme de gestion, vous saurez faire preuve d'efficacité et de pragmatisme dans vos décisions. CADRE A, vous avez acquis au cours de vos expériences une bonne connaissance des secteurs mentionnés et une réelle pratique du Management. Logement de fonction.

pour ce poste, adressez lettre manuscrite + CV + photo à : M. le Maire, Service du Personnel, 13, Bd Maréchal Foch 92501 Rueil Malmaison cedex.

## LA VILLE D'AVIGNON

RECRUTE

## UN CADRE POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA VILLE

pour assurer la prospection, le marketing et les promotions économiques de la Ville dans un environnement défini.

### ATTRIBUTIONS :

- assurer la coordination entre les différents partenaires économiques locaux.
- Renforcer le réseau de relations avec les partenaires institutionnels.
- Prendre en charge les relations avec les cabinets d'immobilier de l'entreprise.
- Participer à la commercialisation des zones d'activité.
- Organiser la promotion et la communication économiques.
- Participer à la définition d'outils économiques et à leur élaboration.

Les demandes (lettre manuscrite + CV) devront être adressées, avant le 31 Octobre 1991, à Monsieur le Député-Maire

Hôtel de Ville - 84000 AVIGNON.

## Directeur de l'Agriculture et de l'Espace Rural

Sud Ouest

Il aura pour mission de mettre en œuvre les politiques départementales en matière d'agriculture, équipement rural, protection de l'eau et de l'environnement.

Ses larges responsabilités s'étendent aussi bien à l'animation, la coordination, la gestion d'équipes importantes, qu'aux relations extérieures et à la négociation avec les syndicats professionnels, entreprises du secteur, chambre d'agriculture, ministère...

Ce poste nécessite une formation ingénieur (de préférence IGREF) ; de bonnes connaissances du milieu professionnel et de ses rouages administratifs. Des qualités relationnelles et d'animateur sont indispensables pour s'imposer à l'ensemble de ses interlocuteurs et pour réussir dans ce poste important.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 11/846 LM à notre conseil Française BARSIS



CENTOR EMPLOI  
26, rue Henri Monnier  
75009 Paris

PARIS - LYON - MULHOUSE - STRASBOURG

Gérer un Centre de Formation Européen

## Responsable administratif

Nous sommes une filiale particulièrement dynamique du 1<sup>er</sup> groupe mondial de santé. Notre programme de développement nous amène à créer en France un centre européen de formation chirurgicale. Outre la responsabilité de l'administration de notre centre, vous serez l'interlocuteur privilégié des chirurgiens que nous accueillons et les guiderez dans leurs sessions de formation. Entouré d'une équipe de techniciens, vous veillerez à la bonne marche de notre établissement.

De formation supérieure, une première expérience d'administration et de management dans un univers médical vous a permis de valoriser vos qualités personnelles : goût de l'autonomie, sens relationnel et dynamisme. Celles-ci alliées à votre maîtrise de l'anglais vous sont indispensables pour réussir à ce poste. La polyvalence de cette mission, la variété de vos interventions vous permettront d'évoluer par la suite au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre, CV et photo à Claude Jacquemain - Cursus Conseil 21, rue Vivienne 75002 Paris.

CURSUS CONSEIL



## La formation en alternance : Epanouir tous les talents

Telle est depuis de nombreuses années la vocation de cet organisme partenaire national, spécialisé dans la formation initiale destinée aux métiers du Bâtiment. Sa mission primordiale : contrôler, assister, conseiller les établissements de formation, optimiser les méthodes et outils pédagogiques mis à leur disposition. Un programme ambitieux, à l'heure de la revalorisation de ces métiers !

## Conseiller Pédagogique

Expression française

Principalement dans le domaine de l'expression écrite et orale en français vous assurerez :  
- le suivi, le conseil et la formation auprès des différents enseignants ;  
- l'élaboration de projets de formation ;  
- les études et la mise en œuvre de programmes que vous aurez bâtis.

Votre profil : une solide formation universitaire (lettres) et une expérience d'au moins deux ans de l'enseignement. Mais nos exigences porteront aussi sur vos aptitudes à communiquer, organiser, animer, former. Ce poste qui implique des déplacements, comporte une rémunération attractive et divers avantages.

Merci d'adresser votre dossier de candidature s/réf. 1068 M à notre Conseil ALGOE, 8 Parvis de Saint Maur, 94100 Saint Maur.

MEMBRE DE SYNTHEC



Nous souhaitons intégrer au sein de nos équipes de PARIS et de PROVINCE :

- JURISTES CONFIRMÉS EN DROIT DES SOCIÉTÉS
- FISCALISTES EXPÉRIMENTÉS

Dynamisme, efficacité, sens des contacts, constitueront des atouts indispensables.

Merci d'adresser lettre + C.V. + photo, prétentions et souhaits géographiques à : FIDAL - Mme LECLERCO - 28 bis, rue de Villiers 92300 LEVALLOIS, qui étudiera votre dossier en toute discrétion.



FIDAL - FIDUCIAIRE JURIDIQUE ET FISCALE DE FRANCE

## CONSEILLER TECHNOLOGIQUE EN ENVIRONNEMENT

Le Centre régional d'Innovation et de Transfert de technologie (CRITT) en chimie d'Ile-de-France recrute

## CONSEILLER TECHNOLOGIQUE SPÉCIALISÉ EN ENVIRONNEMENT

Le conseiller aura pour mission de promouvoir l'environnement auprès des PMI franciliennes, notamment celles du traitement de surface. Après analyse de la situation de l'entreprise et des problèmes évoqués, il proposera des solutions : mise en relation avec des experts en environnement, évaluation environnementale, aides régionales en faveur de l'environnement, etc. Le conseiller participera également aux actions régionales concernant l'environnement au niveau technique et/ou financier.

Le poste convient à un ingénieur ou équivalent possédant une formation en chimie et en environnement. Le candidat devra posséder une capacité d'analyse rapide et un goût des contacts avec des milieux très divers.

Le poste est à pourvoir immédiatement. La rémunération dépendra de la qualification et d'une première expérience éventuelle.

Contact : CRITT CHIMIE ILE-DE-FRANCE  
11, rue Pierre-et-Marie-Curie  
75005 PARIS  
Tél : 43-25-40-26

## Lyon Consultant-Formateur MANAGEMENT COMMUNICATION

Cabinet en Ressources Humaines, partenaire de grandes entreprises, nous intervenons dans les domaines du management, de la communication et de la qualité de service.

Notre fort développement nous conduit à renforcer notre équipe (12 personnes) et à rechercher un nouveau collaborateur.

A 30-35 ans, de formation supérieure (Sup de Co, Université, Ingénieur...), vous êtes un professionnel de la formation en entreprise passionné par l'animation.

Pour réussir devant un public de cadres, managers, techniciens ou ingénieurs, vous êtes autonome, créatif et capable de vous adapter à notre culture et à nos méthodes.

Nous sommes très exigeants sur la qualité de nos prestations et ambitieux pour notre avenir. Si vous l'êtes aussi, adressez-nous votre candidature avec CV, photo et prétentions, sous réf. JS516/MO.

SESAME CONSEIL, 26 rue Louis-Blanc, 69006 Lyon.



## BANQUE FILIALE - BANQUE NATIONALISÉE

recherche pour son  
DÉPARTEMENT JURIDIQUE ET CONTENTIEUX

## RÉDACTEUR

avec spécialisation Droit Immobilier  
Expérience nécessaire

Adressez CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à : PHILIPPE RENOU  
15, rue de la Rochefoucauld, 75009 Paris

## GROUPE DE PRESSE

recherche

## UN FINANCIER ATTIRÉ PAR LE JOURNALISME

(réf. C415)

- Diplômé de l'enseignement supérieur.
- Ayant occupé des fonctions de chargé de clientèle entreprises ou d'analyste financier pendant au moins 2 ans.

Envoyez CV + lettre manuscrite à :

M<sup>me</sup> ARBUS, 12, villa Croix-Nivert - 75015 Paris

La Régie publicitaire du  
quotidien Le Monde et  
de ses publications  
périodiques recherche



## 2 CHEFS DE PUBLICITE EMPLOI

Ils seront chargés, auprès d'une clientèle de DNR d'entreprises, d'Agences de Communication spécialisées et de Cabinets de Recrutement, d'un rôle d'information et de VENTE, s'inscrivant dans la stratégie du Monde qui est d'être la plus privilégiée de la communication "Entreprises/Cadres et Dirigeants", en ce qui concerne l'EMPLOI.

Ces postes seront à pourvoir au sein d'une équipe vivante et très professionnelle. Ils s'adressent à des jeunes DIPLOMÉS (Bac + 4) : formation COMMERCIALE et ECONOMIQUE ayant une première expérience d'1 à 2 ans dans l'un des trois secteurs concernés, leur ayant permis d'être confrontés à l'univers de l'EMPLOI. Ils seront grands facteurs de la Presse.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo), sous la référence 6049, à l'attention de Madame Françoise Huguet, Le Monde Publicité SA, 15-17 rue du Colonel Pierre Avia, 75902 Paris Cedex 15.

RE T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L M







REPRODUCTION INTERDITE

## LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
<b>PARIS</b>			<b>16<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>3 PIÈCES</b>		
<b>6<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>6 PIÈCES</b>			<b>82 m², 5<sup>e</sup> étage</b>		
<b>STUDIO</b>			<b>22, rue Raynouard</b>			<b>COURBEVOIE</b>		
<b>25 m²,</b>			<b>DE VINCI - 40-78-01-73</b>			<b>333, bd. Saint-Denis</b>		
<b>rez-de-chaussée</b>			<b>Frais de commission</b>			<b>CIGIMO - 48-00-89-89</b>		
<b>3-5, rue Pasteur</b>			<b>19 970</b>			<b>Honoraires de location</b>		
<b>PRÉBAIL - 45-27-06-37</b>			<b>+ 1 105</b>			<b>4 PIÈCES</b>		
<b>Frais de commission</b>			<b>15 378</b>			<b>97 m², 7<sup>e</sup> étage</b>		
<b>4 200</b>			<b>5 PIÈCES DUPLEX</b>			<b>12, place des Dominos</b>		
<b>+ 542</b>			<b>131 m², 5-6<sup>e</sup> étage</b>			<b>SAGGEL - 47-78-15-85</b>		
<b>4 483</b>			<b>box</b>			<b>Frais de commission</b>		
<b>7<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>4, rue Félian-David</b>			<b>6 831</b>		
<b>13, rue du Champ-de-Mars</b>			<b>SOLVÉ - 40-67-06-99</b>			<b>ISSY-LES-MOULINEAUX</b>		
<b>AGIFRANCE - 45-56-16-81</b>			<b>Frais de commission</b>			<b>12, rue Diderot</b>		
<b>+ 4 368</b>			<b>6 822</b>			<b>AGF - 44-86-45-45</b>		
<b>708</b>			<b>4 854</b>			<b>Frais de commission</b>		
<b>3 419</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>4 027</b>		
<b>2 PIÈCES</b>			<b>120, avenue de Wagram</b>			<b>NEUILLY</b>		
<b>52 m², 3<sup>e</sup> étage</b>			<b>PRÉBAIL - 45-27-06-37</b>			<b>22, bd du Général-Leclerc</b>		
<b>parking</b>			<b>Frais de commission</b>			<b>GCI - 40-16-28-68</b>		
<b>+ 1 158</b>			<b>5 400</b>			<b>NEUILLY</b>		
<b>4 720</b>			<b>790</b>			<b>20 bis, bd du Général-Leclerc</b>		
<b>2 PIÈCES</b>			<b>6 764</b>			<b>GCI - 40-16-28-68</b>		
<b>52 m², 5<sup>e</sup> étage</b>			<b>78 - YVELINES</b>			<b>NEUILLY</b>		
<b>parking</b>			<b>4 PIÈCES</b>			<b>5, rue du Général-Lanrezac</b>		
<b>+ 1 133</b>			<b>83 m², 4<sup>e</sup> étage</b>			<b>CIGIMO - 48-00-89-89</b>		
<b>4 854</b>			<b>parking</b>			<b>Honoraires de location</b>		
<b>8<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>LE PECO</b>			<b>5 907</b>		
<b>3/4 PIÈCES</b>			<b>50, av. du Général-Leclerc</b>			<b>PUTEAUX</b>		
<b>92 m², 5<sup>e</sup> étage</b>			<b>SAGGEL - 47-78-15-85</b>			<b>4, rue Ampère</b>		
<b>Frais de commission</b>			<b>4 320</b>			<b>SAGGEL - 47-78-15-85</b>		
<b>+ 824</b>			<b>538</b>			<b>Frais de commission</b>		
<b>9 058</b>			<b>2 PIÈCES</b>			<b>SAINT-CLOUD</b>		
<b>30 000</b>			<b>54 m², 4<sup>e</sup> étage</b>			<b>2, rue du Bois-de-Boulogne</b>		
<b>21 600</b>			<b>parking, cave</b>			<b>AGIFRANCE - 46-02-48-88</b>		
<b>9<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>3/4 PIÈCES</b>			<b>Frais de commission</b>		
<b>4 PIÈCES</b>			<b>Immeuble neuf</b>			<b>5 938</b>		
<b>109 m², 1<sup>e</sup> étage</b>			<b>82 m², 2<sup>e</sup> étage</b>			<b>SAINT-CLOUD</b>		
<b>2, square Trudaine</b>			<b>parking</b>			<b>5, rue des Gîtes-Ceps</b>		
<b>GCI - 40-15-28-71</b>			<b>5 112</b>			<b>AGIFRANCE - 46-02-48-88</b>		
<b>+ 1 997</b>			<b>8 600</b>			<b>Frais de commission</b>		
<b>11<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>1 283</b>			<b>4-5 PIÈCES</b>		
<b>4 PIÈCES</b>			<b>Immeuble neuf</b>			<b>Immeuble neuf</b>		
<b>85 m², 3<sup>e</sup> étage</b>			<b>97 m², 2<sup>e</sup> étage</b>			<b>111 m², 1<sup>e</sup> étage</b>		
<b>parking</b>			<b>parking</b>			<b>parking</b>		
<b>+ 1 281</b>			<b>6 192</b>			<b>SURESNES</b>		
<b>5 780</b>			<b>4 PIÈCES</b>			<b>15, rue Salomon-de-Rothschild</b>		
<b>3 PIÈCES</b>			<b>110 m², 3<sup>e</sup> étage</b>			<b>AGF - 44-86-45-45</b>		
<b>71 m², 3<sup>e</sup> étage</b>			<b>parking balcon</b>			<b>Frais de commission</b>		
<b>LOC INTER - 47-45-15-58</b>			<b>92 - HAUTS-DE-SEINE</b>			<b>5 422</b>		
<b>Frais de commission</b>			<b>2 PIÈCES</b>			<b>SURESNES</b>		
<b>+ 840</b>			<b>54 m²</b>			<b>25, av. Georges-Pompidou</b>		
<b>5 238</b>			<b>rez-de-chaussée</b>			<b>SAGGEL - 47-78-15-85</b>		
<b>7 913</b>			<b>STUDIO</b>			<b>Frais de commission</b>		
<b>4, rue Mouffe</b>			<b>41 m²</b>			<b>5 040</b>		
<b>LOC INTER - 47-45-15-58</b>			<b>rez-de-chaussée</b>			<b>6 PIÈCES</b>		
<b>Frais de commission</b>			<b>parking</b>			<b>127 m², 3<sup>e</sup> étage</b>		
<b>+ 746</b>			<b>BOULOGNE</b>			<b>parking</b>		
<b>6 030</b>			<b>33-37, rue Pasteur</b>			<b>VANVES</b>		
<b>14<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>SOLVÉ - 40-67-06-99</b>			<b>1, rue Rabelais</b>		
<b>4 PIÈCES DUPLEX</b>			<b>Frais de commission</b>			<b>SAGGEL - 47-42-44-44</b>		
<b>107 m², 9/10<sup>e</sup> étage</b>			<b>7 200</b>			<b>Frais de commission</b>		
<b>box, cave</b>			<b>550</b>			<b>7 315</b>		
<b>9 180</b>			<b>2 PIÈCES</b>			<b>94 - VAL-DE-MARNE</b>		
<b>199/201, avenue du Maine</b>			<b>55 m²</b>			<b>2 PIÈCES</b>		
<b>LOC INTER - 47-45-15-58</b>			<b>jardin 28 m²</b>			<b>48 m²</b>		
<b>Frais de commission</b>			<b>parking</b>			<b>4<sup>e</sup> étage</b>		
<b>+ 703</b>			<b>3 PIÈCES</b>			<b>parking</b>		
<b>7 328</b>			<b>82 m², r.-de-ch.</b>			<b>NOGENT-SUR-MARNE</b>		
<b>199/201, avenue du Maine</b>			<b>parking, cave</b>			<b>68, rue François-Rolland</b>		
<b>LOC INTER - 47-45-15-58</b>			<b>3 PIÈCES</b>			<b>SOLVÉ - 40-67-06-99</b>		
<b>Frais de commission</b>			<b>82 m², 3<sup>e</sup> étage</b>			<b>Frais de commission</b>		
<b>+ 752</b>			<b>parking</b>			<b>6 421</b>		
<b>7 830</b>			<b>BOULOGNE</b>			<b>NOGENT-SUR-MARNE</b>		
<b>15<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>33-35, rue Anne-Jacquelin</b>			<b>35, rue du Port</b>		
<b>2 PIÈCES</b>			<b>AGF - 44-86-45-45</b>			<b>SAGGEL - 47-42-44-44</b>		
<b>45 m², 4<sup>e</sup> étage</b>			<b>Frais de commission</b>			<b>Frais de commission</b>		
<b>parking, balcon</b>			<b>7 250</b>			<b>+ 4 900</b>		
<b>LOC INTER - 47-45-15-84</b>			<b>650</b>			<b>3 PIÈCES</b>		
<b>Frais de commission</b>			<b>5 526</b>			<b>73 m², 5<sup>e</sup> étage</b>		
<b>+ 3 762</b>			<b>COURBEVOIE</b>			<b>parking</b>		
<b>10 820</b>			<b>1, rue Pasteur</b>			<b>VINCENNES</b>		
<b>5 PIÈCES</b>			<b>PRÉBAIL - 45-27-06-37</b>			<b>44, rue de Fontenay</b>		
<b>118 m², 6<sup>e</sup> étage</b>			<b>Frais de commission</b>			<b>LOC INTER - 47-45-15-84</b>		
<b>balcon</b>			<b>4 460</b>			<b>Frais de commission</b>		
<b>CIGIMO - 48-00-89-89</b>			<b>4 178</b>			<b>+ 5 850</b>		
<b>Honoraires de location</b>			<b>584</b>			<b>+ 760</b>		
<b>7 916</b>			<b>4 460</b>			<b>4 482</b>		

Le Monde

CHAQUE MERCREDI  
numéro daté jeudi

VOS  
RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE  
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS  
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 808 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Île-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements  
Professionnels 46-62-73-43  
Particuliers 46-62-73-90 - 46-62-72-02

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE  
AVEC LA PARTICIPATION DE

PHENIX  
GESTION  
AGF

AGIFRANCE  
GROUPE DES  
CAISSE DES DÉPÔTS ET CON



## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le Conseil d'Administration de la Société DEVANLAY, réuni le 27 septembre 1991 sous la présidence de Monsieur Léon CLIGMAN, a examiné les comptes consolidés au 30 juin 1991 ainsi que les prévisions de l'exercice.

Pour le 1<sup>er</sup> semestre 1990, le chiffre d'affaires consolidé a atteint 1.244,2 millions de F, en augmentation de 3,2 % par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 1989.

Au 30 juin 1991, le bénéfice consolidé avant impôt et participation s'établit, avant mise en équivalence, à 149,9 millions de F (contre 161,4 millions de F au 30 juin 1990). Après mise en équivalence, il s'élève à 168,7 millions de F (contre 170,2 millions de F au 30 juin 1990).

Si l'on prend en compte les plus-values sur cessions des titres NOUVELLES GALERIES, le bénéfice consolidé avant mise en équivalence s'établit à 30 juin 1991 à 589,6 millions de F et après mise en équivalence à 608,4 millions de F.

Concernant l'ensemble de l'exercice, le chiffre d'affaires consolidé devrait s'établir à 2.000 millions de F (en recul de 6,9 % par rapport à 1990).

Le bénéfice courant avant mise en équivalence devrait progresser de 5,6 %.

## I.D.I.A.

## INSTITUT DE DÉVELOPPEMENT DES INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

## RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE - ANNÉE 1991

Le tableau ci-après récapitule les agrégats significatifs du tableau d'activité comparé (en milliers de francs).

	1 <sup>er</sup> semestre Exercice 1991	1 <sup>er</sup> semestre Exercice 1990	Exercice 1990
Résultat courant	15 695	6 612	22 614
Plus-values sur titres	60 104	45 307	123 235
Provisions pour dépréciation	- 5 046	- 2 894	- 4 873
Divers	- 486	- 495	- 934
Bénéfice net	70 267	48 530	140 042

Les autorisations d'engagements d'apports de fonds propres se sont poursuivies au cours du premier semestre 1991 à un rythme très soutenu (143,4 millions de francs contre 103 millions de francs au cours de la même période de 1990, et 199,7 millions de francs pour l'ensemble de l'exercice 1990).

Le bénéfice courant d'exploitation est passé de 6,6 millions de francs au cours du premier semestre 1990 à 15,7 millions de francs pour la même période de 1991, compte tenu des produits résultant de l'augmentation de capital de décembre 1990.

Les plus-values de cessions (douze opérations sur le premier semestre) ont représenté 60 millions de francs de plus-values contre 45 millions de francs pour la période correspondante de 1990.

Dans l'état actuel des prévisions de provisions et de cessions à réaliser au cours du second semestre 1991, le bénéfice net de l'exercice 1991 doit être révisé en hausse de 10 % au moins par rapport à la prévision de 140 millions de francs.

L'abaissement de certaines négociations de cessions encore en cours pourrait, comme pour l'exercice précédent, entraîner une seconde révision en hausse du bénéfice net actuellement prévu de 154 millions de francs.

## CICA

COMPAGNIE INTERNATIONALE DE COMMERCE ET D'APPROVISIONNEMENT

## RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE 1991

Le Conseil d'Administration s'est réuni le 27 septembre 1991 sous la présidence de Monsieur Claude DUMAS-PILLOU, pour examiner les comptes sociaux et consolidés du premier semestre 1991. Ceux-ci, exprimés en milliers de francs, se présentent ainsi:

	30.06.1991	30.06.1990
<b>CICA HOLDING:</b>		
Résultat net	57.708	47.346
<b>CICA CONSOLIDÉ:</b>		
Chiffre d'affaires	1.522.487	1.291.928
Résultat d'exploitation	20.164	48.194
Résultat financier	- 15.428	- 14.100
Résultat courant	4.736	34.094
Résultat exceptionnel	24.638	- 9.349
Résultat net	6.567	2.137
dont part du Groupe	5.203	2.035

Le chiffre d'affaires connaît une progression de près de 18 % par rapport au premier semestre 1990, et ceci essentiellement sous l'influence des modifications du périmètre du Groupe CICA qui sont intervenues dans la période (cession à CFAO des participations dans les sociétés africaines et acquisition des activités automobiles de PINAULT). A structure comparable, le chiffre d'affaires a diminué de 4,3 %.

Les bons résultats obtenus par les activités de distribution spécialisée et les mesures de restructuration déjà engagées, ont permis de compenser les effets de la très importante récession en volume du marché automobile (-16,6 %) et de limiter la diminution du résultat courant.

Le résultat exceptionnel enregistre essentiellement les plus-values sur cessions d'actifs immobiliers obtenues lors de la restructuration de certaines sociétés.

Malgré un marché automobile toujours difficile, le second semestre devrait enregistrer une amélioration des résultats du Groupe CICA.

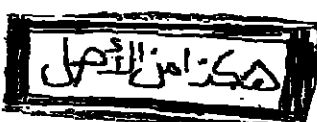
GROUPE PINAULT

## Le Monde

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

46-62-72-67



## MARCHÉS FINANCIERS

NEW-YORK, 1<sup>er</sup> octobre

## Faible hausse

Des statistiques économiques contradictoires ont invité Wall Street à la prudence, mardi 1<sup>er</sup> octobre, le Dow Jones ayant fluctué dans une fourchette de 1 à 15 points pour en définitive terminer sur un gain de 1,57 point (+0,06 %) à 3 018,34.

A la lumière de l'indice composite des principaux indicateurs économiques inchangé en août après six mois consécutifs de progression, et des dépenses de construction en hausse de 0,3 %, les investisseurs ont conclu que la reprise reste molle. La Réserve fédérale serait donc amenée à assouplir une nouvelle fois sa politique de crédit.

En revanche, l'annonce de la fermeture du secteur manufacturier en septembre a été en partie compensée par la baisse des taux d'intérêt. L'indice mensuel de l'Association nationale des directeurs d'achat a en effet atteint 55 % en septembre, sa huitième hausse mensuelle consécutive et son plus haut niveau en trois ans.

VALEURS	Cours de 30 sept.	Cours du 1 <sup>er</sup> oct.
Alcoa	53 7/8	53
AT&T	37 1/2	37 3/4
Borg	30 3/4	30 5/8
Chemical Bank	18 1/4	18 1/4
De Pont de Nemours	45 1/8	45 3/8
Eastman Kodak	42 5/8	43
Eastman	42 1/2	42 3/8
Ford	30	29 7/8
General Electric	55 3/8	55 1/8
General Motors	37 1/8	37 1/8
Goodyear	40 7/8	40 5/8
IBM	105 5/8	105 1/8
ITT	55 1/8	55 1/8
Johnson & Johnson	68 1/8	68 3/8
McDonald	12 1/8	12 1/2
Schlumberger	67 1/2	66
Union Carbide	62 7/8	62 5/8
United Tech.	123 1/8	123 1/8
Waste Management	20 1/4	19 7/8
Woolworth	42 1/4	41 1/8
Xerox Corp.	81	81

LONDRES, 1<sup>er</sup> octobre

## Forte hausse

La Bourse de Londres s'est envolée mardi 1<sup>er</sup> octobre après la décision du Premier ministre, M. John Major, de ne pas provoquer d'élections anticipées cet automne.

L'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en hausse de 23,9 points (0,9 %) à 2 645,8, portant son avance depuis le début de la semaine à 1,8 %.

La levée des incertitudes politiques accompagnée d'espaces de baisse des taux d'intérêt non seulement en Grande-Bretagne mais aussi en États-Unis et au Japon. Quelques spéculations d'OPA et des rumeurs d'achats japonais ont complété le tableau. Le volume d'échanges s'est emballé à 617,4 millions d'actions contre 423,4 millions la veille et les fonds d'État ont participé à la hausse.

La plupart des compartiments ont progressé notamment les internationales, les chimiques et les valeurs « politiques » de l'eau et de l'électricité.

PARIS, 2<sup>e</sup> octobre

## Mauvaise

Le petit mouvement de reprise amorcé la veille ne s'est pas poursuivi mercredi à la Bourse de Paris. En repli de 0,11 % à l'ouverture, les valeurs françaises abandonnent en moyenne 0,3 % en fin de journée. En début d'après-midi, le recul atteignait 0,4 %. Plus tard dans la journée, peu avant l'ouverture de Wall Street, l'indice CAC 40 s'inscrivait en baisse de 0,38 % sous son niveau de clôture précédente.

Selon les intervenants, le marché est totalement léthargique, et il n'y a rien à se mettre sous la dent, tant du point de vue du marché de l'environnement. Le volume de transactions avoisinait le milliard de francs aux alentours de 13 heures en tenant compte du fait que la Générale des eaux à elle seule représentait un peu plus de 300 millions de francs par transaction. A la mi-journée, le titre perdait 2,5 %. La société a annoncé que Schlumberger avait acheté un peu moins de 5 % dans son capital via une transaction effectuée hors marché plus tôt dans la matinée. Les spéculateurs jouent sur la persécution de la Générale des eaux dans le panier de l'indice CAC 40 représente 5,1 % et qu'elle est en partie responsable de la baisse de l'indicateur.

Sefmag, de son côté, continuait sa progression avec un volume traité d'environ 50 millions de francs, dont une bonne partie effectuée en plusieurs applications par un seul agent. Le titre est déjà travaillé depuis plusieurs séances dans la perspective, selon les intervenants, d'un renforcement du tour de table de la société immobilière.

La Rochette, dont le bénéfice semestriel a chuté de près de la moitié à 76,8 millions de francs, était à la mi-journée au ribe des plus fortes baisses avec un recul de 7,5 % pour 46 000 titres échangés.

TOKYO, 2<sup>e</sup> octobre

## Quasi-stabilité

La Bourse de Tokyo a enregistré une baisse négligeable mercredi 2 octobre, l'indice Nikkei clôturant à 24 376,11 yen, en repli de 1,90 yen par rapport à mardi, après avoir évolué dans une étroite fourchette.

Sur un marché modérément actif, la Nikkei a connu une légère hausse de 30,19 yens (+0,13 %), pour terminer la journée à 24 376,11 yens, en repli de 1,90 yen par rapport à mardi, après avoir évolué dans une étroite fourchette.

L'espérance d'une baisse des taux d'intérêt nippons a corrigé les ordres de ventes.

VALEURS	Cours de 1 <sup>er</sup> oct.	Cours de 2 <sup>e</sup> oct.
Alcoa	1 080	1 080
Bridgestone	1 180	1 180
Canon	1 800	1 800
Fuji Bank	2 850	2 850
Hitachi	1 870	1 870
Isuzu	1 800	1 800
Kawasaki Heavy	750	750
Sony Corp.	5 400	5 400
Toyota Motor	1 800	1 800

## FAITS ET RÉSULTATS

■ AGF : résultat net consolidé semestriel en repli de 4,5 %. - Les Assurances générales de France (AGF) ont déposé, pour le premier semestre de 1991, un résultat net consolidé (part du groupe) de 1,835 milliard de francs, soit un repli de 4,5 % sur la période correspondante de 1990 (1,921 milliard de francs). Pour les six premiers mois de l'année, le chiffre d'affaires consolidé des AGF s'élève à 27,1 milliards de francs contre 22,1 milliards de francs pour la période équivalente de l'an passé. La progression du chiffre d'affaires semestriel est de 19,1 % mais, à périmètre constant, cette progression n'est que de 10,2 %. Ce résultat semestriel représente plus des deux tiers du résultat annuel de 1990 (2,7 milliards de francs). Cependant, le groupe d'assurance public reste très prudent, indiquant qu'aucune conclusion trop hâtive ne devrait être tirée pour l'ensemble de l'année du fait du caractère déséquilibré de la branche « dommages ».

■ La Caisse des dépôts et consignations a acquis la filiale allemande de Manufacturers Hanover Trust. - La banque américaine Manufacturers Hanover Trust Company a vendu sa filiale allemande Manufacturers Hanover Bank GmbH au groupe Caisse des dépôts et consignations (CDC). Le prix de la cession n'a pas été communiqué. La banque vendue, basée à Francfort, fait essentiellement des transactions en obligations allemandes. Elle est membre du consortium bancaire chargé des émissions fédérales et a un siège à la Bourse de Francfort et à celle de Düsseldorf et de Brême. Son total de bilan atteint 315 millions de deutschemarks (1,05 milliard de francs), selon des chiffres publiés par Die Bank, la revue de la Fédération des banques allemandes. La banque va être rebaptisée Caisse des dépôts et consignations GmbH. Selon la CDC, « la Caisse vend, par cette acquisition, l'actif de la filiale allemande à sa clientèle d'institutionnels et intensifier ses activités en Allemagne ».

■ Festina SCAC-Delmas. - Les conseils d'administration de la SCAC et de Delmas ont approuvé le 30 septembre le principe et les modalités d'un projet de fusion-absorption de la SCAC par Delmas d'ici à la fin de l'année. Del-

mas va acquérir 84,66 % du capital de la SCAC. La nouvelle société, dénommée SCAC-Delmas-Festina, sera présidée par M. Vincent Bolloré, qui sera assisté de deux directeurs généraux, MM. Jean Guy Le Floch et Alain Wilk.

■ Accor en Tunisie. - A la suite d'un accord avec la société tunisienne Rotas Investments (TAHI), le ministre tunisien du tourisme et plusieurs institutions financières nationales et internationales (qui appuieront le projet de 100 chambres d'hôtel à Arusha, quatre « lodges » dans la réserve de Serengeti, dans le nord, et deux hôtels près de la capitale Dar-es-Salaam). Il va aussi assurer la gestion des établissements, la formation du personnel et la promotion du tourisme tunisien. Le groupe compte y ajouter un autre hôtel à Dar-es-Salaam et deux établissements balnéaires pour atteindre un total d'un milliard de chambres en 1993. Il prêtera aussi 2,2 millions de dollars.

■ Benetton: bénéfice net semestriel en hausse de 21,3 %. - Le groupe italien Benetton (textile, habillement) a annoncé lundi 30 septembre une hausse de 21,3 % de son bénéfice net au premier semestre par rapport à la même période un an plus tôt à 80 milliards de lire (364 millions de francs). Le chiffre d'affaires consolidé a atteint sur les six premiers mois de l'année 1 150 milliards de lire (523 milliards de francs) en hausse de 10,3 %. Plus de 40 millions de pièces d'habillement ont été vendues, notamment sous la marque Silex, qui a enregistré une augmentation de 30 % de ses ventes. Le bénéfice d'exploitation a atteint sur les six premiers mois 152 milliards de lire (691 millions de francs). Du point de vue géographique, le groupe italien a souligné que la croissance en Europe s'est accompagnée d'une forte progression en Asie (+30 % sur un an). Le groupe Benetton, qui est entré dans le capital du groupe turc Aktyndiz, a en outre signé récemment à Pékin un accord pour la production et la distribution, en Chine et à l'étranger, de vêtements de sa marque.

## PARIS :

## Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cibles	3740	3735	Imtech. Hôpital	840	830
Amatel Ascom	288	288	Imtech. Computer	168 80	169 40
B.A.C.	130	130	LP.B.M.	62 50	70 20
Banque Paribas	824	820	Local Invest.	255	248
Bolton (Lyon)	380 50	385	Local Invest.	77	75
Bolton (Paris)	210	215	Local Invest.	110	107 90
Bolton (Lyon)	308	308	Local Invest.	159 50	159 50
Bolton (Lyon)	391	392	Local Invest.	410	408 10
Bolton (Lyon)	457	463	Local Invest.	610	610
Bolton (Lyon)	137	136 50	Local Invest.	321	321
Bolton (Lyon)	282	280	Local Invest.	184 50	182
Bolton (Lyon)	943	938	Local Invest.	91 10	91 10
Bolton (Lyon)	273 50	275	Local Invest.	380	380 50
Bolton (Lyon)	883	882	Local Invest.	130	130
Bolton (Lyon)	180	185	Local Invest.	258	257 50
Bolton (Lyon)	418	410	Local Invest.	350 10	350 20
Bolton (Lyon)	1248	1200	Local Invest.	300	300
Bolton (Lyon)	350	350	Local Invest.	210	210
Bolton (Lyon)	307	304	Local Invest.	68 50	67 50
Bolton (Lyon)	285	285	Local Invest.	885	883
Bolton (Lyon)	150	144			
Bolton (Lyon)	282	280			
Bolton (Lyon)	271 70	280			
Bolton (Lyon)	136	136			
Bolton (Lyon)	130 80	127			
Bolton (Lyon)	185	185			
Bolton (Lyon)	438	438			
Bolton (Lyon)	195 10	195			
Bolton (Lyon)	740	740			
Bolton (Lyon)	390	390			
Bolton (Lyon)	228	230			
Bolton (Lyon)	117 10	117 10			

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15 TAPEZ  
LE MONDE

## MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 1<sup>er</sup> octobre 1991

Nombre de contrats : 90 089

COURS	Échéances
Déc. 91	Mars 92
106,96	107,06
106,96	107,06

Options sur notional	Options d'achat	Options de vente
Déc. 91	Mars 92	Déc. 91
0,68	1,27	0,72
1,13	1,13	1,13

## CAC 40 A TERME (MATIF)

COURS	Octobre	Novembre	Décembre
Déc. 91	1 984,50	1 918	1 928,50
Précédent	1 896	1 904	1 918,50

## CHANGES

Dollar : 5,6590 F

Le dollar s'échangeait en légère baisse, mercredi 2 octobre, dans un marché calme. A Paris, la monnaie américaine cotait 5,6590 F contre 5,6875 F la veille à la cotation officielle. Les opérateurs attendent la publication, vendredi, des statistiques américaines de l'emploi en septembre.

FRANCFORT	1 <sup>er</sup> oct.	2 <sup>e</sup> oct.
Dollar (en DM)	1,662	1,662
TOKYO	133,18	133,11
Dollar (en yen)	133,18	133,11

MARCHÉ MONÉTAIRE	1 <sup>er</sup> oct.	2 <sup>e</sup> oct.
Paris (2 oct.)	9 1/4 - 9 3/8 %	
New-York (1 <sup>er</sup> oct.)	5 1/8 %	

## BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-80)

Valeurs françaises	123,30	123,10
Valeurs étrangères	114,60	115
SBF, base 100 : 31-12-81		
Indice général CAC	496,43	497,20
SBF, base 1000 : 31-12-87		
Indice CAC 40	1 880,59	1 887,29

NEW-YORK (Index Dow Jones)

Industrielles	3 016,77	3 018,34
Londres (Index Financial Times)		
100 valeurs	2 621,70	2 645,00
30 valeurs	2 021,60	2 035,00
Midi d'été	155,60	158,00
Fonds d'État	87,44	87,56

FRANCFORT	1 <sup>er</sup> oct.	2 <sup>e</sup> oct.
Dollar	1 667,03	1 669,62
TOKYO		
Nikkei Dow Jones	24 376,11	24 376,11
Indice général	1 851,97	1 862,94

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
\$/F	5,6685 - 5,6795	+ 190 - 200	+ 395 - 405
\$/DM	5,0102 - 5,0141	+ 19 - 20	+ 63 - 64
\$/Yen	4,2884 - 4,2716	+ 90 - 95	+ 134 - 140
DM/F	3,4055 - 3,4088	- 5 - 10	- 10 - 15
DM/£	3,0227 - 3,0246	- 5 - 10	- 10 - 15
£/F	16,5210 - 16,5328	- 40 - 45	- 120 - 130
£/DM	3,9012 - 3,9053	- 34 - 35	- 99 - 100
£/Yen	4,5541 - 4,5573	- 85 - 90	- 124 - 125
Yen/F	9,9284 - 9,9347	- 105 - 110	- 171 - 175

## TAUX DES EUROMONNAIES

DM	5 15/16	5 1/8	5 3/4	5 13/16	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8
DN	5 15/16	5 1/8	5 3/4	5 13/16	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8
FL	5 1/8	5 3/8	5 1/16	5 3/16	5 1/8	5 3/8	5 1/4	5 3/16
FR (100)	5 1/8	5 1/4	5 1/8	5 3/16	5 1/8	5 3/8	5 5/16	5 7/16
PS	7 7/8	8 1/8	8	8 1/8	8	8 1/8	8	8 1/8
(1 000)	11	11 1/4	11	11 3/8	11	11 3/8	11 3/8	11 3/4
10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16
Franc	9 1/4	9 3/8	9 1/4	9 5/8	9 1/4	9 3/8	9 7/16	9 9/16







## COMMUNICATION

## Euro-RSCG devient le premier groupe publicitaire européen

Suite de la première page

Le « mariage » entre Eurocom et RSCG peut sembler contre nature : Eurocom, la filiale d'Havas consacrée au conseil publicitaire, et qui regroupe plusieurs agences renommées (HDM, Bèlier, Robert et Partners, Eldorado, Synergie-Equateur, etc.), n'a rien de commun avec le groupe RSCG. Les agences d'Eurocom ont toujours progressé avec une certaine discrétion sur le marché français et international, que troublaient parfois les audaces créatives de certaines filiales comme Robert et Partners. Rien à voir avec les « coups » du groupe RSCG, dont l'un des premiers fondateurs, M. Séguela, vibronnait et lyrique, anime depuis une dizaine d'années la scène publicitaire française et européenne, par le biais de ses campagnes, de ses

livres et de ses apparitions médiatiques.

Les deux groupes se sont même durement opposés. En 1987, alors qu'Havas envisageait de racheter TF1, M. Séguela, auréolé à l'époque de son titre de conseiller en communication de M. François Mitterrand - il fut notamment l'inventeur de « la force tranquille » de campagne présidentielle de 1981 - s'opposa à cette ambition et même une guérilla juridique contre la maison mère d'Eurocom.

Aujourd'hui, les divergences semblent aplanies et les haches de guerre enterrées. « Nous avons décidé d'en finir avec les luttes intestines », déclare M. Séguela. Entre-temps, le décor de la scène publicitaire mondiale a radicalement changé. La récession économique, rampante depuis 1989, aggravée par la guerre du Golfe, a fait entrer la publicité dans une spirale de restructurations et a obligé certains de ses acteurs à des révisions fondamentales. En outre, Havas a rompu avec son partenaire Carat, le groupe d'achat d'espace des frères Gross, présidentielle de RSCG. Enfin, le groupe de M. Séguela doit faire face à une dette de 1 milliard de francs. Plutôt que de se vendre à un groupe japonais, comme l'offre lui en a été faite, RSCG a donc préféré passer sous la coupe d'un groupe hexagonal. Eurocom devrait réaliser cette année des bénéfices équivalant à ceux de 1990. La croissance des investissements publicitaires marque le pas.

« Nous sommes en pleine redistribution des cartes », explique M. Pierre Dautier, PDG d'Havas. L'attaque des trois grands marchés de la publicité - américaine, européenne et asiatique - rend donc nécessaire la constitution d'un grand groupe français, capable de créer le fer avec ses rivaux, tant sur le plan des moyens que de la créativité.

## Objectif : l'international

Le marché américain, qui représente encore 50 % des investissements publicitaires mondiaux, reste une cible privilégiée, même si sa croissance s'est considérablement ralentie. L'Europe, avec l'accélération donnée par l'Acte unique de 1993, devrait gagner en puissance et représenter plus de 30 % des dépenses publicitaires mondiales dans les prochaines années, tandis que les marchés asiatiques sont en plein essor. « La publicité va de plus en plus suivre des normes industrielles, en concentration comme en économie d'échelle », ajoute M. Alain de Pouzilhac, PDG d'Eurocom. Pour réussir aujourd'hui, il faut à la fois une grande créativité et des spécialités en marketing, en stratégie, en études, etc. En France, avec l'accélération donnée par l'Acte unique de 1993, devrait gagner en puissance et représenter plus de 30 % des dépenses publicitaires mondiales dans les prochaines années, tandis que les marchés asiatiques sont en plein essor.

L'objectif d'Euro-RSCG est surtout international. Aujourd'hui, le nouveau groupe réalise la moitié de sa marge brute à

l'étranger. Dans trois ans, l'international devrait en représenter les deux tiers. Pour atteindre ce but, Euro-RSCG dispose des réseaux constitués au fil des ans par les deux groupes. RSCG est présent aux États-Unis depuis 1987, notamment à New-York et à Chicago (où le groupe s'occupe du grand lessivier Procter and Gamble), mais aussi au Canada, en Asie et dans les pays de l'Est. Eurocom s'est implanté dans quarante pays grâce à son réseau Eurocom Advertising créé l'an dernier. « Nos clients s'adressent à nous en se fondant sur notre créativité. Nous croyons que celle-ci, latente et imaginative, peut lutter contre l'hégémonie américaine », assure M. Séguela. Euro-RSCG correspond à notre volonté de créer une machine de guerre mais aussi d'excellence et de créativité. « Nous voulons attirer les grands annonceurs internationaux », souligne plus sobrement M. de Pouzilhac.

Mais les clients des deux groupes accueilleront-ils l'alliance avec le même enthousiasme ? Si les dirigeants d'Eurocom comme ceux de RSCG affirment qu'un conflit ni doublement n'est prévisible, les annonceurs internationaux que grègent les deux groupes - PSA, BSN, L'Oréal, Procter, Vuitton, etc. - semblent dans l'attente. Quant aux salariés, ils n'avaient eu droit qu'à quelques indiscrétions, et la nervosité était patente au siège des deux groupes, mardi 1<sup>er</sup> octobre.

On voit mal comment le « mariage » entre Eurocom et RSCG pourrait ne pas entraîner de nouveaux licenciements. Or, RSCG, financièrement handicapé par ses opérations de rachats américains et britanniques, vient d'annoncer 135 suppressions d'emplois sur un total de 3 500 salariés. M. Séguela, PDG d'Eurocom, a réagi en déclarant que si les licenciements ne vont pas rapidement s'annuler sur cette union, l'entente entre des personnalités issues de cultures aussi différentes semble a priori difficile. Et si les principaux managers sont reconduits dans leurs responsabilités - M. de Pouzilhac devient président du nouveau groupe Euro-RSCG, tandis que MM. Jacques Séguela et Bernard Roux en seront les vice-présidents, MM. Jean-Michel Goudard, Alain Cayzac, Jacques Pihlan, Jacques Hérail et Patrick Boccard se partageront les autres baronnies - certaines ambitions risquent d'être déçues et cela pourrait présager de futurs départs.

YVES-MARIE LABÉ

## EN BREF

■ **Télé Free Dom** : le tribunal de Saint-Denis se déclare incompétent. Le tribunal correctionnel de Saint-Denis de la Réunion a refusé, mardi 1<sup>er</sup> octobre, de se prononcer sur la restitution des émetteurs de Télé Free Dom, dont la saisie en février dernier avait été à l'origine de graves émeutes dans l'île. Sédiment incompétent, le tribunal a estimé qu'il n'est pas compétent pour se prononcer sur la restitution des émetteurs de Télé Free Dom, dont la saisie en février dernier avait été à l'origine de graves émeutes dans l'île. Sédiment incompétent, le tribunal a estimé qu'il n'est pas compétent pour se prononcer sur la restitution des émetteurs de Télé Free Dom, dont la saisie en février dernier avait été à l'origine de graves émeutes dans l'île.

■ **Formation** : L'association L'enfant du possible organise les 15 et 16 février 1992, à l'Unesco, un colloque international : « Couple et devenir ». Par ailleurs, elle propose, cette année, comme thème pour ses cours de formation, qui se déroulent tous à 19 h 45 à l'université de Paris-Sorbonne : « L'enfant à la lumière de la science de l'esprit », jeudi 17 octobre ; « Plan d'accompagnement du développement de l'enfant », jeudi 28 novembre ; « Comment préparer l'éducateur à sa tâche », jeudi 12 décembre. Le deuxième trimestre aura pour programme : « L'enfant entre le passé et l'avenir », mardi 14 janvier ; « La nature, la science, la technique : comment peut-on contribuer à développer la responsabilité ? », mardi 11 février ; « L'adolescence : obscurité et lumière », mardi 24 mars.

■ **Université de Paris-Sorbonne**, salle 261, 17, rue de la Sorbonne, 75005 Paris. Renseignements et inscriptions pour le colloque international, tél. : 39-52-00-55.

## ECHECS

## La Coupe du monde

## Toujours Karpov

Après avoir anéanti sa partie aujourd'hui contre Beliavsky, Karpov a repris sa marche en avant dans le premier tournoi de la Coupe du monde d'échecs qui se déroule à Reykjavik, en Islande (le Monde du 1<sup>er</sup> octobre).

L'ancien champion du monde, en battant Khalifman dans la sixième ronde puis, avec les Noirs, Gouliko, est toujours en tête avec le total impressionnant de six points sur sept possibles. Il est suivi à un point par Ivantchouk qui, après un démarrage un peu lent, a aligné lui aussi deux victoires successives face à Portisch (avec les Noirs) et à Salov.

CLASSEMENT APRES SEPT RONDES : 1. Karpov, 6 ; 2. Ivantchouk, 5 ; 3. Nikolic, 4,5 ; 4. Ljubojevic, 4 + une ajournée ; 5. Seirawan, 4 etc. Il reste huit rondes.

## PARIS EN VISITES

## JEUDI 3 OCTOBRE

« La peinture moderne de Monet à Picasso », 11 heures, entrée du Musée de l'Orangerie, 27, rue de la Harpe, Paris-5<sup>e</sup>.  
« Les salons de l'Hôtel de Ville. Histoire de la ville de Paris, d'Etienne Marcel à la Commune », 14 h 15, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau (2<sup>e</sup> étage).

« Curiosités et souterrains de la montagne Sainte-Geneviève (lampe de poche) », 14 heures, métro Cardinal-Lemoine (M-C. Lesnier).

« Tragiques souvenirs révolutionnaires au Musée de Picpus », 14 h 30, 35 rue de Picpus (6<sup>e</sup> arrondissement).

« Les appartements recollés du palais de Sully », 14 h 30, 60, rue des Francs-Bourgeois (Sauvageur du Paris historique).

« Le couvent des Carmes, son jardin et ses drames », 14 h 30, 70, rue de Valenciennes (Roi-Kern).

« Hôtels et églises de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie (Résurrection du passé).

« Le Val de Grâce », 14 h 30, 206, rue Saint-Jacques (à nous dans Paris).

« Au faubourg Saint-Antoine : évocation de l'abbaye et des dévotions, visite de Sainte-Marguerite, où est peut-être enterré Louis XVII », 15 heures, 184, rue du faubourg Saint-Antoine (Monuments historiques).

« Les appartements recollés du palais de Sully », 14 h 30, 60, rue des Francs-Bourgeois (Sauvageur du Paris historique).

« Le couvent des Carmes, son jardin et ses drames », 14 h 30, 70, rue de Valenciennes (Roi-Kern).

« Hôtels et églises de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie (Résurrection du passé).

« Le Val de Grâce », 14 h 30, 206, rue Saint-Jacques (à nous dans Paris).

« Au faubourg Saint-Antoine : évocation de l'abbaye et des dévotions, visite de Sainte-Marguerite, où est peut-être enterré Louis XVII », 15 heures, 184, rue du faubourg Saint-Antoine (Monuments historiques).

« Les appartements recollés du palais de Sully », 14 h 30, 60, rue des Francs-Bourgeois (Sauvageur du Paris historique).

« Le couvent des Carmes, son jardin et ses drames », 14 h 30, 70, rue de Valenciennes (Roi-Kern).

« Hôtels et églises de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie (Résurrection du passé).

« Le Val de Grâce », 14 h 30, 206, rue Saint-Jacques (à nous dans Paris).

« Au faubourg Saint-Antoine : évocation de l'abbaye et des dévotions, visite de Sainte-Marguerite, où est peut-être enterré Louis XVII », 15 heures, 184, rue du faubourg Saint-Antoine (Monuments historiques).

« Les appartements recollés du palais de Sully », 14 h 30, 60, rue des Francs-Bourgeois (Sauvageur du Paris historique).

« Le couvent des Carmes, son jardin et ses drames », 14 h 30, 70, rue de Valenciennes (Roi-Kern).

« Hôtels et églises de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie (Résurrection du passé).

« Le Val de Grâce », 14 h 30, 206, rue Saint-Jacques (à nous dans Paris).

« Au faubourg Saint-Antoine : évocation de l'abbaye et des dévotions, visite de Sainte-Marguerite, où est peut-être enterré Louis XVII », 15 heures, 184, rue du faubourg Saint-Antoine (Monuments historiques).

« Les appartements recollés du palais de Sully », 14 h 30, 60, rue des Francs-Bourgeois (Sauvageur du Paris historique).

« Le couvent des Carmes, son jardin et ses drames », 14 h 30, 70, rue de Valenciennes (Roi-Kern).

« Hôtels et églises de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie (Résurrection du passé).

« Le Val de Grâce », 14 h 30, 206, rue Saint-Jacques (à nous dans Paris).

« Au faubourg Saint-Antoine : évocation de l'abbaye et des dévotions, visite de Sainte-Marguerite, où est peut-être enterré Louis XVII », 15 heures, 184, rue du faubourg Saint-Antoine (Monuments historiques).

« Les appartements recollés du palais de Sully », 14 h 30, 60, rue des Francs-Bourgeois (Sauvageur du Paris historique).

« Le couvent des Carmes, son jardin et ses drames », 14 h 30, 70, rue de Valenciennes (Roi-Kern).

« Hôtels et églises de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie (Résurrection du passé).

« Le Val de Grâce », 14 h 30, 206, rue Saint-Jacques (à nous dans Paris).

« Au faubourg Saint-Antoine : évocation de l'abbaye et des dévotions, visite de Sainte-Marguerite, où est peut-être enterré Louis XVII », 15 heures, 184, rue du faubourg Saint-Antoine (Monuments historiques).

## CARNET DU Monde

## Mariages

Yolaine DESTREMAU et Philippe RIZZO

ont le plaisir de faire part de leur mariage, qui a été célébré le 28 septembre 1991, à Ars (île de Ré).

8, avenue Foch, 75116 Paris.

## Décès

M. Gabriel Authier, né Hutter, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Olivier Authier et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Blah Bui Nguyen et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Patrice Authier et leur fille, M<sup>me</sup> Hélène Barbier et sa fille, M. et M<sup>me</sup> Philippe Authier et leur fille, M. et M<sup>me</sup> Emmanuel Authier et leurs enfants, ses enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> Geneviève Potts, M<sup>me</sup> Denise Authier, M. et M<sup>me</sup> Bernard Authier, M. et M<sup>me</sup> Roger Hutter, ses frères, sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, et toute sa famille, ont le chagrin de faire part du décès de

M. Gabriel AUTHIER,

survenu le 22 septembre 1991, dans sa soixante-neuvième année.

14, rue Foucharderie, 79500 Melle.

Nous avons le regret de faire part du décès de

M. Bernard AXELRAD,

survenu accidentellement le samedi 28 septembre 1991, à Mont-de-Marsan.

L'inhumation aura lieu le jeudi 3 octobre, à Nèstle-sur-Hodong (Seine-Maritime).

M<sup>me</sup> Delphine Cappelli, sa mère, M. et M<sup>me</sup> Guillaume Mosoni, M. et M<sup>me</sup> Dina Brison, ses oncles et tantes, M<sup>me</sup> Charlie Mosoni, M<sup>me</sup> Virginie Mosoni, M. Serge Mosoni, et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. Laurent CAPPELLI,

survenu à Paris-12<sup>e</sup>, le 28 septembre 1991.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 4 octobre 1991, à 14 heures, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, 1, rue Corot, Paris-16<sup>e</sup>.

L'inhumation aura lieu le même jour à 15 h 30.

41, rue Sedaine, 75011 Paris.

## AUTOMOBILE

## Lancia Delta HF Integrale : intégralement sportive

Lancia, qui ne se distingue pas, depuis plusieurs années, dans sa production grand public, par des modèles très originaux - les lois économiques dans le groupe Fiat, comme ailleurs, faisant la loi tout court - reste néanmoins fidèle à son image sportive. A ce titre, les conducteurs de voitures de caractère se réjouiront de l'arrivée prochaine en France de la Delta Integrale, dont les fâcheux diront sans doute qu'elle va trop vite, mais dont les amateurs de technique maîtrisée auront goûté toutes les qualités routières.

A bien regarder cette nouvelle venue, il s'agit en fait d'une évolution du modèle précédent. Mais il serait simpliste de ne s'en tenir qu'à ce constat évident. Certes, la « caisse » quelque peu vieillotte ne contribue guère à laisser imaginer des révolutions. Mais peut-être est-ce là l'astuce, car des « détails » autrement importants sont venus apporter des atouts supplémentaires à une voiture qui ne manquait pas déjà de qualités dans sa version d'origine.

Elargissement des voies, suspensions revues à l'efficacité - bras et barre de stabilisation, augmentation de la résistance au freinage, direction assistée dotée - mais aussi - d'un circuit de refroidissement, autant de nouveautés, directement inspirées par la compétition et qui, sur une voiture ajoutant, l'air de rien, dans les conditions de cir-

culation actuelles et dans le comportement d'un véhicule, des éléments qui font la différence.

Côté machine, on retrouve la 1995 centimètres cubes en quatre cylindres suralimentés qui sort avec dix chevaux de plus (210 ch à 5750 tours-moteur). Mais on notera surtout un couple (effort de transmission) de 31 mkg à mi-pente du compte-tour (3 500 tours), ce qui donne une époustouffante rampe de puissance pour peu que l'on marie la boîte comme il convient, notamment en forçant un troisième rapport qui ne demande que ça.

Pour les connaisseurs, on ajoutera que rien ne manque au tableau de bord et que la répartition de la puissance sur les quatre roues, établie par visco-coupleur (Ferguson), est toujours aussi parfaite. Il en découle dans la conduite une sûreté de trajectoire qui permet des passages rapides, sans bavures sur itinéraire sinueux.

En 1990, quelque 145 000 voitures à transmission intégrale ont été vendues en Europe (+ 36 % en trois ans). Lancia, qui a sa place sur ce marché particulièrement éphémère avec cette nouvelle version de sa Delta HF à transmission permanente sur les quatre roues tenir sa place... bien que vitesse et puissance ne soient plus des arguments aussi déterminants qu'autrefois.

C. L.

Prix : environ 220 000 F.

Les membres du GISTI (Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés) ont la très grande tristesse de faire part de la mort de

Arlette GRUNSTEIN,

qui prit une part active à la vie du GISTI dès 1974, avant d'en assurer la présidence de 1978 à 1985.

Tous ceux qui l'ont connue et aimée garderont le souvenir de son dévouement, de son entraînement communicatif et de son courage.

Garreaux, Gandels (Tarn), Paris.

M<sup>me</sup> Ibo-Tapié, Et ses enfants, Parents et alliés, font part du décès de

Jean-François IBOS,

professeur d'arts plastiques.

Le culte aura lieu dans la plus stricte intimité familiale.

Réunion au cimetière de Gandel, le jeudi 3 octobre 1991, à 15 h 30.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

M<sup>me</sup> Ibo-Tapié, Garreaux, 81700 Puyferrand.

Diane Winaver, Anne-Isabelle et Christophe Richet, Guillaume et Claire, Roger Winaver, Jacques et Sarah Margulies, Sa famille, Ses amis, ont le chagrin de faire part du décès de

André WINAVER, colonel honoraire de réserve, chevalier de la Légion d'honneur,

le 30 septembre 1991, à son domicile. Les obsèques auront lieu dans une stricte intimité.

## Services religieux

Un hommage sera rendu au

docteur

William Gardner DAVIES,

décédé à Paris le 1<sup>er</sup> août 1991, vendredi 4 octobre à 12 heures, en l'église d'Ecône, 17, rue Bayard, Paris-8<sup>e</sup>.

M<sup>me</sup> Franch-Davies, 1 E, boulevard Franklin-Roosevelt, 92500 Neuilly-Malmaison. Tél. : 47-51-37-34.

## Anniversaires

Il y a huit ans, le 3 octobre 1983, nous quittons subitement

Pierre BERTIN,

(X 55).

A. et M<sup>me</sup> A. Bertin, sa sœur, Odile Bertin, son épouse, Nathalie et Brangère Bertin, ses filles,

demandent une pensée amicale à ceux qui l'ont connu, estimé et aimé, et demeurant fidèles à son souvenir.

## Avis de messe

La Société des agrégés de l'Université informe que la famille de

Guy BAYET,

ancien président et président d'honneur de l'association,

décédé le 3 octobre 1990,

fera dire une messe à sa mémoire, le vendredi 11 octobre 1991, à 18 h 45, en l'église Saint-Etienne-du-Mont, à Paris-5<sup>e</sup>.

Né le 1<sup>er</sup> août 1928, à Paris, reçu en 1950 à l'agrégation alors récemment créée de géographie, Guy Bayet occupa d'abord un lycée de Nantes, à l'Institut français d'Afrique noire à Ouagadougou, aux lycées de Dakar et de Fontainebleau, puis aux lycées Lakanal et Henri-IV. Secrétaire général en 1959, président de 1960 à 1990 de la Société des agrégés, il a, pendant trente ans, rempli son mandat avec toute l'énergie et la clairvoyance de son esprit indépendant. Il a travaillé à maintenir dans son pays les conditions d'un enseignement démocratique de bonne qualité et à promouvoir l'agrégation et tous les grands concours nationaux qui sont l'une de ces conditions.

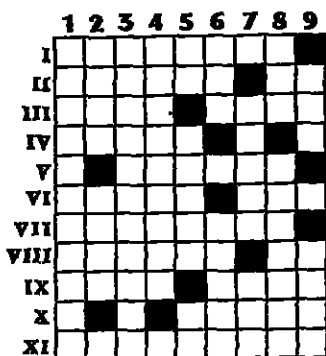
Son action a contribué au maintien des concours externes de l'agrégation et du CAPES en mai 1968, en 1969, en 1982 et de nouveau en 1989. Il a obtenu, en 1984-1985, le rétablissement des mentions au baccalauréat, en 1986 des épreuves ponctuelles au brevet ainsi que le maintien et l'extension du concours général. Il a repoussé les coups portés aux enseignements scientifiques aussi bien qu'aux humanités. Dès 1975, il avait vu le risque d'une crise de recrutement des professeurs. Il a, par de multiples avertissements, tenté de le conjurer. Confronté à son souhait, la Martellière figure de nouveau au programme d'éducation civique de 1985. Guy Bayet était chevalier de la Légion d'honneur. Il a bien mérité de sa patrie.

## CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5620



## HORIZONTALEMENT

1. On peut le trouver dans la crue. - II. Fines, pour le chef. Une base d'accord. - III. Glorieuses, dans l'océan Indien. Finissant par se perdre quand elles sont dans la poche. - IV. Une petite quantité. - V. Est toujours un peu pompier. - VI. Quand elle est forte, a souvent une célérité. Particulière. - VII. Mauvaises affaires. - VIII. Comme des fourmis mâles. Possessif. - IX. Préparations de parfumerie. Pour soutenir. - X. Retenant les mines. - XI. Une danse animée.

## VERTICALEMENT

1. Pourraient manger les pissen-lits par la racine. - 2. Coule en Afrique. Le droit chemin. - 3. Réagit comme celui qui vient d'être saisi. - 4. N'arrivent pas ceux qui savent bien boire. - 5. Pronom. Lu comme par un déviant. Coule en Sibérie. - 6. Vile près de la baie du même nom. A une attitude audacieuse. - 7. Un compositeur qui évoque saint Thomas. Sur un chantier naval. - 8. Un homme qui n'a pas de veste. Surtout bien être les vers du nez. - 9. Une grande voie. Qui n'a pas besoin de compter.

Solution du problème n° 5619

## Horizontalement

I. Eoandura. - II. Potter. As. - III. Onagres. - IV. Ut. As. Eda. - V. Séboun. Mar. - VI. Eu. Dériva. - VII. Urges. Min. - VIII. Os. Gant. - IX. Na. I. Lui. - X. Colliers. - XI. Anses. Eau.

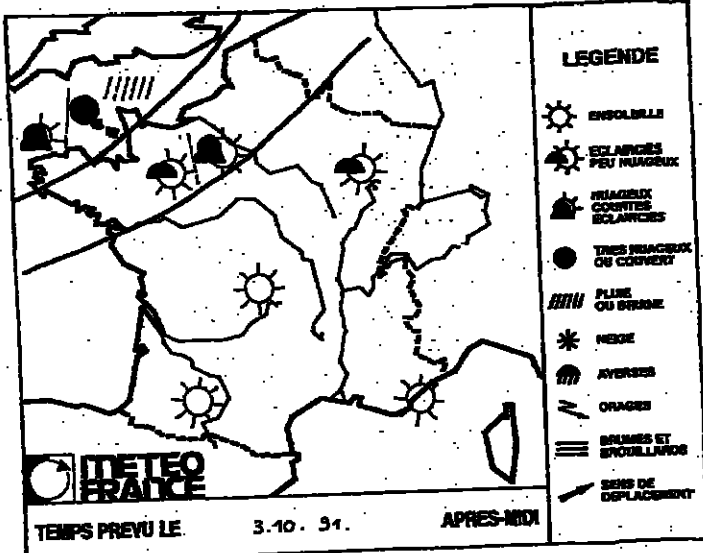
## Verticalement

1. Epousur. Ca. - 2. Contour. Non. - 3. Ota. Gols. - 4. Nigaudes. La. - 5. Déramer. Lis. - 6. Ura. Gû. - 7. Séminaire. - 8. Râ. Devin. Sa. - 9. Espérand. GUY BROUTY

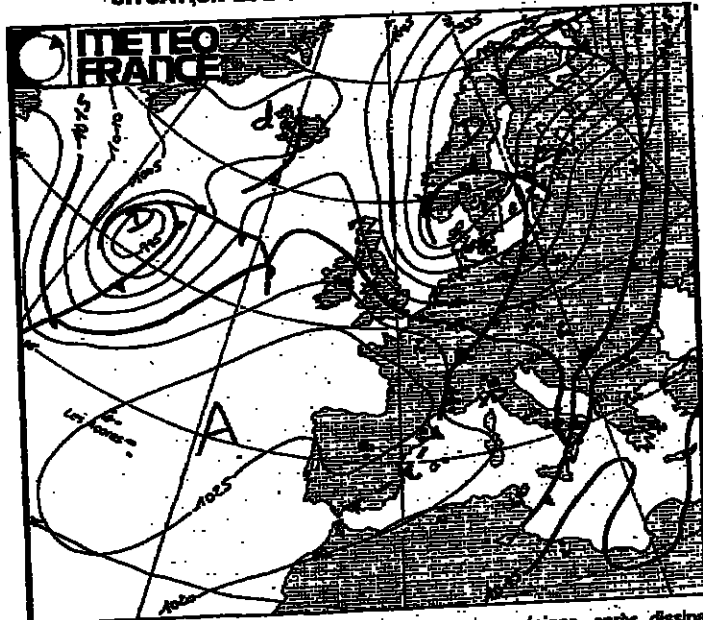


# MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le jeudi 3 octobre 1991  
Ensoleillé sauf près de la Manche



SITUATION LE 2 OCTOBRE 1991 A 0 HEURE TU

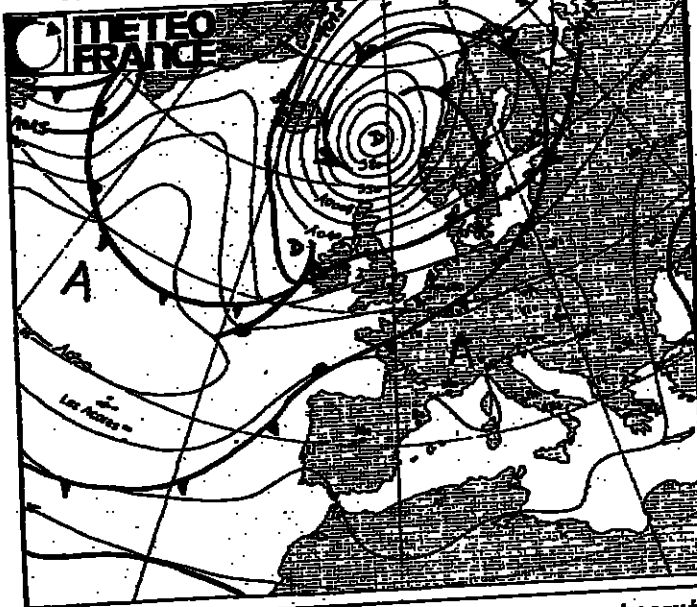


Les passages nuageux seront souvent nombreux sur le Nord et l'Ouest. Sur les autres régions, cette fin de semaine bénéficiera d'un soleil plutôt généreux et de températures agréables, supérieures aux normales saisonnières.

Vendredi 4 octobre : nuages au Nord et à l'Ouest, soleil ailleurs. De la Bretagne à la Normandie et au Nord, le ciel sera très nuageux avec de la pluie ici ou là. Des pays de Loire à l'île-de-France et aux Ardennes, le soleil sera parfois voilé par les nuages.

Sur les autres régions, après dissipation des brumes matinales, le soleil brillera largement. Les températures minimales seront comprises entre 8 et 11 degrés sur le quart Nord-Est, le Massif Central et Rhône-Alpes, entre 9 et 12 degrés sur le quart Nord-Ouest et le Sud-Est. Les températures maximales seront comprises entre 18 et 22 degrés sur le Nord-Ouest. Elles atteindront 23 à 25 degrés sur le reste de la moitié Nord, 25 à 28 degrés sur la moitié Sud.

PRÉVISIONS POUR LE 4 OCTOBRE 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé le 1-10-1991 à 18 heures TU et le 2-10-1991 à 6 heures TU

le 1-10-1991 à 18 heures 10 à 18			25 D			25 D		
FRANCE			PONT-À-PREUX			MADRID		
ALGER	25	14 C	ÉTRANGER			MARRAKECH	25	14 D
BARCELONE	19	15 N	ALGER	25	N	MEXICO	24	12 B
BORDEAUX	19	14 C	AMSTERDAM	15	N	MILAN	22	10 D
BREST	16	9 C	ATHENS	24	20 D	MOSCOW	17	9 D
CAEN	17	10 D	BANGKOK	23	19 N	MONTREAL	22	13 D
CLERMONT-FR	17	10 D	BANGKOK	23	19 N	MOSCOW	26	15 D
COCOT	17	10 D	BELGRADE	14	9 D	NEW DELHI	33	18 D
CREMONT-VAL	17	10 D	BELGRADE	14	9 D	NEW YORK	23	13 D
DUNKERQUE	17	10 D	BELGRADE	14	9 D	OSLO	23	13 D
LYON	19	11 C	BELGRADE	14	9 D	PARIS	21	13 C
NANTES	24	13 C	BELGRADE	14	9 D	PEKIN	21	13 C
NICE	19	10 C	BELGRADE	14	9 D	ROMA	26	16 N
PARIS-MONT	21	12 C	BELGRADE	14	9 D	SAN FRANCISCO	23	13 C
PARIS-MONT	21	12 C	BELGRADE	14	9 D	SEATTLE	26	16 N
PARIS-MONT	21	12 C	BELGRADE	14	9 D	SINGAPORE	31	27 C
PARIS-MONT	21	12 C	BELGRADE	14	9 D	STOCKHOLM	19	15 N
PARIS-MONT	21	12 C	BELGRADE	14	9 D	TOKYO	19	15 N
PARIS-MONT	21	12 C	BELGRADE	14	9 D	TUNIS	28	17 D
PARIS-MONT	21	12 C	BELGRADE	14	9 D	YAROSLAV	27	9 D
PARIS-MONT	21	12 C	BELGRADE	14	9 D	YERSE	24	13 D
PARIS-MONT	21	12 C	BELGRADE	14	9 D	VIENNE	22	12 D

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde DES LIVRES

# RADIO-TÉLÉVISION

PIERRE GEORGES

## L'extravagant M. Capra

C'ÉTAIT mardi partout. «Ciel mon mardi» sur TF 1. «Mardi soir» sur A 2. Et «Mardi en France» sur FR 3. Autrement dit un impossible choix dans ce deuxième tiers du samedi télévisuel. Non pas qu'il n'y ait rien en magasin. Mais entre un débat sur le harcèlement sexuel en entreprises voilé, les aventures de M. Soleil, jeune mariée, ou un récit un peu long sur la Commune de Paris, tout cela arrive, l'envie de ne pas choisir.

Et d'attendre minuit et mercredi, «Cinéma cinémas», pour un homme qui mérite bien qu'on veuille pour lui. Frank Capra est mort. Il y a quelques semaines. Un soir, une chaîne, FR 3 peut-être, avait diffusé un merveilleux petit document sur ce cinéaste recevant, au soir de sa vie, l'hommage d'Hollywood. Une sorte de remise d'oscar des Oscars à celui que toute une profession avait surnommé le «guérillero» tant fut grande sa faculté à rendre le cinéma facile et la vie belle.

Ce genre de cérémonie peut être d'un anéanti. Avec Frank Capra, elle fut extraordinaire, un peu magique, drôle et nostalgique comme un rêve américain tout éveillé. En quelques mots, mais des mots tout droit sortis de la bouche de M. Smith au Sénat ou de l'extravagant M. Deeds, Frank Capra, fils d'Italie, a raconté sa vie et son œuvre comme si elles n'étaient que le remaniement à perpétuité d'un scénario d'accueil.

Il fit comprendre, ce soir-là, ce que pouvait être un cinéma nourri d'émotions inoubliables et d'aspirations non déçues, l'arrivée d'un enfant, lui, sous la statue de la Liberté, l'idéal démocratique, le patriotisme inoxydable des migrants, le New Deal. Et il fut acclamé par une salle debout qui, au fond, s'acclamait elle-même d'être si parfaitement américaine et «capratiste».

Ce document est revenu en mémoire, mercredi, avec la diffusion par l'équipe de «Cinéma

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : > signalé dans «Le Monde radio-télévision» ; n Film à éviter ; n On peut voir ; n n Ne pas manquer ; n n n Chef-d'œuvre ou classique.

## Mercredi 2 octobre

### TF 1

- 20.50 Variétés : Sacré soirée. Spécial Edith Piaf.
- 22.45 Documentaire : La Haine antisémite (1<sup>re</sup> partie). Télétré.
- 0.00 0.25 Spécial sports : Football. Coupe d'Europe : Grasshoppers Zurich-Anderlecht (Belgique).
- 1.30 Journal, Météo et Bourse.

### A 2

- 20.45 Téléfilm : Le Dernier Lien. Rencontre fortuite de deux «peumés».
- 22.15 Magazine : Sauve qui veut. Le Dossier du mois : les constructions immobilières sauvages ; Le Journal ; Les enjeux planétaires : le Bangladesh.
- 23.35 Magazine : Musiques au cœur de toutes les musiques. Les Loulous de Loulou.
- 23.40 1. 2. 3. Théâtre.
- 0.45 Journal et Météo.

### FR 3

- 20.45 Magazine : La Marche du siècle. L'argent, la morale et la politique. Avec Raymond Barre, Jacques Testart, directeur de recherche de l'INSEE ; Alain Cotté, auteur du Capitalisme dans tout ses états ; Alain Etchegoyen, auteur de la Valse des éthiques.
- 22.20 Journal et Météo.

### CANAL PLUS

- 20.45 Sport : Football. Coupe de l'UEFA, 1<sup>er</sup> tour retour en direct d'Auxerre.
- 22.55 Flash d'informations.
- 23.00 Cinéma : Un week-end sur deux. n Film français de Nicole Garcia (1989). Avec Nathalie Baye, Joachim Serreau, Fédora Necchi.
- 0.35 Cinéma : Mille milliards de dollars. n n Film français d'Henri Verneuil (1981). Avec Patrick Dewaere, Caroline Cellier, Fernand Ledoux.

### LA 5

- 20.50 Histoires vraies. Un parfum de scandale.
- 22.30 Débat : Le sexe dans le couple.
- 23.20 Sport : Football. Coupe d'Europe : Glasgow Rangers (Ecosse)-Spartak de Prague (à 0.20).
- 0.05 Journal de la nuit.

### M 6

- 20.35 Téléfilm : L'Humanoïde. Son père est un homme mais son cœur est un gorille.
- 23.00 Téléfilm : Panique dans l'ascenseur. Le parano.
- 0.15 Magazine : Culture pub.
- 0.45 Six minutes d'informations.
- 0.50 Magazine : Dazibao.
- 0.55 Sex Clip.
- 1.25 Boulevard des clips.
- 2.00 Rediffusions.

### LA SEPT

- 21.00 Documentaire : Les Oiseaux morts.
- 22.15 Documentaire : Les Bouelles.
- 22.30 Cinéma : Ren. n n n Film franco-japonais d'Akira Kurosawa (1989).

### FRANCE-CULTURE

- 20.30 Tire ta langue. La FI des conversations de la chambre bleue à la cantine. Le dialogue, l'entretien, la conversation.
- 21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
- 22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Au pays des quatre saisons : l'été (4).
- 22.40 Les Nuits magnétiques. Expulsés/expulsion. 2. Paris, sans eux !
- 0.05 Du jour au lendemain. Avec David Di Nora (Festivité locale).
- 0.50 Musique : Coda. Around Midnight dans tous ses états.

### FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 21 septembre en l'abbaye de Royaumont) : San Filippo Neri, oratorio de Scarlatti, par Les Musiciens du Louvre, dir. Miro Mikowski ; sol : Catherine Bott, soprano, Gérard Lesne, contralto, Jamie McDougall, ténor.
- 23.07 Poussières d'étoiles. Jazz-club. En direct du Petit Olympe à Paris. Matt Hayward, trombone, Laurent De Wilde, piano, Simon Goubert, batterie.

## Jeudi 3 octobre

### TF 1

- 14.30 Feuilleton : Côte Ouest.
- 15.30 Feuilleton : La Clinique de la Forêt-Noire.
- 16.15 Feuilleton : Riviera.
- 16.40 Club Dorothée.
- 17.25 Spécial sports : Football. Coupe d'Europe de l'UEFA : Oester Vaxjo (Suisse)-Lyon (et à 18.30).
- 18.15 Trage du Loto sportif.
- 19.15 Jeu : La Roue de la fortune.
- 19.45 Divertissement : Pas folles les bêtes.
- 19.50 Tac-O-Tac, Journal, Tiercé, Météo et Tapis vert.
- 20.40 Spécial sports : Football. Coupe du monde (Portugal), en direct de Cannes (et à 21.45).
- 21.30 Trage du Tac-O-Tac.
- 22.40 La Haine antisémite (2<sup>e</sup> partie).
- 0.00 Spécial sports : Rugby. Coupe du monde : Angleterre-Nouvelle-Zélande.

### A 2

- 1.30 Magazine : La Club.
- 2.00 Journal, Le Débat, Météo, Bourse.

### FR 3

- 14.15 Feuilleton : Falcon Crest.
- 14.45 Série : Les Brigades du Tigre.
- 15.45 Variétés : La Chance aux chansons.
- 16.15 Série : Drôles de dames.
- 17.05 Magazine : Gips.
- 18.10 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 18.35 Magazine : Défendez-vous.
- 18.50 Série : Mister T.
- 19.15 Jeu : Question de charme.
- 19.45 Divertissement : La Caméra indiscret.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.40 INC.
- 20.45 Magazine : Envoyé spécial. De Vesoul à Zagreb : Les Nuiteuses ; Chœurs à cinquante ans.
- 22.10 Cinéma : La Doulos. n n Film français de Jean-Pierre Melville (1982). Avec Jean-Paul Belmondo, Serge Reggiani, Jean Desailly.
- 23.50 Magazine : Merci et encore Bravo.
- 0.50 1. 2. 3. Théâtre.
- 1.00 Journal et Météo.

### LA 5

- 14.30 Magazine : Carré vert.
- 15.00 Traverses (diff.).
- 16.00 Magazine : Zapper n'est pas jouer.
- 17.30 Jaf.
- 18.15 Magazine : Une pêche d'enfer.

### Jeudi 3 octobre

- 18.30 Jeu : Questions pour un champion.
- 19.00 Le 19-20 de l'information.
- 20.00 Un livre un jour.
- 20.10 Divertissement : La Classe.
- 20.45 Cinéma : Les Affameurs. n n Film américain d'Anthony Mann (1952). Avec James Stewart, Arthur Kennedy, Julia Adams.
- 22.45 Journal et Météo.
- 23.10 Cinéma : Quand les tambours s'arrêteront. n n Film américain de Hugo Fregonese (1951) (V.O.).
- 0.30 Musique : Carnet de notes.

### CANAL PLUS

- 13.35 Sport : Rugby. Coupe du monde. A 15.00, coup d'envoi du match Angleterre-Nouvelle-Zélande, en direct de Twickenham.
- 16.30 Cinéma : Un week-end sur deux. n Film français de Nicole Garcia (1989).
- 18.00 Canaille peluche. En clair jusqu'à 20.30.
- 18.30 Ça cartoon.
- 18.50 La Top.
- 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
- 20.30 Cinéma : Un cri dans la nuit. n Film américain de Fred Schepisi (1989).
- 22.25 Flash d'informations.
- 22.30 Cinéma : Qui veut la peau de Roger Rabbit? n n Film américain de Robert Zemeckis (1988).
- 0.15 Cinéma : L'Autrichienne. n Film français de Pierre Granier-Deferre (1969).

### LA 5

- 14.25 Série : Sur les lieux du crime.
- 15.50 Spécial drôles d'histoires.
- 16.20 Tiercé à Auteuil.
- 16.50 Youpi ! L'école est finie.
- 17.45 Série : Cap danger.
- 18.15 Série : Shérif, fais-moi peur.
- 19.05 Série : Kojak.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.40 Journal des courses.
- 22.30 Téléfilm : Danger, femme armée. Une policière énigmatique.
- 23.50 Magazine : C'est tout comm. Présenté par Françoise Guéjrou.
- 0.10 Journal de la nuit.

### M 6

- 13.30 Série : Brigade de nuit.
- 14.20 Téléfilm : Titre non communiqué.

### LA SEPT

- 15.45 Magazine : 6<sup>e</sup> Avenue. (et à 17.25, 18.00).
- 16.50 Série : L'Homme de fer.
- 17.40 Jeu : Zygomusic.
- 18.05 Série : Mission impossible.
- 19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Cosby Show.
- 20.35 Cinéma : Le Pistonné. n Film français de Claude Berri (1970) (V.O.).
- 22.15 Téléfilm : La Ninja attaque.
- 23.45 Série : Le Voyageur.
- 0.15 Six minutes d'informations.
- 0.20 Magazine : Dazibao.
- 0.25 Boulevard des clips.

### LA SEPT

- 16.30 Documentaire : Salua opus 2. Colombie, un pays tropical.
- 17.25 Court métrage : La Fête de Neptune.
- 18.10 Court métrage : Le Forçat récalcitrant.
- 18.50 Flash d'informations (et à 20.00, fin des programmes).
- 19.00 Documentaire : L'Anthropographe. 3. Médiums.
- 20.00 Documentaire : Histoire parallèle.
- 21.00 Magazine : Avis de tempête.
- 22.45 Documentaire : Paul Badura-Skoda.

### FRANCE-CULTURE

- 20.30 Avignon 91. Roméo et Juliette urbi et orbi, d'Alain Bissau, mise en scène d'Alain Lecoq.
- 21.30 Profils perdus. Le professeur Pierre Denoix.
- 22.40 Les Nuits magnétiques. 5, rue de Lille.
- 0.05 Du jour au lendemain. Avec Christian Bobin (Une petite robe de fête).
- 0.50 Musique : Coda. Around Midnight dans tous ses états.

### FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : Six Pièces pour orchestre op. 6, de Webern ; Quadripartite, de Madama ; Trois Pièces pour orchestre op. 6, de Berg ; Concerto pour hautbois et orchestre n° 3, de Madama, par l'Orchestre national de France, dir. Heinz Zander ; sol : Heinz Holliger, hautbois.
- 23.07 Poussières d'étoiles.







# ARTS • SPECTACLES

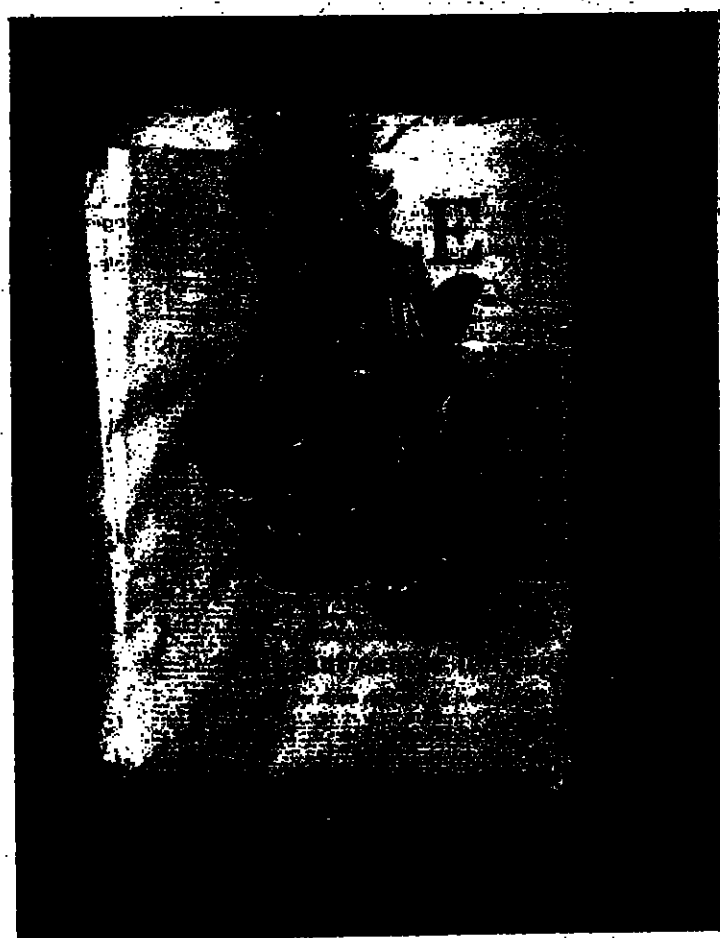
## LA XVIII<sup>e</sup> FOIRE INTERNATIONALE D'ART CONTEMPORAIN



Christian Carz : « Galerie d'art imaginaire »



Marcel Broodthaers : « Autoportrait »...



... et « Le problème noir en Belgique »



Delvaux au Grand Palais

## La Belgique au secours de la Fiac

ILS le disent eux-mêmes, pour s'en plaindre et se féliciter d'en être sortis : les artistes belges ont longtemps souffert de n'être guère pris au sérieux. Les rosseries de Baudelaire et de Rimbaud pesaient lourd. La gloire universelle de Magritte et celle, moins large, de Broodthaers, ont cependant peu à peu effacé ces mauvais souvenirs. Depuis le début des années 80, une autre image s'est formée, celle d'un eden de l'art contemporain, où des artistes de plus en plus réputés trouvent des collectionneurs de plus en plus ambitieux et constants grâce à des marchands de plus en plus actifs et fortunés.

A Bruxelles, à Anvers, à Gand, à Liège, des galeries s'ouvrent ou s'agrandissent, envahissant avec autant d'ardeur les hôtels particuliers des beaux quartiers que les bâtiments industriels désaffectés. Cette « scène belge » a ses stars de quarante ans, qui se nomment Jan Vercruyse, Didier Vermeiren ou Thierry de Cordier, qui exposent non seulement dans leur pays mais dans l'Europe entière.

Elle a aussi sa jeune génération qui entend bien tirer parti de la toute neuve gloire belge. Autant dire que la sérénité est de mise sur les rives de l'Escaut et de la Meuse.

Ce sont seize envoyés de ce paradis miraculeusement – provisoirement peut-être – épargné jusqu'ici par le syndrome de la crise que reçoit à Paris, du 5 au 13 octobre au Grand Palais, la XVIII<sup>e</sup> Foire internationale d'art contemporain

### CINÉMA

Ciné-mémoire 22 et 23

Les programmes du premier Festival international des films restaurés

Rencontre avec John Gielgud 28

interprète de Prospero's Books de Peter Greenaway

Lire pages 21 à 26 la sélection des rendez-vous de la semaine

(FIAC). Elle a plus que jamais besoin de cette injection d'optimisme, elle que le milieu de l'art tout entier attend non sans inquiétude, prêt à interpréter le plus petit symptôme et à en déduire que tout va mal, très mal.

Des ventes un peu plus nombreuses que l'an dernier, ce serait l'annonce tant souhaitée de la reprise des affaires et la menace de la grande dépression pourrait disparaître, pénibles souvenirs d'euchères désastreuses et de rumeurs de faillites à New-York comme à Paris. Des ventes médiocres, et nul ne douterait plus que le marché de l'art est indubitablement entré dans l'une de ses plus graves crises – aussi grave que celle des années 30, qui ruina les marchands et désespéra peintres et sculpteurs. La FIAC peut se targuer, avec quelque raison, d'être, cette année, à la fois un symbole et un symptôme. (Lire nos articles pages 18 à 20).

PHILIPPE DAGEN  
et EMMANUEL DE ROUX

## IMMENSE



BEETHOVEN  
LES 9 SYMPHONIES  
The Chamber Orchestra of Europe  
NIKOLAUS HARNONCOURT



Prix  
Mars 2001  
-20%

fiac



مركز الفن

COTES A LA BAISSÉ,

## Le marché de l'art

La FIAC 1991 s'ouvre sous un climat morose. Dans les salles des ventes, l'art contemporain est à la baisse. Dans les galeries, les clients se font rares. Et, pour ajouter une note d'optimisme, la nouvelle loi qui étend le régime général de la TVA aux transactions sur les œuvres d'art entre en application le 1<sup>er</sup> octobre, la veille de l'ouverture de la Foire du Grand Palais...

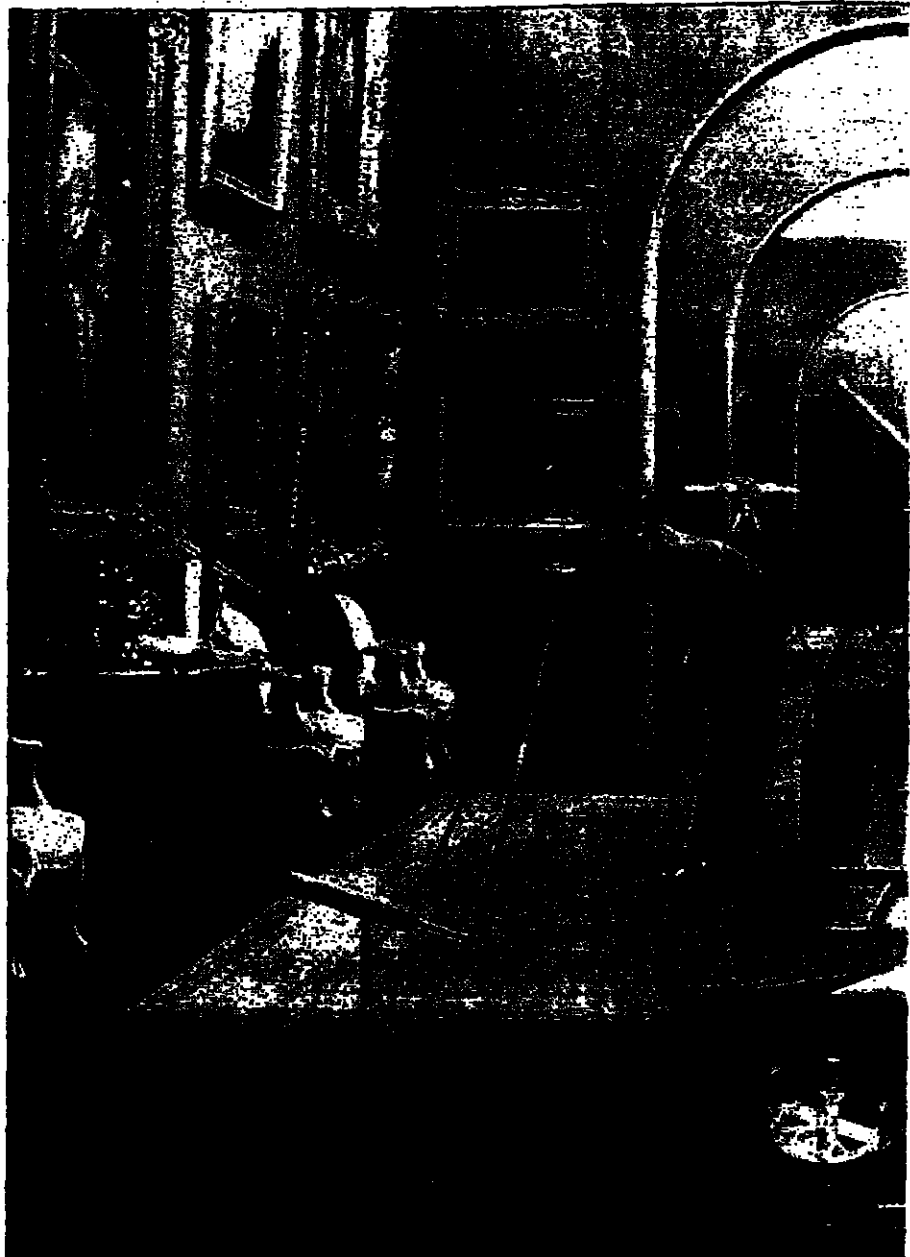
«**L**e marché a la gueule de bois», affirme Marwan Hoss, le responsable d'une grande galerie de la rive droite. Allusion sans doute à l'euphorie qui avait plané pendant la précédente décennie et qui s'était transformée en franchise ébriété entre 1988 et 1990. C'est l'époque où les prix s'envolaient littéralement. *False Start*, une toile de Jasper Johns, approche à New-York les 17 millions de dollars. Moins de dix ans auparavant, la même œuvre avait été vendue 1 million de dollars. La multiplication des prix par dix devient monnaie courante. La cote des œuvres de Jean-Michel Basquiat, peintre d'origine haïtienne, mort à New-York à l'âge de vingt-huit ans en 1988, double tous les deux mois – pas de bonne galerie d'un côté ou l'autre de l'Atlantique sans Basquiat en réserve! En un temps record, il passe de 90 000 francs à 800 000 francs. En France, des toiles de jeunes artistes comme Combas ou Blais peuvent atteindre les 300 000 francs.

Ne parlons pas des Impressionnistes. Tous le monde a en tête le prix atteint par les *Tourneforts*, les *Iris* ou le *Portrait du docteur Gachet*, de Van Gogh (respectivement 240 millions de francs début 1987, 300 millions de francs fin 1987 et 495 millions de francs début 1990), en moins de trois ans. Le premier tableau était acheté par un groupe d'assurances japonais, le second par un industriel australien, Alan Bond, qui ne pouvait en acquitter le prix – l'œuvre était revendue à la Fondation Getty pour une somme inconnue, – le troisième par un milliardaire japonais,

Hidetoshi Kobayashi. L'autoportrait du peintre espagnol *Yo Picasso*, parti à 4 millions de francs en 1979, sera revendu 40 millions de francs, puis 300 millions de francs avant la fin des années 80. Un prix atteint par les *Noces de Pierrette*, du même Picasso, fin 1989. Encore s'agit-il de l'œuvre majeure ou importante. Mais l'œuvre de la plus mince postimpressionniste – sans parler des fonds d'atelier de Renoir ou de Pissarro – se hausse facilement au million de francs.

On reproche aux grandes firmes anglo-saxonnes – Sotheby's et Christie's – de pratiquer un jeu pervers, de miser sur «tous les tableaux»: l'achat, la vente, la revente, le conseil, l'expertise et le financement, allant jusqu'à prêter une partie des sommes destinées à acquérir les pièces qu'eux-mêmes mettent en vente. La comédie se jouerait alors en circuit quasi fermé, l'œuvre n'ayant plus à sortir du coffre de la banque que pour apparaître brièvement le soir des enchères publiques. Caricature, répliquent les deux poids lourds du marché de l'art: les prêts que nous avons consentis à certains acheteurs – Alan Bond, en particulier – sont exceptionnels; quant au reste, nous sommes des marchands et nous faisons notre métier. Rien ne semble donc arrêter l'envolée absurde des prix. Même le vendredi noir de Wall Street de 1987 ne donne qu'un coup d'arrêt à la machine, qui repart aussi vite: «*La Bourse plonge, l'art s'envole*», disait-on à New-York.

Pourquoi cette fièvre qui touche tous les pays développés? D'abord parce que la Bourse monte. Aux Etats-Unis, c'est l'ère des *junk bonds*, qui permet à toute une génération de yuppies de s'enrichir vite. L'art est depuis longtemps, en Amérique du Nord, signe extérieur de richesse et preuve de réussite sociale. Il devient pure matière spéculative. C'est une excellente valeur refuge, estime-t-on. Le De Kooning est évalué à l'aune de la De Beers. Au point d'ailleurs que les banques s'y intéressent. Elles constituent des portefeuilles, embauchent des conseillers. Certaines ouvrent des départements destinés à financer ces nouvelles «branches»: en France, par exemple, la



«L'Analyse de la beauté»

## Chute libre

L'Hôtel Drouot a publié à la fin de l'été un bilan chiffré de son premier semestre 1991. A sa lecture, on constate un ralentissement net de l'activité de la salle des ventes parisiennes: 1 581 594 020 francs pour les six premiers mois de 1991 contre 3 101 416 454 francs pour la même période de 1990. Cette baisse de près de la moitié est surtout imputable à la dégringolade des tableaux modernes (219 183 000 francs pour le premier semestre 1991 contre 1 655 195 000 francs pour le premier semestre 1990). Une chute qui est également perceptible dans le domaine des tableaux anciens, des objets d'art et des meubles (865 317 000 francs en 1991 contre 1 098 999 000 francs en 1990, toujours pour la même période). Cette baisse, perceptible dès la fin de l'année dernière, touche tous les secteurs du marché de l'art (à l'exception du livre, de l'argenterie et du dessin ancien).

Christie's, qui n'a pas encore donné de chiffres définitifs, reconnaît par la bouche de son président, lord Carrington, que «l'année 1991 sera difficile et que l'on ne verra pas tout de suite des prix compa-

rables à ceux atteints en 1990». Même prudence chez sa concurrente, Sotheby's, où l'on indique, que la peinture n'a représenté dans son chiffre d'affaires que 45 %, dans les premiers mois de 1991, au lieu de 67 % en 1990. Et dans ce département la chute de la peinture impressionniste et moderne est parlante: 86 % du chiffre d'affaires en 1990, 42 % en 1991. Mais l'année n'est pas finie, disent les optimistes – comme les pessimistes.

## SUIVEZ LE GUIDE

La FIAC 91 a lieu du 5 au 13 octobre. Elle réunit au Grand Palais 157 exposants (87 galeries étrangères venues de quinze pays et 70 galeries françaises) et a choisi de mettre à l'honneur le marché de l'art belge, représenté par 16 galeries, wallonnes et flamandes. 140 000 visiteurs sont attendus cette année, qui pourront découvrir ou retrouver environ 700 artistes sur 15 000 mètres carrés.

Le vernissage de la Foire a lieu le vendredi 4 octobre de 20 heures à 23 heures sur invitation (participation de 200 francs au profit de Médecins sans frontières).

\* FIAC 91. Tous les jours de 12 heures à 19 h 30. Samedi et dimanche de 10 heures à 19 h 30. Nœuds: jeudi 10 octobre jusqu'à 23 heures. Prix d'entrée 50 F. Catalogue 220 F. Renseignements: OIP, 62, rue de Valenciennes, 75008 Paris. Tél.: 45-62-34-58.

Banque de la Cité, chez qui les galeries trouveront une oreille attentive, mais aussi la BUO, une filiale du groupe Worms, l'UBP et même la BNP. Un de ces financiers euphoriques qui croyait avoir trouvé le «bon filon» déclarait à un galeriste un peu stupéfait: «*Vous êtes ma plus belle Sicav!*» Cette inflation frappe les imaginations, déjà préparées à la «magie de l'art» par le succès croissant des grandes expositions de Beaubourg, du Grand Palais et d'ailleurs. Les galeries nouvelles gérées par des professionnels de fraîche date s'ouvrent un peu partout. On voit apparaître sur le marché des courtiers «sauvages», qui se lancent avec furie dans un métier qu'ils maîtrisent mal.

Les commissaires-priseurs poussent à la roue. L'un d'entre eux, Pierre Cornette de Saint-Cyr, estime normal que les prix pratiqués en vente publique soient de 50 % supérieurs à ceux pratiqués en galerie. C'est, dit-il, le coût du «spectacle» à payer. Une aquarelle de Dufy mise en vente chez un marchand de tableaux ne trouve pas preneur à 100 000 francs; elle partira, pour 300 000 francs, le mois suivant à Drouot. Même les galeries plus sérieuses emboîtent le pas. Comment résister à cette spirale? Tous les trois mois, les prix montent de 20 %. Quelques galeries du

second marché – celles qui ne travaillent pas directement avec des artistes, s'approvisionnent en salle des ventes ou chez les collectionneurs et privilégient les valeurs dites sûres – font des ascensions vertigineuses. Les artistes, jeunes et moins jeunes, tâchent de tirer parti de cette hâte et, surtout, puisque tout se vend, de la rareté des marchandises sur le marché. Enfin, le Japon devient un Eldorado pour ces nouveaux «aventuriers de l'art» – ce sera même le titre d'une revue. Les œuvres occidentales qui s'arrachent entre Tokyo et Osaka servent-elles à blanchir un argent douteux? On le répète avec insistance sans jamais pouvoir le prouver. Désormais, plus de grande vente sans duplex avec une grande métropole japonaise. Mais, pour quelques toiles impressionnistes de premier plan, quelques beaux produits issus de l'école de Nancy, quelques œuvres contemporaines de qualité, combien de Poujita, de Marie Laurencin, d'Utrillo, d'Ogusa, de Kasing et de Bernard Buffet filent vers l'Empire du Soleil Levant pour le plus grand bonheur de ces professionnels, sérieux ou non?

Mai 1990 à Londres: une série de ventes organisées par Sotheby's et Christie's – des tableaux modernes et contemporains – se révèle soudain

**CHEFS D'ANGLE**  
**T R DROITE**  
**OCTOBRE 1991**  
Vernissage: le 2  
exposition: les jeudi 3  
Vendredi 4  
et Samedi 5  
FBS SAINT-HONORÉ AVENUE MATIGNON ALENTOURS Tél: 49.24.04.37

**LA RIVIÈRE DE SEINE ET SES PEINTRES**  
de Hubert Robert à Monet  
Orangerie du Château de Sceaux  
du 2 octobre au 15 décembre 1991  
Tous les jours, sauf mardi, de 10 h 30 à 17 h. Tél.: 46-61-06-71

**GALERIE CAILLEUX**  
**LE ROUGE ET LE NOIR**  
100 Dessins Français de 1700 à 1850  
136, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris - Tél.: 43 59 25 24  
du 1er octobre au 9 novembre

**GALERIE DE LA PRÉSIDENCE**  
90, rue St. Honoré, 75008 PARIS - Tél.: 42 54 39 60  
**André MARCHAND**  
jusqu'au 5 novembre

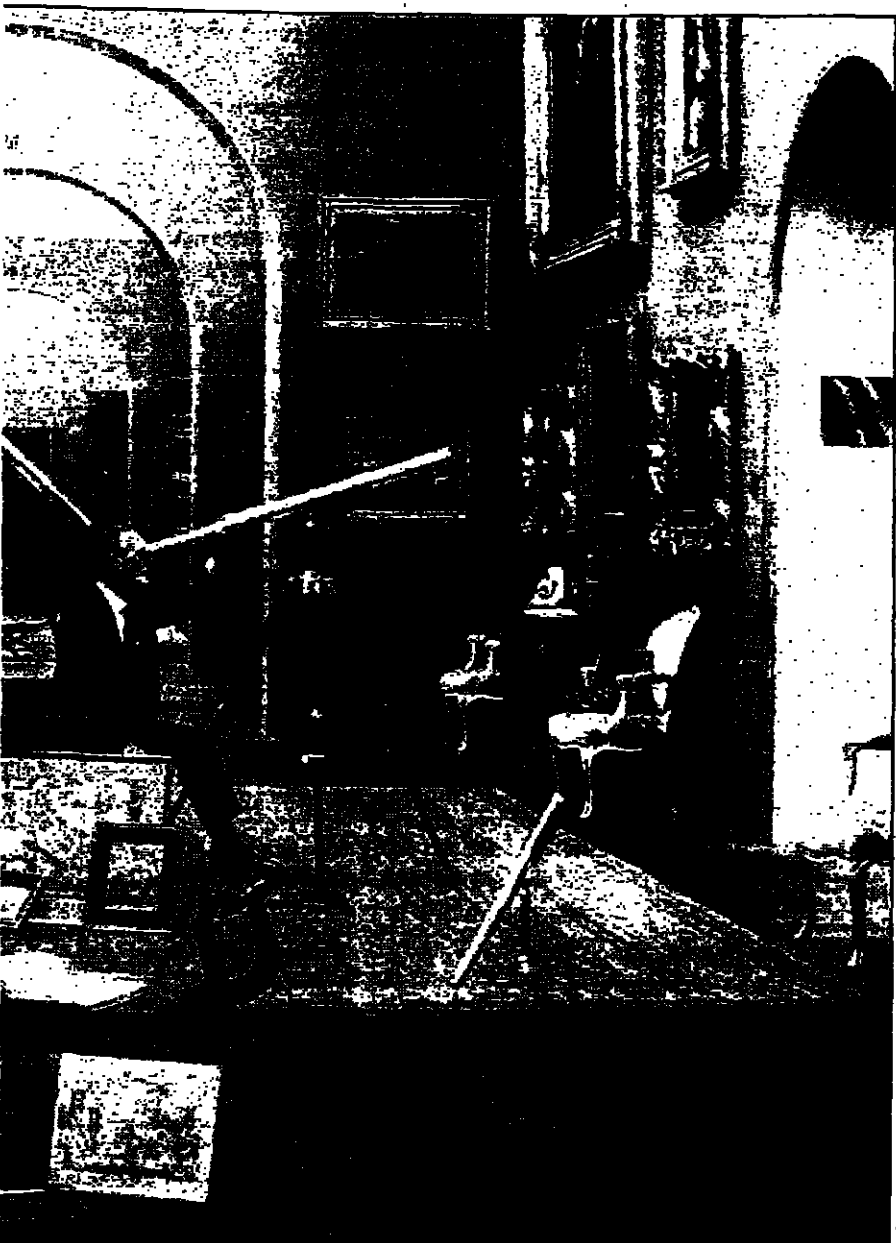
**FIAC 91**  
5/13 OCTOBRE  
PARIS-GRAND PALAIS



# FIAC 91

TVA A LA HAUSSE

## à découvert



selon Kasper Knorr, 1988.

catastrophique. Entre 50 % et 60 % d'inventus. Des toiles de Jasper Johns, de Lichtenstein, de Dubuffet sont « ravalées ». Quelques semaines plus tard, le même phénomène se reproduit à New-York. La Foire de Chicago qui suit se déroule dans une ambiance de braderie. Marcel Fleiss présentait une centaine d'œuvres américaines, parmi celles qui s'arrachaient quelques mois auparavant : Basquiat, Keith Haring, Warhol, Dan Flavin, une valeur de 6 millions de dollars, estimait-il. Il en vendra deux pour 120 000 dollars. Basquiat se négocie au tiers de son prix. Quand il trouve preneur.

Autre symptôme du malaise new-yorkais : la fermeture de galeries qui s'étaient ouvertes dans l'euphorie des années précédentes. Ainsi les galeries Lang-O'Hara, Massimo Audiello et Weingate, qui toutes trois exposaient des artistes de la jeune génération, pas encore assez célèbres pour faire figure de « valeurs refuges ». A l'autre bout de la chaîne, la presse artistique pâtit de l'effondrement des recettes publicitaires : celles des galeries, justement. Le même phénomène se dessine à Paris, avec comme d'habitude un temps de retard. Pas encore de fermetures, mais les créations ne sont plus à l'ordre du jour. Et les galeries du second marché, qui proliféraient jusque dans le plus mince corridor de la rue de Seine, attendent désormais l'amateur avec une patience croissante.

Les Japonais se font soudain très discrets. Le commissaire-priseur Jean-Claude Binoche, comme d'autres professionnels, utilise la méthode Coué pour se rassurer et continue d'utiliser un vocabulaire boursier déjà démodé : « L'art conserve toutes ses qualités de valeur refuge », déclare-t-il à *Beaux-Arts Magazine* en octobre 1990. Or il y a beaucoup d'argent investi à court terme qui attend des opportunités d'achat. Apparemment, les opportunités d'achat ne tentent guère. Le galeriste Daniel Templeon en fait l'expérience. Au cours de la FIAC 1989, il avait vendu quarante œuvres. Un an plus tard, dans les mêmes circonstances, il en vendra quatorze.

Mais ceux qui vont souffrir le plus sont les « nouveaux professionnels », ceux qui ont acheté à la hausse et qui ne peuvent même plus revendre à la baisse. Les banques qui se sont empressées de soutenir ces investissements souvent imprudents se retrouvent devant une situation corréenne. Qu'elles aient au dépôt de bilan leurs clients qui ne peuvent plus faire face à leurs échéances, ceux-ci seront obligés de liquider leurs stocks massivement, donc à bas prix. Ce qui risque d'accroître la tendance à la baisse. Pour récupérer leur mise, certains organismes financiers tentent aujourd'hui, discrètement, de faire vendre à des confrères en meilleure santé le fonds des galeries les plus mal en point. Procédure qui permet d'éviter l'écho fâcheux des enchères publiques. Mais pour l'instant ces tentatives sont rarement couron-

nées de succès. Les organismes financiers peuvent bien sûr prendre leur mal en patience et attendre la fin de la crise. Mais quand le marché, assaini, va-t-il redémarrer sur de nouvelles bases ? Après 1974 et le premier choc pétrolier, le marasme avait bien duré six ou sept ans. Faudra-t-il attendre aussi longtemps ? L'édition 1991 de la FIAC et les grandes ventes aux enchères de l'automne révéleront la gravité réelle du mal.

D'autant qu'un autre coup dur est porté au marché de l'art français. Le 17 juin dernier, l'Assemblée nationale adopte en première lecture un projet de loi qui prévoit la fin des régimes spéciaux en matière de TVA. Désormais, le taux normal (18,6 %) sera appliqué (entre autres) aux avocats, aux agents de voyages et aux marchands de tableaux. La loi entre en application le 1<sup>er</sup> octobre. Jusqu'à présent, les artistes vendant leurs propres œuvres étaient exonérés de cette taxe. Le taux d'imposition du commerçant était calculé sur la base de 30 % du prix de vente de l'œuvre ou sur la différence entre le prix d'achat et le prix de vente de celle-ci. Le taux normal de la TVA était alors appliqué. Ce qui revenait, pour le galeriste, à payer une TVA de l'ordre de 5 % à 6 % du prix réel de ce qu'il vendait. Désormais, le prix des œuvres sera majoré de 13 %. Et les artistes devront payer la taxe au-delà de 240 000 francs.

Marchands et artistes protestent vigoureusement. Ils dénoncent ces mesures prises « sans concertation avec la profession et qui auront de lourdes conséquences sur un marché actuellement très affaibli ». François Geindre, responsable de la culture au Parti socialiste, demande que soit abrogé ce « projet dangereux à la fois pour les artistes, la création et le rôle de notre pays ». Le ministre de la culture, Jack Lang, qui n'a pas été plus consulté, tempête. Tous ses efforts pour refaire de Paris un des centres actifs du marché international de l'art risquent d'être compromis. Le 18 septembre, il intervient encore au cours du conseil des ministres pour demander le report de

cette loi, qu'il juge dissuasive et inefficace. En vain. Sous prétexte d'appliquer – avec un an d'avance – des normes européennes, et surtout de ramasser une manne estimée. Quai de Bercy, à quelque 200 millions de francs, le ministre du budget, Michel Charasse, s'obstine. L'envoie « indécente » du marché de l'art conforte sans doute l'Elysée, qui reste sourd aux arguments des professionnels : ceux-ci réclament un taux d'imposition « culturel », celui du livre ou du cinéma, c'est-à-dire 5,5 %.

Finalement, une transaction se dessine entre Bercy et la Rue de Valois. Désormais, la taxe sur les œuvres d'art sera à deux vitesses : le taux ancien pour les œuvres des artistes vivants, le régime général pour les autres. Une demi-victoire (ou un demi-échec) pour Jack Lang, qui bataille depuis des années pour faire de Paris l'une des capitales du marché de l'art européen. Ce sera plus difficile demain. En Allemagne, la taxe à acquitter est de 7 % ; aux Pays-Bas, en Suisse et en Belgique, de 6 % (en revanche, elle est de 17 % en Grande-Bretagne). La décision du ministère français des Finances n'aura-t-elle pas pour conséquence de favoriser la fraude et la dissimulation ? Sans parler du courtage clandestin et du marché parallèle qui ne manquera pas de se mettre en place. Il est vrai que les galeries ayant pignon sur rue seront pénalisées les premières, que les importations temporaires d'œuvres destinées à être vendues sur le marché français se ralentiront nécessairement. Et que les 200 millions de francs de recettes escomptés par Bercy (sur la base aujourd'hui irréaliste de 1989) ne seront jamais réunis. En revanche, cette nouvelle loi fait déjà la joie de nos voisins les plus proches. Des Allemands en particulier, qui comptent bien faire de Berlin la capitale européenne des arts. Mais ce n'est pas la première fois que la France aura travaillé pour le roi de Prusse.

EMMANUEL DE ROUX

NALLARD

GALERIE  
JEANNE  
BUCHER

DUBUFFET, BISSIERE  
VIEIRA DA SILVA  
STAEL, SZENES  
FRED DEUX MOSER  
WAKAKO LECHNER  
POLI YANG JIECHANG  
SINGER, CECCARELLI  
J-P PHILIPPE

La communauté  
française  
de Belgique

à la FIAC du 4 au 13 octobre 1991  
au Centre Wallonie-Bruxelles avec  
« Dynamiques contemporaines »  
du 28 septembre au 9 novembre 1991  
« Raps et la modernité »  
du 22 nov. 1991 au 23 fév. 1992  
Contact :  
Centre Wallonie-Bruxelles  
7, rue de Venise, 75004 Paris  
Tél. : 42-71-26-16

ARELIS

TAPISSERIES  
CONTEMPORAINES

26 septembre - 13 octobre  
de 13 à 19 h  
samedi et dimanche compris

Cité Internationale des Arts  
18, rue de l'Hotel de Ville 75004 Paris

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde  
DES LIVRES



OPTIMISME DES GALERISTES ET DES COLLECTIONNEURS BELGES

## Beau temps avenue Louise

On a beaucoup parlé ces dernières années d'un « art belge » qu'on ne saurait plus très bien définir. En revanche, on peut constater la vitalité, la richesse d'un art et d'un marché belges en grande forme. Les galeries d'art contemporain ont un air de prospérité étonnant par temps de crise. Les galeristes se disent heureux et les artistes rassurés.

**L**a crise? Oui, sans doute... Puisque tout le monde en parle. Le marché de l'art contemporain est en crise en Belgique aussi. Mais pas trop. Le galeriste bruxellois auquel la question est posée ne paraît guère alarmé. « Les ventes continuent à peu près au même rythme qu'avant. Simplement, nous vendons moins de très grosses pièces chères. Mais, ce matin encore, un collectionneur m'a acheté d'un coup cinq petites œuvres « bon marché ». Cela suffit pour faire de moi un galeriste heureux. »

Heureux et prospère semble-t-il : le même jeune marchand, Xavier Hufkens, vient d'acquérir un ancien hôtel particulier de quatre étages dans l'un des beaux quartiers de Bruxelles. Il a entrepris des travaux colossaux, engagé un architecte de qualité et se propose d'ores et déjà d'acheter la maison mitoyenne, histoire de s'agrandir. Quel galeriste parisien oserait cet automne s'engager dans une aventure si ambitieuse? Lequel imiterait cet autre bruxellois, Albert Baronian, qui aménage un vaste espace d'exposition à Liège en s'associant à deux collectionneurs? Lequel déciderait, à l'imitation de l'Anversois Ronny Van de Velde, d'ouvrir près des quais de l'Escaut une galerie aux dimensions proprement colossales - 1000 mètres carrés de superficie - et d'y présenter une rétrospective de l'œuvre de Marcel Duchamp qui ferait le bonheur de bien des musées?

De cet air de santé, de cette vigueur qui paraît se jouer de la dépression et de l'effritement des cotes, les indices ne manquent pas. A commencer par celui-ci : de nouvelles galeries se fondent en Belgique, alors qu'ailleurs la tendance serait plutôt aux licenciements, sinon, purement et simplement, à la faillite. Ainsi, à Bruxelles, les galeries d'Ursel, Hérold ou Luneau ont toutes trois été inaugurées cette année. De plus nombreuses encore ont à peine une année d'existence et annoncent cependant des programmes d'expositions garnis de noms célèbres, noms américains ou espagnols. Une génération de galeristes étonnamment précoces apparaît peu à peu, celle de Xavier Hufkens et de Rodolphe Janssen. Le premier n'a pas trente ans, le second à peine plus. L'âge des artistes qu'ils défendent, autrement dit, il en va de même à Anvers, à Bruges, à Gand et dans la plupart des villes belges. Car le marché, ici, n'est pas concentré dans la capitale - autre signe de santé sans doute.

Les galeries bruxelloises sont assurément les plus nombreuses. Le quartier de l'avenue Louise, l'une des avenues les plus bourgeoises de la ville, réunit l'ensemble le plus dense du pays, une vingtaine de galeries



La scène artistique belge : à toute vitesse dans tous les sens

établies le long de l'avenue elle-même et dans les rues parallèles. Il y a là quelques-uns des marchands belges les mieux connus, à commencer par Isy Brachot, qui doit sa notoriété et sa fortune à celle des surréalistes belges, Magritte et Delvaux, et pratique avec constance la stratégie des grands noms. En octobre, il exposera James Brown et, en décembre, Jasper Johns. Ses voisins de l'avenue Louise ne semblent guère plus aventureux, à l'exception de Rodolphe Janssen, qui paraît s'être fixé pour principe de n'exposer que de jeunes artistes.

Autre pôle bruxellois, moins dense néanmoins : celui qui rassemble, entre la place du Grand-Sablon, paradis des antiquaires et brocanteurs de toutes spécialités, et le Palais des Beaux-Arts une demi-douzaine de marchands. Parmi eux, à l'enseigne très anodine de la Galerie des Beaux-Arts, la fille de Marcel Broodthaers, qui défend nombre des héritiers intellectuels de son père, belges et français écuméniquement associés. Une promenade dans la Bruxelles de l'art contemporain doit donc nécessairement traverser le boulevard de Waterloo et la rue de la Régence, qui séparent comme deux larges fossés ces deux quartiers artistiques.

Mais une promenade dans Bruxelles ne saurait suffire à l'amateur consciencieux. Ce dernier ne peut faire l'économie d'une après-midi à Anvers, qui compte une dizaine d'établissements estimables, ni se passer d'un voyage à Gand. Il lui faut encore visiter la galerie Vega, installée à Plainevaux, dans la morose agglomération liégeoise, les espaces Sacré et Lulay qui viennent de s'ouvrir dans d'anciens bâtiments industriels et, à l'autre extrémité de la Belgique, côté mer du Nord, Ostende ou Knokke. Autant dire qu'il doit parcourir à peu près tout

le pays. C'est ici une situation comparable à celle qui prévaut en Suisse et en Allemagne, une situation diamétralement opposée à celle que connaît la France : non point une capitale à proprement parler, mais autant de capitales qu'il y a de provinces - de cantons, de Länder. Et, entre elles, ce qu'il faut de rivalité, rivalité de langue et de culture, pour interdire tout assoupissement.

Abondance de galeries, donc : Abondance nouvelle on l'a dit. Abondance liée à une circonstance historique très spécifique : la découverte récente, l'invention, pour l'art belge intitulé sa revue des années 80 « Bilan d'une aube ». Claude Lorent y écrit, non sans quelque fierté nationale, que « la scène artistique belge et luxembourgeoise [a] aujourd'hui une ampleur jamais égalée » et qu'elle ne souffre plus de graves lacunes face à ses voi-

sins. Même constat, plus développé et plus ironique à la fois, de la part de Jan Vercruyse, l'un des artistes bruxellois les plus exposés aujourd'hui, créateur d'un néo-minimalisme poétiquement funèbre : « Jusqu'au milieu des années 80, il y a à peu près cinq ans, rien ne se passait. L'inaction était la règle, fondée sur un complexe collectif d'infériorité. En Belgique, rien ne pouvait se passer, on le savait... Et puis les Belges ont changé, quand d'autres se sont aperçus qu'ils existaient. Les grands mythes centralistes ont fait faillite, ceux qui affirmèrent que l'histoire devait se jouer à New-York, à Cologne ou à Paris. Pour remédier à l'effondrement de ces mythes, il a fallu s'intéresser aux périphéries, aux artistes des pays périphériques. C'est ce qui s'est produit en Espagne, au Portugal et en Belgique. Du coup, les artistes belges cessèrent d'être considérés d'office comme des ratés, puisqu'ils provenaient de cette périphérie soudain devenue capitaine. Tout s'est enclenché alors. Les institutions ont abandonné leurs habitudes frileuses, les artistes ont osé se montrer. A l'indifférence a succédé l'intérêt, y compris à l'intérieur du pays, où des collections se sont créées. »

Des expositions, dont celle du Musée d'art moderne de la Ville de Paris, ont contribué à orchestrer cette expansion, si bien qu'aux yeux de Vercruyse le danger a désormais changé de nature. Il n'est plus de complexe d'infériorité mais, à l'inverse, de confiance en soi poussée jusqu'à la prétention. Qu'il existe en Belgique des œuvres de qualité n'est plus à démontrer, mais ce succès, soupçonne-t-il, menace de dégénérer en routine trop bien réglée. « Pour les jeunes artistes d'ici, cette nouvelle situation est normale. Résultat : ils font de l'art belge », sans réfléchir, sans prendre de distance, en se réclamant de quelques noms, toujours les mêmes, Magritte, Broodthaers. Or je ne crois plus à cet « art belge ». Il y a encore deux ou trois ans, je vous aurais répondu autrement. Je l'aurais défini comme l'art qui joue des rapports équivoques de l'image et du mot, comme un art de l'ambiguïté. Mais aujourd'hui je me méfie de cette définition. Elle a trop servi. »

Risque d'académisme? Sérénité excessive? Euphorie aveuglante? Ce serait la preuve ultime, la meilleure en un sens, que l'art belge et son marché ont atteint leur plus haut degré de puissance - celui qui précède de peu, traditionnellement, le temps des doutes et des premières crises.

PHILIPPE DAGEN

## Des amateurs très discrets

Les artistes et les marchands le reconnaissent volontiers : il y a en Belgique des collectionneurs très actifs. Actifs oui, mais presque invisibles.

« **N**ous sommes ravis de vous recevoir... D'habitude, nous ne montrons notre collection qu'à nos amis. » Un sourire, un silence. « Naturellement, votre visite est précieuse. Il serait très contraignant pour nous que notre nom soit cité. » Les collectionneurs belges sont courtois, hospitaliers et anonymes. A en croire les marchands qui les fournissent, ce goût de la discrétion obéit à une raison très pratique, l'horreur du fisc et de ses mauvaises habitudes d'inquisition.

A en croire les collectionneurs eux-mêmes, les raisons sont fort différentes, et beaucoup moins triviales. Culturelles même. C'est, expliquent-ils, une tradition des provinces du Nord que de vivre assez retiré dans sa maison. « Les collectionneurs français se rencontrent souvent, ils forment une sorte de petit clan où l'on se visite et se jalousie. Ce n'est pas dans nos mœurs. Si nous rencontrons d'autres amateurs, c'est presque par hasard, dans les vernissages ou dans les foires. Rien de plus. »

Secrets, ils le sont jusque dans le refus de toute orientation. L'une des plus importantes collections de Belgique se dissimule dans une ancienne forge de briques de la banlieue de Bruxelles, magnifiquement restaurée à l'intérieur mais parfaitement banale vue de dehors. Encore faut-il la voir, au fond d'un jardin, à l'extrémité d'une longue allée, derrière des haies et un portail. Dedans, on se croirait dans une kunsthalle, murs blancs, sol gris, accrochage médité, le moins de meubles possible, un éclairage savant et sobre. Les pièces d'habitation ont été rejetées aux deux extrémités de la galerie, afin que rien ne trouble la contemplation des œuvres, toutes très contemporaines, dosage très au point de minimalisme géométrique, de conceptuel et d'art sociologique, pièces de grand format, installations, sculptures monumentales. Les artistes belges du moment y côtoient américains, britanniques et italiens.

Comment les propriétaires achètent-ils? « A peu près jamais dans les foires, presque toujours dans les galeries, à Bruxelles, en Allemagne et à Paris. Vivre à Bruxelles nous permet d'aller dans les capitales euro-

péennes en peu de temps ». Est-ce cette heureuse circonstance géographique qui explique le développement des collections contemporaines en Belgique? « En partie peut-être. Mais il ne faut pas oublier le poids de la tradition : des collectionneurs, il y en a depuis longtemps ici. »

Une typologie s'esquisse : « Il y a grosso modo trois catégories de collectionneurs. D'abord les industriels, flamands pour la plupart, qui ont profité du boom économique belge beaucoup mieux que les Wallons. Ensuite, seconde espèce, très importante et très spécifique, les diamantaires anversois et leurs héritiers. Ceux-là ont collectionné depuis des siècles, ne serait-ce que parce que le marché des pierres précieuses et celui des objets d'art étaient liés. Ils sont à moitié amateurs, à moitié professionnels et n'hésitent pas à acheter et vendre des œuvres. Ils vivent entre eux. La troisième classe regroupe ce qu'on peut appeler les professions libérales à Bruxelles et autour de Bruxelles. Ce sont généralement des médecins et des hommes de loi. On comprend qu'une population si variée et dense d'acheteurs suffise à faire vivre artistes et galeristes. »

Dans cet élan de sérénité et de luxe, il n'y a, semble-t-il, qu'un défaut : la conduite grossière des institutions officielles, sèchement accusées de ne rien comprendre aux beaux-arts. « Rien n'a été prévu dans la loi pour régir les rapports entre les musées et les collections privées, s'indigne le collectionneur. Il n'existe rien qui ressemble aux lois françaises qui organisent les donations, si bien qu'en cas de décès, les héritiers doivent vendre leurs œuvres pour acquitter leurs droits. On a même vu pire : quand Magritte est mort, ses héritiers ont voulu donner des tableaux aux musées. « Merci, leur a-t-on répondu. Mais il faut que vous payiez d'abord les droits correspondant à ces tableaux que vous nous offrez. » Résultat : les tableaux ont été vendus et il a fallu que les musées belges se ruinent pour acheter des œuvres qu'ils auraient pu obtenir à titre gracieux. »

Un projet de loi serait en cours d'élaboration qui introduirait une forme de dation. Il serait temps, car, à en juger par l'état actuel des salles dévolues au vingtième siècle dans les musées de Belgique et par ce que détiennent les collectionneurs bruxellois et anversois, les institutions auraient tout à gagner à traiter avec moins de désinvolture ces amateurs fortunés qui feraient d'admirables donateurs pour peu qu'on les sollicite aimablement.

Ph. D.

## FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS

### LES ENFANTS TANNER

ROBERT WALSER

JOEL JOUANNEAU

JUSQU'AU 5 OCTOBRE

T.S. CENTRE DRAMATIQUE

NATIONAL DE MONTREUR

### JE SUIS

VALERE NOVARINA

JUSQU'AU 9 OCTOBRE

THEATRE DE LA BASTILLE

### LE GRAND CAHIER

AGOTA KRISTOF

JEANNE CHAMPAGNE

JUSQU'AU 28 OCTOBRE

THEATRE GERARD PHILIPS

SAINT-DENIS

### LE TEMPS

BOTHU STRAUSS

PATRICE CHEREAU

DU 4 OCTOBRE AU 14 DECEMBRE

ODEON - THEATRE DE L'EUROPE

### AS YOU LIKE IT

WILLIAM SHAKESPEARE

MARC FRANCOIS

SAINT

AIAX

SOPHOCLE

STEPHANE

BRAUNSCHWEIG

DU 8 OCTOBRE AU 3 NOVEMBRE

THEATRE DE GENEVILLIERS

### STEPHEN PETRONIO

MICHAEL CLARK

DU 3 AU 10 OCTOBRE

CENTRE GERARD PHILIPS

SAINT-DENIS

### BRUNO MADERNA

ANTON WEBER

ALBAN BERG

REINHOLD GLASER

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE

DIRECTION HANS ZIMMER

5 OCTOBRE

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES

### BRUNO MADERNA

CLAUDIO AMBROSINI

LOUISE BESSETTE

PAUL SPERRY

ORCHESTRE PHILHARMONIQUE

DE RADIO FRANCE

DIRECTION DIEGO MASONI

PROJECTION DU FILM

BRUNO MADERNA RETROUVE

5 OCTOBRE

GRAND AUDITORIUM RADIO FRANCE

### LES 20 ANS DU FESTIVAL

D'AUTOMNE A PARIS

DU 3 AU 15 OCTOBRE

VIDEOTHEQUE DE PARIS



# LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

## ARTS

### Nouvelles expositions

#### Berlin, Paris Bar

Les étudiants en arts plastiques et leurs professeurs ont été les premiers à y venir, après la guerre. Dans les années 50, les gens du festival de cinéma s'y donnaient rendez-vous. Dans les années 70, c'était plus que jamais un lieu de fête, dont les murs allaient être recouverts de tableaux de Baszitz, Lipetz, Hödick, Fetting, Middendorf, Salome...

Galerie Artcurial, 9, av. Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 42-99-16-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Du 2 octobre au 9 novembre.

#### FIAC 91

Lire notre dossier pages 18 à 20

Grand Palais, galeries nationales, av. Winston Churchill, pl. Clemenceau, av. Eisenhower, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 45-52-04-38. Tous les jours de 12 heures à 19 h 30, samedi et dimanche de 10 heures à 19 h 30. Nocturne jeudi 10 octobre jusqu'à 23 heures. Du 5 octobre au 13 octobre. 50 F.

#### Les Dubuffet de Dubuffet

C'est au Musée des arts décoratifs qu'est né, grâce à François Matthey, la première rétrospective Dubuffet. Le peintre, en commerce et par amitié, fit au musée, en 1967, une importante donation. Celle-ci y est présentée en permanence, mais particulièrement l'acrobacie d'aujourd'hui permet de la voir tout entière.

Musée des arts décoratifs - Palais du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 42-80-32-14. Tous les jours sauf mardi de 10 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Du 2 octobre au 28 mars 1992. 20 F.

#### Marie de Médicis

##### et le palais du Luxembourg

Un mécène dans la grande tradition toscane, qui s'entoure d'hommes éclairés, attire les meilleurs artistes de son temps, fait construire son palais par Salomon de Brosse, commande à Rubens la décoration de deux galeries. L'exposition réunit des tapisseries, des dessins, des gravures de Callot et Clouet, des plans d'architecture, des peintures et des sculptures.

Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes, Paris 6<sup>e</sup>. Tél. : 42-34-25-95. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Du 2 octobre au 12 janvier 1992.

## Paris

#### En bateau

Des années 1840 à nos jours, un voyage photographique en deux cent une images prises dans toutes sortes de bateaux : barques, péniches, paquebots ou porte-avions fixés à bord ou sur la côte par Le Gray, Stieglitz, Brassai, René-Jacques, Manuel Eschou et Jorge Ribalta.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 4 novembre.

#### Léon Gischia

Le Paris Art Center présente les peintures, la Galerie d'art international les dessins. Cette rétrospective rend hommage à l'artiste disparu au printemps dernier, dont on a peu oublié la qualité, la richesse de l'œuvre, ponctuée aussi par de nombreux ouvrages, sur les arts primitifs et la sculpture.

Paris Art Center, 36, rue Falguère, Paris 15<sup>e</sup>. Tél. : 43-22-38-47. Tous les jours sauf dimanche, lundi et jours fériés de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 2 novembre.

#### El Lissitzky

L'œuvre d'un combattant qui fut une figure majeure de l'avant-garde en Union soviétique dans les années 20. Au temps du constructivisme, quand les plasticiens cherchaient à faire rimer art et utopie, peinture et société, abstraction et langage universel.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 13 octobre. 30 F.



Exposition « Portrait de l'artiste » à la galerie Haboldt & Co : Alfred Stevens (vers 1888).

#### Livres du cimetière, bibliothèque d'Anne de Montmorency

Le Musée de la Renaissance d'Écouen se lance dans les expositions temporaires. En réunissant des ouvrages ayant appartenu au comte de Montmorency, les raretés présentées dans le décor restauré depuis quelques années de la riche bibliothèque du château.

Musée national de la Renaissance, château d'Écouen, 95440. Tél. : 39-30-04-04. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 12 h 30 et de 14 heures à 17 h 15. Jusqu'au 19 décembre.

#### Munch et la France

L'artiste norvégien y est confronté à Monet, Caillebotte, Bernard, Gauguin, Lautrec, Derain... Pour nous montrer un Munch méconnu, qui fit de nombreux séjours à Paris entre 1885 et 1906 et y prit connaissance des principaux courants artistiques. A l'occasion de cette exposition, qui est organisée en collaboration avec le musée Munch d'Oslo, Orsay propose un cycle norvégien : concerts et films.

Musée d'Orsay, quai Anatole-France, Paris 7<sup>e</sup>. Tél. : 40-49-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 5 janvier 1992. 30 F.

#### Paris-Hansmann

Il n'aurait fallu à cette exposition qu'un peu plus de fiabilité et un peu moins de connerie « fluo » pour être tout à fait passionnante. Il reste que c'est, avec le très solide ouvrage qui l'accompagne, une véritable découverte du baron Hansmann, préfet de la Seine, à qui l'on doit l'essentiel du « nouveau Paris » au dix-neuvième siècle.

Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-76-33-97. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 18 h 30, dimanche de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 5 janvier 1992.

#### Picasso, jeunesse et genèse

Que Picasso ait le don et très tôt la maîtrise du dessin, on le savait depuis longtemps. Pour voir le véritable enfant n'est pas désagréable pour autant. Surtout quand on nous promet plus de cent feuilles en tout genre (détail), dont certains n'ont encore jamais été montrés au public.

Musée Picasso, Hôtel Salé, 5, rue de Thorigny, Paris 3<sup>e</sup>. Tél. : 42-71-25-21. Tous les jours sauf mardi de 9 h 15 à 17 h 15, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 25 novembre. 30 F.

## Galleries

#### Tony Cragg

Poussé, semble-t-il, par un goût inventif pour les matériaux les plus divers, pauvres comme la terre ou riches comme le marbre, le sculpteur anglais Tony Cragg bouge et se renouvelle tout le temps, depuis dix ans. C'est appréciable, même si parfois on trouve moins bonne tournure à ses œuvres.

Galerie Crouzet-Robelin Barne, 40, rue Quinquempoix, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-77-38-67. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 12 octobre.

#### 1981-1991, d'une décennie... l'autre

La Galerie de France fête son ouverture, il y a dix ans, au 52 rue de la Verrerie, avec

ses artistes et quelques autres, anciens et nouveaux. Par exemple Dubuffet, Degott, Tinguely, Allend, Placemini, Boulton, Rebecca Horn. Les œuvres ont été triées sur le volet et l'acrobacie est assez subtile pour que, finalement, on ne pense pas à un acrobacie.

Galerie de France, 52, rue de la Verrerie, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-74-38-00. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 19 octobre.

#### Virginia Dwan

Après Los Angeles - New York, où la Dwan Gallery ouvrit en novembre 1963, avec une exposition Kienholz. Après quoi elle présente des artistes comme Carl Andre, Dan Flavin, Don Judd, Agnes Martin, Walter de Maria, Sol LeWitt, On Kawara, Kosuth, etc. Donc se spécialiser dans les *Earthworks*, l'art conceptuel et minimal.

Galerie Montaigne, 38, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-32-35. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 14 décembre.

#### Gottfried Honegger

Du cercle et de l'angle droit, du tableau- relief et du monochrome : le Suisse Gottfried Honegger (né en 1917) est resté, contre vents et marées, un presque mystique de l'abstraction géométrique pure et dure. Aujourd'hui on lui en sait gré.

Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 9, rue Saint-Gilles, Paris 3<sup>e</sup>. Tél. : 42-71-09-33. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 14 octobre.

#### Anselm Kiefer

Un artiste allemand d'aujourd'hui, qui a le don tout à la fois de fasciner et d'effrayer à regarder sa terre, sa mémoire, son histoire peinte en grand, en sombre, en fabriquant d'immenses tableaux chargés de matières brûlées, oxydées, et des livres aux feuilles de plomb. Qu'on n'oublie pas.

Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vaufray-du-Temple, Paris 3<sup>e</sup>. Tél. : 42-71-09-33. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 29 octobre.

#### Portrait de l'artiste

Une occasion de découvrir des tableaux de

petits maîtres hollandais, italiens, français, autour d'un thème fort intéressant : celui des autoportraits et des intérieurs d'ateliers. L'exposition réunit aussi un ensemble de photographies des années 1880-1890, montrant nos papiers et quelques autres dans leur atelier.

Galerie Haboldt & Co, 137, rue du Faubourg-Saint-Martin, Paris 9<sup>e</sup>. Tél. : 42-83-64-63. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 heures, samedi de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 9 novembre.

#### Gerhard Richter

Peindre encore et toujours, en peignant toutes sortes d'images de la peinture : paysages, nus, portraits, brossages gestuels, monochromes... En maître du genre ou de la discipline picturale. L'exposition propose une série récente de grandes toiles abstraites de l'artiste allemand.

Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris 11<sup>e</sup>. Tél. : 48-06-52-23. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 12 octobre.

#### Jacques Villon

Une quarantaine de peintures de 1940 à 1960. Des paysages synthétiques, équilibrés, aux couleurs claires, inspirés par les séjours en Gascogne ou en Normandie. Quelques portraits aussi, dont un petit autoportrait brisé comme un miroir des dernières années.

Galerie Louis Carré, 10, av. de Masséna, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 45-62-57-07. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 2 novembre.

## Régions

#### Angers

##### Jagoda Bulc

Depuis plusieurs années, la ville qui abrite la *Tour de l'Apocalypse* a trouvé le bon fil en exposant largement des artistes contemporains s'exprimant à travers des formes tissées. Par exemple la Yougoslave Jagoda Bulc qui, à partir des années 60, a

largement contribué au renouvellement du langage de la tapisserie.

Musée Jean-Lurcat et de la tapisserie contemporaine, 4, boulevard Arago, 49100. Tél. : 41-57-41-06. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 3 novembre.

#### Chartres

##### Proust et les peintres

Du Greco à Jacques-Émile Blanche, en passant par Peter de Hooch et Watteau, une centaine de peintures, des dessins et de nombreux documents tentent de reconstituer le musée intérieur de l'écrivain. Une entreprise délicate, car, si l'œuvre de Proust est imprégnée de culture picturale, les références précises manquent souvent.

Musée des beaux-arts de Chartres, 29, cloître Notre-Dame, 28000. Tél. : 37-38-41-39. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 novembre.

#### Colmar

##### Martin Schongauer

C'est l'année du cinquième centenaire de la mort du « Beau Martin », un grand maître, dont on situe généralement l'art à égale distance de celui des Flamands et des Allemands. Et le musée de Colmar, sa ville natale, en profite pour exposer ses gravures et ses dessins. Une bonne et juste initiative.

Musée d'Unterlinden, 68000. Tél. : 89-41-88-23. Tous les jours de 9 heures à 18 heures jusqu'au 31 octobre. Du 1<sup>er</sup> novembre au 1<sup>er</sup> décembre de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures sauf mardi. Visite sur r.v. au 89-41-02-29. Jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre. 45 F.

#### Grenoble

##### Vito Acconci

D'abord poète, ce New-Yorkais s'est intéressé dès la fin des années 60 à la performance, à la vidéo et à la photo. Ses œuvres d'artistes intriguent beaucoup. Celles d'aujourd'hui, aussi. Voir au Magasin de Gr-

noble ses installations, ses maquettes de projets publics, qui impliquent le spectateur dans ses élaborations.

Centre national d'art contemporain, 155, cours Barthe, 38000. Tél. : 76-21-95-84. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures. Visite commentée tous les samedis à 17 heures. Jusqu'au 10 novembre. 8 F.

#### Lyon

##### L'amour de l'art, première biennale d'art contemporain

L'objectif de cette première biennale de l'art contemporain, à Lyon, est de mieux faire connaître la création d'aujourd'hui en France. Pour ce faire, ses organisateurs, Thierry Raspail et Thierry Prat, ont vu large, généreusement, et choisi de présenter dans la Halle Tony-Garnier, au Musée d'art contemporain et à l'ELAC, soixante-neuf expositions particulières d'artistes jeunes et vieux, connus et inconnus. Éclatante, la prestation ne manque pas de vitalité.

Halle Tony-Garnier, 20, place Antonin-Parrin, 69007. Tous les jours de 12 heures à 19 heures, les mardi et vendredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 13 octobre. 30 F.

#### Morlaix

##### Pierre Restany

Une vie dans l'art depuis quarante ans. Agide. Des voyages, des coups de cœur, des discours. Beaucoup de curiosité, de prises de positions raisonnables, amusées. Et pas mal d'emprise un peu partout à travers le monde. Faut-il rappeler que Pierre Restany, ce roulier non roulier, est l'inventeur du Nouveau Réalisme?

Musée des Jacobins, place des Jacobins, 28000. Tél. : 98-88-68-68. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 10 novembre.

#### Nancy

##### Le cubisme à Prague

A partir de 1910, les artistes tchèques se rapprochent des solutions cubistes proposées par les « Parisiens ». A la même époque, l'historien d'art pragois Vincenc Kramar entreprend de rassembler une collection d'art moderne français. Organisée grâce à des prêts des collections nationales tchèques et des musées français, l'exposition tchèque permet de confronter des œuvres de Cézanne, Picasso, Braque, Derain et Gleizes à celles de Benes, Capek, Filla, Prochazka ou Oufredau.

Musée des Beaux-Arts, place Stanislas, 54000. Tél. : 83-37-85-01. Tous les jours sauf mardi de 10 h 30 à 18 heures, lundi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre.

#### Poitiers

##### James Turrell

Un Américain qui, depuis vingt ans, à travers ce qu'il appelle des « environnements sensoriels », dans lesquels on entre à l'insu, cherche à mettre la lumière à portée de main. Rien n'est donné d'emblée, il faut accommoder. Ou, comme à Poitiers, se mettre en maillot, et plonger dans une piscine. Qui sait, pour gagner le ciel.

Confort moderne, 185, faubourg du Pont-Neuf, 86000. Tél. : 49-46-08-08. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 12 heures à 20 heures. Jusqu'au 28 octobre.

#### Villeneuve-d'Ascq

##### Victor Burgin

Un Anglais qui, depuis trente ans, combinant images et textes, développe une œuvre plastique à caractère critique, parmi les plus intéressantes qui soient. Une rétrospective, la première, où l'on pourra remarquer qu'au cours des années 80 le travail issu de l'art conceptuel a pris une tournure nettement plus esthétisante.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée (20-05-42-46). Tous les jours sauf mardi, de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 4 janvier.

La sélection « Arts » a été établie par Genevieve Breueret Sélection « Photo » : Patrick Roegiers

## ABONNEZ-VOUS A PARIS

- Une information complète, mensuelle sur les événements parisiens, reçue à domicile.
- Des sorties originales dans la capitale.
- Des réductions : conférences, musées, théâtres, concerts...
- Et la possibilité de réserver son spectacle sans se déplacer.



## LA CARTE DE L'OFFICE DU TOURISME DE PARIS

<input type="checkbox"/> M.	<input type="checkbox"/> Mme	<input type="checkbox"/> Mlle	Nom	_____
Prénom		_____		
Adresse		_____		
Code postal		_____		
Ville		_____		
demande sa carte PARIS SÉLECTION valable 12 mois et joint un règlement de 260 F à l'ordre de l'OFFICE DU TOURISME ET DES CONGRÈS DE PARIS				
127, Champs-Élysées - 75008 PARIS - Tél. (1) 47 20 16 29				
<input type="checkbox"/> chèque bancaire <input type="checkbox"/> chèque postal <input type="checkbox"/> espèces (réservé au paiement sur place)				



## CINEMA

## Tous les films nouveaux

## Fisher King

de Terry Gilliam.  
avec Robin Williams, Jeff Bridges, Amanda Plummer, Mercedes Ruehl.  
Américain (2 h 15).

Toujours à la conquête du Graal, Terry Gilliam, ci-devant Monty Python et ci-après, fait canoë un antique chevalier rouge dans les allées de Central Park. Et réussit une fable vivifiante où un animateur de radio cynique (Jeff Bridges) trouve le chemin de la rédemption en venant en aide à un clochard philosophe (Robin Williams).

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1- (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2- (47-42-50-33) ; Action Rive Gauche, dolby, 5- (43-29-44-40) ; 14 Juillet Odéon, dolby, 6- (43-25-55-53) ; La Pagode, 7- (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8- (43-59-19-08) ; George V, dolby, 9- (45-52-41-46) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, dolby, 11- (43-57-90-51) ; Gaumont Alésia, handicapés, dolby, 14- (43-27-94-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, dolby, 15- (45-75-79-79) ; Gaumont Montparnasse, dolby, 15- (43-44-25-02) ; U.G.C. Maillet, 17- (40-68-00-16) ; VF : Rex, 2- (42-36-53-93) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8- (43-57-35-43) ; Pathé Française, dolby, 9- (47-70-33-38) ; Les Nations, dolby, 12- (43-43-04-57) ;

Fauvette, handicapés, dolby, 13- (47-07-55-58) ; Pathé Montparnasse, dolby, 14- (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, handicapés, 15- (48-28-42-27) ; Pathé Wagram II, handicapés, 18- (45-22-47-94).

## Mohamed Bertrand-Duval

d'Alex Métyer.  
avec Alex Métyer, Moussa Maaskri, Neti, M. Bouzidi, Didier Pain, Marie-Christine Adam.  
Français (1 h 30).

Maurice (Alex Métyer qui signe aussi la mise en scène) est riche mais gentil. Il s'en va chez les pauvres, d'abord méchant. Mais la gentillesse se révèle plus contagieuse que l'argent, qui, on le constate une fois encore, ne fait pas le bonheur mais y contribue largement. A surveiller de près, la prochaine rentrée sur scène d'Alex Métyer où il est toujours excellent.

Forum Horizon, handicapés, 1- (45-08-57-57) ; Pathé Martignat-Corcoran, 9- (43-55-52-52) ; Pathé Française, 8- (47-70-33-38) ; Fauvette Bis, 13- (47-07-55-58) ; Les Montparnasse, 14- (43-27-52-37) ; Pathé Wagram II, 15- (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20- (45-36-10-36).

## Prospero's Books

de Peter Greenaway.  
avec John Gielgud, Michael Clark, Michel Blanc, Eland Josephson.  
Britannique-hollandaise (2 h 08).

Un sublime vidéo-clip shakespearien où Peter Greenaway, saisi par le vertige des effets spéciaux donne une version minutieuse et surchargée de la Tempête. Du naufrage initial ont été sauvés vingt-quatre livres qui renferment tout le savoir du monde et vont se feuilleter dans toutes les dimensions sous nos yeux. Le vingt-cinquième livre est évidemment la Tempête. Omniprésent, impitoyable, jouant tous les rôles, Sir John Gielgud Prospero définitif, résiste à tout, même à l'électronique (lire l'entretien avec le comédien page 28).

VO : Gaumont Les Halles, handicapés, dolby, 1- (40-26-12-12) ; Rache Odéon, 6- (43-26-19-68) ; Pathé Champs-Élysées, dolby, 8- (45-44-57-34).

## Raasahab

de Vijaya Mohan.  
avec Anupam Kher, Tanvi, Vijaya Mohan, Mangesh Kulkarni.  
Indien (2 h 03).

Un avocat indien formé dans les universités britanniques tente, de retour dans son pays, d'affranchir un jeune couple qui vit sur son domaine du poids de la tradition.

VO : Utopia, 5- (43-26-84-68).

## Sélection Paris

## An Angel at My Table

de Jane Campion.  
avec Kerry Fox, Alexis Kargh, Karen Fergusson, Lisa Churn, K.J. Wilson, Melina Bernier.  
Néo-zélandais (2 h 38).

Incroyable vie que celle de Janet Frame, qui traverse les plus terribles épreuves sans rien esquiver, subissant tout, retournant tout, et en faisant la matière de romans qui lui forment une gloire dont elle ne saura que faire. Incroyable film que celui de Jane Campion, qui de l'exercice périlleux de la biographie filmée fait une merveille de justesse brillante, regardant en face le pire, avec une infinie attention aux « presque rien » qui est l'essentiel.

VO : Lucernaise, 6- (45-44-57-34).

## Barton Fink

de Joel Coen.  
avec John Turturro, John Goodman, Judy Davis, Michael Lerner, John Mahoney.  
Américain (1 h 56).

Lorsque l'angoisse de la page blanche saisit un jeune scénariste, il glisse peu à

peu des bizarreries d'Hollywood à un cauchemard baroque. L'invention visuelle des frères Coen leur a apporté une moisson de récompenses au dernier Festival de Cannes, dont la Palme d'or.

VO : Forum Horizon, handicapés, dolby, 1- (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, handicapés, dolby, 2- (47-42-72-52) ; Ciné Beaugrenelle, handicapés, dolby, 3- (42-71-52-38) ; U.G.C. Danton, dolby, 8- (42-25-10-30) ; U.G.C. Champs-Élysées, handicapés, dolby, 8- (45-52-20-40) ; Max Linder Panorama, 10K, dolby, 9- (48-24-98-88) ; La Bastille, handicapés, dolby, 11- (43-07-48-80) ; Escorial, dolby, 13- (47-07-28-04) ; Mistral, dolby, 14- (45-39-52-43) ; Sept Paroissiens, dolby, 14- (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, dolby, 15- (45-75-79-79) ; U.G.C. Maillet, 17- (40-68-00-16).

VF : U.G.C. Montparnasse, dolby, 8- (45-74-94-84) ; U.G.C. Opéra, 9- (45-74-94-84) ; Les Nations, dolby, 12- (43-43-04-57).

## La Belle Nôlesse

de Jacques Rivetta.  
avec Michel Piccoli, Jane Birkin, Emmanuelle Béart, Marianna Denicourt, David Bernadine, Gilles Arbona.  
Français (1 h 14).

Amour, désir, trahisons, vengeances, c'est aussi un mélo qui se joue dans le va-et-vient de personnages qui chacun a sa part de mystère et de séduction, autour du lieu central, l'atelier du peintre. Là dans le silence et le vacarme de la naissance d'une œuvre, c'est une cérémonie magique qui se déroule. Et c'est palpable comme un thriller, bouleversant comme une tragédie, et rigolo aussi.

Gaumont Opéra, 2- (47-42-90-33) ; La Saint-Germain-des-Prés, 3- (45-74-94-84) ; U.G.C. Opéra, 9- (45-74-94-84) ; Les Nations, dolby, 12- (43-43-04-57).

## Danse avec les loups

de Kevin Costner.  
avec Kevin Costner, Mary McDonnell, Graham Green, Rodney A. Grant, Floyd Red Crow Westerman, Tantoo Cardinal.  
Américain (2 h 01).

Le formidable succès public de ce film prouve que l'épopée indienne de Kevin

Costner correspond à un réel besoin : celui d'une histoire simple et belle, de grands espaces et de grands sentiments, d'héroïsme sans complexe et de nostalgie sans tristesse. Danse avec les loups remplit à la perfection cette attente.

VO : Gaumont Ambassade, dolby, 8- (43-59-19-08) ; Les Montparnasse, dolby, 14- (43-27-52-37) ; VF : U.G.C. Opéra, dolby, 9- (45-74-94-84) ; Fauvette, 13- (47-07-55-58).

## La Discrète

de Christian Vincent.  
avec Fabrice Luchini, Judith Henry, Maurice Garrel, Marie Bunel, François Toussaint, Béatrice Boncompagni.  
Français (1 h 35).

Comédie cruelle et douce, plus proche en fait, dans ses arabesques de l'univers de Michel Deville que de celui d'Eric Rohmer. Fabrice Luchini trouve un texte à la mesure de son exhibitionnisme et Judith Henry lui fait un contrepoint juste et bouleversant.

Épée de Bois, 5- (43-37-57-47) ; Saint-André-des-Arts I, 8- (43-26-45-16) ; Club Gaumont (Publicis Média), 8- (43-59-31-97).

## La Double Vie de Véronique

de Krzysztof Kieslowski.  
avec Irène Jacob, Helena Gryglaszewska, Aleksander Bardini.  
Franco-polonaise (1 h 38).

Véronique la Polonoise chante divinement, mais un mal inconnu lui mange le cœur. Véronique la Française enseigne le chant et s'engage dans un curieux jeu de piste du cœur. Pas à pas, Kieslowski accompagne l'une, puis l'autre - toutes deux interprétées par Irène Jacob qui n'a pas volé le prix de la meilleure actrice à Cannes. Et, tout doucement, l'auteur du Dédicace murmure la chanson des liens secrets, qui, par-delà les différences unissent les gens.

VO : Saint-André-des-Arts I, 8- (43-26-45-16) ; République Cinéma, dolby, 11- (48-05-51-33).

## Hallaoulina

de Fédor Boghedir.

avec Selim Boghedir, Mustapha Adouani, Rabia ben Abdallah, Mohamed Dria, Hélène Carrazes, Fatma ben Saldem.

Franco-tunisien (1 h 38). Noura a grandi parmi les femmes d'Hallaoulina, le faubourg de Tunis où il est né. Mais il va devenir un homme. En déséquilibre sur le rebord des terrasses, il observe ces deux mondes miroyens et pourtant étrangers l'un à l'autre, celui des hommes, celui des femmes.

VO : Épée de Bois, 5- (43-37-57-47).

## J'entends plus la guitare

de Philippe Garrel.  
avec Benoît Régent, Johanna Ter Steege, Yann Collette, Mireille Perrier, Brigitte Sy, Anouk Grinberg.  
Français (1 h 38).

C'était un amour parfait, comme l'accord du même nom, en harmonie avec une époque. Comment l'amour s'effiloche et se casse, comment certains en meurent et d'autres retrouvent la vie ? Philippe Garrel en dresse le constat attentif et tendre, d'autant plus fort qu'il est plus pudique.

Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26) ; Saint-André-des-Arts II, 9- (43-26-80-26) ; Sept Paroissiens, 14- (43-20-32-20).

## Life Is Sweet

de Mike Leigh.  
avec Alison Steadman, Jim Broadbent, Claire Skinner, Jane Horrocks, Stephen Rea.  
Britannique (1 h 42).

Portrait de famille avec chômage, bonne humeur, trop grande sagesse de la fille aînée et trop violente révolte de la cadette, idées loufoques du père et force obstinée de maman, c'est drôle et vache comme savent l'être les Anglais.

VO : Reflet Logos II, handicapés, 5- (43-54-42-34).

## Nuit et Jour

de Chantal Akerman.  
avec Guilaine Londez, Thomas Langmann, François Négre, Nicole Colchat, Pierre Laroche, Christian Crayth.  
Franco-belgo-suisse (1 h 30).

## Ciné-mémoire, programme

Le premier Festival international des films retrouvés et restaurés, baptisé Ciné-Mémoire, aura lieu du 4 au 11 octobre prochains, en Ile-de-France et dans vingt-trois villes en régions. Organisé à l'initiative du ministère de la culture et de la communication, il associe les Archives du film (CNC), la Cinémathèque française et la Cinémathèque de Toulouse. Il propose pour sa première édition une présentation des principales restaurations effectuées par les archives publiques françaises, un hommage aux archives américaines et à la Film Foundation, créée l'an passé à Los Angeles par huit grands réalisateurs et présidée par Martin Scorsese, et un programme d'invitations internationales. Nous publions ici les programmes exhaustifs de Paris et sa région :

## PALAIS DE TOKYO

- Vendredi 4 octobre :

11 h : Force of Evil (Le Fils du diable), A. Polonsky - USA - 1948, présenté par M. Scorsese. 14 h : Malombra, C. Gallone - Italie - 1917. 16 h : Pacific 231, M. Tsekhanovskii - URSS - 1931; Strogij Junochka (Le Jeune Homme sévère), A. Racom - URSS - 1935. 18 h : Abwege (Crise), G.B. Pabst - Allemagne - 1928. 20 h 30 : Trade Tattol, L. Lye - GB - 1937 et The Edge of the World (L'angle du monde), M. Powell - GB - 1937.

- Samedi 5 octobre :

11 h : Films de la Paper Print Collection, 1898 - 1906, USA et Moonrise (Le Fils du pendu), F. Borzage - USA - 1948. 14 h : Beregi Zadorov (Attention à votre santé), A. Medvedkine - URSS - 1929; Ciné-Train : Journal n° 4, Comment vas-tu camarade mineur?, N. Karmazinski - URSS - 1932; Tchudesnitso (La Fille qui faisait des miracles), A. Medvedkine - URSS - 1936. 16 h : Svetlo Pronika Tmou (La lumière perce les ténèbres), O. Vavra - Tchécoslovaquie - 1931; Panenstvi (Virginité), O. Vavra - Tchécoslovaquie - 1937. 18 h : Hara Kiri (M. L. Irie) - France - 1928. 20 h 30 : Concerto, F. Villiers -

France - 1957; Hell's Angels (Les Anges de l'Enfer), H. Hughes - USA - 1930.

- Dimanche 6 octobre :

11 h : Ne Topiat Fachistskomu Sapogu (La botte fasciste ne foulera pas le sol de notre patrie), A. Ivanov, I. Ivanov-Vano - URSS - 1941; Padenige Berlina (La Chute de Berlin), M. Tchouaouli - URSS - 1949. 14 h : Smash-Up the Story of a Woman (Une vie perdue), S. Heisler - USA - 1947. 16 h : Children's Corner, M. L'Herbier - France - 1936; Marie, légende hongroise, P. Fejos - France, 1932. 18 h : Erotikon (Vers le bonheur), M. Stiller - Suède 1920. 20 h 30 : India, R. Rossellini - Italie - 1958; Ecco La Radio, G. Gentilomo - Italie - 1940.

- Lundi 7 octobre :

9 h 30 : Colloque d'information, sous la direction de Michel Ciment, La restauration de la couleur. 14 h : De Moosle Waaers Ter Wereld (Les Plus Beaux Éventails du monde), années 20; Follow Thru, L. Schwab - USA - 1930. 16 h : Solovej Solomeichka (Rossignol, petit rossignol), N. Ekk - URSS - 1936. 18 h : les Grandes Eaux de Versailles, France, années 10; Vanina, A. von Gerlach - Allemagne - 1922. 20 h 30 : The House Cat, B. Feistead - Grande-Bretagne - 1948; Saraband For Dead Lovers (Sarabande), B. Dearden - Grande-Bretagne - 1948.

- Mardi 8 octobre :

9 h 30 : Colloque d'information, la musique et les films muets. 14 h : Brief Ecstasy (Brève Extase), E.T. Greville - Grande-Bretagne - 1937. 16 h : Le Baigneur des gosses, Pathé - France - 1908; Lonesome (Solitude), P. Fejos - USA - 1929. 18 h : Listopad (Novembre), O. Vavra - Tchécoslovaquie - 1935; Erotikon (Séduction), G. Machaty - Tchécoslovaquie - 1928. 20 h 30 : De Molens die Juichen En Weenen (L'Amour des moulins), A. Machin - Pays-Bas - 1912; Joachim Goethal et le secret de l'acier, A. Machin - Pays-Bas - 1912; Maudie soit la guerre, A. Machin - Belgique - 1913; The Toll of the Sea, C.M. Franklin - USA - 1922.

- Mercredi 9 octobre :

9 h 30 : Colloque d'information, Le droit d'auteur dans les différents pays. 14 h : Meiplanetnaia Revoljusia (Révolution interplanétaire), Z. Komissarenko, Y. Merkulov, N. Khodatiev - URSS - 1924; Potchta (la Poste), M. Tsekhanovskii - URSS - 1929; Skazka O Pope I Ego Robotnike Balde (Le Conte du pape et de son ouvrier Balde), M. Tsekhanovskii - URSS - 1933; Kolybelnaia (Berceuse), D. Vertov - URSS - 1936. 16 h : Ruce V Utery (Les mains le mardi), C. Zahradnick - Tchécoslovaquie - 1934; Vavirag (Fleur de fer), J. Hersko - Hongrie - 1957. 18 h : The



Crise de G.W. Pabst avec Jack Trevor et Brigitte Helm, 1928.

Bat (l'Oiseau de nuit), R. West - USA - 1926. 20 h 30 : Pleins feux sur l'assassin, G. Franju - France - 1961.

- Jeudi 10 octobre :

11 h : Stockholm Queen of the Baltic, J. Boyle, R. Fernström, USA - 1932; The Bat Whispers, R. West - USA - 1930. 14 h : Tonka Siberica (Tonichka), K. Anton - Tchécoslovaquie - 1930. 16 h : Enek A Buzamezskroli (La Chanson des champs de blé), I. Szöts - Hongrie - 1947. 18 h : Brumes d'automne, D. Kirsanoff - France, 1928; Six et demi onze, J. Epstein - France - 1927. 20 h 30 : Marguerite de la nuit, C. Autant-Lara - France - 1955.

- Vendredi 11 octobre :

11 h : The Apple Knocked and the Coke, USA (années 1950); Hoopla (Houp-la), F. Lloyd - USA - 1932. 14 h : Robinson Crusoe, J. Musso - France - 1950. 16 h : Annie get your Gun (Bouts d'essais de J. Garland), USA, 1949; Halleujah, I'm a Bum!, L. Milestone - USA - 1933. 18 h : Films Pathé KOK : La Chatte et ses petits; les Méduses; Ferme d'élevage de caillans en Californie - France - 1912; Samson und Delila (Samson et Dalila), A. Korda -

Autriche, 1922. 20 h 30 : Gold Diggers of Broadway (Numéro final), R. Del Ruth - USA - 1929; l'Atlantide, G.W. Pabst - France - 1932.

## THÉÂTRE DE LA COLLINE

- Samedi 5 octobre :

15 h : le Rideau rouge, A. Barsacq - France - 1952. 17 h : l'Ecole des facteurs, J. Tati - France - 1946; Rigolboche, Christian-Jaque - France - 1936. 20 h 30 : Lucky Star (l'Isolé), F. Borzage - USA - 1929.

- Dimanche 6 octobre :

15 h : The Last of the Mohicans (Le Dernier des Mohicans), M. Tourneur - USA - 1921. 17 h : The Gay Parisian, J. Négulesco - USA - 1941; The Thief of Bagdad (Le Voleur de Bagdad), M. Powell - GB - 1940. 20 h 30 : The Sign of the Cross (Le Signe de la croix), C.B. DeMille - USA - 1932.

- Lundi 7 octobre :

20 h 30 : She Wore a Yellow Ribbon (La Charge héroïque), J. Ford - USA - 1949.

- Mardi 8 octobre :

20 h 30 : Georges Méliès : découvertes récentes, films en couleurs - France - 1896-1905.

AUJOURD'HUI

# دوقاف بوتران محمد

Mohamed Bertrand-Duval  
UN FILM D'ALEX MÉTAYER  
(un film qui rayonne)

SHIN



# DE LA SEMAINE

**Petite musique de nuit et de jour** sur trois temps et pour trois instruments, les parfaits acteurs de cette fable jouent et rigolent sur le beau moment fugace où la pureté a paru être de ce monde.

Ciné Beaubourg, handicapés, 3 (42-71-33-87-77) ; Les Trois Baines, 5 (45-51-10-80) ; Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20).

## Le Porteur de serviette

de Daniele Luchetti, avec Silvio Orlando, Nanni Moretti, Giulio Brogi, Anna Rinaldi, Angela Finocchiaro, Graziano Giusti. Italie-français (1 h 30).

Luciano, petit professeur à la plume agile, est engagé par un ministre plein d'avenir pour lui écrire ses discours. Il découvre peu à peu les tracas de la vie politique, jusqu'à l'écœurement. Une formidable prestation de Nanni Moretti dans le rôle du politicien corrompu.

VO : Utopie, 5 (43-28-94-65).

## Rage in Harlem

de Bill Duke, avec Forest Whitaker, Gregory Hines, Robin Glynn, Badja Djola, Zakari Mcken, Danny Glover. Américain (1 h 45).

Très librement, et même désinvoltement, inspiré de la *Reine des pommes* de Chester Himes, une comédie carnavalesque et farfelue dans un Harlem en carton-pâte offre à un innocent benêt (interprété avec jubilation par Forest Whitaker) l'occasion de se confronter à toutes les vicissitudes de cette vallée de larmes, de convoitise et de stupre. Oh Lord!

VO : Forum Orient Express, handicapés, 1 (42-33-42-26) ; 14 Juillet Odéon, 5 (43-25-59-83) ; U.G.C. Normandie, 8 (45-63-16-18) ; Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20). VF : U.G.C. Montparnasse, 5 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-37) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59).

## Le Roi des roses

de Werner Schroeter, avec Anna Magdalena Montezuma, Albert Mosterfa Djedjam, Fernando Antonio Orlando. Allemand (1 h 30).

L'expressionnisme exacerbé de Werner Schroeter nourrit d'images superbement symboliques cette quête de la perfection incarnée par une impossible rose idéale, cultivée dans le jardin de la grande maison qui sera finalement lieu de torture et de mort.

VO : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

## Toto le héros

de Jaco van Dormael, avec Michel Bouquet, Mirallie Parier, Jo de Backer, Thomas Godart. Belgo-français-allemand (1 h 30).

Le pauvre, le médiocre Thomas a-t-il été à sa naissance échangé avec son voisin le riche et chanceux Alfred ? Il le croit mordicus, et cela oriente les multiples tribulations d'une existence que le réticentisme d'un gage, de dames et d'intrigues avec une saine habileté.

U.G.C. Rotonde, 5 (45-74-94-94) ; Les Trois Baines, 5 (45-51-10-80).

## Troubles

de Wolfgang Petersen, avec Tom Berenger, Bob Odenkirk, Greta Szochl, Joanne Whalley-Kilmer. Américain (1 h 38).

Mystères et pot au noir chez les yuppies californiens, c'est une sombre histoire d'annusées truffées de fausses pistes, de créatures lascives et d'accidents spectaculaires. Aussi réussi que le roman de Richard Neely dont le film est adapté.

VO : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 5 (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-55-15-08) ; U.G.C. Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, 11 (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79). VF : Rex, 2 (42-36-35-33) ; U.G.C. Montparnasse, 5 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, handicapés, 9 (47-42-56-37) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; U.G.C. Clichy, 18 (48-22-47-94).

## Urga

de Nikita Mikhalkov, avec Badema, Bayaertu, Vladimir Gostukhin, Babouchka, Larissa Kuznetsova. Franco-soviétique (2 h).

Combo le pasteur mongol abandonne la yagire familiale et s'en va à la ville acheter des préservatifs. De cette mince anecdote, Mikhalkov tire un très beau poème visuel, truffé de clins d'œil humoristiques et de morceaux de bravoure catartiques ou sentimentaux, récompensés par un Lion d'or au récent Festival de Venise.

VO : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-37) ; Pathé Hautes-Frilles, 6 (46-33-79-38) ; Gaumont Champ-Élysées, 9 (43-55-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; U.G.C. Gobelin, 13 (46-81-94-95) ; Gaumont Aldéa, 15 (43-27-94-50) ; Miramar, 16 (43-20-32-20) ; Kiosque-réa, handicapés, 15 (43-08-50-50) ; U.G.C. Mado, 17 (40-58-00-16).

## Le Voleur d'enfants

de Christian de Chalonge, avec Marcello Mastroianni, Angela Molina, Michel Piccoli, Nada Strancar, Cécile Pallua. Franco-italo-espagnol (1 h 50).

Adapté de Supervielle, l'histoire (qui permet les retrouvailles de Mastroianni et Piccoli) d'un riche exilé argentin qui se console de ne pas pouvoir avoir d'enfants en volant ceux des autres. Tout le monde s'en trouve fort bien, jusqu'au jour où un ami lui vend sa fille de 16 ans.

Forum Horizon, handicapés, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Hautes-Frilles, 6 (46-33-79-38) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-52-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, handicapés, 10 (47-03-33-88) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; Feuillet, 13 (47-07-55-88) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20) ; Pathé Clichy, 18 (48-22-46-01).

## Reprises

### Judex

de Louis Feuillade, avec René Cresté, Musidora, Marcel Levesque, Yvette Andréyor, Edouard Mathé. Français, 1917, noir et blanc (7 h).

Judex, sombre justicier, héros d'aventures pour lesquelles les adjectifs « échoué » ou « délaissé » auraient pu être inventés. Le plus extravagant des films muets à épisodes par le grand maître Feuillade.

La Pagode, 7 (47-05-12-15).

### Moderato Cantabile

de Peter Brook, avec Jeanne Moreau, Jean-Paul Belmondo, Didier Haudepin, Pascale de Boysson. Français, 1960, noir et blanc (1 h 45).

Il y avait le texte de Duras, la sensualité de Jeanne Moreau, le charme de Belmondo, la tendresse de Brook cinéaste, et une musique nostalgique qui s'incrustait dans le cœur.

Europa Panthéon (ex-Reflex Panthéon), handicapés, 5 (43-54-15-04).

## Festivals

### Les Anglais traversent le Channel

Pour la seconde fois, le Festival du cinéma britannique tient ses assises à Dinard, où il présente une sélection de films inédits que le jury, présidé par Ben Kingsley, aura à départager. Et aussi des hommages à David Lean, disparu cette année, et aux scénaristes et réalisateurs Frank Launder et Sidney Gilliat. Un débat entre producteurs anglais et fran-

çais sur le thème des rapports entre cinéma et télévision sera illustré par les films produits par la BBC.

Du 3 au 6 octobre. Tél. : 99-46-80-08.

### Tout na à Dunkerque

En cinq années d'existence, les Rencontres cinématographiques de Dunkerque se sont taillées une jolie réputation de qualité et de curiosité. Réputation justifiée cette année par des films alléchants, et deux rétrospectives consacrées à des cinéastes importants découverts depuis un an, le Portugais João Cesar Monteiro (*Souvenirs de la maison jaune*) et l'Irlandais Abbas Kiarostami (*Où est la maison de mon ami ?*). Mais les rencontres présentent également sur le thème du trente films qui, de Renoir à Godard, d'Oshima à Truffaut et de Rivette à Warhol en passant par Antonioni, Vecchiali et Kieslowski, ne comportent pas une faute de goût.

Du 3 au 22 octobre au Studio 43, au Théâtre de Dunkerque et à l'Espece Jean-Vilar. Tél. : 28-68-47-89.

### Vedette : un spermatozoïde d'épinoche

Les premiers, les surréalistes ont remarqué les qualités esthétiques exceptionnelles des courts-métrages d'observation scientifique de Jean Painlevé. De *L'Œuf d'épinoche* (1925) aux *Pigeons du square* (1982), son socle reste d'abord pédagogique, mais il fera ainsi avancer des inventions techniques qui serviront ensuite au cinéma de fiction, et prouvera par l'exemple qu'un bon observa-

teur est naturellement un artiste. En 1933, son *Hippocampe* en obtint même une certaine gloire. La Bibliothèque publique d'information présente dix-neuf de ses films.

Du 3 au 14 octobre à BPI, Centre Georges-Pompidou. Tél. : 42-77-12-33.

### Le producteur est toujours là

Au début des années 80, Tarak Ben Amar se hissa au rang de producteur international avec des films comme *la Traviata de Zeffirelli*, *Bassin d'amour* de Schatzberg ou *les Cavaliers de l'or* de Vergez. Sur le farineux coup de poker de *Pirates de Polanski*, il perdit l'essentiel de sa puissance. Mais parce que Ben Amar est tunisien, il avait créé une infrastructure qui servit de base technique au récent essor du cinéma de son pays (*Halimane*, *l'Homme de cendre*) avant de lui fournir les bases de nouvelles productions plus modestes et plus « régionales » que les superproductions de jadis, mais de qualité : *Ecrans de sable* de Randa Chahal Sabbag ou *le Collier perdu de la colombe* de Nacer Khemir. L'hommage que lui rend l'Institut du monde arabe reconstitue les étapes de cette carrière singulière.

Du 5 au 27 octobre, les samedis et dimanches à 18 heures et 18 heures, à l'Institut du monde arabe. Tél. : 40-51-39-51.

La sélection « Cinéma » a été établie par : Danielle Heymann et Jean-Michel Frodon

## LION D'ARGENT VENISE 1991

ROBIN WILLIAMS JEFF BRIDGES

# FISHER KING

"Une formidable histoire d'amour et d'amitié signée Terry Gilliam. Puissant et émouvant."

UN FILM DE TERRY GILLIAM AVEC ROBIN WILLIAMS JEFF BRIDGES "FISHER KING LE ROI-PECHEUR" (THE FISHER KING) AVEC AMANDA PLUMMER ET MERCEDES RUEHL

GEORGE FENTON MUSIC BY LESLEY WALKER COSTUME DESIGNER MEL BOURNE EDITOR ROGER PRATT, B.S.C. EXECUTIVE PRODUCERS RICHARD L. GRAVENESE PRODUCED BY DEBRA HILL ET LYNDY OBST WRITTEN BY TERRY GILLIAM

UN FILM D'ART ET D'ESPRIT

VO : GAUMONT AMBASSADE (GAUMONTFRANCO) - GAUMONT OPERA - MONTPARNASSE BIENVUE - GAUMONT ALEA - GAUMONT LES HALLES - GEORGE V - 14 JUILLET BEAUGRENELLE - 14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET ODEON - ACTION RIVE GAUCHE - LA PAGODE - USO MARLOT - VF : PATHE MONTPARNASSE - PATHE WEPLER - PATHE FRANCAIS - NATION - FAUVETTE - GAUMONT CONVENTION - REX - SAINT-LAZARE PASQUIER - ET DANS LES SALLES DE LA PERIPHERIE.

## Box-office Paris

Que d'eau, que d'eau ! Le mauvais temps réussit au cinéma. Un film passe enfin la barre des 90 000 entrées en première semaine à grands coups de lances à incendie (*sic*) : il s'agit malheureusement du médiocre *Backdraft* dans une combinaison princière de 45 salles. Très bonne nouvelle en revanche avec le démarrage remarquable de la dernière Palme d'or cannoise, *Barton Fink*, des frères Coen, qui passe les 60 000 entrées dans une combinaison convenable de 17 salles et le succès du nouveau film de Mikhalkov, *Urga*, qui a réuni près de 35 000 spectateurs dans ses 8 salles et emporte la palme du meilleur taux de remplissage.

Débuts moyens de *Troubles* - la Californie n'est pas de saison et ses intrigues n'ont séduit que 27 000 spectateurs dans 25 salles - et du *Voleur d'enfants* qui, malgré Mastroianni, Piccoli et Nada Strancar s'en tient à moins de 20 000 entrées dans 14 salles. Le plus mauvais score aux *Yeux d'un ange*. Travoita chez les nouveaux pauvres n'atteint qu'avec peine les 10 000 entrées en 23 salles. Misère !

Belle résistance de *Y'a-t-il un fil pour sauver le président ?*, qui se maintient à 50 000 entrées en deuxième semaine, et surtout de *Robin des bois* qui continue de prendre aux riches pour donner en huitième semaine à 40 000 nouveaux fans, approchant le seuil des 700 000 spectateurs. Michel Serrault continue tranquillement son chemin avec Jeanne Moreau dans *La vieille qui marchait dans la mer* : 40 000 compagnons de route. Enfin, le *Belle Noiseuse* persiste et pose sous les regards de plus de 9 000 amateurs d'art en 5 salles émerveillées.

## AUDITORIUM DU LOUVRE

- Samedi 5 octobre : 20 h 30 : Films musicaux de la Vitaphone - USA - 1926-1931.

## VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

- Vendredi 4 octobre : 18 h 30 : Visions de New-York 1, images d'une métropole - USA - 1900-1963.

- Samedi 5 octobre : 18 h 30 : Visions de New-York 2, symphonies de la ville - USA - 1921-1957.

- Dimanche 6 octobre : 18 h 30 : Visions de New-York 3, Coney-Island de jour, Coney-Island de nuit - USA - 1905-1953.

- Mardi 8 octobre : 10 h : *La Fayette*, J. Dreville - France - 1961. 15 h : *Le Tableau blanc*, films d'enseignement Gaumont, 1910-1920, P. Philippe - France - 1991 ; *Zéro de conduite*, J. Vigo - France - 1933. 20 h 30 : *Le Tableau blanc*, films d'enseignement Gaumont, 1910-1920, P. Philippe - France - 1991 ; *A propos de Nice*, J. Vigo - France - 1929 ; *Zéro de conduite*, J. Vigo - France - 1933.

## THÉÂTRE DE LA VILLE

- Mercredi 9 octobre : 18 h : *Die Gezeichneten* (Aimez-vous les uns les autres), C.T. Dreyer - Allemagne - 1921.

## OPÉRA BASTILLE

- Vendredi 4 octobre : 20 h 30 : *Playtime*, J. Tati - France - 1967.

## ILE-DE-FRANCE

- Malakoff, vendredi 4 octobre : 14 h 30/18 h 30 : le grand Méliès, spectacle de cinéma forain, Théâtre à Breteilles. 20 h : *Judex*, L. Feuillade - France - 1917.

- Samedi 5 octobre : 15 h/18 h 30 : le grand Méliès, spectacle de cinéma forain, Théâtre à Breteilles. 20 h : Max Linder : films choisis par Max Linder. 21 h : *Nana*, Jean Renoir - France - 1926.

- Dimanche 6 octobre : 15 h/18 h 30 : le grand Méliès, spectacle de cinéma forain, Théâtre à Breteilles. 20 h : Les archives de la planète, films du musée départemental Albert-Kahn. 21 h : *l'Étrange et le mélange*, A. Antoine - France - 1920-1984.

\* Le Théâtre 71, 3, place du 11-Novembre (tél. : 46-55-43-45).

- *Molksy-Crampey*, vendredi 4 octobre : 20 h 45 : *Nana*, Jean Renoir - France - 1926.

\* La Rotonde, place du 14-Juillet (tél. : 60-60-02-63).

- *Tremblay-en-France*, les 5 et 6 octobre à 16 h et 21 h : *Playtime*, J. Tati - France - 1967.

\* Centre culturel Aragon, 24, bd de l'Hôtel-de-Ville (tél. : 49-63-70-32).

\* *Ciné-Mémoire*, Places de 20 F à 100 F. Renseignements et réservations : 40-70-08-71, Palais de Tokyo - 13, avenue du Président-Wilson, 75116 Paris.

- Mercredi 9 octobre : 15 h : Georges Méliès : découvertes récentes, films en couleurs. France - 1896-1905. 20 h 30 : *Die Preußische Kaiserin* (Une reine sans joie), G.W. Pabst - Allemagne - 1928.

- Jeudi 10 octobre : 20 h 30 : *Michel Strogoff*, V. Tourjansky - France - 1926.

- Vendredi 11 octobre : 18 h : *le Mariage de chiffon*, C. Autant-Lara - France - 1942. 20 h 30 : *Un roi sans divertissement*, F. Leterrier - France - 1963.

## THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

- Dimanche 6 octobre : 20 h 30 : *Rapsodia Satánica*, N. Oxilia - Italie - 1917 ; *Un chien andalou*, L. Bunuel - France - 1928.

- Mercredi 9 octobre : 20 h 30 : *Une soirée au Gaumont-Palace*, France, 1906-1914.

## MUSÉE D'ORSAY

- Samedi 5 octobre : 14 h : Films d'animation américains, USA, 1900-1932. 16 h : Les films de Charles R. Bowers : *Edge on* (Pour épater les poules) ; *A Wild Roomer* (Un original locataire) ; *Now, you tell one* (Non, tu exagères !), USA, 1926.

- Dimanche 6 octobre : 14 h : *Den Hvide Slavehandels sidste offer* (la Traite des Blancs), A. Blom - Danemark - 1911 ; *De Fire Djaevle* (les Quatre Diables), R. Dinesen, A. Lind - Danemark - 1911. 16 h : *Nobelpristagaren* (le Prix Nobel), G. af Kiercker - Suède - 1918.

## OPÉRA GARNIER

- Lundi 7 octobre : 20 h 30 : *Salammbô*, P. Marodon - France - 1925.

## MAX-LINDER

- Samedi 5 octobre : 24 h : Les premiers films de M. Scorsese : *It's not Just You*, Murray USA - 1964 ; *The Big Shave* - USA - 1967 ; *Who's that Knocking at my Door ?* USA - 1969.

- Dimanche 6 octobre : 12 h : *Wild Boys of the Road*, W. Wellman - USA - 1933.

- Vendredi 11 octobre : 24 h : *The Unseen American Avant Garde* (Avant-Garde américaine méconnue), L. Lyte, B. Hammer, R. Steiner, R. Florey, I. Lerner, A. Warhol - USA - 1928.

## GRAND REX

- Vendredi 11 octobre : 20 h 30 : Hommage aux archives américaines : 20 h 30 : *W. Wellman* - USA - 1928 ; *Out-Right* (les Ailes), W. Wellman - USA - 1931 ; *posts of The Foreign Legion*, H. Perry - USA - 1931 ; *Swing Shift Cinderella* (les Métamorphoses de Cinderella), Tex Avery - USA - 1945 ; *Actualités américaines*, 1<sup>er</sup> février 1946 : *Meet me in Saint-Louis* (le Chant du Missouri), V. Minnelli - USA - 1944.







# DE LA SEMAINE

## Je suis

de Valère Novarina, mise en scène de l'auteur, avec André Marcon, Laurence Mayeur, Aude Briant, Rosalinde Goldstein, Michel Baudinat, Daniel Znyk, Emmanuelle Touilly-Strom, Wassier, Claire Farjot-Lagrange et Marie Saint-Louis. Valère Novarina est l'un de nos écrivains les plus hardis, dans la forme principalement, comme dans le fond. Faisant feu de toute littérature, toute émotion, tout fait divers ou fait majeur, il conçoit méticuleusement des œuvres puis des spectacles résolument différents. Dans lesquels s'illustre souvent André Marcon. Ce qui, une nouvelle fois, est vrai.

Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. 70 F et 90 F.

## Légerement sanglant

de Jean-Michel Rabreau, mise en scène de l'auteur, avec Claude Degliame, Manuelle Gouray, Jacques Mazeran et Emmanuelle Terpin. Une comédie libertine, selon son auteur et metteur en scène, que lui a inspiré un précédent travail sur la *Fausse Suivante*, de Marivaux. Rabreau veut s'amuser de sa langue en pulvérisant la convention. En tête de distribution, une actrice singulière et toujours controversée, en raison d'une présence et d'une voix sans équivalent, Claude Degliame.

Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. Du mardi au samedi à 21 heures, le samedi à 15 h 30. Tél. : 43-57-42-14. 70 F et 90 F.

## Moritur ou les Marins dans l'arène

de Geneviève de Kermabon, mise en scène de l'auteur, avec Marie-Louise Cabral, Cyril Camazzi, Sandrine Dumas, Jade Duvignat, Philippe Gaillard, Valérie Garçon, Marc-Michel Georges, Jean-Claude Grunier, Marie Hauwille, Virginie Lavalée, Olivier Lafere, Christophe La Masse, Carole Locantore, Paco Portero, Michel Silmani et Michel Smolnikov.

Un port, des marins, des entraînements, des souvenirs de mer, de tempêtes et de mutineries. Après son formidable *Freud*, Geneviève de Kermabon raconte comment un homme peut devenir un assassin. Un monstre ?

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 10. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 1 h 30. De 100 F à 140 F.

## Mot de passe

de Jean-Paul Caillet, Henri Ogier et Philippe Labèque. La nouvelle production de l'un des meilleurs spécialistes européens du théâtre visuel, sans paroles donc et pourtant extrêmement expressif tant les corps, les décors et les sons sont ordinairement soignés et beaux.

Dix-Huit Théâtre, 16, rue Georges-Agutte, 10. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-26-47-47. 70 F et 100 F. Dernière représentation le 9 octobre.

## Mua Roi Nuoc (marionnettes sur eau du Vietnam)

L'eau, élément essentiel du Vietnam, pays de rizières et de moussons. Les marionnettes sur l'eau sont l'un des symboles les plus forts de la culture vietnamienne et un spectacle fascinant car son secret réside dans la dissimulation des manipulateurs, et les personnages émergent seuls, glissent et puis disparaissent. Des instants rares, magnifiques.

Cirque d'iver, 110, rue Amelot, 11. Du lundi au dimanche à 20 h 30, le samedi et dimanche à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77. 80 F et 130 F.

## Oncle Vanja

d'Anton Tchekhov, mise en scène de Pierre Oubache, avec Marianne Basler, Daniel Benoin, Françoise Bertin, Paul Charlier, Jean-Claude Drouot, Carole Got et Odette Simeonnet. La petite musique de Tchekhov sera sans doute bien servie par des comédiens rompus au verbe du dramaturge russe.

Théâtre de l'Est parisien, 159, av. Gambetta, 20. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures, le dimanche à 15 heures. Tél. : 43-54-80-80. 80 F et 130 F.

## Opéra équestre

de Bartabas, mise en scène de l'auteur. Une épopée quasi rituelle qui réunit deux éthnies qui ne se connaissent pas et se lancent des défis, tout à tour équestres, musicaux et vocaux. Un « opéra » présenté à guichets fermés lors du dernier Festival d'Avignon. Les aficionados sont restés sur leur faim tandis que les nouveaux adeptes s'enthousiasment.

Théâtre équestre Zingaro, 176, av. Jean-Jaures, 33000 Aubervilliers. Les mardi, mercredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-04-38-48. Durée : 2 h 30. De 110 F à 210 F.

## Patzi

de Francis Huster, mise en scène de l'auteur, avec Francis Huster, Alexandra Mercuroff, Christiane Reali, Didier Bravo, Michael Cohen, Bruno Guillot et Maurice Levy. Francis Huster n'a jamais été effrayé par les grands ouvrages du répertoire au-

plus que par les grands personnages auxquels il s'identifie souvent sans complexité. Il est ces jours-ci Gustav Mahler en trois mouvements, allegro, scherzo et adagio.

Antoine - Simone-Barreau, 14, bd de Strasbourg, 10. Du mardi au samedi à 20 h 45, le dimanche à 18 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-08-78-58. Durée : 2 heures. De 80 F à 250 F.

## Richard II

de William Shakespeare, mise en scène d'Yves Gasc, avec Laurent Terzieff, Michel Etcheverry, Isabelle Thomas, Pascale de Boysson, Marianne Lewandowski, C. Batauss, L. Bateau, V. de Bouard, O. Brunhes, S. Cessari, M. Chagnoux, M. Chagnoux, X. Florent, J. Gouley, G. Guerdan, R. Hermandier, F.-X. Hoffmann et F. Lendebroeck.

Emmené par l'une des éminences les plus éloquentes et les plus passionnées du théâtre hexagonal, Laurent Terzieff, cette visite chez Shakespeare par le biais de l'une de ses œuvres de jeunesse, quelquefois maladroite, mais de ces maladroises qui ont fait son génie.

Atelier, 1, place Charles-Dullin, 10. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 46-06-49-24. Durée : 3 heures. De 120 F à 240 F.

## Smaln

Les amateurs publics font la rentrée, et avec eux Smaln, qui fait désormais pres- que figure de vieux routier dans un monde où les nouveaux visages sont légion.

Théâtre de Paris, 15, rue Blanche, 9. Du mardi au samedi à 21 heures, le samedi à 18 heures. Tél. : 48-78-22-00. De 130 F à 180 F.

## La Tragédie du roi Christophe

d'Alain Césaire, mise en scène d'Irissia Ouedraogo, avec Catherine Samie, Alain Pralon, Dominique Rozan, Roland Barin, Marc Bocconeri, Jean-François Rémi, Louis Arbesse, Nathalie Nerval, Jean-Philippe Puymanin, Thierry Hancisse, Michel Favory, Jean-Pierre Michéa, Isabelle Gaudin, Olivier Desrois, Toto Bissolotto et Marianne Mathias. Quand le Français s'ouvre à l'histoire de la francophonie et du théâtre contemporain servie par l'un de ses maîtres, il le fait par une mise en scène simple, lente, étonnante d'un cinéaste africain parmi les plus considérables, Irissia Ouedraogo.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Les lundi et samedi à 20 h 30, le mercredi à 14 heures. Tél. : 40-15-00-15. De 48 F à 195 F.

## Valérie Lemercier

Retour en scène de la découverte la plus récente et la plus fascinante du *one woman show* à la française avec un spectacle qui lui a valu le Molière de sa catégorie la saison dernière. Certains passages de son spectacle sont déjà entrés dans le vocabulaire familial comme ce « 3615 l'existe » lancé à une mère rigrarde par sa fille lycéenne en colère. Impeccable.

Palais Royal, 38, rue Montpensier, 1. Du lundi au samedi à 20 h 30, le samedi à 18 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 58-61. Durée : 1 h 30. De 30 F à 210 F.

## Volière Dromesko

Quand l'homme veut voler et crée des machines insensées et fantastiques, mais si dérisoires, si vaines. Le monde enchanter d'un cirque qui n'en est pas un. Un spectacle créé il y a longtemps déjà à Lausanne, chez Matthias Langhoff, et qui n'en finit pas de séduire, ce n'est que justice, un public nombreux.

Parc de la Villette (sous chapiteau trans-lucide), 211, av. Jean-Jaures, 19. Du mardi au samedi à 20 heures. Tél. : 40-03-39-03. 120 F et 140 F.

## Volpone

de Jules Romains, mise en scène de Robert Fortuna, avec Guy Tréjan, Francis Perrin, Rachid Akhal, Cécile Bole, Olivier Codron, Albert Delpey, Jacques Givaud, Jacques Herlin, Marcel Knebel, Jacques Labande, Jacques Le Carpentier, Lucien Pascal, Magali Renard, Gérard Curbillon et Ramon de Harau.

Cela fait longtemps que Jules Romains n'avait pas connu pareil hommage. Une production de qualité pour cette œuvre majeure où l'on retrouve avec bonheur l'excellent Guy Tréjan.

Porte Saint-Martin, 16, bd Saint-Martin, 10. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 15 h 30, dimanche à 15 heures. Tél. : 42-06-00-32. De 95 F à 240 F.

## Régions

### Donai

#### Arthur Rimbaud

avec Jacques Bonaffé. Créée au Festival d'Avignon en juillet dernier, cette lecture du poète par l'un de nos acteurs les plus passionnés, les plus différents en ce qu'il est d'une indépendance et d'une originalité sans pareilles.

L'Hippodrome, place du Barlet, 59000 Douai. Le mercredi à 20 h 45. Tél. : 27-96-52-83. 50 F.

### Limoges

#### Drôles de zèbres Festival international du théâtre francophone

avec des artistes d'Algérie, de la communauté française de Belgique, du Congo, de Haïti, de Côte-d'Ivoire, de France, de Guinée, du Mali, de Mauritanie, du Maroc, de la République du Niger, du Québec, du Togo et de Zaïre.

Le grand rendez-vous, la grande fête annuelle de la francophonie dont les meilleurs représentants sont passés, passent et passeront à Limoges.

Chapiteau des Francophonies de Limoges, Jardin d'Orsay, 87000 Limoges. Les mercredi, jeudi, vendredi, samedi et dimanche à 10 heures. Tél. : 55-32-32-65. 85 F et 100 F.

### Strasbourg

#### L'Exercice de la bataille

d'Anne Torres, mise en scène de l'auteur, avec Philippe Cribari, Jérôme Kircher, Grégoire Ostmann, Mohamed Roubini et Jean-Luc Noy.

En 1588, la plus grande armée du monde, l'Invincible Armada, quitte l'Espagne pour aller envahir la perle d'Albion et détrôner Elizabeth pour rétablir le catholicisme. A chacun des combattants est promis le paradis. Réflexion sur des fous de Dieu accompagnée par les musiciens de l'ensemble Ars Nova.

Le Maillon, 13, place André-Maurois, 67000 Strasbourg. Le mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 88-27-61-81. 80 F et 100 F. Dernière représentation le 8 octobre.

### Angers

#### Molly Bloom

de James Joyce, mise en scène de Jean-Michel Dupuis, avec Hélène Vincent. Quand un très bon acteur - Jean-Michel Dupuis - met en scène une très bonne actrice - Hélène Vincent - qui a choisi de s'approprier le texte d'un très bon auteur - Joyce - qui relate très bien la pensée incessante d'une femme sur sa

vie, c'est la promesse d'un spectacle important.

Centre d'animation Jean-Vilar, place Jean-Vilar, 49000 Angers. Le mardi à 20 h 30. Tél. : 41-87-80-80. 70 F et 95 F.

### Orléans

#### La Nuit de l'an 2000

de Philippe Avron, mise en scène de l'auteur, avec Philippe Avron, Marianne Sargent et Claude Eward.

La CADO d'Orléans, une adresse qui en trois années s'est hissée parmi les plus remarquables, ouvre sa saison avec la nouvelle pièce d'un amuseur aiguisé, Philippe Avron, rejoint sur scène par un bulldozer de l'humour, Marianne Sargent. Un cocktail qui pourrait être savoureux.

CADO, bd Aristide-Briand, 45000 Orléans. Les lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30. Tél. : 38-54-29-29. 113 F.

### Strasbourg

#### Phèdre

de Jean Racine, mise en scène de Jean-Marie Villégier, avec Natacha Amal, Geneviève Esménard, Karine Fellous, Cyril Haroui, Denis Manuel, Dominique Maron, Agnès Proust, Olivier Werner et Marc Zammit.

Le nouveau directeur du Théâtre national de Strasbourg inaugure son règne d'un spectacle prolix avec la reprise d'un spectacle créé l'an passé à Evreux. Tout à fait dans la manière de ce metteur en scène qui a su, comme personne, revisiter le répertoire classique. Il nous offre une *Phèdre* remarquable qui nous transporte en plein dix-septième siècle, dans la splendeur d'un décor qui sert d'écrin à la splendeur du sentiment.

Théâtre national de Strasbourg, 1, rue André-Maurois, 67000 Strasbourg. Le mardi à 20 h 30. Tél. : 88-35-44-52. 80 F et 110 F.

### Montpellier

#### Sik-Sik, le maître de magie et le Haut de forme

d'Éduardo de Filippo, mise en scène de Jacques Niche, avec Jean-Claude Friauf, Chantal Joblon, Robert Lucibello, Louis Métrio, Isabelle Candeller, François Tourmagne, Dominique Parent, Chantal Neuwirth, Eric Averbant et Jean-Paul Roussillon.

De la location au squat au travers de vingt-deux pièces en un acte écrites par un auteur napolitain plus qu'italien, trisour de ménage vaudevillesque et grinçant.

Théâtre des Treize-Vents opéra municipal, Bd Victor-Hugo, 34000 Montpellier. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 67-82-72-91. De 65 F à 95 F.

La sélection « théâtre » a été établie par Olivier Schmitt

# MUSIQUE

## Paris

### Mercredi 2 octobre

#### Schubert

##### Schumann

##### Lieder

##### Rossini

##### L'Ultimo Ricordo

##### Meyerbeer

##### Sicilienne

##### Le Poète mourant

##### Mahler

##### La Car rougeuse de l'enfant

##### Thomas Hampson (baryton), Graham Johnson (piano).

Le baryton américain devient peu à peu la star de notre fin de siècle lyrique, une star tout terrain, que Berio a retenue pour son prochain opéra (*Il Mondo* du 20 septembre), qui a cédé l'écran de l'Année Mozart avec son Don Giovanni à Genève, rôle qu'il a enregistré sous la direction d'Harnoncourt. Il est beau, élégant, plein d'aisance sur scène, play-boy du Met (enregistrements avec Kleiber, Levine) qui ne recule pas au tête-à-tête des récitals. Les Mahler qui terminent ici sa prestation avec Graham Johnson (le pianiste de Janet Baker) rappelleront ceux qu'il a enregistrés avec Leonard Bernstein pour DG (*Fahrenden Gesellen*, Ruckert, *Kindertoten* : 431682-2).

Auditorium du Louvre, 20 h 30. Tél. : 40-20-52-29. De 110 F à 130 F.

### Jeudi 3

#### Debussy

##### Sonate pour violon et piano n° 3

##### Bartok

##### Sonate pour violon et piano n° 1

##### Laurent Kocis (violin), Frédéric Chiu (piano).

Kocis n'a que vingt-cinq ans. Il est lauréat des concours Long-Thibaud (1984) et Francescatti (1989). Il vient d'enregistrer son premier disque (chez Virgin), il a choisi, pour ce programme de milieu de journée, deux sonates bien différentes, et un partenaire qui ne joue jamais du piano de façon indifférente. Frédéric Chiu, Américain d'origine chinoise, est issu de bonne école : la Juilliard.

Auditorium du Louvre, 12 h 30. Tél. : 40-20-52-29. De 45 F à 50 F.

### Webern

##### Six Pièces pour orchestre op. 6

##### Mardena

##### Quadrivium

##### Concerto pour hautbois n° 3

THÉÂTRE - PHÈDRE RACINE - VILLEGIER - GAUDEAMUS KALE - DINE DODINE - LA NUIT DES ROIS SHAKESPEARE - TORDJMAN - AGESILAN DE COLCHOS - ROTROU - PHILIPPE BERLING - GERMANIA MORT A BERLIN MULLER - VAN KESSEL - PYRAME ET THISE DE VIAU - ANTOINE GIRARD - UN HOMME PRESSE CHARTREUX - VINCENT - LES INNOCENTS COUPABLES BROSSE - VILLEGIER - LA MAGIE SANS MAGIE LAMBERT - VILLEGIER - LE FANTÔME AMOUREUX - QUINAULT - VILLEGIER - DANSE - NECESHO BAGOUET - TRANSVERSES RIS ET DANCERIES - EVENTAIL - GUZIERX-PIOLLET - MUSIQUE - LES VENDREDIS MUSICAUX UN CONCERT D'UNE HEURE CHAQUE SEMAINE.

## SAISON 1991/92

1 RUE ANDRÉ MALRAUX - BP 184 - R3 67005 STRASBOURG CEDEX - TEL. 83 55 65 69

du 4 au 27 octobre

# FABLES LA FONTAINE

mise en scène Laurence Poirier

11 CINÉMA MAX ITALIA

(1) 48 61 38 67

A PARTIR DU 4 OCT.

# CONEDIE - CHAMPS-ÉLYSÉES

MICHELLE PRESLE MATTHIEU CARRIÈRE

DANIELE LEBRUN

# LA NUIT DE VALOGNES

de Eric-Emmanuel SCHMITT

LOCATION 47 20 08 24

ORCHESTRE NATIONAL BORDEAUX-MONTAIGNE ALAIN LOMBARD

SAISON 91/92

# THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT

ALAIN LOMBARD REGIS PASQUILLER

47 27 81 15

du 4 au 27 octobre

# CORTEX

Chorégraphie

# MAGUY MARIN

LOCATION 49 80 15 88 FNAC - Virgin Megastore

DU 26 SEPTEMBRE AU 26 OCTOBRE

DANS LE CADRE DU FESTIVAL D'AUTOMNE

de Agota KRISTOF

Mise en scène

Jeanne Champagne

# Le grand cahier

42 43 17 17



Châtelet. Théâtre musical de Paris (le 4, 19 h 30 ; le 6, 17 heures). Tél. : 40-28-28-40. De 150 F à 440 F.

## Samedi 5

## Campora

Idem, version de concert  
Monique Zanetti,  
Sandrine Flau,  
Marie Boyer (scénarios),  
Bernard Bédier (basse),  
Jean-Paul Fouchécourt (ténor),  
Les Arts florissants,  
William Christie (direction).

Contrepont d'opéra à l'opéra de Mozart que l'on peut voir au même moment dans sa gloire à la Bastille (lire ci-dessus). L'opéra de Campora, antérieur de plus de soixante-dix ans à son homonyme mozartien, est écrit sur un livret inspiré par la tragédie de Crébillon, livret dont devait s'inspirer à son tour le librettiste de Mozart, se contentant de transformer en happy-end le dénouement tragique. Cinquante des huit tragédies lyriques du compositeur français, créées à l'Opéra de Paris en 1712, repris après révisions en 1731, opéra comprend cinq actes et un prologue, avec chœurs, danses et airs brillants. Harmonia Mundi publie l'enregistrement qui produira, à partir de cette exécution en concert, Christie et ses Arts florissants.

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 19 h 30. Tél. : 40-28-28-40.

## Maderna

Amanda  
Gladino religio  
Venetian Journal

## Ambrosini

Concerto pour piano et orchestre  
« Veneziano »  
Paul Sperry (ténor),  
Louise Bessière (piano),  
Orchestre philharmonique de Radio-France,  
Diego Masson (direction).

« Dans un siècle, on parlera de Maderna comme d'un grand compositeur qui était également un grand chef d'orchestre », écrit le musicologue Massimo Mila en 1973, un an après la mort de l'ami qu'il admirait tant. Le Festival d'automne, prenant le taureau par les cornes, a décidé d'accélérer un peu cette trop tardive postérité par une rétrospective en bonne et due forme, ici enlignée par deux chefs-d'œuvre presque oubliés : le *Jardin religieux* et le *Journal vénitien*. Maderna chef d'orchestre ? Reportez-vous aux nouveautés de septembre du catalogue Hunt (distribué par Wotz Music). On y trouve une dizaine de titres, dont *Gurre-Lieder*, *Deuxième et Quatrième Symphonie* de Mahler, *Tristan*, *Traviata*. Il y a tout de même des rééditeurs sur CD qui ont les bons réflexes !

Maison de Radio-France, 21 h 30. Tél. : 42-30-15-16. 60 F.

## Dimanche 6

## Bunuel-Kagel

Un chien andalou

## Ozilia-Macagni

Rapsodia satanica

Orchestre national d'Île-de-France,  
Jacques Mercier,  
Mauro Kagel (direction).  
Voir Kagel en personne, sérieux comme un pape - il a appris à l'ère des dernières années - dirigeant sa propre musique pour Bunuel : rigolo, en vérité. Consulter, dans notre sélection cinéma, l'immense programme de CinémaMouvement, dont ce programme live est extrait.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37.

## Lundi 7

## Gigout

Grand Chœur dialogué

## Widor

Salvum fac populum tuum, pour orgue,  
trois trompettes, trois trombones et timbales  
Dupré

Le Chemin de la croix, extraits  
Corvège et finale op. 19  
Evecheval, finale  
Polka héroïque pour orgue et cuivre

## Vierne

Marche triomphale pour le centenaire de la mort de Napoléon

Suzanne Chaisemartin (orgue),  
Solistes de la Musique de la flotte de Brest,  
Christian Ogner (direction).

Programme insolite, pour le moins, et qui amène jusqu'à Paris une harmonie bretonne que l'on ne connaissait pas. Ceci au service de deux générations de musiciens français que l'on connaît bien mal. Gigout fut le professeur de Fauré et d'Audré Marchal. Vierne, celui de Dupré. Il écrit sa *Marche triomphale* pour les célébrations du centenaire de la mort de Napoléon. Dupré, quant à lui, comme virtuose, comme improvisateur, fut l'organiste le plus célèbre de son époque : le début du siècle.

Eglise Saint-Augustin, 20 h 30. Entrée libre.

## Mahler

La Cor magique de l'enfant  
Chants d'un compagnon errant

## Berg

Frühling Lieder pour chant et piano  
Lieder op. 2 pour chant et piano

Brigitte Fassbender (mezzo-soprano),  
Volker Rieger (piano).  
Abandonnant pour un soir le rôle de la comtesse Geschwitz dans *Lulu* (voir page précédente), le mezzo allemande donne une leçon de style, dans l'intimité du récit.

Concerts « jeunes »  
de l'Orchestre  
de Paris

L'Orchestre de Paris inaugure cette saison, au Théâtre du Châtelet, une série de concerts réservés, le samedi matin à 11 heures, aux moins de vingt-cinq ans, pour un prix quasi symbolique (30 francs). Le premier programme réunit le 5 octobre les solistes de l'Orchestre, le pianiste Christian Zacharias et le chef Louis Langrée dans le *Concerto K.491* et la *Symphonie concertante pour instruments à vent K.297* de Mozart. Location chaque jour entre 11 heures et 19 heures au Châtelet. Ouverture des caisses une heure avant le concert. Prochains programmes « jeunes » : le 30 novembre et le 15 février.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 170 F à 450 F.

## Mardi 8

## Mendelssohn

Le Songe d'une nuit d'été, musique de scène

Alison Wells,  
Angela Kaderniczek (soprano),  
Harvey Band,  
Roy Goodman (direction).

Ensemble sur instruments anciens qui recrée chez Malgoire et chez les baroqueux anglais, le Hanover Band se lance après Herweghe et Brüggen (lire après Diapason), dans la « baroqueisation » de Mendelssohn. Un *Song* rarement joué, dont on n'est pas près de se lasser.

Opéra de Paris, Palais Garnier, 19 h 30. Tél. : 47-42-53-71. De 30 F à 350 F.

## Régions

## Ambronay

## Campora

Lire notre sélection Paris, en date du 5 octobre.

Le 8, Abbaye, 16 h 30. Tél. : 74-35-08-70. De 50 F à 250 F.

## Bordeaux

## Berg

Concerto pour violon et orchestre « A la mémoire d'un ange »

## Mahler

Symphonie n° 5  
Victoria Malova (violon),  
Orchestre national Bordeaux-Aquitaine,  
Alain Lombard (direction).

Alain Lombard a choisi un archet venu de l'Est, d'une musicalité généralement assurée, d'une sûreté à toute épreuve, pour « la mémoire d'un ange. On parle sur l'Orchestre de Bordeaux-Aquitaine dans Mahler ?

Le 3, Palais des sports, 20 h 30. Tél. : 56-48-58-54. De 70 F à 85 F.

## Lyon

## Ravel

Alborada del gracioso, Miroirs pour piano

## Bartok

Concerto n° 1 pour piano et orchestre

## Berlioz

Symphonie fantastique  
Krzysztof Zimerman (piano),  
Orchestre national de Lyon,  
Emmanuel Krivine (direction).

Le pianiste polonais vient de sortir chez D.C. un disque compact très bruyant, avec *Sonate de Liszt* et pièces de la fin (*Funérailles*, etc.).

Le 3 et 4, Auditorium Maurice-Ravel, 20 h 30. Tél. : 78-60-37-13. De 100 F à 210 F.

## Strasbourg

## Dillon

Hallo Nacht, pour grand orchestre

## Xenakis

Ata, pour grand orchestre

Dax-Ork, concerto pour violon et orchestre (version mondiale).

Ivry Arditi (violon),  
BBC Symphony Orchestra,  
Antony Tarnopolsky (direction).

Glorieux point final au très beau programme du Festival de Musique.

Le 6, Palais de la musique et des congrès, 16 h 30. Tél. : 88-37-57-87. De 70 F à 100 F.

## Jazz

## Matt Haviland

Quand un de ces types débarque de Brooklyn, fringant, moine de trente ans, sapé pour plaire, techniquement impeccable (Matt Haviland joue du trombone), plus proche d'un ingénieur en informatique que des légendes du jazz (drogue, sexe et drogue - et sexe), sachant absolument tout du jazz, bon lecteur d'*Ulysse* et de Jean Cocteau, convenablement versé dans le grec ancien, grand amateur de Bach, tennisman classé, pilote de rallye, on appelle immédiatement Laurent De Wilde (pianiste qui revient de huit ans à New-York, même profil, la distance en plus, même passion pour *Ulysse*), on lui demande de composer une rythmique simple (Gilles Nauzet) à la basse et Simon Gribbert aux drums, on écoute la bande de Matt Haviland transmise par la file qui connaît le type assez proche du frère de l'ancien manager du trombone, on en tire ses conclusions et l'affaire est dans le sac. C'est le jazz. Ils auront deux soirées pour entrer en communion. La plupart du temps, ça marche. Voilà pourquoi on y retourne.

Les 2 et 3, Petit Opportun, 22 heures. Tél. : 42-36-01-36.

## Wynton Marsalis

Le trompettiste parfait de l'heure, Wynton Marsalis représente à la fois la technique, le savoir, la recherche et la maîtrise. Le Festival de Paris avait bien aimé l'inscrire à son programme vraiment prometteur du 22 octobre au 3 novembre. Mais ce programme est bouclé trop tôt. Du coup, Wynton Marsalis passe au Châtelet. Belle salle, beau son. Ah, oui ! On oubliait : Marsalis est très, très contesté (boudeur, prétentieux, froid, « technique », calculateur), raison de plus pour y courir. Primo, pour entendre la perfection de l'heure ; deuxio, pour voir la tête des fines bouches (de simples jaloux, le plus souvent) ; tertio, pour écouter ceux qui aiment ça.

Le 3, Châtelet. Théâtre musical de Paris, 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40.

## Frank Sinatra

En 1935, il remporte le premier prix du « Major Bowes Amateur Hour ». En juin 1939, Harry James l'engage et lui fait enregistrer *From The Bottom Of My Heart*, son premier disque. En janvier 1940, il entre chez Tommy Dorsey. Il triomphe en soliste au Paramount Theatre de New York City (janvier 1943) et, depuis, partout. Il est un grand comédien. Il a l'un des premiers, conçu un album 33-tours comme une construction et pas comme une suite de chansons. Toutes sortes de rumeurs contribuent à la perfection du mythe (le plus souvent les femmes, l'argent, les voyous). Pas un musicien de jazz qui ne le tienne pour un pur artiste. Il s'appelle Francis Albert Frank Sinatra.

Le 3, Palais des Congrès, 20 h 30. Tél. : 40-68-06-11. De 250 F à 850 F.

## Rock

## Dire Straits

Si les revendeurs de tickets parisiens font autant d'affaires que leurs confrères londoniens lors du passage de Dire Straits à Wembley, les abords du Palais Omnisports risquent de ressembler à la corbeille de la Bourse. Ce serait un peu dommage de passer toutes ses économies dans un billet au marché noir. D'abord parce que Dire Straits reviendra au printemps, ensuite parce que ce show ne tient pas (et de loin) toutes les promesses de *On Every Street*.

Le 7, Palais omnisports de Paris-Bercy, 20 heures. 185 F.

## Tournées

## Mecano

Le charme, discret, du trio espagnol tient dans la sophistication même qu'il apporte à la confection de son euro-pop. Les mélodies sont suaves, les effets souvent faciles, mais la voix fragile d'Ana Torija s'épanouit sur scène et les frères Cano ne rechignent pas à la peine.

Le 4 octobre, Montpellier, Zénith, 20 h 30, 165 F. Le 6, Paris, Zénith, 17 heures, 185 F. Le 8, Lille, Espace ES, 20 h 30, 190 F.

## Urban Dance Squad

Le retour des Hollandais violents (mais pas méchants). Après avoir conquis les États-Unis (chiffres de vente à l'appui), Urban Dance Squad porte plus loin sa fusion rock-rap, emmené par le fureur impressionnante de Rude Boy, le rapper du Suriname.

Le 8 octobre, Montpellier, Salle Victoire, 21 heures, 70 F. Le 9, Marseille, Espace Julien, 20 heures, 90 F.

## U-Roy

Père du dub, donc du rap, donc du ragga, U-Roy mérite le respect. Et, de toute façon, un disc-jockey qui exerce son métier depuis si longtemps doit bien être encore capable de faire danser une salle.

Le 3 octobre, Lille, 19 heures, 100 F. Le 4, Saint-Etienne, 20 h 30, de 80 F à 100 F. Le 5, Paris, Elysée-Montmartre, 19 heures, 120 F. Le 7, Strasbourg, Salle de la Bourse, 21 heures.

## Bill Derainne

Bluesman francophone (une profession difficile et pleine de risques : le ridicule, la banalité), Bill Derainne part sur les routes en compagnie de Spencer Bohren. Le Lorrainais d'adoption qui vient de temps à autre transformer les grands hôtels parisiens en bars de La Nouvelle-Orléans mérite lui aussi le déplacement.

Le 4 octobre, Annecy, MJC Merquisant, Le 5, Gap, La Blanche.

## Roadrunners

Toujours l'un des meilleurs groupes de rhythm'n'blues en activité, qui joue un répertoire original ne souffrant pas de coexistence avec les quelques reprises qui parsèment leur concert.

Le 4 octobre, Caudoubert-en-Caux (76), 20 h 30, 60 F ; 1<sup>re</sup> partie : Gonocox et Little Rabbits. Le 5, Tergnier (02), Salle des arts et loisirs, 20 h 30, 50 F ; 1<sup>re</sup> partie : Jean-Louis Mahjani.

## Pigalle

Que reste-t-il de Pigalle, la place, le quartier ? François Hadji Lazzari a construit un groupe autour de cette nostalgie d'un Paris qu'il a vu se défaire, des squats vidés au petit matin aux bars fermés pour tapage nocturne. La musique de Pigalle oscille entre chanson réaliste et rock saignant.

Le 3 octobre, Troyes, Espace Ché Balajo, 23 heures. Le 4, Monthévillers (près du Havre), Salle des fêtes, 22 heures, 60 F. Le 5, Treguier (Bretagne), 23 heures, 40 F.

## Flashbone

On ne mesurera sans doute jamais l'immense influence du premier album de Flashbone sur la scène mondiale (et donc française) du rock dit alternatif. Après un long silence, les Américains sortent enfin leur second album et reviennent sur scène, prônant avec la même vigueur leur rock hybride plus de funk, de rap et d'humour.

Le 9 octobre, Lille, Adonès, 19 h 30, 110 F.

## Corman et Tuscado

Duo trio (deux poly-instrumentistes et un chanteur) intelligent, provocateur (provoquant réaction et émotion), l'écriture intellectuelle (énoncé musical) de Captain Beefheart et de Frank Zappa.

Le 4 octobre, Massy, Centre culturel du Royal Ballet de Lausanne puis comédie, notamment de Karl Ameryg signé *Cosmic over*. L'Américain Stephen Petronio (danseur chez Trisha Brown avant de fonder sa propre compagnie) signe *Middle Sex* sur une musique originale de Garth Jones. Les deux ensembles ont créé *Wrong Wrong* d'après le *Sacre du printemps*.

## Screaming Target

Après des débuts foudroyants sur scène, Screaming Target a marqué le pas sur disque, ne retrouvant pas tout à fait l'élan qui emportait leur cocktail reggae-funk-dance bien au-delà de la somme de ses composants. Au bout d'un an d'existence, le groupe de Don Letts reprend la route pour retrouver l'ivresse des commencements.

Le 9 octobre, Lille, Théâtre du Splendid.

## Festival

## L'Estival de Saint-Germain-en-Laye

Les années passent et l'Estival de Saint-Germain-en-Laye recule de plus en plus ses dates tout en refusant de se déphaser. On trouvera dans ce refus des réalités triviales le côté d'une programmation saisonnière qui réunit Liane Foly, les Platters, les Babyloï, les Flirts et quelques jeunes espoirs dont les Champêtres de joie, jeunes gens qui explorent un répertoire septennaire en costumes III<sup>e</sup> République (le chanteur aurait pu se glisser dans une photo du deuxième gouvernement Millerand sans se faire remarquer).

Du 3 au 13 octobre. Renseignements et réservations, Virgin Megastore, tél. : 40-74-06-48.

Musiques  
du monde

## Wasaburo Fukuda

Un Japonais au royaume de Fréhel, Gainsbourg, Dania, Piaf. Mariage incongru de deux cultures, de deux styles, célébré par un jeune homme multi-faces qui reprend, en la modernisant, la tradition de la chanson française chantée au Japon.

Du 2 au 5, Sentier des Halles, 22 h 30. Tél. : 42-36-37-27. De 60 F à 80 F.

## Fernanda

Dernière arrivée en France des chanteuses brésiliennes aux voix de miel, Fernanda se range dans le classicisme du groupe, avec une touche empruntée aux rockers de la nouvelle génération du Sud brésilien. Après un premier album, *Gosto de Ortelio*, un premier live concert où elle devra faire ses preuves de chanteuse à part entière.

Le 3, New Morning, 21 h 30. Tél. : 48-23-51-41.

## Ravi Shankar

Le maître indien, précurseur de la world-music et des mélanges hétéroclites, revenu depuis à plus de tradition. Simplicité et complexité des ragas exécutés avec la maîtrise que l'on sait, avec tablas et tanpuras.

Le 4, Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-57.

## Chanson

## Gilbert Bécaud

Une rentrée parisienne qui sera peut-être la dernière, avec un récital à entrées chères, un soir rouge, un soir bleu, avec deux répertoires différents, pour satisfaire un public exigeant.

Les 2, 3, 4, 5 et 8, 20 h 30 ; le 6, 17 heures. Châtelet. Théâtre musical de Paris. Tél. : 40-28-28-40. Minist 3615 Châtelet. 150 F.

## Jean Guidoni

Pourquoi se priver du plaisir de voir Jean Guidoni, croquer ironique, dandy pessimiste, écorché mélodieux, avec ses danseurs, ses ambiguïtés avouées, revendiquées, chanteur singulier, personnalité forte de la chanson française d'aujourd'hui ?

Les 2, 3, 4, 5 et 8, 20 h 30 ; le 6, 17 heures. Châtelet. Théâtre musical de Paris. Tél. : 40-28-28-40. Minist 3615 Châtelet. 150 F.

## William Sheller

La subtilité, la romanesque sincère, l'équilibre des textes, de la voix, du piano : William Sheller est un homme heureux, ses chansons poursuivent le bonheur, la mélancolie créatrice. Sheller a laissé son orchestre symphonique de côté, le temps d'un délicieux tête-à-tête avec son piano.

Le 4, Arcueil, Salle Jean-Vier, 20 h 30. Tél. : FNAC, Billard. De 40 F à 60 F.

## DANSE

## Stephen Petronio

## et Michael Clark

Cosmic over

Wrong Wrong

Deux effervescents empêcheurs de danser en rond, convoqués par le Festival d'Automne. L'Américain Michael Clark (virtuose, à quatre ans, des danses traditionnelles des Highlands, puis plus tard à l'école du Royal Ballet de Lausanne puis comédien, notamment de Karl Ameryg) signe *Cosmic over*. L'Américain Stephen Petronio (danseur chez Trisha Brown avant de fonder sa propre compagnie) signe *Middle Sex* sur une musique originale de Garth Jones. Les deux ensembles ont créé *Wrong Wrong* d'après le *Sacre du printemps*.

Centre Georges-Pompidou, du 2 au 6 octobre, 20 h 30, le dimanche à 18 heures. Tél. : 42-96-12-27. 85 F et 70 F.

## Compagnie

## Michèle-Anne de Mey

Châteaux en Espagne

Silvius Eriks

Dans la nouvelle - et ravagée - vague de chorégraphes belges, Michèle-Anne de Mey a boudé sur la scène. Nous avions tant aimé sa *Sinfonia Eroica*, présentée l'an dernier par le Festival de Montpellier, que nous retournerons le voir (les 11 et 12). Mais auparavant (les 3 et 5), de Mey offre une création pour huit danseurs, *Châteaux en Espagne*, sur des musiques de Haydn et de Mozart : on se précipite.

Théâtre de la Ville, du 8 au 12 octobre, 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. 80 F et 130 F.

## Compagnie Maguy Marin

Cortex

Où était passée Maguy, dont la dernière création remonte à deux ans ? Elle prenait le temps de réfléchir, de se ressourcer et de pouponner, tandis que sa troupe parcourait le monde. *Cortex* se présente comme un « reportage chorégraphique autour des cinq sens ». Six danseurs, des décors et costumes conçus par Maguy elle-même avec Denis Maréchal, également auteur de la musique.

Créteil, Maison des Arts, du 4 au 27 octobre, 20 h 30, dimanche 15 h 30. Tél. : 48-80-15-98. 100 F.

## Roubais

## Ballet du Nord

First for Five

Chorégraphie

L'Oiseau de feu

Il faut peut-être aller jeter un œil sur Renaus Hoggenand, un Néerlandais de vingt-cinq ans, danseur au Ballet du Nord depuis 1986 : il vient d'être finaliste (le plus jeune) du Concours international de chorégraphie de Tokyo, avec *First for Five* et *Doortzorg*, présentés cette semaine à Roubais avec *L'Oiseau de feu* de Jean-Paul Comelin.

Collège, les 4 et 5 octobre à 20 h 30, le 6 à 16 heures. Tél. : 20-24-66-66. 110 F.

## La sélection

« Classique » : a été établie par

« Jazz » : Francis Marmontel

« Rock » : Thomas Sotinel

« Musiques du monde » :

et « Chanson » :

Véronique Martignat

« Danse » : Sylvie de Nassac

## VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J.-M. H. : ouvert jusqu'à... heures.

DINERS	
<p><b>L'ALSACE AUX HALLES</b> 16, rue Coquillière, 42-36-74-24</p> <p><b>LA VILLA CRÉOLE « OPÉRA »</b> 19, rue d'Artois, 47-42-64-92</p> <p><b>RELAIS BELLMAN</b> 37, rue François, 47-23-54-42 F. sans dim.</p> <p><b>RIVE GAUCHE</b></p> <p><b>NOUVEAUX LES CAULOTS</b> 39, rue Saint-Louis-en-l'Île, 46-33-66-07 et 66-12 Chinatis</p> <p><b></b></p>	



# DE LA SEMAINE

## DISQUES

### Classique

#### Bruckner

Troisième Symphonie  
Orchestre philharmonique de Vienne,  
Bernard Haitink (direction)  
Staatskapelle de Dresde, Giuseppe Sinopoli (direction)

Contraire d'un élphant à faire des points! C'est, à peu de choses près, l'exploit que doivent réaliser les chefs qui dirigent Bruckner. Böhm, Jochem, Walter, Szell, Schuricht, Furtwängler ou Klemperer savaient négocier ces à-pics vertigineux - longs crescendos implacables suivis de décroissances subites - en conservant au son sa brillance, sa légèreté jusque dans le toutouant, garder enfin la tête froide devant l'atténuation des bruits naïfs et des thèmes élevés à la gloire de Dieu.

Au point où il en est de sa carrière de chef symphonique, Giuseppe Sinopoli ne semble pas en mesure de « rivaliser » avec ces chefs formés à l'ancienne (lui avec Gustav Wand, Sewallish ou Celibidache, maîtres à Bruckner de notre époque). Son interprétation de la Troisième Symphonie est si pâteuse, embrouillée, instable, qu'elle donne l'impression qu'il suit l'orchestre. Mieux enregistrée, l'interprétation de Bernard Haitink à toutes les qualités qui l'ont rendu célèbre est celle de son confrère italien. Et cela est sensible dès les premières mesures du premier mouvement, pressé sans hâte mais de façon décidée, presque sur le qui-vive; le chef n'attend pas que le son se fixe, rien ne semble devoir arriver. Celine, méthodique, inspiré et toujours clair, il allège la première grande symphonie de Bruckner sans pour autant en gommer la grandiloquence (elle est quand même dédiée à Wagner).

Près de trente années après un premier enregistrement déjà convaincant (pour Sinopoli) Haitink a parcouru un chemin qui ne fait que commencer pour Sinopoli. Faut-il considérer le disque comme un ballon d'essai (comme c'est le cas pour celui de Sinopoli) ou ne lui compte-t-il que ce qu'il a été dans ses modestes détails et réalisé de main de maître?

Un CD Philips 422 411-2.  
Un CD Deutsche Grammophon 431 684-2.

#### Stravinsky

Petrouchka. Le Balcon de la fête  
Orchestre de Paris  
Semyon Bychkov (direction)

En choisissant Stravinsky pour son premier disque avec l'Orchestre de Paris, Semyon Bychkov a fait un bon choix. Le choix est d'autant plus heureux qu'il avait précédé la version originale. Petrouchka à sa révision de 1947. L'Orchestre

de Paris a toujours entretenu des affinités avec cette musique qu'il a jouée parfois de façon transcendante au concert (avec Zubin Mehta il y a quelques années par exemple). Cette interprétation est donc bienvenue même si, çà et là, quelques légères scories viennent en altérer le bon ordonnancement et l'irrésistible pulsion. A une seconde écoute, quelque chose gêne toutefois, plus d'effort, plus d'énergie que ces petits défauts sans aucune gravité: le manque d'atmosphère. Les ingénieurs du son de Philips ont fait ce qu'ils ont pu avec l'enregistrement de l'époque. Elle est si gorgée de qu'ils ont dû utiliser beaucoup de micros placés près des instruments de façon à rendre sa crédibilité à la scène stéréophonique (le son est très mono à l'écoute). Comme ce sont des champions, ils ont réussi à la reconstituer au mixage. Mais le son est devenu terne et plat. L'air ne circule pas entre les pupilles.

Si l'Orchestre de Paris veut enfin se frayer un chemin dans le catalogue des grandes maisons de disques (quand on considère la qualité objective des orchestres symphoniques des pays nordiques ou de certains orchestres britanniques, ce ne serait que justice), il faudra qu'il trouve une salle d'enregistrement à la hauteur de ses légitimes ambitions discographiques.

Un CD Philips 432 145-2.

#### Mendelssohn

Symphonie italienne

#### Schubert

Symphonie n° 8  
Orchestre du XVIIIe siècle, Franz Brüggen (direction)

Enregistrée en public à Utrecht (Pays-Bas) en juin 1990, ces deux symphonies sont à verser au dossier instruments d'époque. Pièces à conviction, non pas tant de la supériorité des techniques de jeu et de la facture instrumentale du siècle passé ou de leur parfaite adéquation à la musique qui leur était contemporaine, que de la supériorité technique et simplement musicale des instrumentistes de cette formation sur la quasi-totalité des orchestres symphoniques. Bénéficiaires des Philharmonies de Vienne et de Berlin (avec Karajan, Abbado ou Dohnányi), les orchestres londoniens ou américains. A l'exception peut-être de l'Orchestre de Cleveland de George Szell, dont l'italienne ne dément pas trop face à celle de Brüggen et de ses musiciens (CBS-Sony).

Le plus troublant est que l'on nous a rebattu les oreilles avec l'idée qu'un orchestre ne serait homogène qu'après des années de travail en commun. En quarante ans, les signaux à nos yeux prouvent trois fois le contraire: avec le NBC de Pozzani, la Philharmonie du jeune Karajan et l'Orchestre de Brüggen (qui, lui, ne se résout que quelques semaines par an!).

Un CD Philips 432 123-2.

A. L.

### Jazz

#### René Urtreger

Dixie's Boogie

Quatre pianistes français (selon la loi du sol, pas vraiment celle du sang), Maurice Vander, Michel Graillet, Georges Arvanitas et René Urtreger ont fait, en 1970, chez Saravah, l'objet d'un tir groupé. Adieu, qui n'est pas à une bonne idée près, ressort séparément ces deux albums franchement intéressants. Celui de René Urtreger, par exemple, Dixie's Boogie, s'ouvre avec une netteté, un détaché souligné à la perfection par Jean-Louis Viale (ce son de cymbale si acide, très reconnaissable, qui nous le rend à nouveau proche, plus encore que l'image d'un disparu). Le Yesterday final



Giuseppe Sinopoli dirige Bruckner.

(de Lennon et McCartney) est une splendeur nocturne et pacifique (Gilbert Royère en joue délicatement le thème à la basse). L'ensemble est personnel et monique. On reviendra sur les autres albums.

1 CD Adès 591044.

#### Jimie Linceford

Volume 1, 1927-1934.

Média 7 a entrepris un travail de titan, d'historien et de chercheur. Neuf disques viennent de sortir, ils ont l'élegance de la « Pléiade » et le sérieux d'un archéologue. Ce qui apparaît, par exemple, dans le premier volume consacré au chef d'orchestre Jimie Linceford, c'est la musique inachevée, la constitution d'un orchestre, un son qui se forme progressivement.

James Melvin Linceford est de ces musiciens, nés à l'instinct, instruits par les meilleures universités (malgré sa date de naissance: 6 juin 1902) et des meilleurs maîtres (Wibberforce J. Whiteman). Il a commencé comme professeur de musique et maître de culture physique (en 1926) à l'école supérieure Mannana de Memphis, Tennessee. L'orchestre de l'école, avec Moses Allen (le tubiste le plus léger, le plus aérien, le plus swingant de l'époque) et Jimmy Crawford, est le Chickasaw Syncopator.

De proche en proche, de Lakeside, Ohio, à Buffalo, en passant par Kansas City, l'orchestre finira par arriver au Cotton Club de New-York en remplacement de Cab Calloway. Seuls les Mills Blue Rhythm Band et Duke Ellington, évidemment, avaient connu une telle consécration.

Ce disque raconte en morceaux de musique une vie de rencontres et de voyages. La vie d'un des meilleurs orchestres de l'époque. Qui s'aventure même, à la fin de ses années probatoires, à jouer Mood Indigo et Black and Tan Fantasy dans de curieux arrangements. Prince et maître de la section des saxophones: Willie Smith.

1 CD Média 7 852.

F.M.

### Rock

#### Jean-Louis Murat

Le Mantoux de pluie

Jean-Louis Murat aime l'automne. Il sort son second album après les vendanges, quand il commence à pleuvoir sur les villes. Ses disques vont bien avec la pluie. Car Jean-Louis Murat, paysan du centre de la France cultive la mélancolie avec assiduité, dans sa variété douce et délicate, cette mélancolie qui ronge de l'intérieur, autour de laquelle on peut construire un monde de regrets et de dégoûts trop sourds pour aller jusqu'à la haine.

Il y a de quoi attirer les sarcasmes. « Tout est éphémère (...) les papillons l'hiver, les loups, les cerfs » ne sera une révélation que pour ceux qui n'ont jamais vu Bambi, même si c'est chanté d'une voix morne et douce où il devient de plus en plus difficile de faire la part de l'affection et du désastre. Mais on n'aime vraiment que les fusambules qui tombent de temps en temps, surtout quand on les soupçonne de le faire un peu exprès, surtout quand ils ne trichent jamais dans l'autre sens.

Le Mantoux de pluie est souvent un beau disque produit simplement par l'auteur. Dans ses meilleurs moments (Col de la Croix-Morand, l'Infidèle), Murat, voix douce sur rythmique enlaidie, guitares discrètes et synthétiseurs atmosphériques, arrive, comme les savants cheyennes, à faire vraiment pleuvoir.

Virgin 30885.

#### The Smithereens

Blow up

Vieux routiers de la scène new-yorkaise, les Smithereens s'adonnent à un genre un peu désuet qui connaît son heure de gloire à l'extrême fin des années 70, le power-pop. Harmonies serrées, mélodies scintillantes sur rythmique emballée et guitares acérées. Tels l'horloge arrêtée du proverbe, les Smithereens se retrouvent à l'heure, aux États-Unis, en tout cas, où leur popularité va croissant.

Blow up, servi sous une magnifique pochette de Saul Bass (qui, en d'autres temps, dessinait des génériques au cinéma pour Hitchcock ou Otto Preminger) devrait les pousser un peu plus haut. Du rock ironique de Top of the Pops au rythme blues rétro de Indigo

Blues. Pat DiNizio (l'auteur principal et chanteur du groupe) et ses collègues gardent vis-à-vis de leurs modèles la distance exacte qu'il faut pour ne pas sombrer dans le ridicule (les Smithereens ne sont pas exactement des débutants et l'on peut supposer, quoi qu'ils en disent, que leur premier amour est loin derrière eux) ou l'irrévérence (leur amour pour la musique populaire de 1960 à 1965 est évident).

La production d'Ed Slusien est d'une précision militaire, elle fait ronfler les basses et claquier les caisses claires, dans l'espoir d'attirer les nouvelles générations à cette musique de vieux. Et pourquoi pas?

Capitol/JEMI 7 94963 2.

T.S.

## Musiques du monde

#### Ti Ken

Caribbean

Il a douze ans, il aime Michael Jackson, adore MC Solaar et il est le fils de Kali, redécouvreur des traditions musicales martiniquaises, antillaises au zouk triomphant, ex-rasta reconstruit aux bals populaires, aux valse et aux biguines. Ti Ken est un charmeur né qui sait frapper les yeux comme il faut sur les pochettes de disques ou sur les photos de magazine.

Il a des groupes, et fait de la scène avec des filles de son âge, les Kennettes. En 1988, Bla Bla Bla, un titre sorti en 45 T, et produit par sa grand-mère, arrive en tête du hit-parade créée de Radio Caraïbes International, la station périphérique la plus écoutée dans les îles. A l'époque, le petit Ken n'était qu'un enfant, le remix de Bla Bla Bla le souligne assez cruellement.

Aujourd'hui n'est pas si différent, mais il y a un petit rien qui fait qu'on espère le voir grandir vite: un gentil rap en français alimenté par les cuivres, un Carnaval à gogo qui ne déparait pas sur la place de la Savane de Fort-de-France un jour de vide, un joli reggae avec papa au banjo, Caribbean Soul: des titres qui évitent de s'arrêter à quelques naïvetés plus proches de Dorothée que de l'expression noire.

1 CD Hibiscus Records HR 88043.

#### Abdel Gadir Salim

all stars

The Mardouf Kings Play Songs of Love  
Abdel Gadir Salim, grand joueur de luth, chanteur vedette en son pays, prisonnier consentant des traditions croisées de la région du Kordofan, à l'ouest de Souf, point de passage de l'Afrique, de l'Arabie et de l'Occident, produit une musique tout à fait particulière, à l'atmosphère feutrée malgré les roulements de la derbouka, les haushures des violons, les riffs du saxophone et le coulisement des basses.

Après un très bel album enregistré en 1989 chez Globeville en Angleterre, Abdel Gadir Salim récidive chez World Circuit avec neuf titres produits en collaboration avec les Anglais Nick Gold et John Hadden.

Le trio a réussi à donner à cet album, consacré aux chansons d'amour, une patine tout à fait neuve, où chaque instrument trouve sa place en douceur, le saxophone en particulier, suave et franc, à la limite d'un son jazz, soutenu par une rythmique aux influences reggae, lovée dans les pits de deux violons arabes (Al-Ahrikham, le Vieux). Mais rien ne se dissout jamais, la structure est maintenue par le luth, la voix, les mélodies régionales, dont Umri Ma Bansa, (Je ne l'oublierai jamais), poème d'amour des années 30, repris en 1970 par Abdel Gadir Salim, et qui fit sa célébrité, via la radio et la télévision.

Ce très beau disque comporte deux versions d'un autre de ses classiques, Mal Wa l'itgab, l'une nouvellement arrangée, avec son « all stars », l'autre en solo, voix et luth, enregistrée en concert.

Question de vérifier le charisme d'un musicien mélangeur qui refuse l'impasse des synthétiseurs à tout faire.

1 CD World Circuit WCD 024 distribué par Média 7.

#### Jean Emilien

Hay Madagascar

Attention, voici venir Madagascar! Jean Emilien Rakotonandrasana a fait forte impression dans les festivals occidentaux (Angoulême, Toronto) qu'il a fréquentés pour la première fois au printemps passé, avec sa voix haute, sa guitare de li-bas, le kalibasa, plus poétique et plus sage que l'espagnole, son harmonica de voyageur et son répertoire ramassé au gré de ses errances dans l'île continent. Pour son premier essai discographique européen, Jean Emilien s'est fait aider par un percussionniste touché-à-tout. Pour le reste, il fait tout, c'est-à-dire l'essentiel: la voix, les chœurs, la guitare, l'harmonica, et quelques « percussions vocales ».

Le kalibasa, cousin du banjar, dont jouaient les Noirs des plantations du sud des États-Unis, est à Madagascar l'instrument traditionnel des bouviers. C'est d'ailleurs dans les campagnes et sur les hauts plateaux du sud où il est né que ce fils d'insolite a appris son répertoire. Des chansons populaires qui parlent des filles aux yeux de papillon, des forêts profondes, des lacs bleus et même de la Caisse d'épargne... Le tout à des allures d'album folk, un Dylan qui aurait retrouvé toutes ses raisons de vivre, sans peur, dans la racine des grands arbres, dans la simplicité des taxis de brousse, des fêtes de village, dans la densité des cérémonies religieuses, où Jean Emilien, chanteur dépouillé, a fait ses premières armes.

1 CD Média 7 9532.

V. Mo.

## Chanson

#### Catherine Lara

Sand et les Romantiques

« Si je devais résumer en un mot cet univers magique, je l'appellerais « rock romantique ». C'est Catherine Lara qui le dit. L'appellation - opéra-rock, rock littéraire, symphonie chantée - est en effet assez juste. L'exercice de style proposé ici en comporte en tout cas les défauts: bavard, infiniment peu musical, peuplé de très belles voix et d'excellents instrumentistes que l'on préférerait, de loin, voir à leur juste place. « Les romantiques sont jeunes, ils sont beaux, ils sont fous », précise le livret. Cela nous vaut Richard Cocciantte en Frédéric Chopin, Daniel Lavoie en Eugène Delacroix, Maurice en muse de la musique, Véronique Sanson en Marie Dorval. Tous s'efforcent à donner une résonance gracieuse aux textes de Luc Plamondon qui tombent la plupart du temps dans les clichés qui poursuivent George Sand (« Appelle-moi George, de femme en femme, ou d'homme à homme »), personnage chahuté s'il en est. Les quatre-vingt-dix musiciens du London Symphony Orchestra, dirigé par Eddie Rosemond et Phil Gibson, plus les synthétiseurs d'usage, et, au violon, Colin Davis, le tout enregistré en Angleterre aux studios Real World, se perdent dans les sinuosités du « musical-rock symphonique » composé par Catherine Lara, chanteuse à la voix toujours aussi forte, chaude, tendue et vibrante. Que faut-il espérer? La vision d'une mise en scène somptueuse qui fasse passer la pilule? Zapper sur le laser pour retrouver dans les vingt titres de l'album les bribes de simplicité (l'Histoire de ma vie) qui nous font aimer Lara malgré tout?

1 CD Treme 710355.

V. Mo.

## DIX-HUIT REPRISES DE LEONARD COHEN

# Les pairs et les héritiers

Sur ce disque où dix-huit groupes ou chanteurs interprètent Leonard Cohen, on ne trouve pas un Français, Jean-Louis Murat. Pourtant il est difficile d'imaginer représentation plus exacte du goût français en matière de rock que l'm Your Fan.

Cette compilation a été réalisée par l'équipe de la revue les Inrockuptibles. Que le bimestriel ait réussi à faire rentrer en studio des superstars (REM, qui reprend First We Take Manhattan), des gens que tout éloignait à priori de l'univers de Cohen (les Pétas, I Can't Forget, Fatima Mansions, A Singer Must Die), réussit à faire se côtoyer des collectionneurs de disques de platine et des artistes dont la gloire tient presque uniquement au soutien que la revue leur apporte (Peter Asar), donne une idée assez juste de l'influence que les Inrockuptibles ont acquise dans l'univers du rock qui pense. C'est là, plus que dans la méthode critique ou les choix esthétiques, que la comparaison avec les Cahiers du cinéma de la grande époque peut se soutenir.

La réédition de Leonard Cohen organisée sur l'm Your Fan n'a rien de surprenant. Les longues équipes du Canadien tiennent plus à sa trajectoire personnelle qu'aux effets de mode. En pleine vague punk, les critiques de toute obédience se sont prosternés devant New Skin for the Old Ceremony, comme leurs aînés l'avaient fait pour les précédents albums.

Aujourd'hui, les chansons de Leonard Cohen collent

à l'époque: cruauté intime, confusion généralisée, amour de gilet. Sur l'm Your Fan, quelques disciples avoués sont venus rendre leur hommage: Lloyd Cole, qui essaie une fois de plus de cacher derrière son cynisme juvénile qu'il est très content de jouer du rock n'roll et propose une version édulcorée de Chelsea Hotel; Jean-Louis Murat, qui injecte un peu de mélodie dans Avalanche IV; Bill Pritchard (l'm Your Man) ou Peter Asar (Take this Longing).

Les autres (c'est la loi de ce genre de compilation) trent la matière vers eux. Les chansons de Cohen sont trop simples, trop formelles, pour se débattre, pour s'abîmer dans ces raps. L'amok musical de Fatima Mansions n'a rien à voir avec la sagesse sans espoir de Cohen. Et pourtant, ils se croisent. Et ainsi se dessine au fil des dix-huit chansons un portrait cubiste de l'auteur (tous les points de vue à la fois) et, en creux, une histoire du rock selon les Inrockuptibles: masculin, blanc, élégant. Avec deux sommets: Geoffrey Oryema, le chanteur ougandais que l'on n'attendait pas là et qui reprend Suzanne, comme il le fait depuis longtemps sur scène, et redonne vie à cette chanson usée par les pires outrages; John Cale, venu à son tour, qui apporte à Hallelujah le cynisme et le hargne dont Cohen s'est toujours gardé.

THOMAS SOTINEL

\* l'm Your Fan, Oscar/Columbia COL 469032/2.

OPERA  
DE PARIS  
GARNIER

PAS DE DEUX ET GRAND DÉFILÉ  
DU BALLET DE L'OPERA DE PARIS

10, 11 (soirée réservée), 12, 13 OCTOBRE

GALAS D'ETOILES

Pas de deux avec les Etoiles du Ballet de l'Opéra de Paris  
et les solistes des grandes compagnies internationales

17, 18, 19 OCTOBRE

Location (14 jours à l'avance) 47 42 53 71 et aux caisses de  
l'Opéra de Paris Garnier. Prix des places: de 30 F. à 350 F.



RENCONTRE AVEC L'INTERPRÈTE PRINCIPAL DE « PROSPERO'S BOOKS », DE PETER GREENAWAY

## Dans le jardin secret de Sir John

*Prospero's Books*, de Shakespeare et Greenaway, sort en France cette semaine. C'est un rêve électronique et magnifique, où Sir John Gielgud, annobli par la reine en 1953, donne beaucoup mieux qu'une représentation de plus de la *Tempête*. Omniprésent, omnipotent, usant comme jamais de sa voix de velours armé, il incarne à lui seul tout le savoir du monde et aussi, avec une noblesse pleine d'humour et de dignité, toute la solitude de l'âge. Il parle de sa longue quête de Prospero et l'enchantement se poursuit.

WOOTEN UNDERWOOD (OXFORDSHIRE)  
de notre envoyée spéciale

C'EST un relais de campagne du dix-septième siècle au cœur de l'Oxfordshire. Le salon a été aménagé dans l'ancienne salle des carrosses. Sous le très haut plafond s'allongent des sofas suaves, une mousseuse profusion d'objets, des porcelaines tendres, des tableaux qui habitent les murs avec l'autorité d'amis de longue date. Les jardins coupent le souffle, sauvages, civilisés, ils se succèdent sans se nuire, séparés légèrement par des grilles basses en fer forgé, les fleurs, rendues folles de senteurs par l'automne naissant, ruissellent dans cet ordre échevelé qui est la marque incomparable des jardins anglais.

Il y a une intendante, et trois chiens fort jappants. Sir John apparaît en haut du perron. Quatre-vingt-six ans, paraît-il, qui le croirait ? Le vieux monsieur se tient droit comme un cavalier, regard d'acier. Il est tout à fait beige, d'une élégance si ferme, qu'elle peut s'offrir quelques infimes pirouettes canailles : une bague très verte au petit doigt, un foulard de soie presque apache dans l'encolure d'une chemise à rayures noires et rouges. Cette maison si belle, cet homme seul qui vous offre un verre de chablis... N'est-on pas à *Providence* ? On est chez John Gielgud.

« Jouer la *Tempête* au cinéma, a été pour vous un rêve longtemps inassouvi ?

— Oui, cela a duré des années. J'ai pensé un moment que cela pouvait être transposé au Japon. J'ai essayé de rentrer en contact avec Kurosawa : je n'ai même pas trouvé son adresse. Puis j'ai écrit à Ingmar Bergman. Il m'a télégraphié qu'il n'avait pas le temps et que son anglais n'était pas assez bon. J'en ai parlé ensuite un petit peu à cet homme terrifiant, Giorgio Strehler. J'ai eu avec lui, en Italie, une rencontre traumatisante. Je tournais à Côme, « Venez donc voir une de mes répétitions à Milan », me dit-il. J'y vais.

Il était six heures du soir. Toute la troupe était au garde-à-vous, maquillée, en costumes. Il s'agissait de faire un raccord pour une pièce à leur répertoire depuis des années. Les pauvres acteurs n'ont pas pu ouvrir la bouche, sans doute pour m'impressionner, Strehler n'a pas cessé de les interrompre, de bondir sur scène pour jouer à leur place, de donner d'interminables indications en italien. Ne comprenant pas un traître mot de cette langue, j'ai moi-même dans la salle pendant quatre heures sans qu'on songe à m'offrir un verre d'eau... En partant, Strehler m'a tout de même donné la cassette vidéo de sa mise en scène théâtrale de la *Tempête*, je ne savais pas alors que je la montrerais un jour à Greenaway. Il y avait des choses intéressantes : un Caliban noir, et un très bel orage, au début... » N'abandonnant toujours pas mon idée de tourner cette fameuse *Tempête*, j'éprouvais alors le sentiment que la mission devait échoir à un metteur en scène anglais. Je pensais évidemment à mon ami Peter Brook, mais son succès en matière de cinéma n'était pas des plus sûrs... C'est alors que Derek Jarman m'a sollicité, mais je n'aimais pas beaucoup sa vision de la pièce, et surtout pas l'arrivée incongrue dans son film d'une escouade de petits marins... Toujours pas découragé, je parlais de cet inaccessible projet avec Benjamin Britten. Il aimait beaucoup Shakespeare, et je crois qu'il m'avait vu dans *Prospero*... Tout le début, cette idée de « flash-back » que j'avais eue, il l'entendait avec des sons réels, depuis le claquement des pas sur le sol jusqu'au froissement des vêtements. Mais dès qu'on arrivait sur l'île, il n'y avait plus que la musique pour entourer les mots, plus de bruits, plus de réalité... J'aurais adoré jouer *Mort à Venise*, l'opéra de Britten. J'ai même demandé le rôle, mais je ne l'ai pas eu. C'est sans doute la seule fois que j'ai demandé quelque chose.

— Vous n'aimez pas demander ?

— Je préfère être demandé.

— C'est ce qu'a fait Greenaway ?

— Oui, il m'a appelé pour tout à fait autre chose : je devais travailler deux ou trois jours avec lui à une version abstraite de *l'Enfer* de Dante. Je l'admirais déjà beaucoup, j'avais vu à peu près tous ses films,



« Regard d'acier, droit comme un cavalier »

dont trois fois le dernier, le *Cuisinier, le voleur, sa femme et son amant*. Il a une très remarquable capacité à faire déboucher son évidente tendance au sadisme sur l'érotisme, jamais sur la pornographie... Alors, bien sûr, je lui ai parlé de la *Tempête*...

— Mais pourquoi un tel désir d'incarner Prospero ?

— Parce que ce rôle est le seul désormais — avec Lear que Laurence Olivier avait déjà interprété — que je sois encore en âge de jouer ! J'ai pensé que ce serait une expérience intéressante de vérifier si mon interprétation de Prospero serait considérée comme valable, juste avant que je meure... Ce que je m'attendais à faire d'un moment à l'autre, récemment (rire). En fait, j'ai eu très peur de ne pas voir le film fini, son achèvement a demandé plus d'une année.

« Mais Greenaway a rendu le travail si excitant que chaque matin j'étais ravi d'arriver sur le plateau, d'essayer de comprendre ce qui se déroulait.

— Avez-vous participé au scénario ?

— Non, mais Greenaway a sauté sur ma vieille idée de commencer par un long monologue qui évoque la vie passée de Prospero. Je pense sincèrement que c'est la partie la plus brillante du film, un peu difficile à comprendre, peut-être, pour le public qui ne connaît pas la pièce... Parce que, il faut avouer qu'après, Peter Greenaway n'a pas été très loin dans la « caractérisation » des autres personnages...

— Vous êtes seul, le seul...

— Oui, les autres n'ont pas grande chance de se faire remarquer, même le Caliban de Michael Clark qui s'agit au loin mais parvient cependant à être efficace... Isabelle Pasco qui est Miranda est-elle très connue en France ? En tout cas, elle est charmante. Et votre Michel Blanc, il vient de la Comédie-Française ? Non, pas du tout ? Ah bon.

— Cette débauche d'images, ces superpositions, ces surimpressions, vous en aviez la sensation en arrivant sur le plateau ?

— Je n'avais pas la moindre notion de la façon dont Greenaway pourrait coudre le tout ensemble. J'étais un peu effrayé : il se passait tant de choses autour de moi, un déluge de papier tombait sur ma figure, j'étais en permanence cerné par une foule assez agitée... Mais Greenaway est si calme, si tranquille, si déterminé. Avec lui, pas d'atmosphère de hall de gare, comme il est d'usage sur les plateaux de cinéma. Tout ce qu'il veut est dans son script, une pièce énorme que j'avais beaucoup de mal à transporter. Tout

comme j'avais du mal à porter ces énormes costumes qui ont failli me tuer. Il fallait quatre personnes pour me les mettre sur les épaules...

— Et cette idée de vous faire dire tous les rôles ?

— Elle m'a au départ désorienté, mais je ne pense pas qu'elle soit trop dérangeante, même lorsque je dis les répliques de Miranda ou d'Ariel. Il y a la voix des autres comédiens qui parvient souvent sous la mienne, en écho, c'est très subtil. Vraiment, bien que le film soit assez controversé, ici, en Angleterre, je dois dire que je suis éperdu d'admiration pour le travail de Peter Greenaway.

— Vous aviez pourtant dit un jour qu'adapter Shakespeare à l'écran ne vous paraissait pas très souhaitable.

— C'était il y a bien longtemps, lorsque je jouais éperdument Shakespeare à la scène, et avant que je ne fasse enfin une entrée satisfaisante dans le monde du cinéma, à Hollywood... dans le rôle de Cassius du *Jules César* de Mankiewicz, en 1953... Avant cette époque, et bien que mes débuts, modestes, datent du muet, je détestais faire du cinéma. Je jouais au théâtre le soir, c'était le bain : au studio toute la journée, sur scène aussitôt après... J'essaye aujourd'hui de me persuader que seul ce statut de travailleur de force justifie la médiocrité de mes films d'ailleurs. Je tentais d'apparaître comme un héros juvénile et romantique, et je n'avais pas précisément le physique adapté à cette ambition. Mes partenaires féminines étaient toujours plus célèbres que moi, on voyait leur visage en gros plan, et de moi, seulement le dos du crâne et une amorce d'épaule. Mon seul atout véritable était ma voix, que j'aimais beaucoup. Trop sans doute. Laurence Olivier disait que je « chantais » mes rôles, et il avait raison.

— Quels étaient vos rapports avec Olivier ?

— Nous n'avons travaillé qu'une fois ensemble, je le dirigeais dans un *Roméo et Juliette*, je crois que ça ne lui plaisait pas trop que je sois le patron... Nous nous apprécions mutuellement, en gardant nos distances. J'enviais cependant son énergie athlétique, ses mouvements toujours spectaculaires, qu'il marche, monte à cheval, tire au fusil, joue la comédie. Moi, jeune, j'étais très maladroit. N'ayant jamais été un gros travailleur, j'agissais au contraire de lui qui s'entraînait six mois pour un rôle, perdait du poids, allait au gymnase. Je haïssais pour ma part jusqu'à l'idée de ces contraintes. Je ne voulais faire que ce qui me permettait de paraître à mon meilleur, donc aucun jeu, aucun sport...

« Je n'ai été jaloux de Laurence Olivier qu'une fois dans ma vie. Pendant la dernière guerre. L'armée n'avait pas voulu de moi. C'est vrai que j'aurais été un exécrable soldat. Mais je me suis toujours senti honteux de rester là, à ne défendre que Shakespeare... Lorsque Olivier, qui était dans la Royal Air Force, est rentré, il m'a semblé comme rajeuni, plein d'un enthousiasme nouveau, il avait vécu. Et moi j'avais seulement joué...

— Sous les bombes, et en rendant des gens heureux...  
— Que ce que vous dites soit vrai.

— Le théâtre, pratiqué par toute votre famille maternelle, était pour vous une vocation ?

— Absolument. Vous pourriez voir une photo de moi très édifiante, enroulé dans une serviette de bain, dans le rôle de Marc-Antoine à l'école élémentaire.

— Quelle a été votre première émotion théâtrale ?

— Une des premières, en tout cas — j'avais dix ans — m'a été procurée par Sarah Bernhardt, au Coliseum de Londres dans une pièce intitulée *Champ d'honneur*... C'était pendant la guerre de 14, Sarah avait déjà perdu sa jambe, mais ce n'était pas trop grave, en l'occurrence. Elle est apparue étendue sur un tronc d'arbre, dont elle sortait comme par un miracle un drapeau tricolore, avant de déclamer un long poème patriotique en français. J'ai été bouleversé...

— Quel est, d'après vous, le meilleur film que vous ayez tourné ?

— Sans contester *Providence*, d'Alain Resnais. Je connaissais Dirk Bogarde depuis très longtemps. Il m'a raconté beaucoup plus tard que lorsqu'il avait lu le scénario pour la première fois, mon rôle n'y était pas. Et puis David Mercer, l'auteur, et Alain Resnais sont venus me voir au théâtre dans une pièce, *No man's land*, et ils ont rajouté ce personnage de vieil écrivain qui boit du chablis et qui va mourir... Bogarde s'est montré très généreux, parce que, dès cet instant, le film avait cessé d'être le sien... J'ai revu Alain Resnais il y a deux ans, à Paris. Je l'ai emmené dans un bistrot que j'avais trouvé, et qui s'appelait *Providence*...

— Pourquoi, au cours de votre carrière, avoir accepté beaucoup de films... très en dessous du niveau de *Providence* ?

— Je suis optimiste. En lisant les scénarios, j'arrive toujours à trouver quelques répliques acceptables. J'ai encore tourné deux films cette année. Dans l'un d'eux, *Shining through* dirigé par Michael Douglas, j'ai un affreux petit rôle d'espion dans une histoire de nazis... Cela m'a entraîné à Berlin, à Leipzig. Dans l'autre film, dont l'action se situe au Zimbabwe, je suis un vieux maître d'école... Mais je ne suis pas allé au Zimbabwe.

— Tout cela ne semble pas très gratifiant...

— Non. Mais cela me permet de sortir. De continuer à rencontrer des gens nouveaux. Vous savez, je vis très tranquillement, ici...

— Vous ne voyagez pas pour votre plaisir ?

— Oh ! non, pour quoi faire ? J'ai visité le monde entier sans déboursier un centime (rire) ! A cet égard, j'ai eu une expérience étonnante avec Woody Allen. Il m'envoie un scénario, me demandant le plus grand secret, il s'agissait de *Zelig*. Je devais lui renvoyer immédiatement, et venir à New-York enregistrer un commentaire, en voix off. Cela ne me prendrait que deux ou trois jours. Il m'offrait beaucoup d'argent et le Concord, aller et retour. Cela me convenait d'autant plus que j'avais très envie de le rencontrer. J'y vais, je fais ce que j'ai à faire. Le film sort l'année suivante. J'appelle quelqu'un que je connais aux Etats-Unis et l'interroge, *Zelig* est-il bien, mon commentaire est-il bien ? On me répond, le commentaire n'est pas mal, mais ce n'est pas toi qui le dit. Woody Allen n'avait pas utilisé mon travail, trouvant sans doute ma voix trop incurablement « british », mais se me l'avait jamais fait savoir... Peu importe, j'avais passé deux jours délicieux à New-York...

— Lorsque vous êtes sédentaire, regardez-vous la télévision ?

— Enormément. Certaines émissions politiques, c'est vrai. Mais j'aime par dessus tout *Dynasty*. Joan Collins est mon idole ! On ne m'a jamais proposé de telles séries. Mais, il faut que j'avoue, un jour j'ai tourné une publicité pour les Américains. J'avais assez honte, mais je me suis dit qu'après tout Laurence Olivier aussi en avait tourné une, pour une marque de caméras.

— Et vous, quel produit avez-vous vanté ?

— Un cru de vin blanc... Peut-être cela devrait-il me rendre modeste : il paraît que ce spot a fait beaucoup pour ma notoriété à l'étranger. Savez-vous que j'ai quatre « fans clubs » en Allemagne ?

— Pas seulement à cause du vin blanc...

— Espérons...

Propos recueillis par  
DANIELE HEYMANN